La Nazione europea

La Nation européenne

The European Nation

#1

2005

PCN et anti-américanisme radical : une récente analyse universitaire

Entretien avec Luc MICHEL : Quatre décennies de combat avec Jean Thiriart et le PCN

Geopolitic : The "Big game", geostrategy and imperialism in Central Asia

Da "Giovane Europa" al PCE : la nascita della nostra Organizzazione transnazionale

Revue théorique du Communautarisme européen

Theoretical Review of the European Communitarianism

Rivista teorica dell Comunitarismo europeo

#1 - 9€ - 2e série - Serial 2 - Juin 2005 - June 2005 Direction-Webmaster : Luc MICHEL

La Nation européenne The European Nation La Nazione europea

Revue théorique du Communautarisme européen - Theoretical Review of the European Communitarianism - Rivista teorica dell Comunitarismo europeo

Publiée par le PCN, le CEPSE – Centre d'Etudes Politiques et Sociales Européennes, le CEREDD et l'INSTITUT D'ETUDES « JEAN THIRIART »
Issue by the PCN-NCP, the CEPSE – Center for European Political and Social Studies, the CEREDD and the "JEAN THIRIART" INSTITUTE

2e Série – Edition internationale publiée en Français, Anglais et Italien
Serial 2 - International edition issued in English, French and Italian

Direction politique: Luc MICHEL
Secrétaire de rédaction : Fabrice BEAUR

Central Office - Rédaction et administration :
PCN – Maagdenstraat 39 – 1000 BRUXELLES
Tél. 02/218 73 09 – Fax 02/218 73 59
Email : info@pcn-ncp.com

Périodique trimestriel - Dépôt légal à parution - ISSN en cours
Directeur de publication - Editeur responsable - Webmaster :
Luc Michel (128 rue de Montigny – Bte 1 / 2 – 6000 Charleroi)
Imprimeur : **Editions MACHIAVEL** - Saint-Denis France

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays. Reproduction, de quelque manière que ce soit, interdite sauf accord écrit préalable de la direction. Les articles signés n'engagent que leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement les vues des éditeurs.

WWW.PCN-NCP.COM

Abonnements et désabonnements, adressez un message à: info@pcn-ncp.com
Subscription or cancell subscription, send a mail to : info@pcn-ncp.com

Sommaire – In questo numero – Summary

En Français :

MESSAGE A NOS LECTEURS : "LA NATION EUROPEENNE" REPARAIT !

« NOTRE LONGUE MARCHE » : ENTRETIEN DE LUC MICHEL AVEC JEAN-MARC LARBANOIS (Université de Liège)

ANALYSE CRITIQUE DE LA «THESE LARBANOIS» SUR L'ANTI-AMERICANISME RADICAL (Université de Liège - 2004)

In English :

MESSAGE TO OUR READERS: "THE EUROPEAN NATION" - LA NATION EUROPEENNE" IS BACK IN PRINT !

GEOPOLITIC : " THE GREAT GAME " – STRUGGLE FOR THE HEARTLAND OF EURASIA

In Italiano :

DA „GIOVANE EUROPA" AL P.C.E. : LA NASCITA DELLA NOSTRA ORGANIZZAZIONE TRANS-NAZIONALE

(traduction française dans un de nos prochains numéros)

Message a nos lecteurs : "LA NATION EUROPEENNE" REPARAIT !

Dans le cadre de la réorganisation et du développement de nos activités de presse et d'édition, coordonnées avec notre présence sur le net (1), il nous a semblé opportun de republier une revue théorique, qui avec notre hebdomadaire **PCN-INFO HEBDO**, notre magazine **NATION-EUROPE** et notre bulletin interne **LA LETTRE COMMUNAUTARISTE**, formera le noyau central de la presse du PCN.

Pourquoi une revue théorique ?

Parce que nous avons besoin d'un organe pour exposer et débattre de **la doctrine du PCN** – le ***Communautarisme européen*** –, de son rapport à la politique et au monde, et aussi de l'histoire politique et idéologique de notre Organisation et de ses racines. Cette revue – comme les deux précédentes publiées par notre **Organisation communautariste transnationale** – servira aussi de laboratoire idéologique.
Rôle que tinrent brillamment la **première série** de **LA NATION EUROPEENNE** (1965-1970) et la revue **CONSCIENCE EUROPEENNE** (1983-1988) (2).

LA NATION EUROPEENNE et **son édition italienne LA NAZIONE EUROPEA**, publiées par Jean THIRIART de 1965 à 1970, furent le laboratoire d'idée où le ***Communautarisme européen*** parvient à sa maturité doctrinale. Et où s'amorcèrent les lignes-force qui vertébrent encore aujourd'hui notre action et notre pensée.
A commencer par la réouverture du débat sur le « ***National-Communisme*** » (3), la définition de **l'anti-américanisme moderne**, le thème de la « ***Grande-Europe*** » de Reykjavik à Vladivostok … Et tant d'autres encore, qui, pillés, plagiés ou repris à gauche comme à droite, dominent aujourd'hui les débats du siècle nouveau (4).

Et c'est la raison pour laquelle nous avons choisi aujourd'hui, alors que nous organisons notre nouvelle expansion, de reprendre le titre « LA NATION EUROPEENNE » pour notre nouvelle revue théorique. Parce que nous avons le sens de notre lignée idéologique et que **nous avons toujours choisi d'inscrire notre action dans la continuité de notre Organisation**.

Au moment où LA NATION EUROPEENNE reparaît, nous aurons aussi une pensée pour nos camarades disparus de la première génération de militants du Communautarisme européen. Et en particulier pour **Jean THIRIART** (+1992) et **Gérard BORDES**, injustement méconnu, cheville ouvrière de la presse de notre Organisation dans les années 60, fondateur et inventeur du titre « LA NATION EUROPEENNE ». Animateur avec Jean THIRIART – replié sur ses activités syndicales – du petit réseau qui maintint la flamme de notre idéologie au cours des sombres années d'éclipse 1970-81, BORDES, disparu tragiquement en 1983, ne vit pas le nouveau départ apporté au Communautarisme européen par la création du PCN en 1984, mais participa aux préparatifs de sa naissance.

Notre action et notre ligne orthodoxe, maintenues contres les vents et marées de la répression et de la contre-révolution triomphante, sont l'hommage des militants des nouvelles générations du Communautarisme européen à la génération de sa naissance. **C'est aussi leur esprit qui forge le Parti de demain !**

LNE

---

(1) Conçu non seulement comme **le media par excellence du XXIeme siècle**, mais aussi et surtout comme ***l'organisateur collectif*** de notre Parti, dans la perspective ouverte par Lenine dans « QUE FAIRE ? »
Cfr. A ce sujet l'entretien de Luc MICHEL publié dans le présent numéro de LA NATION EUROPEENNE.

(2) A l'origine, il s'agissait d'une petite revue méta-politique confidentielle, éditée par des étudiants et tirée à quelques centaines d'exemplaires en photocopies. Lorsque Luc MICHEL en pris le contrôle effectif à partir du n° 6, il transforma celle-ci en un organe de presse fort bien fait pour l'époque et tiré en offset à plusieurs milliers d'exemplaires. Le n° 6 portait une couverture provocante, écrite en langues française et russe, avec le titre « ***LA RUSSIE, C'EST AUSSI L'EUROPE !*** ». A l'époque, en pleine guerre froide, des années avant la « *Maison-Europe* » des Gorbatchev et Miterrand, au moment de la crise des « Euro-missiles » et de la résurgence d'un anti-communisme aussi primaire que stupide, une telle affirmation fit rapidement scandale. Elle étonna dans les milieux d'extrême-gauche, elle suscita de multiples débats dans la mouvance nationaliste, ainsi que dans la galaxie nationale-révolutionnaire européenne. Ce numéro provoqua également un déclic chez Jean THIRIART, l'envie du retour à une action politique ouverte, publique. Pour la première fois depuis de nombreuses années, celui-ci était nominalement cité dans une revue politique et de nombreuses

références à son oeuvre et à l'actualité de celle-ci y étaient faite.
Le même numéro de la revue publiait également une nouvelle version, – la sixième –, rédigée par Luc MICHEL, du « MANIFESTE A LA NATION-EUROPE », le texte de référence du « ***Communautarisme Européen*** » depuis 1961, dont THIRIART lui-même corrigea le manuscrit.
La revue « CONSCIENCE EUROPEENNE » a joué pendant ces années 1983-88 un rôle capital. Malgré la conspiration du silence, malgré les attaques sournoises et systématiques dont elle fut l'objet (aussi bien au sein de la « Nouvelle droite » que de la mouvance anarcho-maoiste belge), « CONSCIENCE EUROPEENNE » traça la route, éclaira le chemin, ouvrit de multiples débats sans lesquels beaucoup de positions politiques actuelles n'auraient pas été possibles.
L'essor actuel des idées révolutionnaires-européennes ou eurasistes, de Lisbonne à Moscou, est né dans ce laboratoire d'idées qui compléta et amplifia le travail éditorial animé par l'équipe rédactionnelle de la revue.
Que l'on songe en particulier au numéro spécial, tiré à vingt-cinq mille exemplaires, sur «*LES COMMUNISTES DE WASHINGTON*», qui fut expédié à l'époque à des milliers de militants et de responsables communistes en France et en Belgique, et qui obligea notamment une des principales organisations d'extrême-gauche belge à reprendre des positions anti-américaines, alors qu'elle était devenue, de manière stupide et ridicule, anti-soviétique, en copie de positions chinoises passéistes.
Que l'on songe aussi aux brochures sur « LE PARTI DE L'EUROPE » ou les « ORIENTATIONS NATIONALES-REVOLUTIONNAIRES », respectivement publiées par THIRIART et Luc MICHEL, et qui sont depuis la fin des années 80 les textes de base du mouvement révolution-naire européen, après être passées inaperçues au moment de leur publication.
La première série de « CONSCIENCE EUROPEENNE », ce fut cela, et surtout cela : un chemin tracé, une pensée semée.

(3) Jean THIRIART avait réouvert le débat sur le « ***National-communisme*** » dès 1964, 8 ans avant les « ***Langages totalitaires*** » de **Jean-Pierre FAYE**, 10 ans avant **Louis DUPEUX** et son « ***Essai sur le National-Bolchévisme*** ». Ce qui n'empêche pas certaines petites frappes de la manipulation historique (car il existe aujourd'hui des hooligans universitaires, comme il existe des voyous de banlieue, à l'image du faussaire Lebourg sur lequel nous reviendrons prochainement) de voir Jean THIRIART « *influencé* » par FAYE ou DUPEUX …
Thème central de nombreux débats idéologiques dans les années 1919-1940 – on se souvient de la polémique autour du « ***communisme national*** » du KAPD de Hambourg, où Lenine intervint en 1919. Ou encore du « ***Gegen den Nationalkommunismus*** » de Trotsky contre la « ***Ligne de libération nationale et sociale*** » du KPD dans l'Allemagne de 1930 –, le « National-Communisme » avait disparu jusqu'à ce que THIRIART réintroduise le thème.

(4) Jean Thiriart particulièrement, que certains ont appelé le « *prophète de l'Europe* », était plus qu'un idéologue : un visionnaire. C'est quelqu'un qui projetait sa pensée politique à très long terme.
On s'est moqué de lui dans les Années 60 et 70. Lorsque Yannick Sauveur a présenté sa thèse à l'Université de Paris en 1978 sur l'idéologie de Thiriart dans les Années 60, un docte professeur a parlé de « *délire rationnel* », parce qu'il parlait de « ***grande Europe*** », etc. Or, depuis 10 ans, tous les grands thèmes qui ont été les nôtres et que nous étions les seuls à défendre – et qui furent tous esquissés, énoncés, définis dès 1965 dans LA NATION EUROPEENNE - sont devenus les thèmes de la problématique européenne *: « où arrêter les frontières de l'Union Européenne ? », « faudra-t-il un jour — c'est à l'ordre du jour — inclure la Russie dans l'Europe ? », « le problème du partenariat euro-méditérranéen », « la question de l'Europe comme Europe-puissance », « la question de l'armée européenne », « de l'arme nucléaire européenne ».*
LA NATION EUROPEENNE a aussi été d'avant-garde dans la redéfinition de l'impérialisme , parce qu'y a été exposé dès 1965 **l'anti-américanisme moderne et radical**. Si l'on suit la plupart des gens qui sont aujourd'hui anti-américains, ils ne l'étaient pas ni dans les Années 60, ni dans les Années 70, ni encore pour certains dans les Années 80.

Message to our readers: "THE EUROPEAN NATION" - "LA NATION EUROPEENNE" IS BACK IN PRINT!

Within the framework of the reorganization and development of our press and publishing activities, coordinated with our presence on the Net (1), it seemed convenient to us to republish a theoretical review, which with our **PCN-INFO WEEKLY**, our magazine **NATION-EUROPE** and our internal bulletin

THE COMMUNITARIANIST LETTER, will form the core of the PCN-NCP press.

Why a theoretical review?

Because we need a body to expose and discuss the PCN-NCP's doctrine – the ***European Communitarianism* –**, its relation to politics and the world, and also the political and ideological history of our Organisation and its roots. This review – like the two preceding ones published by our **Transnational Communitarianist Organisation –** will also be used as ideological laboratory.
Role brilliantly held by **the first series of LA NATION EUROPEENNE** (1965-1970) and the review **CONSCIENCE EUROPEENNE** (1983-1988) (2).

LA NATION EUROPEENNE and **its Italian issue LA NAZIONE EUROPEA**, published by Jean THIRIART from 1965 to 1970, was the laboratory of ideas where the ***European Communitarianism*** attains its doctrinal maturity. And where started the line-force which is still today the backbone of our action and our thought.
To start with the reopening of the debate on "***National-Communism*** " (3), the definition **of modern anti-Americanism**, the topic of "***Great-Europe*** " from Reykjavik to Vladivostok… And so much of others still, which, plundered, plagiarized or taken by the left as by the right, dominate today the debates of the new century (4).

And this is why we chose today, whereas we are organizing our new expansion, to take again the title "LA NATION EUROPÉENNE " for our new theoretical review. Because we have the sense of our ideological line and that **we always chose to include our action in the continuity of our Organisation**.

At the time when LA NATION EUROPEENNE – THE EUROPEAN NATION – LA NAZIONE EUROPEA is back in print in 3 languages, we will have also a thought for our missing comrades of the first generation of militants of the European Communitarianism. And in particular for **Jean THIRIART** (+1992) and **Gerard BORDES**, wrongfully ignored, kingpin of our Organisation press in the Sixties, founder and inventor of the title "LA NATION EUROPEENNE". Organizer with Jean THIRIART – turned in on his trade-union activities – of the small network which maintained the flame of our ideology during the dark eclipse years of 1970-81, BORDES, disappeared tragically in 1983, did not see the new departure brought to ***European Communitarianism*** by the creation of the PCN-NCP in 1984, but took part in the preparations of its birth.

Our action and our orthodox line, maintained against all the odds of repression and the triumphing counter-revolution, are the homage of the militants of the new generations of European Communitarianism to the generation of its birth. **It is also their spirit which forges the Party of tomorrow!**

---

(1) Conceived not only as **the media par excellence of the XXIst century**, but more especially as ***the collective organizer*** of our Party, from the point of view opened by Lenin in "WHAT TO DO? "
See on this topic the interview with Luc MICHEL published in this issue of LA NATION EUROPEENNE-THE EUROPEAN NATION (unfortunatly only in French).

(2) Originally, it was about a small confidential meta-political review, published by students and having a circulation of a few hundreds in photocopies. When Luc MICHEL took its effective control starting from n° 6, he transformed this one into an extremely well made newspaper for the time and having a circulation of several thousands in offset. The n° 6 had a provocative front cover, written in French and Russian, with the title "***RUSSIA, IT'S ALSO EUROPE!*** ". At the time, in full cold war, years before Gorbatchev's "*House-Europe* " and Mitterrand, at the time of the crisis of the "Euro-missiles" and the resurgence of an anticommunism as primary as stupid, such an assertion made scandal quickly. It astonished in the far-left circles, it caused multiple debates in the nationalist camp, as in the European national-revolutionary galaxy. This issue also triggered something off Jean THIRIART's mind, the desire of the return to an open, public political action. For the first time since many years, he was nominally quoted in a political review and many references to his work and its topicality were made there.
The same issue of the review also published a new version, – the sixth –, written by Luc MICHEL, of the "***MANIFESTO TO THE NATION-EUROPE*** ", the text of reference of the "***European Communitarianism***" since 1961, whose THIRIART himself corrected the manuscript.
The review "CONSCIENCE EUROPEENNE" played during these years 1983-88 a capital role. In spite of the conspiracy of silence, in spite of the cagey and systematic attacks of which it was the object (as well within the "New right " as within the Belgian anarcho-maoist camp), "CONSCIENCE EUROPEENNE" traced the road, lit the way, began multiple debates without which many current political positions would not have been possible.
The current rise of the revolutionary-European ideas or eurasist, from Lisbon to Moscow, was born in this **laboratory of ideas** which supplemented and amplified the **leading work** animated by the editorial team of the review. That one thinks in particular of the special issue having a circulation of twenty-five thousand, on " *WASHINGTON' S COMMUNISTS* ", which was dispatched at the time to thousands of communist militants and persons in charge in France and Belgium, and which obliged in particular one of the principal organizations of the Belgian far-left to take again anti-American positions,

whereas it had become, in a way stupid and ridiculous, anti-Soviet, in copy of backward-looking Chinese positions. That one also thinks of the booklets on " **THE PARTY OF EUROPE** " or the "**NATIONAL-REVOLUTIONNARIES ORIENTATIONS** ", respectively published by THIRIART and Luc MICHEL, and which are since the end of the Eighties the basic texts of the European revolutionary movement, after having passed unperceived at the time of their publication.
The first series of "CONSCIENCE EUROPEENNE", it was that, and especially that: a traced way, a sown thought.

(3) Jean THIRIART had reopened the debate on "***National-Communism*** " since 1964, 8 years before the " ***Langages totalitaires*** " of **Jean-Pierre FAYE**, 10 years before **Louis DUPEUX** and his "***Essai sur le National-Bolchevisme*** ". What does not prevent certain young thugs of historical manipulation (because there are university hooligans today, as there are suburbs hooligans, at the image of the forger Lebourg on whom we will come back soon) to see Jean THIRIART "*influenced* " by FAYE or DUPEUX…
Central topic of many ideological debates in the years 1919-1940 – one remembers the polemic around the "*national Communism* " of the KAPD of Hamburg, where Lenin intervened in 1919. Or the "*Gegen den Nationalkommunismus* " of Trotsky against the " *national and social liberation line*" of the KPD in Germany of 1930 –, "National-Communism" had disappeared until THIRIART reintroduces the topic.

(4) Jean Thiriart particularly, whom some called the "*prophet of Europe* ", was more than an ideologist: **a visionary**. He is somebody who projected his political thought in the very long term.
One made fun of him in the 60's and 70's. When Yannick Sauveur presented his thesis at the University of Paris in 1978 on the ideology of Thiriart in the 60's, a learned professor has spoken of "*rational delirium* ", because he spoke of "*great Europe* ", etc. But, **for 10 years, all the broad topics which were ours and which we were the only ones to defend – and which all were outlined, sta-ted, defined since 1965 in LA NATION EUROPE-ENNE - became the topics of the European problems**: "*where to stop the borders of the European Union ?* "," *will it be necessary one day* — it is on the agenda — *to include Russia in Europe?* "," *the problem of the Euro-Mediterranean partnership* "," *the question of Europe as Europe-power* "," *the question of the European army* "," *the European nuclear weapon* ".
LA NATION EUROPEENNE also was avant-garde in the redefinition of imperialism, **because modern and radical anti-Americanism has been exposed in it since 1965.**
If one follows the majority of people who are anti-American today, **they were not it** neither in the 60's, neither in the 70's, nor yet for some in the 80's.

« NOTRE LONGUE MARCHE » : ENTRETIEN DE LUC MICHEL AVEC JEAN-MARC LARBANOIS (Université de Liège)

Dans le cadre de cet entretien, Luc MICHEL répond aux questions de Jean-Marc Larbanois, dans le cadre de la présentation d'un Mémoire de Licence en Histoire (Université de Liège – Wallonie – Année académique 2003-2004) sur « L'anti-américanisme dans les mouvements radicaux ».

Un parcours politique et idéologique dans quatre décennies de Communautarisme européen et dans les vingt ans de l'histoire mouvementée et engagée du PCN au service de la Grande-Europe unitaire et communautaire, du Socialisme et de la Cause des Peuples.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Comment finalement vous définissez-vous aux niveaux idéologique et politique ?

Luc MICHEL : Personnellement, je me définis comme un **militant révolutionnaire**. J'ai engagé ma vie dans la politique activiste révolutionnaire.
Je suis un cas maintenant devenu très rare en Europe, c'est-à-dire que je suis un ***révolutionnaire professionnel***, comme le concevait Lénine : je n'ai pas de vie professionnelle en dehors de mes activités politiques, je n'ai pas de vie sociale en dehors de celles-ci. **J'ai consacré ma vie depuis vingt ans à développer le PCN**. Evoquant la partie activiste de sa vie politique, dans les Années 1920-33, Ernst Jünger disait : « ***Nous ne vivions que pour l'idée*** ». Je vis depuis plus de trente ans pour cette idée. Quand j'ai commencé à militer en politique, au début des Années 70, on trouvait encore beaucoup de cas comme le mien, maintenant je suis un des derniers.
Donc je me définis avant tout comme un militant qui est **en lutte pour le renversement d'une société bourgeoise et d'un Système que dominent les USA, et qui est celui du Capitalisme et du Libéralisme**. Tout simplement parce que je crois à un autre type de société, **je crois au Socialisme** — je suis aussi un militant socialiste —, et beaucoup de politologues sérieux considèrent que notre idéologie que l'on appelle le « ***Communautarisme européen*** » et le PCN appartiennent à ***l'Ecole socialiste***.

Mes modèles en politique, ce sont tout d'abord **les révolutionnaires du XIXème siècle** : les Blanqui, les Mazzini. Vous savez que Giuseppe Mazzini était un grand penseur de l'Europe unie. Le logo interne de notre Organisation transnationale, qui est un cercle avec cinq flambeaux, était le logo de la « ***Jeune Europe*** » de Mazzini en 1830, l'une des toutes premières Organisations révolutionnaires paneuropéennes. Mes modèles, ce sont aussi **les révolutionnaires russes** : Lénine, Staline, les militants du Komintern.
Si je dois me définir idéologiquement, je suis comme je vous l'ai dit, un militant communautariste européen.

Je voudrais à propos de notre ***Communautarisme*** ouvrir une parenthèse, pour qu'il n'y ait pas de confusion. **Le terme de « *Communautarisme* » a été créé par le fondateur de notre Organisation, Jean Thiriart en 1960**. Il s'agissait pour lui de définir une ***idéologie socialiste post-communiste***. Pendant près de trente ans, personne d'autre n'a utilisé ce terme, et le vocable anglais de « ***Communitarianism*** », qui n'existait pas en langue anglaise, a été forgé par le traducteur anglais de Jean Thiriart en 1964.
Nous avons donc vu avec surprise, au début des Années 90, surgir aux Etats-Unis un **autre** « *communautarisme* », qui a été utilisé notamment par le politologue Emitai Etzoni et bien d'autres. **Et il s'agissait tout à fait d'un mouvement différent**, c'est-àdire que là c'est le « *communautarisme* » tel qu'on l'utilise notamment depuis dans les media, c'est le repli sur soi de petites communautés à base ethnique ou à base sociologique.
Notre *Communautarisme,* que nous avons dû surqualifier d' «***européen*** », c'est exactement l'inverse ! Pourquoi ? **Le Communautarisme, chez nous, fait référence à la communauté européenne**, il s'agit donc exactement d'une idéologie inverse, puisque nous voulons une grande communauté qui supprime les différences.

Il y a aussi une définition que je n'aime pas, **parce qu'elle est réductrice, mais qui a l'avantage d'être plus parlante**, c'est une définition par défaut, c'est ce qu'on appelle le « ***National-communisme*** ». Lorsque nous avons été représentés dans plusieurs parlements belges, notamment au Parlement wallon entre 1995 et 1999, la questure du Parlement wallon, non pas à notre demande, mais suite à la consultation de politologues, nous avaient étiqueté comme « *nationaux-communistes* ». Nous soulignons par exemple que le « Front National » belge était catalogué *« extrême-droite »*.
Pour l'anecdote, le terme a été utilisé par Trotski dès 1930 contre le «***programme de libération nationale et sociale*** » du KPD en Allemagne. Dans le « *National-communisme* » qui n'est pas un phénomène isolé, les politologues sérieux — il y en a d'autres malheureusement ! — placent le «**Parti Communiste de la Fédération Russe** » de Ziuganov, le KPRF, le « **Parti Socialiste Serbe** » de Milosevic, le SPS, le Système politique du Belarus du **président Lukashenko**, et également la **République Populaire de Corée**, en compagnie du PCN. Vous devez savoir qu'en ce qui concerne les Serbes, le Belarus ou les Communistes russes, ce n'est pas le PCN qui les a imités, mais bien l'inverse. **C'est un mouvement idéologique que nous avons lancé au début des Années 80 et qui a essaimé en Europe, avec un succès beaucoup plus important en Europe de l'Est**. La démarche de créer un mouvement «national-communiste », c'est-àdire de **combattre pour une société communiste ou socialiste dans un cadre national**, a été initiée par le PCN. Il y a eu d'ailleurs en 1993 un grand article dans l'hebdomadaire belge « *TÉLÉ-MOUSTIQUE* », où l'on expliquait que nous étions bien les initiateurs de ce mouvement.
Dans la même mouvance, on place également un mouvement révolutionnaire arabe qui est le **Parti Ba'ath arabe socialiste**, qui a été au pouvoir en Irak et qui est au pouvoir en Syrie et où il existe une même démarche, c'est-àdire une société socialiste dans un cadre national.
Nous considérons les communistes russes, le SPS de Milosevic, ou encore le parti Ba'ath comme des partis-frères, et leurs idéologies, **comme des idéologies-soeurs de notre Communautarisme européen**.
Le **Système libyen**, avec ses « ***Comités révolutionnaires*** » présente aussi des aspects proches de cette synthèse. En 1982, un politologue français présentait la Révolution de Kadhafi comme « *un socialisme entre Marx, Allah et Robespierre* ».

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Quels sont les penseurs les plus importants pour vous ?

Luc MICHEL : Je vais devoir vous répondre assez longuement, parce que je suis un militant qui raisonne selon des thématiques idéologiques. **L'idéologie vertèbre mon combat politique et vertèbre ma vie**. Un journaliste italien de *LA STAMPA* m'a un jour demandé à Milan «*ce qu'était finalement la patrie ou la nation pour moi* », parce que, m'a t'il dit, « *votre Nation européenne n'existe pas* ». Et je lui ai fait la réponse qui avait été celle de certains militants du Komintern dans les Années 20 : « ***dans l'attente de la fondation d'une Nation européenne, ma nation ou ma patrie, c'est mon idéologie*** ».
Notre idéologie est une idéologie complexe, **une doctrine, une école de pensée portée par une vision du monde**. C'est une **idéologie de synthèse** ; donc nous avons plusieurs lignées originaires. Je vais essayer de vous les définir autour de **trois grandes lignées idéologiques** et de **deux grandes figures**.
La **première lignée de penseurs** qui, pour moi, est importante, ce sont les **théoriciens de l'Etat unitaire**. Le *Communautarisme européen* prône un **Etat unitaire européen** et nous croyons à l'unitarisme dans la vie politique parce que, pour nous, c'est la seule façon de mettre un terme justement aux divisions, aux ghettos, aux confessionnalismes, aux replis ethniques, et de créer une **communauté politique unifiée et solidaire**. C'est une très longue lignée, puisque l'on trouve à l'époque grecque le grand penseur athénien **Isocrate**, qui a été le théoricien de l'expansion gréco-macédonienne en Asie. C'est lui qui a pensé, théorisé l'aventure de Philippe de Macédoine et d'Alexandre le Grand. On y trouve les **théoriciens de l'Empire romain**, à commencer par **Jules César**. On y trouve à l'époque moderne bien entendu **Machiavel**, qui est le

grand penseur de l'unitarisme moderne. On y voit aussi **les Jacobins**. Vous savez que Jean Thiriart a appelé un de ses livres ***« LA GRANDE NATION : L'EUROPE UNITAIRE »***, en référence explicite aux théories de **Sieyès**, qui était le grand théoricien des Jacobins. Il y a également **Mazzini**, qui est un grand penseur de l'unitarisme.

La **deuxième lignée de pensée**, ce sont les **théoriciens du Parti révolutionnaire**. Je crois au Parti révolutionnaire. Je pense que c'est **l'outil par excellence, le seul outil possible, pour la Révolution. Je ne crois pas à la *spontanéité des masses* et je ne crois pas àla politique en dehors d'un Parti révolutionnaire**. Donc vous y retrouvez bien entendu **Blanqui**. Vous y trouvez aussi ce qu'on a appelé les **Babouvistes** en France, c'est-àdire l'aile d'extrême-gauche de la Révolution française. Ce sont des gens comme **Babeuf**, comme **Buonnaroti**. On y retrouve à nouveau **Mazzini**, parce que Mazzini est également un penseur de la révolution. On y trouve bien entendu les fondateurs de l'Internationale, c'est-à dire **Marx** et **Engels**. Et **Lénine**, **Staline**, et bien d'autres.

Nous avons une **troisième lignée** qui est importante pour moi, ce sont les **théoriciens de ce qu'on pourrait appeler la « théorie du Prince »**, c'est-àdire la théorie de l'action politique qui dérive de Machiavel et qui conçoit le Prince non plus, comme au temps de Machiavel, comme un individu, un dynaste, mais comme un « ***Prince collectif*** », le Parti révolutionnaire. Et là, on découvre **Gramsci**, et bien entendu **Jean Thiriart**.

Il y a également de grandes figures de la pensée politique : il y a pour moi **Lénine**, bien entendu, qui est le créateur du **Parti léniniste**. **Le PCN est issu du *« QUE FAIRE ? »* de Lénine** ; si vous lisez nos textes, c'est clair et évident. Donc nous sommes évidemment tout à fait dans la lignée des héritiers du Léninisme et de ce combat là.

Il y a un deuxième penseur, qui lui est un penseur typiquement national-révolutionnaire et qui se place en marge du National-bolchévisme allemand, c'est **Ernst Jünger**. Pourquoi Jünger ? Parce que Jünger est le théoricien de l' « ***Etat universel*** » : il l'a défini dans deux livres importants, ***« LE TRAVAILLEUR » (« DER ARBEITER »)***, et puis ***« L'ETAT UNIVERSEL »***. Jünger a été un des grands opposants au Nazisme, il ne faut pas l'oublier. **Quel est le concept de l'Etat universel chez Jünger ?** Jünger pense que au XXIème ou au XXIIème siècle, *le combat politique va se résumer au combat pour deux ou trois visions du monde incarnées dans des Etats : la civilisation américaine, probablement une civilisation collectiviste qu'il voyait à l'époque en Russie ou en Chine, et une civilisation européenne — celle que nous défendons —, qui prône la primauté de l'individu mais dans un cadre socialiste*. Que dit Jünger ? C'est qu'à la fin ***la lutte verra un des systèmes s'imposer sur la planète et arriver alors l'Etat universel***. **Nous plaçons la perspective du *Communautarisme européen* dans cette perspective du combat pour l'Etat universel.** C'est la raison pour laquelle, **nous sommes des socialistes et pas des nationalistes**. Pourquoi ? Parce ce que, pour nous, la nation, c'est le cadre dans lequel on va développer une vision du monde et un projet de société, le projet communautariste, le socialisme, l'Homme nouveau. **Cet *Homme nouveau* qui est l'objectif ultime des théories de Thiriart.**

Ce cadre est un **cadre de départ**, mais on peut parfaitement appliquer notre *Communautarisme* dans le monde entier ou dans le monde arabe. On peut parfaitement appliquer le *Communautarisme* dans le monde sud-américain, latino-américain. Certains analystes arabes au sein du **Parti Ba'ath**, par exemple, ont souligné la communauté de pensée entre notre *Communautarisme européen* et le *Ba'athisme*. Si vous lisez les textes, vous changez « arabe » par « européen », ou l'inverse, et vous découvrez la même pensée.

Nous avons aussi en Amérique Latine bien entendu une grande personnalité comme le général Peron **qui a été, avant Castro et avant Che Guevara, la grande figure de la résistance latino- américaine aux Etats Unis.** Le général Peron a apporté dans les Années 60 son soutien officiel à notre Organisation, en précisant que notre doctrine représentait aussi l'avenir des autres continents !

Nous avons encore un phénomène plus récent et qui est intéressant, vous savez, ce n'est pas un secret, que **le PCN est proche de l'Etat libyen**. Nous avons notamment des structures de coopération avec le « ***Mouvement des Comités révolutionnaires*** », que nous représentons en Europe, et nous travaillons donc depuis de nombreuses Années avec énormément de mouvements africains. La pensée de Jean Thiriart est actuellement étudiée dans certains pays africains comme le Congo, le Togo, ou d'autres pays. Cela aussi vous donnera un éclairage sur ce que nous représentons réellement.

Il y a enfin pour terminer **deux grandes figures historiques**, pour moi, qui sont importantes. Ce sont **Frédéric II Hohenstaufen** et le maréchal **Staline**.

Pourquoi Frédéric II Hohenstaufen ? Parce qu'il représente la tentative d'une union euro-arabe face aux Mongols. Il représente, à une époque de sectarisme et de croisades, la tentative de refaire une unité des peuples autour de la Méditerranée. Et c'est aussi un personnage qui est un des grands théoriciens de l'Etat unitaire. En Sicile, il avait défini au XIIIème siècle, il faut le souligner, une Constitution, qu'on appelle « ***les Constitutions de Melfi*** ». C'est la première Constitution d'un Etat unitaire moderne et dont les Jacobins se sont inspirés.

Et Staline ? Parce que, comme vous avez dû le comprendre, je me situe dans une perspective qui est à la fois léniniste et national-communiste, et parce que Staline justement représente la plus éminente figure de ce courant. Et aussi, je tiens à le souligner, parce que je

pense que Staline est LA grande figure historique du XXème siècle. Car sans lui, ce Siècle aurait été celui d'Hitler !

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Quels héritages idéologiques reconnaissez-vous ?

Luc LICHEL : Je viens un peu de vous les tracer : donc, **l'Ecole socialiste**, dans laquelle nous plaçons le PCN et le *Communautarisme européen*, le **Léninisme** bien entendu, puisque notre parti est issu de ***« QUE FAIRE ?»*** et les **théoriciens de l'Etat unitaire** bien entendu. Et il y a aussi une spécificité du PCN, c'est-à-dire que nous nous reconnaissons dans l'héritage idéologique des ***Nationaux-bolcheviques russes et allemands***.

On parle souvent du *National-bolchévisme* allemand mais on oublie le Russe, et on l'oublie pour une raison très simple : parce qu'il va à l'encontre des théories du monde universitaire français. Le grand professeur qui étudiait en France le National-bolchevisme allemand, c'est **Louis Dupeux**. Et Louis Dupeux a travesti l'Histoire, en ne tenant pas compte du National-bolchevisme russe qui a précédé et qui a influencé l'Allemand. Et il n'a pas tenu compte de l'histoire du mouvement allemand après 1933. Pourquoi ? Parce que Dupeux veut placer le National-bolchevisme allemand dans la perspective de ce qu'il appelle la «*Révolution conservatrice* », c'est-à-dire d'un mouvement qui va des lisières du National-socialisme jusqu'à la droite conservatrice. Il appelle ça *« la galaxie conservatrice* », et il y aussi place les Nationaux-bolcheviques et les Nationaux-révolutionnaires. Nous ne sommes pas d'accord avec cette classification, et pour une raison très simple : **il suffit de regarder ce que sont devenus les Nationaux-révolutionnaires et les Nationaux-bolcheviques après 1933. Ce sont ceux qui ont le plus participé, par rapport à leur poids humain, à la lutte contre le Nazisme**. Les résistants de «***l'Orchestre Rouge*** » étaient dirigés par des Nationaux-bolcheviques. Le « ***réseau Niekisch*** », le « ***groupe Hielscher*** », le « ***groupe Stauffenberg-Treskow*** » qui a fait le putsch du 20 juillet 44 et qu'il ne faut pas confondre avec les généraux conservateurs du *« groupe Goerdeler-Canaris* ». C'étaient des Nationaux-révolutionnaires et des Nationaux-bolcheviques ! Tout ça a été occulté.

Le National-bolchevisme russe naît à la fin du XIXème siècle. C'est une des fractions du Parti bolchevik : la fraction «***V Period*** » (« En avant ! », en Russe) — c'est la fraction notamment de Lunatcharsky qui va être Commissaire bolchevik à la culture dans les Années 1920. Et il est intéressant de noter une chose fondamentale : c'est que ces gens ne sont pas l'extrême-droite du Parti bolchevik, mais **son extrême-gauche**, **la fraction bolchévique la plus à gauche à l'époque** ! Ensuite, le National-bolchevisme russe se développe à la fois en dehors du Parti, dans l'immigration, et dans le Parti, où il triomphe avec Staline, qui l'impose peu à peu. Cette analyse n'est pas une création *in abrupto* du PCN, ce sont **les résultats les plus modernes de la recherche universitaire anglo-saxonne** qui est plus sérieuse que l'européenne : il y a des écoles universitaires qui n'étudient que le National-bolchévisme russe et elles disent aujourd'hui exactement ce que nous disions déjà il y a dix ou vingt ans. Il y a deux chercheurs particulièrement. Tout d'abord, le professeur **Mihaï l Agurski**, qui est un « refusnik », un Juif russe qui a immigré en Israël. Il est le fils du responsable de la section juive du PCUS, le *Parti Communiste de l'Union Soviétique*. Et il a été le premier à étudier largement le phénomène dans un livre qui s'appelle « ***LA TROISIEME ROME*** », qui n'a jamais été traduit en français, tout simplement parce qu'il dérange l'Université française. Il y a ensuite un professeur américain qui s'appelle **David Branderberger**, et qui vient de sortir un livre qui s'appelle ***« STALINISM AND MASS CULTURE »*** et qui définit le National-bolchevisme russe comme l'instauration par Staline d'un « ***marxisme-léninisme russe dans un cadre national soviétique*** ». On est tout à fait dans la problématique qui est celle du PCN depuis vingt ans.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Quel est la part de rapport critique à vos références idéologiques ?

Luc MICHEL : Nous sommes extrêmement critiques pour une raison très simple, c'est-à-dire que, **contrairement à beaucoup de petits partis révolutionnaires, nous ne sommes pas des gens sectaires**. Si vous allez dans des groupes comme les anarcho-maoïstes belges PTB, ou dans certains groupes trotskistes, c'est très sectaire. **Ca fonctionne comme une religion, avec une idéologie qui sert de vérité révélée**. Au PCN, nous essayons de former des hommes, des hommes critiques, des hommes qui savent se prendre en main. **Nous pratiquons beaucoup l'autocritique et nous pratiquons beaucoup l'autodérision aussi**. Il y a un humour interne : nous savons rire de nous-même, parce que c'est la seule façon, quand vous êtes engagés dans un combat minoritaire, de ne pas tomber dans le sectarisme.

Le temps passe, les idéologies vieillissent. J'ai le plus grand respect pour Marx, par exemple. Mais vous avez pu voir que je ne place pas Marx au sommet du « panthéon communautariste », tout simplement parce que Marx est pour moi totalement dépassé. Jean Thiriart définissait parfois notre Communautarisme

Européen comme un «***communisme post-marxiste*** ». Donc nous devons et nous savons prendre une certaine distance.

Nous sommes également au sein de notre propre Organisation critiques par rapport à ses débuts. Vous savez que notre Organisation transnationale existe depuis 1962 ; en 1984 elle a pris un nouveau départ avec la fondation du PCN. Nous sommes très critiques sur les premières Années de l'Organisation, surtout sur le mouvement «*Jeune Europe* », parce que Jeune Europe n'était pas à ses débuts un mouvement homogène. Il y avait une **aile révolutionnaire avec Jean Thiriart**, dont nous nous revendiquons, et il y avait une aile opportuniste et droitière. Jean Thiriart a mis plusieurs Années à éliminer ces gens-là. Ils ont été éliminés fin 64. En 1965, immédiatement après que Thiriart impose sa seule ligne et contrairement à ce qu'on oublie souvent, « *Jeune Europe* » disparaît pour un parti qui s'appelle le « *Parti Communautaire Européen* », le PCE. A ne pas confondre avec le « *Parti Communautaire National-Européen* » qui est le nôtre. Le PCE va exister de 1965 à 70, et nous nous en revendiquons directement.

Nous nous plaçons dans une ligne Organisationnelle : **l'Organisation qui existe depuis 40 ans** et qui a pris diverses formes, divers noms successifs : «*Jeune Europe* », le «PCE » et enfin le « PCN », à partir de 1984. Nous sommes très critiques sur la période « *Jeune Europe* ».

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Quels sont les personnages et les événements historiques les plus emblématiques pour vous ?

Luc MICHEL : Je pense que vous avez déjà pu discerner un peu la réponse avec les penseurs auxquels nous faisons référence. **Je ne fais pas de différence entre l'Histoire et l'idéologie**. Je suis de ceux qui pensent que l'idéologie, en fait, a existé bien avant la période moderne. Gramsci, par exemple, parlait du «*Jacobinisme précoce* » de Machiavel. Moi, je vois aussi — et je ne suis pas le seul — *dans l'œuvre de Jules César également un Jacobinisme et un socialisme précoces*. Donc nous allons très loin en arrière dans l'Histoire.

La première série, c'est **une série de personnages historiques**. **Ce sont en fait ceux qui ont voulu la constitution de l'Empire Romain ou sa restauration**. C'est **Jules César**, ce sont les **grands empereurs et généraux romains** qui ont étendu la citoyenneté romaine aux marges de l'Empire en dépassant l'égoï sme républicain. Ce sont ensuite ceux qui ont essayé de restaurer l'Empire romain. L'historien français René Grousset parlait du *« tourment de Rome »* pour ces grandes figures. Ce sont des personnages comme **Charlemagne, Otton III, Frédéric II de Hohenstaufen**, bien entendu, **Charles Quint** à l'époque moderne, la **dynastie bourguignonne**. Donc c'est la première lignée. J'y reviendrai plus tard parce que l'Empire romain occupe une place importante dans notre idéologie.

La deuxième lignée bien entendu, c'est **le combat du mouvement socialiste** et **deux grands événements**, importants pour nous et dont nous nous revendiquons : la ***Commune de Paris*** et la ***Révolution d'Octobre***. La Commune de Paris, parce que c'est la première fois qu'un pouvoir populaire moderne anti-bourgeois se dresse contre le Système. Et le « Grand Octobre », parce que c'est la première fois qu'un Etat socialiste existe, l'Union Soviétique — mais que nous critiquons beaucoup. Nous l'avons critiquée notamment avant sa disparition, dans un but de réforme. Mais dans un esprit de critique positive, parce qu'elle représentait pour nous l'événement majeur du XXème siècle, la seule alternative crédible à l'idéologie bourgeoise qui domine le monde moderne.

Nous parlions de **la cohérence de notre idéologie** : nous sommes très cohérents ; nous n'avons pas de thématiques disparates. Et **Rome occupe une place importante pour nous**. Nous nous revendiquons comme vous le savez du National-bolchevisme. Je vous ai parlé du professeur Agurski qui parlait de la « *Troisième Rome* ». La *Troisième Rome*, c'est quoi ? Au départ, c'est un terme panslaviste. La première Rome, c'est la Rome originale ; la deuxième Rome, c'est Byzance, et la troisième Rome, c'est Moscou. *Et Moscou avait pour les panslavistes une mission universelle qui était de répandre dans le monde l'égalité*. On méconnaît trop souvent le fait que l'Orthodoxie est une religion très égalitaire. C'est une des raisons pour lesquelles elle a été un des piliers du National-bolchevisme russe et qu'elle est encore un des piliers actuellement de la restauration national-bolchevique en Russie ou dans les pays limitrophes. L'Orthodoxie est basée sur la notion de communauté, sur des notions communautaires comme le «*mir* » ou le « *sobornosk* ».

Nous parlons nous d'une «Quatrième Rome » qui sera la grande Europe Unitaire et Communautaire, l'Empire socialiste d'Europe, l'Etat communautariste. Et idéologiquement, j'ai attiré votre attention sur le fait que des théoriciens comme Gramsci et d'autres voyaient dans Machiavel et dans le Césarisme des *formes précoces de Jacobinisme et d'idéologie révolutionnaire*. Donc nous sommes dans un univers pour nous cohérent et nous nous battons *in fine* pour un **mythe politique** au sens où **Sorel** l'entendait, c'est à dire le mythe de la restauration de l'Empire Romain.

J'attire votre attention sur le fait que **l'Empire romain n'était pas un empire européen, c'était un empire centré sur la Méditerranée.** C'est un empire qui a

regroupé des peuples dans des provinces comme la Syrie, l'Afrique, l'actuelle Turquie, les Balkans. Il y a eu des empereurs d'origine africaine, d'origine syrienne, d'origine balkanique, d'origine arabe. Et pour nous évidemment, **c'est très éclairant au regard du modèle politique que nous définissons**. Puisque l'Europe telle que nous la concevons, **c'est une Europe étendue aux deux rives de la Méditerranée : elle va de Reykjavík à Vladivostok, et du Québec au Sahara, elle inclut bien entendu les populations d'Afrique du Nord, les populations arabes, les populations turques, les populations d'Asie centrale**.
Et elle ne les inclut pas dans un rapport colonial ou de conquête ; elle les inclut comme **citoyens d'une Grande Patrie eurasiatique unie**. Ce qui suppose les mêmes droits politiques pour tous, sans distinction d'origine, et bien entendu que les Arabes, que les Africains puissent demain accéder aux plus hautes fonctions militaires et civiles de l'Empire qui sera établi, qui sera au départ un Empire Européen, mais au départ seulement.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : En quoi vos positions idéologiques peuvent-elles être considérées comme d'avant-garde ?

Luc MICHEL : Pour une raison très simple parce, et ce n'est pas de l'orgueil ou de l'arrogance, **nous avons eu souvent raison avant beaucoup d'autres** ! Jean Thiriart particulièrement, que certains ont appelé le « *prophète de l'Europe* », était plus qu'un idéologue : **un visionnaire**. C'est quelqu'un qui projetait sa pensée politique à très long terme. On s'est moqué de lui dans les Années 60 et 70. Lorsque Yannick Sauveur a présenté sa thèse à l'Université de Paris sur l'idéologie de Thiriart dans les Années 60, un docte professeur a parlé de « *délire rationnel* », parce qu'il parlait de « *grande Europe* », etc. Or, **depuis 10 ans, tous les grands thèmes qui ont été les nôtres et que nous étions les seuls à défendre sont devenus les thèmes de la problématique européenne** : « *où arrêter les frontières de l'Union Européenne ?* », « *faudra-t-il un jour* — c'est à l'ordre du jour — *inclure la Russie dans l'Europe ?*», « *le problème du partenariat euro-méditérranéen* », « *la question de l'Europe comme Europe-puissance* », « *la question de l'armée européenne* », « *de l'arme nucléaire européenne* ». Tout ça a été énoncé, défini par notre idéologie entre 1960 et 1967.

Nous sommes aussi une idéologie d'avant-garde, et j'y reviendrai dans l'une de vos questions suivantes, **parce que nous avons été les premiers à porter l'anti-américanisme moderne et radical.** Ce n'est pas non plus de l'arrogance. Si vous suivez la plupart des gens qui sont aujourd'hui anti-américains, **ils ne l'étaient pas** ni dans les Années 60, ni dans les Années 70, ni encore pour certains dans les Années 80. **Et nous disons, nous, que l'Europe se fera contre les Etats-Unis et que l'anti-américanisme va servir de vecteur à l'idéologie européenne !** Nous sommes une idéologie d'avant-garde, parce que nous sommes les seuls à dire cela actuellement, aujourd'hui comme hier. Nous sommes les seuls à dire que l'anti-américanisme va déboucher sur une Europe véritablement indépendante.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Comme vous le dites vous-même, le PCN et la revue « CONSCIENCE EUROPEENNE » ont, dans les Années 80, pris et défendu des positions très originales. N'étiez-vous pas à l'époque et encore aujourd'hui, une sorte d' « OVNI politique » dans le paysage politique ?

Luc MICHEL : Je n'aime pas le terme « OVNI » ! Mais, si vous aimez un vocabulaire de science-fiction, **je préfèrerais « Alien »**. Vous avez sans doute vu les films « Alien », et c'est vrai que le PCN a été et est encore souvent un « Alien ». Mais si vous les avez vu, vous savez ce que la créature fait à ses victimes. Je crois que ça représente assez bien notre projet politique.

Nous avons été un mouvement très isolé, nous l'avons été après 1965 en Europe et nous l'avons été dans les dix premières Années du PCN après 1983. Nous étions un mouvement isolé et nous étions un mouvement qui était maintenu dans l'isolement. Ce que nous énoncions était trop radical ou trop nouveau. **Mais nous savions que nous semions pour récolter**. **Nous sommes à partir du début des Années 90 totalement sortis de notre isolement**. Nous avons un peu partout — c'est-àdire en Afrique, dans le monde arabe, en Amérique Latine, aux Etats Unis également, c'est peu connu —, **essaimé idéologiquement**. Nous avons répandu notre thématique, nous avons répandu nos idées-force.
Nous avons organisé, avec le *« Mouvement des Comités Révolutionnaires libyens* », deux ***Universités d'été pour les mouvements verts, pacifistes et alternatifs*** en 2002 et 2003. Si vous voyez la liste des participants, des mouvements qui apportent leur soutien, et qui viennent de trois continents, vous

pouvez constater que nous ne sommes plus du tout isolés.

Nous sommes par contre, c'est exact, **totalement maintenus dans un ghetto politique artificiel, en Belgique et un peu moins en France**. Il faut comprendre une chose, **nous sommes pour le Système des ennemis monstrueux**. Nous sommes des gens qui ne voulons pas composer : nous voulons abattre le Système et le régime. Nous représentons, non pas même un autre type de régime, mais bien **une alternative idéologique**. Et, bien entendu, dès le début, le Système a compris ce que nous étions et a lancé diverses campagnes contre nous.
Maintenant, lorsqu'on sort de l'Europe Occidentale, en Europe de l'Est, dans le monde arabe, en Afrique, en Amérique Latine, en Russie particulièrement, bien au contraire d'être isolés, nous avons non seulement de nombreux contacts, mais nous avons dans de nombreux cas essaimé idéologiquement. Notre plus grand succès étant la Russie.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : En quelque sorte chaque numéro de votre revue « CONSCIENCE EUROPEENNE » se voulait une sorte de coup de tonnerre visant un sujet (comme par exemple la question Russe à travers le numéro intitulé « la Russie, c'est aussi l'Europe ») ou une clientèle politique particulière (comme les communistes avec le numéro « Les communistes de Washington »). Qu'en est il ?

Luc MICHEL : Je pense que vous avez très bien cerné quel était le but de la revue « *CONSCIENCE EUROPEENNE* », publiée entre 1983 et 1987.
Nous avons dès le départ conçu notre action à très long terme. Lorsque je dis à très long terme, c'est sur plusieurs décennies. Nous ne nous sommes jamais fais d'illusions : ce que nous représentons est très radical, nous avons peu de moyens, nous nous battons contre un système puissant. Donc nous avons **tiré la leçon de nos prédécesseurs idéologiques qui ont mis des décennies à émerger**. Nous avons donc établi ce que l'on appelle dans le langage du monde des affaires un « plan de carrière » pour le PCN. Nous avons aussi tiré les leçons de l'échec politique, et non pas idéologique, de notre Organisation dans sa première mouture qui était : *« Jeune Europe* » et le PCE. Nous avons donc planifié sur le long terme.

Mais dès le départ, et ça, ça n'a pas été remarqué par la plupart des politologues, le PCN, quand il se lance en 1984, est **directement à maturité idéologique**. Vous savez que la plupart des mouvements se cherchent, font se que l'on appelle des *maladies infantiles*. Ca n'a jamais été notre cas. Nous sommes apparus avec notre idéologie, notre Organisation, notre programme constitué. Et, sauf certains changements tactiques liés à l'actualité et à l'évolution du monde, nous avons gardé cette ligne. Si vous prenez les publications du PCN en 1984 et ce que nous disons maintenant, vous pourrez voir que **tout est extrêmement cohérent**.

Nous étions donc dans un total isolement quand nous avons relancé l'Organisation en 1983, puis le PCN en 1984. Et **nous avons donc mis au point une stratégie** qui était de **lancer une série d'offensives politiques** vers les milieux politiques qui nous intéressaient.
Ces milieux, quels étaient-ils ? Les ***Nationaux-révolutionnaires***, tout d'abord, **que nous voulions arracher à l'extrême-droite**. C'est ce que nous avons toujours fait, avec succès. **Notre but, c'est de détruire l'extrême-droite et d'en exfiltrer les éléments nationalistes radicaux**. Je voudrais souligner que cette tactique est une des stratégies du *KOMINTERN.* Ce fut la stratégie défendue par le *Parti communiste allemand*, le KPD, entre 1930 et 1947. C'est ce qu'ils appelaient la « ***ligne de libération nationale et sociale pour la libération du Peuple allemand*** ». Il s'agissait **d'arracher les masses nationalistes des mains de la réaction national-socialiste**. Le *KOMINTERN* a développé la même stratégie, sans aucun succès en Italie. Il y a notamment une fameuse « *adresse aux fascistes* » qui a été faite par Togliatti en 1934. Donc, lorsque nous voulons arracher les nationalistes à l'extrême-droite, nous ne sommes pas dans une problématique d'extrême-droite, mais **dans une problématique typiquement national-communiste** !
Le second milieu qui nous intéressait, c'était ***les militants communistes***. C'est-à-dire à l'époque, les restes du PCB, le *Parti Communiste Belge*, qui était à l'agonie et les milieux maoïstes proches du PTB.

Nous avons également voulu mener un certain nombre de **mouvements de clarification idéologique**, notamment au sein du Nationalisme-révolutionnaire. Nous avons notamment dénoncé le *Traditionalisme,* Evola, etc., qui sont des gens totalement étrangers pour nous au Nationalisme-révolutionnaire.

Nous avons aussi voulu avoir une démarche qui pouvait déboucher sur ce qui est pour nous **la raison d'être du PCN, c'est-à-dire la constitution d'un front uni qui regroupe ce que le politologue français Christophe**

Bourseiller a appelé les « *ennemis du Système* ». Nous pensons que le Système a des ennemis à l'extrême-droite et à l'extrême-gauche. Il a des ennemis hors système et c'est la démarche du PCN. Il a des ennemis dans certaines franges de l'écologie radicale, dans certaines franges des milieux régionalistes ou anarchistes. **Et l'intelligence du Système, c'est de dresser notamment les extrêmes les unes contre les autres** : pendant que les communistes perdent leur force dans le combat anti-fasciste, ils défendent le Système. Pendant que l'extrême-droite mène un combat anti-communiste, elle défend le Système.
Nous, nous voulons réunir les militants dans la lutte véritable qui est celle de faire la Révolution, c'est pour ça que nous parlons d'un « front uni à la base ». Nous n'avons jamais proposé, dans les pays où nous étions implantés, d'accord à des Organisations existantes. Tout simplement parce que ce que nous voulons c'est leur arracher leurs militants. Nous n'avons jamais essayé, contrairement à ce qui a été raconté par exemple par Manuel Abramovitz dans le quotidien belge *LE SOIR* en 1995, *« de prendre des accords avec le PTB* ». Mais nous avons mené et nous menons encore des opérations **contre** le PTB, avec certains succès. Des gens du PTB sont passés chez nous comme militants. Mais nous n'avons jamais cherché un accord avec des Organisations, tout simplement parce que **nous considérons que le fer de lance, le cerveau ou le cœur du front uni, c'est le Parti révolutionnaire, et que ce Parti révolutionnaire ne peut pas tolérer de concurrents ou de rivaux**.

Le but de « *CONSCIENCE EUROPEENNE* » aussi, ça a été de semer, dans la même perspective qui est celle du long terme. Nous avons dit « *il faut jeter des idées et on verra* ». Vous avez des thèmes qui ont eu un avenir politique que nous n'espérions pas nous-mêmes. J'ai publié en 1984 une petite brochure qui s'appelait « ***Orientations national-révolutionnaires*** », qui était un numéro spécial de « *CONSCIENCE EUROPEENNE* ». Nous avons vu, pas du tout de notre fait, au début des Années 1990 la brochure traduite en sept langues au total. Plusieurs Organisations que nous avons absorbées ensuite comme « *Nouvelle Résistance* », par exemple, en France, se sont constituées sur base de cette brochure idéologique. Un autre de nos succès, ça a été bien entendu notre action vers l'URSS et la Russie. Vous savez que « *CONSCIENCE EUROPEENNE* » a notamment fait des numéros spéciaux et des textes en Russe, et bien nous avons vu après la chute de l'Union Soviétique les idées que nous avions semées servir en partie de base à la constitution du nouveau Parti Communiste de Guennadi Ziuganov.

Donc ça vous dit quel a été notre projet. Notre but évidemment, c'est de récolter, mais **nous sommes des gens patients. Nous pouvons attendre longtemps, parce que notre projet et notre structure sont faits pour durer**. J'ai à mes cotés actuellement **la troisième génération** du *Communautarisme européen* : la **première** s'est constituée avec Jean Thiriart, la **deuxième** s'est organisée avec moi et le PCN en 1984. Mais des camarades comme notre actuel secrétaire-général, Fabrice Béaur, qui sont des gens très jeunes, qui ont entre vingt et trente ans, c'est la troisième génération. Le renouvellement est là. Je peux disparaître demain le PCN va continuer. Thiriart est mort depuis 12 ans maintenant, son idéologie est toujours là. C'est une réalité qu'il faut souligner.
Et il faut aussi souligner la permanence, qui est importante pour un Parti révolutionnaire. C'est ce qui fait durer les idées, les structures, les hommes. Certains de nos titres de presse comme « *NATION-EUROPE* » ou « *L'EUROPE COMMUNAUTAIRE* » existent depuis le début des Années 60. Certaines de nos structures, comme notre «Ecole de cadres », qui est le **CEPSE**, le « ***Centre d'Etudes Politiques et Sociales Européennes*** », existent aussi depuis les Années 60. Et il existe même des militants qui sont là depuis 1962. Je vais vous donner un exemple, parce qu'il est le plus typique, c'est Jean-Pierre Vandersmissen. C'est à l'origine un Cadre flamand de notre Organisation, «*Jong Europa* » ; il est allé vivre à Paris à la fin des Années 60, il est devenu le **directeur administratif du PCN en France**. Le PCN n'est en effet absolument pas structuré sur base des États actuels. **Nous sommes structuré sur base de réseaux linguistiques**. Il y a donc un ***réseau francophone*** et, en France, il y a diverses sections : dans le Sud, à Paris et en Ile de France, dans l'Ouest, dans le Nord, etc. Mais nos activités françaises étant aujourd'hui plus importantes que les belges, nous sommes arrivés à un moment donné où il fallait une tête administrative unique, notamment pour les rapports avec l'État, la poste, la diffusion de la presse. Notre presse en France qui est diffusée en kiosque par exemple. Donc nous avons créé une « *direction administrative du PCN en France* » dont s'occupe Vandersmissen. Vandersmissen est là depuis 1962. Ca, ça explique — il n'est pas le seul, mais c'est un cas visible —, la présence d'un cadre pendant toute la durée de vie de l'Organisation. Vous avez un autre Cadre qui est Karel Huybrechts. C'est un pseudonyme, je vous le dis tout de suite, c'est un journaliste flamand connu, c'est également un cadre de «*Jong Europa* » qui collabore à notre presse et également à notre service d'information, depuis le milieu des Années 80. Ca, ça vous donne un exemple de ce qu'est un parti révolutionnaire, et ça vous indique quelle a été la démarche de « *CONSCIENCE EUROPEENNE* » : c'était de semer à très long terme.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Avez-vous donc une stratégie complexe au niveau éditorial ? Vous la poursuivez avec les nouvelles

revues que vous avez éditées dans les Années 90 et actuellement dans ces Années-ci.

Luc MICHEL : Tout à fait ! Vous devez comprendre quelque chose : **pour nous, il n'existe pas de presse, il existe ce que l'on appelle de l' « *agit-prop* »,** organisée par une « ***direction européenne Presse/Propagande/Agit-prop*** ». Nous sommes, je vous le rappelle, des léninistes. Dans l'agitation et la propagande, il y a les **campagnes de tracts**, il y a des **opérations politiques** plus ou moins spectaculaire, il y a — et je vous donnerai des exemples — **la presse** bien entendu, il y a aussi **l'activité sur Internet** sur laquelle nous reviendrons.
La presse pour nous ce n'est pas un but : nous ne sortons pas une revue pour remplir du papier, ou pour admirer, *comme certains petits-bourgeois qui confondent militantisme et narcissisme*, notre prose et notre signature sur une revue. Pour nous, une revue, ou une newsletter sur Internet, ou encore un site Internet correspondent à **une opération tactique ou stratégique précise**. Ce media sort **tant qu'il a un intérêt**. Lorsqu'il n'a plus d'intérêt, nous le suspendons ou nous l'arrêtons. Vous voyez ainsi certaines publications de notre Parti être sorties un an ou deux ans, s'arrêter, reprendre. Ce n'est pas du tout de l'incohérence de notre part, ce n'est pas lié à des problèmes internes, c'est tout simplement qu'à un moment donné l'utilité de cet organe de presse n'existe plus et nous passons à autre chose.
Le PCN est basé sur **une stratégie à long terme** qui est **la constitution du Parti révolutionnaire et du Front uni anti-système**. Ce que nous appelons ***« le Front quadricontinental pour la cause des peuples »***, c'est à dire ***l'unité d'action avec les mouvements révolutionnaires des autres continents*** dans lequel nous sommes très largement engagés et qui représente actuellement notre activité principale. Dans ce cadre-là nous avons bien évidemment une stratégie éditoriale qui consiste à adapter nos organes de presse, nos newsletters, classiques ou numériques en ligne, notre propagande à ce que nous faisons.

Nous avons également une activité importante en Belgique, c'est la diffusion de toutes-boîtes, mini-journaux ou tracts. Le PCN est **une structure autofinancée**. Nous avons, et là aussi c'est la leçon de Lénine, une structure commerciale parallèle et, dans cette structure commerciale, nous avons notamment un outil professionnel de distribution de toutes-boîtes. **Le PCN a toujours fait d'énormes campagnes de toutes-boîtes**. Je vais vous donner un exemple : à l'occasion des élections communales belges d'octobre 2000, nous avons fait une vaste campagne pour la destruction du «*Front National* » belge, qui est un de nos adversaires principaux en Belgique. Et nous avons distribué à Bruxelles et en Wallonie plus de 600 000 exemplaires de **notre mini-journal grand public « *PCN-ALTERNATIVE* ».**

Tout ça fait partie d'une **stratégie complexe**, dans laquelle rentre également **l'édition** de brochures, dans laquelle est rentrée dans les Années 80 l'activité des « ***Editions Machiavel*** ». Nous publions des travaux universitaires, des analyses, des études historiques et idéologiques. Cette activité va reprendre bientôt parce qu'elle correspond à un nouveau stade de notre action. Et tout ça et bien entendu planifié.

Le centre de notre activité, c'est **une équipe intellectuelle**. Il y a un noyau central qui est « franco-belge » et autour, nous avons des collaborateurs qui maintenant existent dans 17 pays, qui vont parfois très loin : il y a des camarades arabes, turcs, nord-américains, des traducteurs. Actuellement, **nous publions régulièrement sur Internet en trois langues : l'Espagnol, le Français et l'Anglais. Mais vous pouvez trouver sur notre site Internet principal des textes en 8 langues.** Tout ça, c'est une équipe intellectuelle qui travaille, qui traduit...
Nous sommes en train de reprendre la production de livres : plusieurs livres vont bientôt sortir, sur l'histoire du PCN pour ses 20 ans, sur le parti Ba'ath, sur le National-communisme, sur la Démocratie directe de Kadhafi.
Et nous avons, autour de nous, dans notre activité que nous appelons ***transnationale*** — je n'aime pas le terme « international », je préfère « *transnational* » —, ***des compagnons de route*** en Serbie, dans le monde arabe, des Africains… Nous travaillons beaucoup avec des camarades africains, au Tchad notamment. Tout ça a créé une **communauté intellectuelle et militante**, dont on ne parle pas parce qu'elle dérange.

Mais, si vous allez sur Internet, il est très difficile de trouver un site consacré à la politique, même parfois très loin, où on ne parle pas du PCN. J'ai été très surpris, il y a quelques semaines par exemple, de découvrir que dans un débat de fond sur un site intellectuel des USA consacré aux élections présidentielles américaines, il y avait une page complète sur le PCN et notre *Communautarisme européen*.
Quelques jours auparavant, nous avions fait la Une du quotidien *LE SOIR* d'Alger. Et celle d'un quotidien communiste brésilien en ligne ! Pour rester au Brésil, il y existe un PCN, le «*Parti Communiste National* » qui s'est récemment transformé en «*Parti Communautaire National* ». Et, pour l'anecdote, ce PCN brésilien a pour concurrent un « *Parti du Travail Brésilien* », un autre PTB… Et, en Irak, a été créé fin 2003, un « *Parti Communautaire Irakien* » qui regroupe certain ba'athistes pro-syriens, des Nassériens et des communistes. Cela peut vous donner une idée de notre impact.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Aujourd'hui vous avez, semble-t-il, en bonne logique léniniste (QUE FAIRE ?), depuis l'apparition d'Internet, mis au point une nouvelle stratégie d'agit-prop et d'Organisation révolutionnaire.

Luc MICHEL : Oui, tout à fait ! C'est-à-dire que **nous avons, nous, compris dès le départ l'outil fantastique qu'était Internet, que ce soit pour un mouvement qui a une vocation transnationale ou que ce soit pour un mouvement minoritaire qui n'a accès ni à la radio, ni à la télévision, ni à la grande presse du Système**. Nous avons été le premier parti belge à avoir un site Internet ! Cela est peu connu. Et, ça vous amusera peut-être de savoir que nous étions hébergés sur un site officiel de *l'Agence nord-coréenne d'information*. Cela vous situera aussi donc quelle est notre position réelle.
Nous avons aussi été un des tous premiers partis en France à être sur Internet. Nous avons dès le départ développé **un site central et une certaine série de sites périphériques**. **Nous éditons actuellement régulièrement plus de vingt newsletters différentes**. Et nous avons édité pendant deux ans « ***LE QUOTIDIEN DU PCN EN LIGNE*** », en trois langues. C'est par ailleurs une opération qui va bientôt redémarrer.

Nous nous sommes régulièrement heurtés à des problèmes techniques. Récemment, l'envoi par des moyens artisanaux est devenu quasiment impossible. Donc nous sommes en train, de revoir l'aspect technique. Il y aura dans les mois qui vont venir un nouveau site central très moderne, le nôtre est vieillot d'aspect, parce qu'il a été créé en 1996, et est étendu jusqu'au bout de ses limites, qu'il est en train d'atteindre.
Nous allons avoir un **atelier de propagande en ligne**, où les gens vont pouvoir charger en plusieurs langues des tracts, des autocollants, des affiches. Nous allons avoir une **librairie en ligne** et **nous allons devenir hébergeur**. Nous avons de nombreux correspondants, en particulier aux États-Unis, c'est surprenant, mais nous avons aussi une activité là-bas. Il y a des ennemis du Système aussi aux États-Unis. Et depuis le « Patriotic Act », ils ont énormément de problèmes. On leur fait sauter leurs sites Internet à longueur d'année. Nous allons donc devenir hébergeur pour pouvoir aider des gens comme ça.

Notre stratégie d'Internet, depuis le départ est très simple. Contrairement à beaucoup de politiques, nous n'avons pas considéré Internet comme un média supplémentaire, comme quelque chose qui viendrait à côté des tracts ou des journaux, mais bien comme un outil à part. Nous considérons qu'Internet est devenu pour nous un **Organisateur collectif**, celui dont Lénine parlait dans ***« QUE FAIRE ? »***, à propos de son organe de presse de l'époque qui était ***« L'ISKRA »***, (« l'étincelle », en Russe).
Pourquoi ? Tout simplement parce que grâce à Internet vous touchez des gens dans le monde entier, vous les touchez instantanément. Vous pouvez développer et échanger vos idées. Et **autour de cet Organisateur collectif nous sommes en train depuis plusieurs Années de structurer une communauté militante**. Communauté constituée autour du **noyau central PCN**, avec nos organisations annexes, les comités où nous militons, les compagnons de route, les mouvements amis. Tout cela fait des cercles concentriques, **un méta-réseau**.
Un journaliste américain du « *FINANCIAL TIMES* » que j'ai rencontré à l'occasion du *Procès Milosevic* et qui ne nous aimait pas beaucoup, m'a dit : « *tout ça me fait plutôt penser aux métastases d'un cancer* ». Si ce cancer doit emporter le Système, puisse-t-il être prophétique !
Nous avons donc une politique très élaborée sur Internet, et je pense qu'elle est unique parce, pour y passer de nombreuses heures, pour y faire de nombreuses recherches, je n'ai vu personne d'autre développer sur le Réseau mondial une activité sur cette base, c'est-à-dire comme un Organisateur collectif et une communauté.

Nous avons donc une stratégie qui s'est développée et qui **a débouché sur un impact très important**. La formation politique isolée que nous étions au début des Années 1990 ne l'est vraiment plus du tout aujourd'hui ! On peut nous étouffer en Belgique ou en France, on peut mentir sur nous, mais **avec Internet on passe au dessus**. Je vais vous en donner bientôt des exemples.
Nous avons des contacts de plus en plus loin. Nous sommes une référence, un « think tank », comme on dit en politique yankee. **Nous donnons l'impulsion à un très vaste mouvement idéologique. Nous fournissons des idées, parce que nous considérons que notre Organisation, avant d'être un parti politique, est aussi une Ecole de pensée**.

Je voudrais ouvrir une parenthèse là-dessus, parce que **parfois le PCN est très mal compris ou très mal jugé**. Le Système a l'habitude de nous juger sur des résultats électoraux qui sont médiocres. Nous faisions entre 0.2% et 3 % aux élections belges ou françaises. Pourquoi ces résultats sont-ils médiocres, comme le sont ceux de tant d'autres formations radicales ? Parce que tout simplement **le système est cadenassé**. Nous n'avons pas accès à la télévision, nous n'avons pas accès à la radio, nous n'avons pas accès aux médias… **Quand on parle de nous, c'est pour mentir ou nous salir**. Nous n'avons **pas accès aux financements publics**. En Belgique, en 2003, les partis traditionnels, y compris l'extrême-droite, se sont partagés 40 millions d'Euros, et les petits partis n'ont rien reçu ! Nous prenons donc des claques électorales, comme toutes

les petites formations, tout simplement parce que nous n'avons pas accès au financement public et pas les moyens de défendre notre programme aux élections.

Je voudrais vous ajouter également à ce sujet qu'un journaliste m'a dit un jour : « *votre idéologie n'a aucune chance* ». **Ce n'est pas vrai !** Nous avons fait un **test électoral grandeur nature**, c'est **dans la commune de Fleurus (Wallonie), entre 1988 et 1994**. Nous en avions fait ***notre section pilote***. Notre secrétaire-générale de l'époque s'y était établie. Nous y avons mené une campagne importante, et aux élections de 1994 nous avons raté de quelques dizaines de voix un siège. Nous avons dépassé les 4 %.
Nous avons raté ce siège municipal parce qu'il y a eu des magouilles lors du dépouillement, des manipulations électorales. C'est-àdire qu'on a détruit beaucoup de bulletins de vote en notre faveur sous des procédés divers.
Il y a eu aussi une **campagne scandaleuse de presse qui a été menée à trois jours des élections,** donc trop tard pour publier un droit de réponse, une campagne menée dans des journaux toutes-boîtes locaux, inspirée par le *Parti socialiste* et **payée par un organisme dépendant des services du Premier ministre belge,** le pseudo « *Centre pour l'égalité des chances* », que certains dans la Communauté arabe de Belgique appellent «*le ministère des colonies* ». Cette campagne disait textuellement « *ne votez pas pour le PCN ; ils sont des nazis et, si vous votez pour eux, ils feront expulser les réfugiés* ». Le problème, c'est que la tête de liste du PCN était née apatride et réfugiée et que le second candidat de la liste qui s'appelait **Marcellin Lallemand** était le plus jeune engagé volontaire de la ***Brigade Piron***, en 1944, à l'âge de 17 ans. La ***Brigade Piron***, ce sont des belges qui ont combattu, dans le cadre d'une brigade belge intégrée à l'armée britannique, les nazis les armes à la main. Voilà le genre de mensonges immondes que le régime belgicain peut répandre sur nous.

L'impact du PCN, vous ne devez pas le juger sur ses résultats électoraux, vous devez le juger sur son impact idéologique ! Le PCN représente à ce niveau la pointe d'un énorme iceberg. **Nous influençons idéologiquement de gros partis** comme le *Parti Communiste de la Fédération de Russie*. Nous avons de l'influence dans de très nombreux pays, nous sommes les principaux représentants en Europe actuellement de la *Résistance ba'athiste irakienne* par exemple. Ceci vous donne une idée de ce que nous sommes capables de faire.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Grâce à Internet, êtes-vous donc plus à même de créer ce parti unitaire, intégré, et marqué par son ubiquité que désirait tant Thiriart ?

Luc MICHEL : Oui, mais vous oubliez **sa principale caractéristique** ! **Ce parti est surtout *transnational***. Pour nous, le but c'est de faire un parti transnational. Depuis le début des Années 60, notre idéologie veut **un parti unique au delà des frontières**.
Nous avons été copiés par deux formations politiques qui se sont directement inspirées de ce que nous avons fait, mais sans l'avouer : la première c'est le *Parti Radical* en Italie, qui est devenu le *Parti Radical Transnational*, mais qui lui s'inscrit dans une perspective totalement atlantiste, philo et pro-américaine. Et une seconde formation a un peu copié ce que nous avons fait, c'est la tentative, fausse à mon sens, des « Verts » de créer un *Parti des Verts européens*, qui s'est constitué pour les élections européenne de 2003. On a dit dans les media à ce moment-là que les « Verts » étaient *le premier parti à dépasser les frontières en Europe*. Non ! Notre Organisation le fait depuis 40 ans !
Le PCN c'est quoi ? C'est un parti qui a un «*Bureau politique européen* » unique, un « *Comité central européen* » unique. A certains moments, nous avons eu 8 nationalités dans notre comité central. Notre précédente secrétaire-générale était hongroise, l'actuelle secrétaire-général est français, moi j'ai un passeport belge. Nous avons des cadres arabes, africains, turcs. Nous sommes actuellement présents de façon structurée dans 4 pays, et nous sommes présent avec des adhérents et une activité politique dans 11 pays au total.

Tout ça n'a été possible que par Internet. Lorsque nous avons pour la première fois relancé une Organisation au niveau européen en 1993, nous nous sommes étendus en France et en Hongrie. Avec la France, il n'y a eu aucun problème. La langue était la même et Bruxelles est à 300 kilomètres de Paris. Le problème des distances s'est pourtant déjà posé alors en France. Nous avons eu d'énormes perspectives politiques dans le sud de la France ou en Espagne, nous n'avons pas su les exploiter. C'était trop loin, il fallait trop de temps.

Nous avons aussi eu une **section hongroise**, qui a fait ce qu'elle a pu. Mais, nous n'avons pas pu la développer pour les mêmes raisons : les lettres mettaient quinze jours à arriver, la traduction des textes — il n'existait pas tous les outils informatiques —, c'était quasiment impossible. Pas impossible à traduire, mais très difficile à éditer. Notre section hongroise a été importante **psychologiquement**. Elle nous a donné une dimension en Europe de l'Est. Elle a montré que nous pouvions aller très loin. Elle a donc joué un rôle important dans le développement du Parti, mais pas quantitativement ou humainement. Internet a changé tout ça !

Je vais vous donner quelques précisions supplémentaires **sur l'implantation du PCN en Hongrie**. Ca s'est fait à l'été 1993, à l'occasion d'une tournée politique à l'est. Nous avons rencontré en fait un petit groupe d'anciens membres du *Parti communiste hongrois*, le PSOH, qui n'appréciaient pas le virage social-démocrate et capitaliste du régime. C'étaient des gens assez âgés : la moyenne d'âge était au-delà de 60 ans. Et ça explique que la section n'ait jamais connu un développement important, d'une part parce que ces gens étaient âgés et d'autre part, Internet n'existant pas encore, en raison des problèmes de communication, de traduction, etc. : les fax n'étaient pas répandus à l'époque ; eux n'en avaient pas ; une lettre mettait quinze jours-trois semaines... **Ca n'a pas eu un impact politique important, mais ça a eu par contre un impact psychologique déterminant**, puisque c'est à la même époque que nous nous sommes réimplantés en France et le PCN en s'implantant également en Hongrie, c'est-à-dire très loin de la Belgique, et en Europe de l'Est a reçu une **impulsion psychologique très importante dans le cadre du projet du Parti transnational que nous voulons développer**. *Une expérience politique, lorsqu'on est dans un Parti révolutionnaire, n'est jamais inutile, même si elle n'apporte pas tout ce qu'on peut attendre d'elle. Dans le cadre du projet qui est le nôtre, rien n'est inutile, rien n'est négligeable, rien n'est dérisoire*.

Dès que nous avons vu ce qu'Internet permettait — certains d'entre nous on été branchés vers 1994-95 —, nous avons tout de suite tiré les conclusions et nous avons commencé à développer cet outil. Avec Internet maintenant, nous pouvons **faire travailler les adhérents isolés. Il n'y a plus d'adhérents isolés au PCN !** Un adhérent qui se trouve seul en Serbie ou en Espagne travaille directement, diffuse, rediffuse, intervient sur les forums. C'est une des raisons pour laquelle on voit beaucoup le PCN sur Internet.

Le deuxième aspect c'est que le Net nous a permis de **diffuser notre idéologie très loin**, **à très grand niveau**.
Cela nous a permis aussi de **répondre à nos adversaires**. Vous savez peut être que **nous sommes une des formations politiques qui a été la plus attaquée, la plus salie, la plus calomniée depuis 20 ou 30 ans**. Dans l'ancienne structure de presse, il était difficile de répondre. Vous savez qu'il est facile de refuser un *droit de réponse*, qu'il est très difficile et très coûteux d'avoir un *droit de réponse* en justice, que ce soit en France, en Belgique, ou ailleurs. Donc nous avons subi pendant deux décennies des insultes, nous avons pris des claques que nous ne savions pas toujours rendre. Il y a eu des exceptions, quand certains ont été trop loin dans la région de Charleroi en 1994 par exemple. Nous avons lancé une **offensive judiciaire contre des journalistes, contre des responsables syndicaux et politiques et on les a remis à leur place**. La presse belge parlait en 1995 de notre « *réputation légendaire* » à ce sujet. Mais on ne pouvait pas faire ça partout, pour des raisons financières tout simplement.

Internet a changé les données du problème !
Parce que maintenant, **quand on nous attaque, nous pouvons répondre et nous pouvons répondre directement chez l'adversaire, sur ses propres forums**. Je vais vous donner deux exemple : deux groupes nous ont particulièrement sali et ont menti sur nous en Belgique. Le premier, c'est la mouvance du PTB. Le second, c'est le groupe soi-disant anti-fasciste, mais en fait qui est devenu **une annexe des services du premier ministre belge**, « *Résistances* ». Avec un « s », parce que « *Résistance !* » avec un point d'exclamation et sans « s », c'est une revue néo-nazie française…

Qu'est ce que nous avons fait dans ces deux cas-là ? Et bien, dans le cas du PTB par exemple, depuis maintenant plusieurs mois, nous sommes en train de **rendre les claques**. C'est-à-dire que nous sommes en train de révéler dans l'ensemble de l'Europe et en plusieurs langues **les compromissions des militants du Parti du Travail de Belgique avec certains milieux néo-nazis européens, avec certains milieux antisémites, avec une certaine mouvance de l'extrême-droite islamiste**. Dans le cas de « *RésistanceS* », nous avons contré les campagnes qui étaient menées contre nous sur le Net. Et ça a été très loin parce que le groupe « *RésistanceS* » avait un forum sur Internet qu'on appelait le « *forum CAF* », pour *Coordination Anti-Fasciste*. Au bout d'un mois et demi, ils l'ont fermé. Parce que nous les remettions à leur place jour après jour. Ca vous donne une idée de ce qu'on peut faire avec Internet.

Avec Internet, nous avons aussi lancé de **grandes opérations de solidarité transnationale**. C'est-à dire par exemple que nous sommes intervenus pour **défendre l'Opposition national-patriote serbe après le coup d'Etat rampant de 2000** qui a renversé le président Milosevic. Nous nous sommes investis dans **la défense des prisonniers serbes à La Haye**.
Nous nous sommes aussi engagés dans le **soutien à la Résistance ba'athiste irakienne**. Nous animons le « *Comité international de défense du président Saddam Hussein* », avec un impact gigantesque, qui est dû à Internet. Lorsque je vous dis *impact gigantesque*, cela veut dire que vous retrouvez certains de nos textes dans des publications arabes, africaines, latino-américaines, ou encore nord-américaines !
Très récemment, au mois de mai par exemple, «*LE SOIR D'ALGER* » a fait sa une sur notre mise au point sur le ***soi-disant gazage des kurdes à Halabja par Saddam Hussein***, qui, et tout le monde le sait, parce qu'il y a des études notamment de la CIA, de médecins, de l'ONU, c'est en fait un gazage d'un village sur le front irano-irakien par l'armée iranienne et ses supplétifs kurdes. Ca a fait la une d'un journal algérien.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Quelles ont été les réactions des milieux politiques, tant au niveau des grands partis que des milieux situés aux extrêmes ?

Luc MICHEL : Je vais vous faire **une réponse en deux parties**, parce que **la perception ou les réactions au PCN des partis traditionnels** n'est pas évidemment la même que celle **au niveau des partis que vous appelez *extrémistes*** et que nous, nous préférons appeler *radicaux*.

Prenons tout d'abord la question du Système lui-même. Je vous ai parlé d'un livre de Christophe Bourseiller qui s'appelle ***« LES ENNEMIS DU SYSTEME »***. Il aurait pu être écrit par le PCN. Il nous consacre d'ailleurs de nombreuses pages. **Pour les gens du Régime belge, nous sommes l'Ennemi, avec un grand E**. Le résultat ? **On a employé contre nous tout ce qui était possible pour nous détruire**. Il faut savoir que dans notre soi-disant « démocratie » belge, comme dans d'autres « démocraties » européennes, **il existe des moyens de pression, des moyens d'étouffement. Il existe des polices politiques**. Les moyens qui ont été employés contre nous n'ont été employés que contre une autre Organisation, mais à beaucoup plus grande échelle évidemment. Ce sont les moyens que les Américains et la droite belge ont employés contre le *Parti Communiste Belge* (PCB), entre 1945 et 1950, alors qu'il était un des plus gros partis belges. Il y a un livre là-dessus dont le titre m'échappe, mais qui a été publié aux éditions E.P.O. sur la façon dont a été traité le PCB entre 1945 et 1955. J'ai lu à grande échelle ce que moi j'avais vécu en plus petit.

Qu'est ce qui est employé contre nous ?
Tout d'abord le **flicage, les surveillances, les interceptions de courriers, les écoutes téléphoniques.** Ca a été employé plusieurs fois d'ailleurs. Et nous sommes allés en justice pour faire arrêter ce cirque.
On a employé contre nous **l'envoi d'agents provocateurs infiltrés**. Vous devez savoir que ça nous a conduit à **prendre des mesures internes**. Je vous en reparlerai dans une de vos questions où vous parlez des polices politiques. Mais nous avons réagi à ça, notamment par un ***service de sécurité interne***. A deux reprises, on a fait rentrer chez nous des flics, qui ont mis des Années à être découvert et qui faisaient évidemment du fichage et du sabotage. Thiriart dans les Années 60 a vécu la même chose.
Pour que vous compreniez bien ce qui s'est passé, **voici des exemples**. Nous avons viré un cadre à Charleroi au début des Années 90. Nous avons tout simplement découvert sa présence dans le cadre d'une « guerre des Polices ». Celle que se livrent les multiples polices politiques belges. Figurez-vous que lui dépendait apparemment de la « Sûreté de l'Etat » et la BSR, le service politique de la Gendarmerie, avait fait rentrer un autre indicateur. Pour que vous compreniez pourquoi, je dois vous fournir quelques explications. **Dans les Années 1988-1994, nous avions une énorme activité politique locale à Charleroi. La presse locale parlait beaucoup de nous. Nous étions très actifs contre les pseudo-« socialistes » locaux** et ceux-ci nous envoyèrent les flics politiques. Le problème, c'est que les deux infiltrés ne se supportent pas et le type de la gendarmerie vient me voir un jour, il me dit « *tu sais que X (je ne vous donnerai pas de nom, mais je vais vous dirai ce qu'il est devenu) travaille pour la Sûreté ?* ». Nous avons évidemment discrètement fait vérifier par un de nos avocats, et effectivement le bonhomme était tenu par un dossier de mœurs. On le vire. On a retrouvé ensuite ce type au PTB, d'où il a été viré. A la FGTB, le syndicat de gauche, où il a été viré, et puis il est passé à l'extrême-droite où il est devenu député maintenant !
Au milieu des Années 90, nous avons eu une autre canaille – **ces types sont des ordures morales, des déchets humains** - qui provenait de la *Nouvelle droite* belge. C'est le seul cadre du PCN qui soit venu des milieux de la *Nouvelle droite*. Et au bout de cinq ans, de nouveau dans le cadre d'un dossier pénal non politique, on a découvert que le type était un infiltré et il a été viré. Vous devez savoir qu'entre 1982 et 1987, les mêmes milieux de la *Nouvelle droite* avaient fourni à Jean Thiriart une traductrice. Cette traductrice s'est fait également prendre en train de voler et de photocopier des dossiers. **Tant de « coï ncidences », ça interpelle évidemment …**

Une seconde façon, ce sont **les pressions et les interdictions professionnelles** : nous avons des militaires de carrière membres du PCN qui ont été virés de l'Armée belge pour avoir été candidats sur nos listes. A la même époque les gens du WNP, une milice néo-nazie liée à la Sûreté belge, avaient toutes les accréditations locales et travaillaient à l'Etat-major général ! Au sujet du WNP, vous devez savoir que nous avons relancé l'affaire du WNP dans un numéro de « *CONSCIENCE EUROPEENNE* » en 1985. Nous avons révélé comment des gens du WNP, qui était censé ne plus exister depuis de nombreux mois, étaient utilisés pour nous filer et surveiller nos locaux.

Les autres choses, c'est quoi encore ? Vous savez qu'à un moment donné nous éditions des journaux publicitaires. Eh bien, des journalistes, mais qui comme par hasard ont fait leur service militaire au SGR ou au SDRA, les renseignements militaires belges, prenaient leur téléphone pour dire à des annonceurs publicitaires : « *vous savez que vous financez un mouvement subversif* ». Voilà comment on travaille contre nous.

Ca ne s'est pas arrêté là. **Quand ils ont vu que ça ne**

marchait, on est passé à pire. C'est-à-dire qu'à un moment donné nous avons eu une campagne de diffamation scandaleuse qui est venu des milieux néo-nazis de Margueritte Bastien du FNB, une des nombreuses scissions du FN belge, qui a répandu les pires saloperies sur nous. Tout ça s'est effondré devant les tribunaux, il n'y avait rien du tout. Mais **l'appareil d'État belge, y compris le président du parlement belge, a aidé à la diffusion de cette campagne**. C'est l'époque où nous venions d'accéder au Parlement wallon.
En France nous sommes aussi surveillés, mais ça se passe un peu plus calmement. Vous devez savoir qu'en France le PCN a une particularité : nous ne sommes pas suivis par les «Renseignements généraux » mais par la DST.

Le reste, ce sont **les listes de proscription** bien entendu. Qu'est-ce que les listes de proscriptions ? Ce sont les interdictions professionnelles, ce sont les pressions, ce sont des gens dont on essaye de casser le ménage. J'ai un excellent militant qui malheureusement pour lui trompait sa femme. Sa femme a reçu une enveloppe avec les photos prouvant l'adultère. Il n'y a pas de raison que ça vienne d'ailleurs. Un militant dont le ménage est en l'air devient un très mauvais militant.
Ca c'est toute une série de choses que nous avons vécues. **Il y a eu aussi des agressions physiques**. Elles se sont mal passées pour les agresseurs, car nous savons nous défendre. Mais il y en a eu.

Nous avons été à deux reprises **expropriés de nos locaux**. Nos **locaux de Liège** (Wallonie) ont été fermés sur injonction de l'administration communale. Il a fallu trois ans pour les rouvrir, avec un recours au conseil d'État. On a fait aussi casser le bail commercial des **précédents locaux de notre secrétariat- général à Bruxelles**. Nous avions des locaux plus petits que ce que nous occupons actuellement, mais qui étaient parfaitement aménagés. C'était tenu par un bail commercial qui a été cassé par un cabinet d'avocats proche de la mouvance libérale et les tribunaux, contrairement à toute la jurisprudence, nous ont donné tort. Voilà les méthodes extra ou para-légales employées.

Une autre méthode – **les turpitudes du Système sont sans limites** - qui est employée contre nous, ce sont les **campagnes de presse.** Nous allons en parler plus longuement lors de votre question sur l'extrême-droite. C'est la façon de **mentir systématiquement sur ce qu'est le PCN, sur ce que nous faisons**, etc. Ca c'est la réaction des partis traditionnels du Régime.

Une autre méthode encore, une de plus, qui a été employée contre nous, **c'est l'étouffement, qui a été total et radical dès que nous avons été représentés au Parlement wallon en 1996**. La plupart des gens qui s'intéressent à la politique, vous le savez, connaissent le PCN. Mais vous ne lirez plus une ligne sur notre Parti dans les journaux belges après 1997.
Comment ça se passe ? Un exemple : nous déposons une **liste aux élections européennes**, en 1999, et la « *LIBRE BELGIQUE* », un grand quotidien de Bruxelles, produit un cahier spécial qui présente les listes et leurs programmes. Il y a 12 ou 13 listes. Nous ouvrons le cahier nous ne sommes pas dedans, nous ne sommes même pas repris dans les listes se présentant. Je téléphone au rédacteur en chef, il me dit : « *non, on ne parle pas de vous !* »
Deuxième exemple, nous avons fait de Fleurus notre section pilote**. Ce sont les** élections communales de 1994. **Tout le monde pense que nous allons avoir nos premiers élus communaux. Et bien la presse locale qui vomit au même moment sur le PCN dans les autres municipalités, ne nous cite jamais sur Fleurus, ne précise pas que nous nous présentons et annonce longuement une liste écologiste qui n'est pas déposée.**
Une fois que les élections sont terminées, *LE RAPPEL*, un quotidien de Charleroi, par contre, analyse les élections et explique que le «*grand danger* » était les « *nationaux-bolcheques du PCN* ». Ca ce sont les méthodes employées par les partis régimistes.

Au niveau des partis que vous appelez extrémistes, que nous appelons radicaux, là c'est la peur. La peur du concurrent ! Tout simplement parce que nous sommes dynamiques, que nous avons une idéologie qui tient la route, qui n'est pas dépassée comme le Marxisme-léninisme ou d'autres. Nous sommes aussi ce qu'un journaliste français a qualifié d'« *arrogants* ». Appelez ça comme vous voulez, mais **nous savons ce que nous voulons et nous n'avons pas peur de le dire !**
Donc là ça a été très simple, nous nous sommes heurtés, aussi bien dans les partis d'extrême- droite que d'extrême-gauche, à deux méthodes **: la** première méthode**, ça a été la** *disqualification***. Comment ça se passe la disqualification ? A l'extrême-gauche, on dit ce sont des «*fascistes* », à l'extrême-droite, on dit l'inverse, on dit se sont des « *communistes* ».**
Je vais vous donner une anecdote, parce qu'elle est très révélatrice : nous sommes au **dépôt des listes belges pour les élections européennes en 1999**, et nous sommes dans les couloirs du Palais de justice de Namur, chef lieu électoral francophone, où se tient le Bureau électoral principal et où on dépose les listes. ***Lors de cette élection-là, le régime essaye d'invalider notre liste, c'est-à-dire qu'on essaye d'invalider nos 5.000 signatures de parrainages. Je vous dis tout de suite que j'ai gagné juridiquement et qu'ils ont dû les reprendre, la queue entre les jambes***. Il y a une très longue attente et nous passons près de 10 heures d'attente en 2 jours, dans les couloirs du palais de justice. Il y a là les gens du PTB, mais ils sont en train de déposer la ***liste de Robert D'Orazio***, une liste d'extrême-gauche mêlant syndicats et groupuscules — dont le PTB — sous la direction de

ce leader syndicaliste bien connu en Belgique. Et malheureusement pour eux, alors que généralement c'est dans ces cas-là un échange d'insultes, le camarade du PCN qui est à côté de moi est un délégué syndical qui participe au mouvement de D'Orazio, ils se tutoient, je tutoie D'Orazio. Il y a eu un tout petit écho dans *LA DERNIERE HEURE* et il a dit « *ils sont comme larrons en foire* ». Et le représentant du PTB, qui est un de leurs avocats, est obligé de parler avec nous courtoisement. Je lui dis quand même : «*vous savez ce que vous racontez sur nous, ce n'est pas la vérité ; nous sommes des nationaux-communistes !* » Il m'a répondu : « *nous le savons parfaitement, vous imaginez quoi ? Nous avons mis 20 ans à nous débarrasser du PCB. Vous croyez quoi ? Que c'est pour sourire à un nouveau concurrent ?* ».
Ca s'est passé comme ça dans beaucoup de pays en Europe. Hors d'Europe par contre, bien entendu, ça se passe très bien, il y a des gens de tous les milieux radicaux avec qui nous travaillons couramment.

La **technique du mensonge vis à vis du PCN** s'est faite en trois parties, et c'est amusant parce que **nous avons vu le même schéma à l'œuvre dans les partis traditionnels, et puis dans les formations principalement d'extrême-gauche**. Puisque vous savez qu'actuellement dans ce qui reste de l'extrême-gauche européenne — elle est en train d'éclater —, il y a une partie qui se dirige avec les trotskistes vers le *mouvement alter-mondialiste* et il y a ce que l'on appelle les *staliniens et les néostaliniens*. Nous sommes actuellement en concurrence idéologique avec le PTB pour le contrôle des derniers mouvements staliniens. Donc, ça vous explique les haines qui peuvent exister.
Le schéma qui a été appliqué est toujours le même. On a commencé à parler beaucoup de nous mais en mentant. Puis, on est passé à l'ironie. L'ironie, c'est quoi ? « *Particule, groupuscule, insignifiant* », etc. **La troisième étape, c'est la plus redoutable : c'est l'étouffement**, pour ne plus recruter. Depuis 1997, nous avons chaque année des centaines d'articles de presse sur le PCN, d'études universitaires, d'extraits de livres, un peu partout. En Belgique, vous les comptez sur les doigts de la main. On ne passe plus nos communiqués, on ne parle plus de nous. **C'est une des raisons pour lesquelles nous avons stoppé actuellement les élections en Belgique. Parce que se battre dans des conditions pareilles, ça ne sert à rien**.

Un exemple du mensonge employé directement contre moi vaut la peine. Nous donnions la conférence de presse où on lançait le PCN en septembre 1984. Le PCN n'a pas été lancé publiquement lors de son Congrès fondateur de juin 1984. Il a été lancé lors d'une élection sénatoriale partielle à Charleroi en octobre 1984. Les partis traditionnels n'en voulaient pas et nous nous avons voulu la forcer. Nous avons eu, ça a été la seule et dernière fois, les télévisions nationales. J'ai été interviewé sur la RTB. Nous présentions un candidat ex-dirigeant maoïste, donc là on ne rentrait pas dans le schéma classique. Nous avons eu énormément de publicité. **Là est sortie l'accusation fallacieuse et diffamatoire de « fascisme », d' « extrême-droite », contre laquelle nous avons dû nous battre depuis le début**.
Qu'est ce que la presse a raconté ? Tout est venu d'une dépêche de l'agence BELGA. La dépêche de l'agence BELGA était basée sur deux mensonges. Le premier mensonge : ils ont dit Luc Michel, «*en 1968 à l'ULB* » (l'Université de Bruxelles), était « *un militant fasciste qui chassait les communistes, les arabes, les nègres et les juifs* ». En 1968, j'avais dix ans, même précoce, je n'étais pas à l'université. Cette anecdote fait souvent rire nos camarades arabes et africains.
Le deuxième mensonge : ils avaient vu que nous avions un centre de formation qui s'appelait le CEPSE, le « *Centre d'Etudes Politiques et Sociales Européennes* », qui avait été fondé par Jean Thiriart en 1964. Et ils ont dit : « *le CEPSE vient d'inviter en compagnie de Roger Nols*, un politicien libéral belge alors très connu, *Jean-Marc Le Pen* ». C'est la première visite de Le Pen en Belgique. Ceux qui avaient invités Le Pen à l'époque, c'était une officine de droite, le CEPE (« *Centre d'Etudes Politiques Européen* »). Nous avons réagi immédiatement, à l'époque ça marchait encore. Je crois que c'est un cas unique. Nous avons eu 37 droits de réponse publiés en 2 jours. **Le mensonge n'a jamais cessé depuis !**

Le plus lamentable, ce sont les gens qui nous connaissent et qui mentent, **parce qu'ils sont attachés au Système**. Un exemple lamentable, parce qu'au départ c'était quelqu'un de bien, c'est le cas de **Manuel Abramovicz**. Abramovicz était un journaliste indépendant et c'est l'homme qui s'est intéressé le plus au PCN en Belgique. Il a publié à partir de 1991 plusieurs articles sur nous. Honnêtes ! Honnêtes, parce que, bien que critique, il expliquait nos idées. C'est lui notamment qui a fait le grand article sur le PCN en 1993 dans « *TÉLÉ-MOUSTIQUE* ». Les six pages avec photos couleurs qui ont fait beaucoup pour notre développement.
A la fin des Années 90, Abramovicz est devenu fonctionnaire au «*Centre pour l'égalité des chances* », un **organisme para-étatique belge**. C'est-à-dire qu'il est devenu un **employé des services du premier ministre belge**, dont dépend directement le Centre. Le groupe « *Résistances* » qu'il anime et qui avait parlé plusieurs fois correctement du PCN, notamment en expliquant que nous n'étions pas d'extrême-droite, est devenu une annexe de l'organisme officiel belge. Abramovicz qui avait écrit la même année dans le « *COURRIER HEBDOMADAIRE DU CRISP* », la référence belge en matière de politologie, que nous n'étions pas un mouvement d'extrême-droite, a commencé à lancer des campagnes diffamatoires contre le PCN sur Internet. Vous avez là quelqu'un qui sait pertinemment bien qu'il ment. Il ment, pourquoi ?

Parce que c'est la voix de son maître : il est **au service de l'appareil d'État belgicain**.

Quelle a été notre réaction ? Dans certains pays européens, la critique a gardé un certain niveau. En France, par exemple, les mesures qui ont été prises contre nous sont des mesures qui sont prises contre tous les petits partis, ce n'est pas spécifique au PCN. C'est correct. Nous avons accès aux journaux, notre presse est diffusée en kiosque. En Italie, j'ai été gravement attaqué devant la *commission parlementaire sur le terrorisme*. J'y suis présenté, ce qui est exact, comme le « *fondateur-idéologue du National-communisme* », mais je n'ai rien à voir avec des poseurs de bombe.

Mais **en Belgique, là ça a dépassé toutes les limites.** Nous en avons tiré les conclusions en 1999, jusque-là, nous étions indifférents à la situation Belge. Vous savez que nous nous battons pour une ***République européenne***. Nous pensons que l'Europe débouchera sur un État européen, et nous étions indifférents au sort de l'État belge. C'est-àdire que, pour nous, l'État belge et la monarchie, comme l'État français ou italien, ce sont pour nous des formes dépassées de la politique qui vont disparaître avec le temps. C'est un peu comme le grand Duché de Bade en 1840 qui a disparu avec l'unification allemande. **Mais l'attitude de l'État belgicain contre nous a fait que nous avons pris des positions républicaines radicales, et depuis le PCN est résolument engagé dans le mouvement républicain en Belgique**. Nous sommes maintenant engagés pour la disparition de l'entité belgicaine, contre la monarchie et nous soutenons toutes les formations républicaines quelles qu'elles soient. Ca, ça a été notre réaction de notre côté. ***Le Pardon des offenses ne fait pas partie des vertus politiques que le PCN pratique.***

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Vos positions, on l'imagine, ont dû provoquer aussi des réactions à la fois chez les Soviétiques (que vous incluiez dans vos projets d'Empire euro-soviétique) et chez les Américains et les services secrets de l'Ouest qui devaient se demander pour qui vous « rouliez ». Que pouvez vous nous en dire ?

Luc MICHEL : Il faut tout d'abord **partir du climat politique européen dans lequel se crée le PCN**. Parce qu'autrement on ne comprend pas les choses. Mais cela n'a été analysé par aucun politologue. **C'est l'époque où toute l'Europe est partagée et parcourue par les grandes manifestations pacifistes contre les « Euromissiles » américains**.

Il y a une agitation importante et en Allemagne se développe un phénomène intéressant. Il y a ce que l'on appelle la naissance du mouvement « ***national-neutraliste*** », la « ***Gauche nationale-neutraliste*** ». Beaucoup de politologues on dit que ce mouvement avait des *connotations national-bolcheviques*, c'est aussi intéressant pour la suite. De ce mouvement vont sortir les *« Groenen »*, les *Verts* allemands. Mais première version, pas les putains vertes actuelles à la Fischer qui sont au gouvernement allemand. Mais le mouvement radical des Années 80. Le choix des *Nationaux-révolutionnaires allemands*, qui sont dans la lignée de Niekisch notamment, c'est alors de soutenir et d'entrer dans le mouvement des « *Groenen* ». Vous aviez par exemple **Paul Weber**, un ami de Niekisch et de Jünger, l'homme notamment qui a fait peut-être le dessin anti-hitlérien le plus fameux. C'est la couverture du livre de Niekisch, ***« HITLER, UNE FATALITE ALLEMANDE »***, un squelette en uniforme de S.A. qui conduit une foule à l'abîme. Et qui sera repris sur plusieurs affiches du PCN contre le «Front National » en 1995-99. Paul Weber va dessiner les premières affiches des « *Groenen* ».

En Belgique, le même mouvement existe mais en beaucoup plus petit. Pourquoi ? Parce qu'il y a moins de pressions psychologiques qu'en l'Allemagne. S'il y a une guerre nucléaire limitée, elle va se passer sur le sol allemand, les Allemands sont directement, profondément concernés. Il y a aussi le problème de la réunification. **En Belgique, on brasse des gens moins nombreux. Le mouvement pacifiste se limite à rassembler les gens qui sont déjà politisés dans les mouvements radicaux**. L'épicentre de tout ça, c'est **la base de Florennes** qui est à une vingtaine de kilomètres de Charleroi, et où doivent être installés les missiles nucléaires tactiques yankee. A Florennes, avec le groupe que j'anime à l'époque, *national-révolutionnaire*, au sens allemand des Années 1920-33, nous allons manifester, nous tractons, nous rencontrons làbas d'anciens maoïstes qui sont en rupture du PTB notamment. Nous rencontrons des écologistes qui ne sont pas en train de prendre le tournant régimiste que les Verts belges sont en train de prendre, c'est-àdire de rentrer dans le Système. **De ces rencontres qui vont durer environ une année, va naître le PCN.**

Vous devez savoir que le PCN en fait est apparu entre son **Congrès fondateur de juin 1984** et une élection sénatoriale partielle que nous avons essayé d'imposer à Charleroi en octobre 1984. Mais que le travail préparatoire s'est effectué de nombreux mois avant, en particulier par le développement de la revue « *CONSCIENCE EUROPEENNE* », mais aussi l'activité d'une ASBL qui s'appelait « *Nation-Europe* » et qui a servi, si je puis dire, de tremplin au PCN.

Le PCN à sa naissance c'est quoi ? C'est la rencontre de ***l'idéologie communautariste***, appelez ça les idées de Jean Thiriart, avec des militants radicaux qui ne sont plus d'accord de rester dans leurs différentes extrêmes, qui veulent faire un **mouvement uni de contestation du Système**.
Dès le début, ça a été relevé par le CRISP, ça a été souligné par la plupart des politologues sérieux, il y a les trois composantes de ce que nous nous appellerons ***le «Front noir-rouge-vert ».*** Et que je vais théoriser à la fin des Années 80 : « Noir » qui est la couleur des nationaux-révolutionnaires, «Rouge » qui est la couleur des léninistes, des communistes, des socialistes, des nationaux-bolcheviques russes, et « Vert » qui est la couleur des écologistes..
Le PCN, c'est l'enfant du national-neutralisme en Belgique. Ce n'est pas du tout un mouvement d'extrême-droite ou un mouvement d'extrême-gauche. **Mais c'est aussi autre chose**, tout simplement parce que j'ai rencontré Jean Thiriart en 1982, et nous avons décidé ensemble de relancer son Organisation.

Comment est-ce que ça se passe ? Vous savez que Jean Thiriart dirige un mouvement très important jusqu'en 1969-70, « *Jeune Europe* », puis le « *Parti Communautaire Européen* ». A la fin, il est **face à un échec politique**, le mouvement est exsangue financièrement, Thiriart y a englouti sa fortune personnelle. Thiriart a commis à l'époque une erreur — je vous ai dit que nous étions critiques —, il a cru que *la guerre du Vietnâm allait déboucher sur une Troisième guerre mondiale*. Il a cru que *les Chinois allaient s'engager contre les Américains et que la guerre se poursuivrait en Europe*. **Toute l'activité de Thiriart entre 1967 et 1970 c'est de créer un outil politico-militaire destiné à encadrer des maquis anti-américains lors de la Troisième guerre mondiale en Europe**. Son projet, c'est de créer des « ***Brigades européennes*** ».
Quelle est l'origine des « *Brigades européennes* » ? Le concept théorique — ça ne dépassera pas malheureusement la théorie —, c'est d'une part les ***Brigades internationales*** du *KOMINTERN*, et c'est le ***mouvement de Garibaldi***, les fameuses *« chemises rouges »* du mouvement d'unification italienne, le ***Risorgimento***.
Le but, c'est de ***créer des formations militaires européennes qui vont aider à la Révolution anti-impérialiste hors d'Europe***. L'idée de Thiriart, c'est ***d'aller encadrer le mouvement palestinien naissant***. Je vais vous dire ce qu'il en a été. A l'époque notre Organisation est la première qui a soutenu le FATAH, c'est la première qui a soutenu le mouvement palestinien — avant l'extrême-gauche. **Le premier Européen qui meurt les armes à la main sur le sol Palestinien occupé, donc en Israël, s'appelle Roger Coudroy. C'est un ingénieur belge, il était membre du « Parti Communautaire Européen »** (PCE). Il y a donc des liens qui existent. La Résistance palestinienne est naissante, il faut lire les mémoires d'Arafat. Ils ne sont nulle part à l'époque. ***A la première occasion — une crise politique ou la Troisième guerre mondiale —, les « Brigades européennes » devraient revenir en Europe, encadrer des maquis et créer un mouvement insurrectionnel***. Qu'est ce que Thiriart appelle une crise politique ? La mort de Franco ou la mort de de Gaulle. **Thiriart part faire une tournée au Moyen-Orient à l'Automne 1968** et il va présenter aux Irakiens son projet de « *Brigades Européennes* ». Le *Ba'ath* vient de prendre le pouvoir à Bagdad et il est reçu par le vice-président : Saddam Hussein, que personne ne connaît encore puisque c'est le général Al Bakr qui est le chef de l'Etat. Mais Saddam Hussein est le véritable patron. Les Irakiens sont très intéressés mais ils prennent l'avis des Soviétiques. A l'époque, la révolution ba'athiste est très fragile et elle va l'être encore pendant plusieurs Années, et les Soviétiques mettent un veto immédiat. Voilà pourquoi les « *Brigades Européennes* » n'ont pas vu le jour. Thiriart revient en Europe et il est confronté à une deuxième crise. **C'est important que je vous la raconte, parce que c'est la première fois que je m'en explique pour des raisons qui tiennent à une demande de Jean Thiriart.**
Thiriart est donc confronté à une seconde crise. Il y a eu le **mouvement étudiant de mai 68**. Il considère, lui, que le mouvement étudiant est une farce. Il appelle ça une *« éruption de boutons de fièvre »*. Mais en Italie, les militants de « *Giovane-Europa* et du « *Parti Communautaire Européen* », eux ont été partie prenante du mouvement étudiant et ils ont fait des actions communes avec des marxistes-léninistes en Italie. Ca c'est une des caractéristiques de l'Italie : il y a notamment des tracts communs du « *Parti Communiste Marxiste-Léniniste* » d'Italie et de « *Giovane-Europa* », car en Italie, et en Italie seulement, le nom continue à être utilisé. Il y a des affiches communes, des actions communes. En Belgique, à la même époque, c'est la guerre dans la rue entre les maoïstes et les militants de Jean Thiriart, c'est deux monde complètement différents. **L'idée des Italiens, c'est de rentrer dans le mouvement étudiant, si vous voulez : de faire de l'entrisme**, et Thiriart n'est pas d'accord avec ça. Il y a une réunion qui se passe à Imperia, près de la frontière italo-française. Thiriart y est mis en minorité. Il part en claquant la porte, ça ne lui était jamais arrivé et les cadres se disent « *ça va lui passer* ». Mais ça ne lui est pas passé.

C'est-àdire qu'il décide de **replier l'Organisation pendant un certain temps sur ses activités syndicales.** C'est très peu connu. Jean Thiriart n'a pas été seulement un penseur politique, un chef de mouvement politique, **il a été aussi le principal leader syndical dans le monde de l'optique, des opticiens, des optométristes, dans toute l'Europe**. Il a notamment fondé le seul syndicat unitaire européen qui s'appelle le « ***Syndicat d'Optométrie d'Europe*** » (SOE), dont il a été le patron et le théoricien pendant 20 ans. C'est un syndicat où les dirigeants sont élus au suffrage universel européen direct des membres. C'est

notamment Thiriart qui a défendu, face aux médecins, les opticiens et optométristes dans toute l'Europe et qui a négocié avec l'Union Européenne les deux lois qui organisent la profession en Europe. C'est aussi le fondateur de l'enseignement d'optique en Belgique.
A partir de 1964-66, **Thiriart a commencé à utiliser ses activités syndicales pour financer ses activités politiques**, par exemple *LA NATION EUROPEENNE*. Les derniers numéros étaient faits sur les mêmes machines et étaient payés par le syndicat. Tout ça était à la milite de la légalité bien entendu. Il a fait rentrer des cadres du mouvement comme permanents syndicaux. **L'idée de Thiriart, c'était de se replier quelques Années, de former une série de cadres, et puis de redémarrer**. En 1969, dans le dernier numéro de *LA NATION EUROPEENNE*, il publie un article qui s'appelle « *L'Europe, un acte d'intelligence* » qu'on a pu appeler son « testament politique », à l'époque. Si vous le lisez — il faut le lire entre les lignes —, il explique ce qu'il va faire. Ca vous donne la raison pour laquelle je m'en explique seulement maintenant : Thiriart m'avait fait demander à l'époque de ne pas en parler avant 20 ans. Tout simplement, parce qu'il y avait encore il y a quelques années des anciens cadres du PCE qui étaient encore employés dans ce syndicat, et ils auraient été virés si ça avait été su. Maintenant, il y a prescription, les choses sont terminées.
Le problème qui va se poser, c'est que **faire de l'entrisme dans un syndicat si le Parti n'a plus d'activité politique revient en fait à l'euthanasier**. Thiriart ne reprendra jamais d'activité politique militante. Son groupe va se réduire de plus en plus, se réduisant à un **réseau de contacts** et à la diffusion de quelques lettres-circulaires par Thiriart.

Quand je rencontre Thiriart au début des Années 80, il a recommencé à écrire. C'est lui notamment qui crée toutes les ***théories sur « l'Empire euro-soviétique »***. Thiriart ne veut plus militer, il est dégoûté de la vie militante. Il a fait plusieurs prisons politiques, sa femme qui avait vécu une vie d'enfer en 1960-70 n'en voulait plus. Vous devez savoir que son fils n'a pas pu faire ses études universitaires en Belgique, c'était le fils de Thiriart ! Il a été obligé de faire ses études en s'expatriant au Canada. Donc, Thiriart ne voulait pas replonger là-dedans. Quand je l'ai rencontré en 1982 et contrairement à ce qui s'était passé avec d'autres, avec lesquels le courant ne passait pas du tout, **nous sommes tombés de suite en empathie**. Il a commencé par me donner accès à ses archives et on a rapidement ensemble pris un projet de redémarrage.
Le projet s'est fait sur une base très simple. **Thiriart écrivait et avait la totale liberté d'écrire**. Donc, il avait un droit de publication sans censure dans notre presse. Moi, par contre, **j'étais le seul maître à bord au niveau de la direction de l'Organisation**. Donc, lui n'intervenait pas.
Il nous a cédé les archives, il nous a mis en rapport avec quelques anciens, c'est comme ça qu'on a connu ceux dont je vous ai parlé. Il nous a financé les premières années, nous a installé un **secrétariat pour l'édition et la presse dans ses bureaux de Bruxelles**. On a démarré comme ça, mais Thiriart n'a jamais eu la carte de membre, ne participait pas aux décisions du PCN. Il nous aidé par exemple lors de dépôts de listes électorales en 1985 à Bruxelles. Il nous a assisté dans des opérations, comme l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis à Bruxelles, lors du 40éme anniversaire d'Hiroshima. Voilà, pour que vous compreniez comment a démarré en fait notre collaboration.

Nous avons donc directement repris les ***thèses euro-soviétiques*** de Thiriart et nous sommes entrés en contact avec l'ambassade de l'Union Soviétique à Bruxelles. Nous avons été aimablement reçus. Vous devez savoir que les Russes étaient très méfiants, mais en même temps on était pour eux un peu **une divine surprise**, parce qu'ils ne disposaient plus du tout de relais d'agitation en Belgique. Le « *Parti Communiste Belge* » est alors en voie de social-démocratisation et son quotidien, *LE DRAPEAU ROUGE*, à l'époque est, comme toute la presse belge, **financé par des publicités payantes de l'OTAN**. Les anciens communistes s'en vont et *LE DRAPEAU ROUGE* ne relaie absolument pas. Il y a encore quelques campagnes anti-américaines entre 1980 et 1985, mais sporadiques.
Nous avons fait notamment avec les Soviétiques la grande campagne de diffusion de la ***brochure « Qui menace la paix ? »***, qui a servi à faire aussi un numéro de *CONSCIENCE EUROPEENNE* – dont une édition spéciale en russe. Mais on a surtout diffusé à 100 000 exemplaires la brochure en trois langues dans les manifestations, etc. C'est comme ça que nous avons rencontré les deux traducteurs russes de Thiriart qui étaient des attachés militaires. Nous avons diffusé par les *Editions Machiavel* des ***textes « euro-soviétiques »*** en Russe en quantité très importante.
Il y a eu aussi une traduction directe de l'intérêt que les Soviétiques nous portaient : en 1997, le professeur **Kniajinski,** le responsable de tout ce qui concernait les affaires européennes, d'unification européenne, au sein du *Département idéologique* du *Parti Communiste de l'Union Soviétique*, que dirigeait Boris Panomarev. **Le professeur Kniajinski a longuement rencontré Thiriart en 1987 à Bruxelles**, et la rencontre a été organisée par le biais des « *Amitiés belgo-soviétiques* », où Thiriart avait de nombreux amis. Ceci pour vous préciser les relations qui peuvent être les nôtres, qui ne correspondent pas toujours au mauvais costume qu'on veut nous faire porter.

Les réactions **au niveau maintenant des polices proprement dites**, puisque c'était votre question, eh bien ça s'est passé très simplement : nous avons été, pas uniquement à cause des positions soviétiques, mais aussi de ***l'affaire des CCC***, une des cibles principales des polices politiques belges, entre la fin de 84 et 86. Thiriart et moi-même avons été accusés d'être

en fait *les véritables idéologues des CCC*. Il y a une chose qui est réelle dans tout ça, c'est que nous avions diffusé beaucoup de textes dans les milieux proches d' « *Action Directe* » notamment, et qu'un certain nombre de nos thèmes ont été repris dans l'idéologie des « *Cellules Communistes Combattantes* ». Nous avons donc subi des filatures, des surveillances, etc. Nous y avons mis un terme en révélant publiquement l'utilisation d'anciens militants du WNP, un groupuscule néo-nazi, pour les fonctions de surveillance. A plusieurs reprises ensuite, on a découvert notamment la fameuse secrétaire de Thiriart qui a été virée en 1987
Nous restons surveillés évidemment. **Nous sommes une cible des services de l'OTAN**, ça c'est clair. Lorsque je franchis un aéroport, j'ai parfois des contrôles plus poussés que d'autres. Lorsque je suis retourné pour la première fois en Russie par avion, après la chute de l'Union Soviétique, ma valise s'est perdue à Frankfort et a été ouverte à Tel-Aviv…, Ca fait partie des risques de nos positions.
Il faut savoir que ces choses existent. Il y a des livres qui ont été écrits, très peu en Belgique, mais beaucoup en France, par exemple, sur la façon dont les « Renseignements Généraux » ou la DST travaillent, tout ça fonctionne comme ont fonctionné toutes les polices politiques des pays totalitaires. Vous devez savoir que **la police politique moderne a une origine, c'est la police politique tsariste, l'Okhrana. Toutes les méthodes qui sont encore employées actuellement, la provocation, l'infiltration, la surveillance, etc., tout ça a été mis au point dans la Russie de 1880 à 1917**. Les autres services n'ont fait que copier ça.
L'une des techniques qui est employée, elle avait été mise au point par l'Okhrana, c'est la **création de groupuscules fantômes concurrents** d'un mouvement qu'on veut détruire. Comment fait-on ? Eh bien, soit on pousse à la dissidence ou bien, si ce n'est pas possible, vous avez des agents provocateurs qui créent un mouvement qui reprend une partie des idées et puis qui les déconsidère. C'est **le rôle que les groupuscules *rouges-bruns* jouent** en France, ou en Belgique, ou en Russie, par exemple, contre le PCN ou contre le Parti Communiste russe. **Il s'agit de présenter une caricature de ce que nous sommes et de l'associer à des scandales**. Lénine a parlé longuement de ça, et Lénine disait, et je suis tout à fait d'accord avec lui, et Thiriart aussi était d'accord avec lui, *« laissez faire, ils sèment pour nous »*. Même si sur le moment ça nous fait du tort, même si c'est énervant, à long terme ils sèment nos idées et ils nous fournissent des cadres. Et c'est ce qui s'est passé. A chaque fois qu'en Belgique ou en France le Système a voulu nous créer des concurrents idéologiques fantômes, leurs militants ont fini par venir nous voir et on les a récupéré. On les a parfois aidé un peu, bien entendu !

Il faut partir d'un certain nombre de précautions. Vous devez savoir par exemple, je ne parle pas pour vous, mais nous avons vu souvent arriver des pseudo étudiants qui n'en étaient pas, dont on ne trouvait pas trace dans les universités, dont on n'a jamais vu les mémoires sortir, ni faire une interview de synthèse. On sait que le courrier, les emails sont interceptés, mais il faut faire avec, c'est tout. Nous ne sommes pas des poseurs de bombes, nous ne sommes pas des terroristes.

La seule chose que nous avons faite, parce que nous avons tiré les conclusions de trop de problèmes, **nous sommes revenus en 1999 à la structuration en cellules**, c'est-àdire que le PCN est entièrement structuré en cellules, que les adhérents de cellules, le plus souvent, à part les cadres, ne se connaissent pas. Nous avons dû malheureusement **renoncer à certaines activités publiques**, comme des meetings, comme des conférences, ou des choses comme ça. Il y a au PCN des gens qui se connaissent ou qui apparaissent, se regroupent, il y a des gens qui ne le peuvent pas, eux ne se regroupent pas.
Et **nous avons beaucoup étudié les mouvements trotskistes** et nous avons récupéré un certain nombre de leurs techniques, notamment l'utilisation de pseudonymes pour protéger certains membres, certaines méthodes d'infiltration, notamment chez les concurrents, et nous avons conservé surtout une chose qui pour nous est importante, c'est-àdire ce qu'on appelle la «***Section hors-cadre***», c'est-àdire que les militants qui ne peuvent pas apparaître sont repris à part dans le Parti et, comme cela, peuvent rendre service.

Nous avons tiré les conclusions et **nous avons aussi rendu les coups !** C'est-àdire que plusieurs fois des fonctionnaires, des magistrats ou des gens de services de police qui ont été trop loin ont été traînés devant les tribunaux. Vous n'arrivez jamais à des condamnations, mais c'est une page noire dans un dossier, qui vous coûte une bonne carrière.
Et nous suivons à la trace, en permanence, les groupes barbouzards pour les briser.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : En règle générale, les observateurs ont du mal à vous situer sur l'échiquier politique. Comment vous-même résolvez-vous cette délicate question ? Reconnaissez-vous quelque pertinence aux clivages tels qu'ils sont couramment admis ?

Luc MICHEL : ***Nous ne nous situons pas sur l'échiquier politique. Notre but est de renverser l'échiquier politique et de mettre fin à la partie !***
Donc nous considérons que **les vielles classifications sur une base linéaire, qui va de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, n'ont aucune pertinence**. Vous savez qu'il y a une autre façon de classer les gens politiquement dans les pays anglo-saxons, c'est **suivant les tempéraments ou les caractères politiques**, et dans ces cas-là, par exemple, un militant national-révolutionnaire ou un stalinien est situé d'un même coté et un gauchiste ou un libéral est situé de l'autre coté. **Cette classification a un avantage, elle explique les passages politiques d'une extrême à l'autre**. Elle explique comment, fréquemment, des Staliniens sont passés dans les milieux nationalistes, comment des nationalistes sont devenus Staliniens. Elle explique aussi comment beaucoup d'anciens gauchistes sont devenus de bons libéraux. L'exemple typique en Belgique c'est feu Jean Gol, que maintenant plus grand monde ne connaît, mais qui était la star politique des Années 80. Ancien leader gauchiste en mai 68, devenu le ministre le plus pro-américain et le plus libéral de Belgique. Il faut savoir aussi qu'il était sioniste, ça explique beaucoup de choses...

Nous ne nous situons donc pas du tout sur l'échiquier classique, nous aimons citer l'écrivain espagnol **José Ortega y Gasset** qui disait qu' « ***être de droite et de gauche sont deux manières pour l'homme d'être un imbécile, parce que ce sont deux formes d'hémiplégie mentale*** ».
Le PCN en fait, que ce soit par sa constitution, son origine, mais aussi sa stratégie, c'est-àdire la **constitution du Parti révolutionnaire autour d'un « Front uni anti-Système »**, évidemment vise à rejeter l'ancien échiquier traditionnel. Et nous ne parlons pas en vain. L'origine de notre Parti, c'est bien clair, le prouve. Nous avons dés le départ regroupé des gens venant de différentes origines.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Donc, on vient de parler des militants, quels sont les types de militants que vous avez recrutés ? Quel est le développement de votre parti de ce point de vue-là ?

Luc MICHEL : Je vous ai un peu éclairé làdessus lors de la question où j'ai abordé le « *National-neutralisme* » : **dès le début, nous avons été un point de rencontre pour des militants issus de diverses formations révolutionnaires** et pas des « *militants d'extrême-droite* », comme on l'a écrit parfois et qui ne se retrouvent pas dans notre idéologie. Des **militants venus de la Gauche, du Socialisme, du Maoï sme, du syndicalisme** — beaucoup dans les années 80 — et des **militants écologistes radicaux**. Toute notre histoire, toute notre stratégie de recrutement et de développement a été de **régulièrement aller chercher dans ces trois mouvances nos cadres et nos militants**.

Nous l'avons fait **sur une base individuelle vis-à-vis de gens d'extrême-gauche**. **On occulte trop souvent la présence de militants d'extrême-gauche au PCN !**
Jje vais vous donner un exemple, parce qu'il est typique, c'est hélas le regretté *secrétaire-régional du PCN wallonie*, **Jacques Vassamillet**, puisqu'il est prématurément décédé il y a deux ans. Il nous a rencontré en 1994, dans le cadre d'une action antifasciste contre le « *Front National* » belge. Il était entré au Parti venant directement du *Parti Communiste Belge*. C'était aussi un dirigeant des **mouvements patriotiques** liés à la Résistance. Et il a été l'un des piliers du PCN pendant les Années 1994-2000. Ce parcours est significatif, et il y en a beaucoup d'autres. Et pas seulement en Belgique. Le premier *secrétaire-régional du PCN* à Paris était un ancien maoïste de *L'HUMANITÉ ROUGE*, Jacques Boussaboua.

Généralement nous allons chercher les gens à la base, mais dans deux cas, un cas général et un cas particulier, nous sommes sortis de là.
Le cas particulier, c'est celui de ***l'Association « Europe écologie »***, une association qui a été créée en Wallonie, dans la région de Charleroi, au début des années 80. Et qui se situe en rapport avec ce que les Anglo-Saxons appellent la « ***Deep Ecology*** », ce que nous nommons nous l' « *Ecologie radicale* », ce sont des mouvements comme « ***Earth First*** », les « *éco-guerriers* », etc. C'est un mouvement que nous avons rencontré dans le cadre d'actions dans la région de Charleroi, de nature écologique. Je suis devenu leur conseiller juridique et nous avons pris un accord d'association en 1987. Ils ont formé ce que nous appelons la « ***Fraction verte » du Communautarisme européen***. Pourquoi « *fraction* » ? Parce que contrairement à toutes les autres structures du PCN, ils ont un pied dedans et un pied dehors, c'est-àdire que « *Europe écologie* » a aussi des activités hors du PCN. Plusieurs cadres ont la double appartenance.

Dans un autre milieu qui est celui des mouvances national-révolutionnaire et national- bolchevique**, nous avons mené des opérations de récupération à grande échelle. Parce que** nous exerçons une hégémonie idéologique dans ces milieux**. Nous sommes les fondateurs du courant, nous sommes les plus forts et les plus anciens. Nous avons récupéré de nombreux groupes, comme le « *Partisan européen* » en France, le *groupe « Partisan »*, en Belgique, ou encore « *Nouvelle Résistance* » en France en 1996. Tous ces mouvements ont été absorbés par le PCN.**

Je dois aussi vous dire un mot sur **l'activité électorale du PCN en Belgique et en France**, parce qu'elle a été très importante jusqu'en 1999. **Depuis nous faisons une pause, parce que ça ne correspond plus aux possibilités politiques belges, où tout à été fait pour limiter l'émergence de petites formations, et à ce que nous faisons à d'autres niveaux plus utiles et plus féconds au PCN**.
Nous avons toujours présenté beaucoup de candidats, nous avons présenté des listes au Sénat, au Collège francophone, au parlement européen, dans la plupart des arrondissements belges, au niveau fédéral le plus élevé. Tout ce que je vous dis là est constatable, il suffit d'aller voir les listes. Une des caractéristiques du PCN — il y a des études universitaires là-dessus —, c'est qu'avec le PTB, nous sommes **le mouvement qui a présenté entre 1980 et la fin des Années 90, le plus de candidats d'origine étrangère en Belgique**. Nous avons présenté des candidats d'origine hongroise, polonaise, italienne. Nous avons présenté des candidats d'origine arabe et africaine. Vous devez savoir que nous avons présenté **la première tête de liste d'origine arabe en Belgique aux élections**. Nous avons présenté **la première tête de liste africaine noire aux élections en Belgique**. Tout cela est dissimulé évidemment dans la presse lorsque l'on parle de nous. Et nous avons aussi, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, puisque **le PCN est radicalement antisioniste, mais totalement opposé à l'antisémitisme** que nous combattons, à plusieurs reprises en France et en Belgique, présenté des candidats de confession ou d'origine hébraï que.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Souvent situé à l'extrême droite, vous rejetez pourtant totalement cette position mais en même temps les milieux d'extrême-gauche refusent de vous reconnaître comme faisant partie des leurs. Comment expliquez-vous cela ?

Luc MICHEL : La formulation de votre question n'est pas tout à fait exacte en ce qui concerne le volet extrême-gauche, mais je vais m'en expliquer.
La classification à l'extrême-droite, qui est extrêmement incapacitante, est évidemment une des armes développées par le Système contre nous. Je vous ai expliqué comment elle avait été employée dès les débuts du PCN, elle a été employée bien entendu largement contre Thiriart. **Elle ne correspond évidemment ni à la réalité de notre ligne politique, ni à notre idéologie, ni à notre pratique**. Vous devez savoir qu'en Belgique, et dans une moindre mesure en France, **nous sommes l'adversaire principal du « *Front National* »**. **Nous avons pendant 10 ans ramené le FN belge au stade d'un groupuscule**. Je l'ai notamment en 1995 privé d'un sénateur, de trois députés, du financement public de l'état, 1.250.000 Euros en monnaie équivalente de l'époque par an. **Nous animons un collectif antinazi : le *collectif « Résistance européenne - Europaische Widerstand »*. Nous nous situons dans la ligne de la résistance allemande national-bolchevique, contre le Nazisme, qui a été très importante**.

Donc la classification à l'extrême-droite est une insulte, **mais surtout une arme**. Il faut souligner qu'à l'extrême-droite on dit exactement l'inverse : nous sommes traités de « *communistes* ». C'est une arme particulièrement redoutable vis à vis du PCN, puisque notre champ de recrutement inclut largement l'extrême-gauche, et les milieux écologistes, et qu'évidemment une qualification d'extrême-droite est destinée à nous empêcher d'y progresser.

Face à cela, **il faut voir ce que les politologues sérieux, et pas les journalistes, disent du PCN**. Je ne veux pas être trop long mais je vais vous citer quelques analyses qui ont été faites sur lui.
Christophe Bourseiller, spécialiste reconnu du sujet, situe le PCN dans son livre « *LES ENNEMIS DU SYSTÈME »* parmi les « *nationalistes de gauche* ».
Le journal *LE MONDE* (5 mai 1998), classe **la candidature du PCN à l'élection partielle de Toulon d'avril 1998** parmi *« l'extrême-gauche* ». *VAR-MATIN* précise que cette liste s'intitulait « *Les jeunes contre Le Pen et pour l'interdiction du FN* ».
François Heinderyckx, professeur à l'Institut des Sciences politiques de l'Université Libre de Bruxelles, classait le PCN à l'occasion des élections européennes de 1999 parmi la « *gauche révolutionnaire* » (Dossier spécial Elections 1999, analyse des campagnes, consulté sur le site internet d'INFONIE, Belgique).
Le *COURRIER HEBDOMADAIRE DU CRISP* (n° 1598-1599 . 1998), revue scientifique belge de sciences politiques — la référence en Belgique — écrivait sur le PCN en 1999 ce qui suit : « *Le programme et les actions du PCN sont en opposition avec les thèses racistes des formations d'extrême-droite classiques. Ce parti se revendique du "Communautarisme européen" et est constitué, selon un document interne, de 7 tendances politiques (nationale-bolchevique, léniniste européenne, syndicaliste révolutionnaire, nationale-révolutionnaire, vert radicale, socialiste radicale et démocrate européenne)* ». Les auteurs de ce « rectificatif » sont Manuel Abramowicz, dirigeant du site antifa « *RésistanceS* » et Win Haelstermann, du *Front Antifasciste*, qui étiquettent aussi le PCN comme « *parti national-communiste* ».
Dans son édition consacrée aux élections législatives belges de 1999 (n° 6, printemps 1999), *RÉSISTANCES* dressait la liste exhaustive de toutes les formations d'extrême-droite belges. Le PCN n'y figure pas et est repris parmi les « *formations alternatives susceptibles d'enlever des voix à l'extrême-droite* ».

A noter aussi que *L'ANTISEMITISM WORLD REPORT 1993,* publié à Jérusalem par *l'Institute of Jewish Studies*, dans son édition anglaise, s'il reproche au PCN son antisionisme, précise que « ***The PCN is not a far-right organisation*** ».

Enfin, le CVIPMA, proche du PCF, nous classe comme « *antifascistes idéologiques* » et « *staliniens aigus* ».

Je crois que l'avalanche de citations venant d'autant de sources **ne permet pas d'équivoque**.

Vous me parlez de l'extrême-gauche. **I** est exact que le PCN est considéré comme un adversaire par **l'extrême-gauche institutionnelle belgo-française** : en gros les milieux trotskistes, les milieux du PTB, la mouvance du PCF. Mais, c'est tout simplement parce que **nous sommes pour eux des concurrents idéologiques**, en lutte justement pour le contrôle des restes de la mouvance stalinienne. Une analyse du site antifasciste CVPMA français, proche du PCF, publiée en 2002, l'explique très bien.

Plusieurs mouvements d'extrême-gauche, ailleurs dans le monde, travaillent régulièrement avec le PCN. C'est vrai en Afrique, c'est vrai dans le Monde arabe , en Amérique latine. Si vous voyez la liste des participants aux 3ème et 4ème « *Universités d'été pour les mouvements verts, pacifistes et alternatifs en Europe* », que le PCN a directement co-organisées en 2002 et 2003, vous verrez un nombre important de représentants de formations d'extrême-gauche, notamment britanniques, comme le «*Socialist Labour Party* ». Nous avons particulièrement des rapports de travail, d'amitié et de camaraderie avec un mouvement tchadien marxiste-léniniste qui s'appelle l' « *Actus* ».

Même dans l'Espace francophone, nous avons accès à certains milieux d'extrême-gauche. Un site, qui est en marge du PCF, «*Politique-Info* », un site français qu'il ne faut pas confondre avec le « Politique-Info » belge, a publié plusieurs de mes textes. Une liste pro-cubaine, comme le « *Cuba Solidarity Project* », que vous connaissez peut-être sur Internet, publie régulièrement nos interventions. Je crois que **l'arme qui vise à faire croire que le PCN est une formation d'extrême-droite est une arme de moins en moins opérante**.

C'est aussi une arme redoutable pour ses utilisateurs. Elle peut éliminer évidemment des gens qui n'iront pas voir plus loin. Mais ceux qui se renseignent, qui viennent voir ce que nous sommes vraiment, ont dans la bouche un goût très désagréable, *le goût amer des gens dont on s'est payé la tête*. Et, beaucoup de nos contacts, beaucoup de gens avec qui nous travaillons, sont des gens qui, au début, sont venu voir qui nous étions vraiment.

Nous avons souvent fait des droits de réponse. Moi je ne suis pas du tout embêté par ça, mais nous avons une « *réputation légendaire* », comme le disait un hebdo belge en 1995. Nous ne laissons pas passer ce genre d'attaques. **Sur le site du *collectif antinazi « Résistance européenne »,* allez voir nos actions depuis 10 ans !** Je le dis sans orgueil, **nous sommes le mouvement antinazi qui a obtenu le plus de résultats au cours des 10 dernières années**. Nous avons brisé pendant 10 ans le FNB, nous avons renvoyé des tas de groupuscules dans les poubelles de la politique. C'est aussi une des raisons de la haine contre le PCN dans certains milieux d'extrême-gauche et antifascistes, car nous sommes la preuve du succès et nous sommes le révélateur de leur échec. Nous les appelons d'ailleurs les « *antifascistes de salon* ».

Nous avons aussi inscrit notre combat dans le cadre de la résistance national-bolchevique et national-révolutionnaire au nazisme. Nous avons rappelé à tous des militants exemplaires qui étaient volontairement oubliés comme les animateurs de l' *« Orchestre rouge* », le «*Réseau Niekisch* », et bien d'autres. Je pense que ça aussi, c'est une indication de ce que nous sommes réellement.

Ce qui caractérise l'extrême-droite partout en Europe, c'est qu'elle est vertébrée autour de la xénophobie. C'était déjà le cas dans l'extrême-droite à la fin du siècle précédent, c'était le cas avant la guerre de 1939-45, après, puis maintenant. **Tous ces mouvements tournent autour de la xénophobie** : on désigne un ennemi qui est l'étranger. Cela évolue évidemment, vers des positions qui peuvent même aller jusqu'au racisme.

Le PCN lui, a une idéologie fondamentalement antiraciste. Comment pourrait t'il en être autrement ? Premièrement, nous concevons notre *Communautarisme européen* comme une **idéologie à vocation universelle**. Notre conception de la Grande-Europe, incluant les peuples des deux côtés de la Méditerranée avec égalité des droits politiques, empêche tout racisme. Nous avons des militants africains, arabes, nous travaillons avec des mouvements africains ou arabes. Prétendre après cela que le PCN est d'extrême-droite, c'est de la mauvaise foi absolue, crasse !

Je vais vous donner une dernière anecdote, parce qu'elle est révélatrice. Aux **élections européennes et régionales belges de 1999**, nous avons été contactés par la TV locale de Charleroi qui s'appelle ***Télésambre***. Ils voulaient filmer une réunion électorale du PCN. Il s'agissait de «*présenter les petites listes* ». En fait les journalistes nous mentaient, il s'agissait de *présenter l'extrême-droite à Charleroi*. Ils sont donc arrivés plein de préjugés et de mauvaises informations, et le problème pour eux, parce que ça ne cadrait plus avec le sujet, c'est que la réunion avait lieu dans les locaux de l' « ***Amicale des Algériens en Europe*** » de Charleroi, que l'assistance était composée uniquement de militants, à part moi, arabes et que nos candidats arabes, dont la tête de liste à Charleroi, présentaient notre programme, notamment en matière de droit de vote et d'égalité des droits civiques, pour tous ceux qui vivent et travaillent en Europe.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Vous avez, à travers la personne de Jean Thiriart, pris à Moscou des contacts avec la Russie. Comment et pourquoi ce voyage a-t-il été organisé et qu'en a-t-il résulté ?

Luc MICHEL : La Russie est chère à notre cœur, pour des raisons pratiques, car nous y avons eu un succès que nous n'escomptions pas. Vous savez que nous avions des contacts, que **de nombreux textes de Thiriart étaient diffusés en Union Soviétique** et, lorsque l'Union Soviétique s'est effondrée, ***l'opposition patriotique***, c'est-à-dire des mouvements qui allaient des nationalistes aux communistes et à l'extrême-gauche, se cherchait, au niveau de l'organisation et au niveau de l'idéologie. **C'est dans ce cadre-là que le voyage de Jean Thiriart à Moscou a été organisé.**

Je voudrais ouvrir une parenthèse pour vous dire **qu'il ne faut pas confondre le voyage de Thiriart avec les deux voyages qui ont été organisés en Russie par des animateurs de la *Nouvelle droite* à la même époque**. Ces voyages ont été organisés tout à fait par des canaux différents, et ils n'ont pas rencontré le même succès. De Benoist et ses compères ont rencontré des personnalités de second rang et, comme l'a souligné *LE MONDE DIPLOMATIQUE*, mais en faisant une erreur, puisqu'il y assimilait Thiriart, leurs idées ont été totalement rejetées à partir de 1993. La dernière activité que j'ai faite avec Thiriart, puisqu'il est décédé malheureusement quelques semaines après son retour de Moscou, en novembre 1992, ça a été d'envoyer une série de droits de réponse, notamment dans la presse russe, pour bien expliquer qu'il n'avait rien à voir avec la *Nouvelle droite*.
L'ampleur du succès de Thiriart s'explique car ses idées étaient déjà connues et par les contacts qu'il y avait. Il a notamment été reçu en entretien privé par **Igor Ligatchev**, qui était **l'ancien numéro deux soviétique**, rencontre qui fut très amicale. Et il a rencontré ainsi **Guennadi Ziuganov**, qui était à l'époque l'homme qui essayait de relancer le Parti Communiste qui venait d'être interdit, et qui a créé quelques temps après le « *Parti Communiste de la Fédération de Russie* ».
Concernant l'idéologie et le programme de ce Parti, et c'est particulièrement dissimulé en France et en Belgique, le *Communautarisme européen* a exercé une grande influence. J'ai personnellement fourni la **base du programme économique du KPFR**, qui est directement le programme économique du *Communautarisme*, ce que nous appelons l' « ***économie pluridimensionnelle*** ». **Jean Thiriart a fourni les thèses géopolitiques**. Encore actuellement Guennadi Ziuganov fait référence à *l' « Empire euro-soviétique ».*
Dans la préface du dernier livre de géopolitique de Ziuganov en italien, « *DHERZAVA* » - *Etat et Puissance* -, on fait explicitement référence à la dette qu'il a envers Jean Thiriart. Comme le note Marco Montanari dans son introduction à l'édition italienne d' « *ETAT ET PUISSANCE* », « *Zouganov a recueilli, renouvelé et développé la leçon de Jean Thiriart, qui dans les dernières années de sa vie avait travaillé à un traité de géopolitique qui devait avoir pour titre « L'Empire euro-sovietique de Vladivostok à Dublin ». Avant de mourir, en 1992, le fondateur de « Jeune Europe » a rencontré Zouganov à Moscou et avait eu avec lui de longues conversations. « Etat et Puissance » est le résultat des ces entretiens entre Zouganov et Thiriart* ».

Vous devez savoir une dernière chose : **la géopolitique est très importante en Russie**, elle fait partie notamment de ce qu'est enseigné aux jeunes officiers russes, dans les écoles de cadets. Et bien, dans le ***Manuel de géopolitique*** à l'usage des officiers russes, il y a un chapitre sur les théories de Jean Thiriart et sur l'Empire euro-soviétique.

Cela ne s'est pas arrêté là : vous devez savoir que la scène politique russe a été bouleversée, notamment avec l'arrivée de Poutine. Et il y a un phénomène particulier, c'est-à-dire que le Parti communiste russe de Ziuganov - parce qu'il y a cinq autres, mais qui pèsent peu - le KPRF est en plein déclin. Parce que ses idées ont essaimé dans presque toutes les formations politiques russes. Dans le parti de Poutine, mais aussi dans un autre parti qui a été créé pour les élections de 2003, qui est proche du Kremlin, et qui s'appelle « *Rodina* », **on défend les thèses eurasiennes qui étaient celles de Jean Thiriart**.

Notre impact à l'Est ne s'est pas exercé uniquement là, puisque **nous avons d'importants contacts politiques et nous sommes reconnus en Serbie, au Belarus, et dans d'autres pays**. Nous en avons fait **fourni la base idéologique sur laquelle se sont créés différents mouvements qu'on appelle « *nationaux-communistes* ».**
Et nous nous sommes nous-mêmes impliqués à l'est, puisque moi-même, mais aussi d'autres militants du PCN, nous sommes actifs dans différentes structures : dans la **Diaspora serbe**, mais aussi dans un **mouvement transnational qui s'appelle le « *Congrès panslave* »**. En Russie le *Congrès panslave* est contrôlé par le KPRF, il a l'appui de Poutine. Et au Bélarus, il a l'appui du président Lukashenko. Aux différentes réunions et congrès du *Congrès panslave*, nous prenons la parole, exposons notre programme, et une grande partie de nos thèses eurasiennes sont reprises.
Ceci pour vous dire **qu'il ne faut pas juger le PCN sur ses mauvais résultats électoraux, qui sont ceux de**

tous les petits partis en Belgique, mais sur son influence idéologique qui est infiniment plus importante.

La Russie est importante pour nous, comme l'était l'Union soviétique, pour des raisons très simples, qui sont pratiques, et pour **des raisons idéologiques**. Les raisons idéologiques sont très simples. **Le national bolchevisme s'enracine dans le mythe de la « *Troisième Rome* »**, c'est l'une de ses sources importantes. Il est donc difficile d'être national-bolchevique ou même d'être léniniste, sans être favorable à la Russie.
La **seconde raison, pragmatique**, et elle est très importante, c'est que actuellement une Europe est en train d'émerger, mais cette Europe est encore un satellite américain Les pays qui ont des velléités d'indépendance, même la France, n'échappent pas à cette satellisation. Le seul qui l'a fait pendant quelques années, c'était de Gaulle, et **actuellement il n'existe qu'un seul pays réellement indépendant en Europe par sa puissance, par son arme nucléaire, par son armée, par sa dimension, par sa population, c'est la Russie**.
Nous pensons donc qu'il existe un ***rôle politique de la Russie en Europe*** qui sera celui d'être ***l'État tremplin de la libération de l'Europe***. Lorsque nous voyons comment évolue notamment le succès de ce que l'on appelle l'idéologie « *nationale patriotique* » ou « *étatiste* », qui est la nôtre en fait en Russie, nous sommes également optimistes.

Je voudrais vous dire une dernière chose, à titre personnel. C'est que **je suis moi-même philo-slave**. je voyage depuis 30 ans dans tous les pays de l'Est européen. J'ai vécu, bien avant que ce soit la mode, avec ce que l'on appelle des «filles de l'Est ». Mon épouse actuelle est Russe de Riga. Elle appartient à la communauté russe de Lettonie et **je suis moi-même très engagé dans la campagne qui a lieu depuis plusieurs années pour la défense des droits civiques des Russes en Lettonie et dans tous les pays baltes**.
Vous devez savoir que les Russes sont officiellement un tiers, mais en réalité près la moitié de la population, ils sont plus de 80 % dans la capitale Riga et dans les villes principales, et ils ne disposent pas de droits civiques, pas de droits politiques, n'ont pas le droit de voyager, ont un passeport qui n'est pas reconnu internationalement ! Tout ça a été accepté par l'Union européenne, lorsque la Lettonie est entrée en mai dernier dans l'Europe. C'est un scandale ! Puisque la législation lettonne est une législation qui s'inspire directement de la législation nazie de Nuremberg, c'est une législation qui est basée sur le droit du sang et qui réserve la nationalité sur une base ethnique.
Voilà un des aspects méconnus de l'Union Européenne et de la « nouvelle Europe » à l'Est ! La situation est la même en Lituanie, et, de façon moindre, en Estonie.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Il y a aussi un personnage qui se fait connaître à l'ouest et qui est Alexandre Douguine. Quels sont vos liens intellectuels et personnels avec lui ?

Luc MICHEL : Nos rapports sont complexes. Ils sont complexes parce que Douguine a développé et fait connaître **une partie** de nos idées, mais il a développé **d'autres** idées qui nous sont totalement étrangères et opposées. C'est un individu remarquable, très intelligent, polyglotte, et je pense aussi à la place qu'il occupe en Russie, où il est un des intellectuels qui compte. Cette place, il la mérite amplement. **Il a su aussi se dégager de certains milieux politiques extrémistes marginaux avec lesquels, malheureusement, il s'était lié dans les Années 90**. Il a été, vous ne le savez peut-être pas, conseiller du dernier président communiste de la Douma, et il est actuellement très lié aux ***milieux eurasistes***. **Des milieux idéologiquement très proches des idées que défend le PCN, et qui traversent toute la classe politique russe non pro-occidentale**, c'est-à-dire, aussi bien le parti de Poutine que *Rodina*, le KPRF, ou des formations extra-parlementaires.
Douguine a eu un mérite immense et nous le saluons pour cela, c'est **d'avoir fait largement connaître Jean Thiriart en Russie après 1992.** C'est notamment lui qui a écrit le fameux Manuel d'instruction des cadets de l'armée russe, dans lequel on parle de Thiriart pour la géopolitique.

La vision de Douguine est proche du PCN sur les fondements à long terme, c'est-à-dire, *la conception d'une Grande-Europe sur la base de l'Eurasie, l'alliance avec le monde arabe, le refus du racisme*, thème qui est très important parce qu'il existe aussi en Russie*, l'alliance avec la Turquie*. Je dirais que globalement nous sommes d'accord sur la vision globale sur l'ennemi américain, sur les **grandes conceptions géopolitiques de l'Europe**.
Ce qui nous sépare par contre, et là c'est un fossé, de Douguine, et nous ne nous en cachons pas mutuellement, ce sont **ses conceptions philosophiques**. Douguine est un personnage très religieux, il a développé une vision du monde ésotérique depuis Evola, Guénon, c'est-à-dire un monde qui est tout à fait étranger au rationalisme jacobin, léniniste et matérialiste qui sous-tend la pensée de Thiriart et la mienne.

La deuxième chose qui nous sépare de Douguine, malgré le vocable, c'est **la conception qu'il a du « *National-bolchevisme* »**. Pour Douguine, le fonde-

ment du « *National-bolchevisme* », c'est une « *métaphysique* » qui repose un peu sur ce que je viens de vous expliquer et c'est une certaine conception qu'on pourrait expliquer en termes russes, par *l'alliance des Rouges et des Blancs*, c'est-àdire des anciens ennemis de la guerre civile de 1917-21. Douguine pense que *l'extrême droite et l'extrême gauche doivent s'unir dans la lutte contre le Système*.
Le projet du PCN est évidement idéologiquement et tactiquement différent. Nous pensons que seules les forces révolutionnaires doivent s'unir et qu'il faut, justement, arracher les nationalismes de l'Extrême-droite et la détruire. Ca, c'est ce qui nous sépare.

Maintenant, la pensée de Douguine est en évolution constante, et ce que nous lisons de lui, de plus en plus, tend à diminuer les différences qui pouvaient exister au départ.

Une autre chose que je dois souligner, c'est **l'extrême honnêteté intellectuelle de Douguine**. Sur les sites de Douguine, on trouve des textes de Thiriart, certains de mes textes, d'autres textes communautaristes, qui sont publiés avec mentions d'auteur, avec mentions d'origine. Cela fait un contraste flagrant avec les méthodes employées par d'autres, comme la « *Nouvelle Droite* » par exemple. Il y a notamment un groupuscule barbouzard français, qui est assez proche de la « *Nouvelle Droite* » belge, et qui n'hésite pas à diffuser dans un but de provocation, certains de mes textes mais sans mon nom par exemple. Ce sont des méthodes que je juge scandaleuses et je ne soulignerai jamais assez l'honnêteté de Douguine.

Je pense que Douguine va jouer un rôle de plus en plus important en Russie. Son problème actuel, et ça c'est la critique que je lui fais, c'est que le rôle qu'il veut jouer, c'est-àdire d'intellectuel organique et de maître à penser, cadre mal avec, en même temps, sa volonté qui est de toujours se lier à une organisation ou à un parti. Et malheureusement, il perd de son influence en étant lié à des formations marginales.
Il a lancé un parti qui s'appelle le « *Parti Eurasie* », qui a malheureusement éclaté en deux fractions. Il y a donc deux «*partis Eurasie* », celui de Douguine et celui de Pavel Borodine, qui est l'ancien intendant du Kremlin et le secrétaire-général de l' « *Union Slave* », organisme étatique qui unit la Russie et le Belarus du Président Lukashenko. Cette Union vise à regrouper le Belarus, la Russie et d'autres puissances slaves dans une unité.
Douguine, dans le cadre de son « *parti Eurasie* », a renoué des contacts qui avaient été longtemps distendus avec nous, notamment en raisons de querelles politiques non-russes, franco-belges. Et nous avons envoyé un message de soutien au dernier congrès de son «*parti Eurasie* ». Je pense donc qu'il y a un phénomène intéressant, parce qu'il y a maintenant en Russie même, un pôle politique et idéologique qui est sensiblement sur les mêmes positions que notre PCN.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Après presque 20 ans d'activités politiques, quel bilan tirez-vous de l'antiaméricanisme et de la lutte pour l'édification de l'Europe ?

Luc MICHEL : Je pense que nous avions raison ! **Nous avions raison dans notre démarche et la preuve que nous avions raison, c'est que nous sommes encore là, c'est notre succès !** Et croyez-moi, quand on milite dans un parti comme le PCN, il n'y a pas beaucoup de raisons de croire au succès. Pour une raison très simple, c'est que nous sommes en butte à une répression sournoise, voire directe. Nous devons avant de faire de la politique trouver les moyens d'en faire, financiers notamment.
Ça veut dire des sacrifices : sacrifices de vie privée, sacrifices humains importants. Pour qu'un militant reste dans des conditions pareilles, il faut qu'il pense qu'il est sur le bon chemin : notre succès depuis plusieurs années fait que les militants restent, continuent à rester. Nous avons la députation, elle nous a été faite par Manuel Abramovicz d' « *épuiser les militants* » et d'avoir un «turn over » important. Ce n'est pas tout à fait exact. Ce qui est réel, c'est qu'il y a un écrémage important. Ce que nous demandons un militant est important. Nous avons par contre une base de sympathisants fidèles, avec évidemment moins d'obligations, ils restent plus longtemps. Mais la plupart de nos dirigeants ou de nos cadres ont dans l'organisation 40 ans, 20 ans, 15 ans, 10 ans de présence. Donc parler de «turn over » est tout à fait inexact.
Nous sommes conscients que **le Système est solide et nous sommes conscients que pour le renverser il faut une longue marche**. C'est aussi Abramovicz qui a été longtemps - je suis fort déçu de son évolution actuelle, parce qu'elle est due à des raisons alimentaires, et je suis très méprisant pour les gens qui se vendent - un bon suiveur de l'action du PCN. il a parlé de la « *longue marche du PCN* », et c'est exact ! Nous sommes maintenant à la **troisième génération de militants communautaristes** : la première génération, a été celle de Thiriart et de certains de nos cadres. La deuxième génération, a été la mienne, celle de 1984. ***Le PCN vient d'avoir 20 ans au mois de juin***. Et la troisième génération, ce sont ceux qui sont arrivés à partir du milieu des Années 90. Il y en aura probablement une quatrième : on commence à voir des universitaires, à voir des jeunes.

Tout cela n'est pas facile, mais nous le savons et nous l'avons choisi ! Nous savons que le *Parti bolchevique*, par exemple, en octobre 1917, est la résultante d'un mouvement qui a commencé avec Babeuf et les guillotinés babouvistes de 1793 en France. **Donc nous avons le temps, notre idéologie**

le permet ! Nous ne cherchons pas à faire carrière, nous ne cherchons pas tout simplement parce que l'argent n'est pas notre motivation. ***C'est ce que nous reprocherons à ce monde que nous trouvons gris, triste et laid : c'est ce culte immonde de l'argent.*** Nous sommes engagés dans quelque chose d'autre.

Nous pensons que ce Système ne durera pas éternellement pour deux raisons. La première, c'est parce qu'il a en dessous de lui des **bombes sociales**. L'économie capitaliste, tout simplement parce qu'il n'y a plus de nouveaux marchés à conquérir, est pour nous une économie en fin de cycle, même si elle va encore durer longtemps. Le capitalisme va se maintenir comment ? En multipliant les laissés-pour-compte ! C'est ce qui se passe aux États-Unis, c'est ce qui arrive chez nous. En liquidant la couverture sociale. **Donc, il va y avoir une base sociale pour la révolution** : il n'y a pas révolution s'il n'y a pas une situation de détresse.

Qu'est-ce que c'est le projet léniniste ? Qu'est-ce que c'est le projet de Thiriart ? Qu'est-ce que c'est le projet du PCN ? C'est de construire un **Parti de cadres** – Jünger appelait ça les « *officiers de la révolution* ». Lorsque la situation de crise arrive, les « *officiers de la révolution* » -- ils n'ont pas besoin de troupes -- vont **encadrer les masses**, **ils apportent la conscience politique aux masses**, et font la révolution. Notre projet s'inscrit dans la décadence inévitable du capitalisme.

La deuxième chose, c'est que **les États-Unis, comme l'explique très bien le politologue Emmanuel Todt, dans son dernier livre sur l'empire américain, est un empire sur le déclin**, ce n'est pas un empire en pleine expansion. Les Américains n'ont plus les moyens de ce qu'ils sont en train de faire. **C'est une des raisons pour laquelle notre activité principale est actuellement au plan transnational**.

C'est notamment le soutien à la ***Résistance ba'athiste irakienne***. Nous connaissons depuis longtemps le *parti Ba'ath*. Notre Organisation a des rapports avec le *Ba'athisme* irakien depuis 1968. Nous savons que les ba'athistes sont les bolcheviks arabes. Lorsque vous étudiez l'histoire du *Parti Ba'ath*, c'est un parti de lutte, de combat, qui a l'habitude de la clandestinité, de la répression. Lorsque Bagdad est tombée par trahison -- on le sait maintenant -- le 9 avril, tout le monde disait « c'est fini ». **Moi j'ai écrit un éditorial le même jour disant que nos camarades ba'athistes allaient être en tête de la Résistance**. Nous avons été les premiers, hors du Monde arabe, dès la fin avril 2003, à soutenir la Résistance, à publier des communiqués. Un an après, il y a beaucoup de groupes maintenant qui veulent soutenir la résistance, mais à l'époque nous étions les seuls. Et pourquoi ? Parce que le Ba'athisme, Saddam Hussein lui-même, parce que la résistance a été préparée avant l'invasion américaine, savait qu'il allait être renversé, savait qu'il ne pourrait pas se battre, et il a prévu un **mouvement de guérilla** avec son financement, ses caches d'armes et ses cadres, **la Résistance ba'athiste a mis un coup d'arrêt aux projets américains au Moyen-Orient**. Ca devait continuer en Syrie, ça devait continuer au Liban… Tout ça est arrêté. Ils ont mis un coup d'arrêt à l'impérialisme américain et ils lui ont donné un coup d'arrêt aussi dans le monde. Vous devez savoir que l'Irak devait en fait servir de modèle aux Américains. Le pétrole irakien devait servir à payer l'occupation.

Avec les sabotages de la Résistance, le pétrole n'est pas produit suffisamment. Les Américains ont mis le doigt dans un engrenage, ils n'ont plus assez de troupes. Ils ont dû dégarnir des troupes en Corée pour aller occuper l'Irak. Ils ont dû dégarnir des troupes ailleurs aussi, et cela a des conséquences planétaires. Et cela Saddam Hussein en était conscient : il le disait dans ses interviews avant la chute de Bagdad et dans ses messages après !

L'échec yankee en Irak face à la Résistance ba'athiste a conduit à des conséquences mondiales ! Le fait qu'on ait dégarni des troupes fait que la Corée du Sud se rapproche la Corée du Nord. Ce qui est un échec pour les Américains. ***Tout cela est dû à l'existence de militants qui se battent sur le modèle du Parti léniniste***. Le *parti Ba'ath*, c'est **une version arabe du Léninisme**. Lorsque, en 1991 ou 1990, on a vu les statues de Lénine déboulonnées à l'est, quelques journalistes libéraux, qui ne connaissent ni l'histoire ni la politique, ont dit « *Lénine est mort* ». **Lénine n'est pas mort !** Ce sont les idées de Lénine qui animent le *parti Ba'ath* ! C'est la preuve qu'une idéologie peut survivre à beaucoup de choses. Et c'est la raison pour laquelle nous sommes des réalistes, mais aussi des optimistes : nous savons que la Révolution viendra un jour ! Inévitablement !

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Les milieux de droite et de gauche radicales n'ont pas attendu l'arrivé de George Bush au pouvoir pour critiquer les Etats-Unis. Que pensez-vous de leurs positions ?

Luc MICHEL : Je vais vous répondre deux choses. La première, c'est que **nous avons vu avec satisfaction ces milieux, qui en fait sont les milieux *alter-mondialistes*, à gauche, et de la « *Nouvelle droite* », à droite, et aussi certaines franges du Lepénisme, adopter l'anti-américanisme**. Nous avons été satisfaits, parce que **nous avons été les précurseurs. L'antiaméricanisme, tel qu'il existe actuellement, a été défini, esquissé et proposé par nous, dès 1962**.

Lorsque nous voyons des gens de la *« Nouvelle droite »*, qui étaient pro-Américains jusqu'à la fin des années 70, lorsque nous voyons des gens comme

ceux du PTB, qui étaient anti-soviétiques, et qui appelaient jusqu'au milieu des Années 80, à « *lutter aux côtés de la bourgeoisie nationale et de l'OTAN contre le danger soviétique* », devenir tous antiaméricains, nous sommes évidemment très satisfaits. Lorsque nous voyons **l'antiaméricanisme cesser d'être l'apanage de militants formés, et devenir l'idéologie de masses, comme dans le cas du mouvement anti-mondialiste**, nous sommes satisfaits.

Mais nous sommes aussi critiques. Nous sommes critiques pour deux choses. **Tout d'abord** parce que **l'antiaméricanisme de ces mouvements est un antiaméricanisme qui reste timide** ; il suffisait de voir au soir du « 11 septembre » les réactions. On a vu des tas de gens qui se disaient « antiaméricains » présenter leurs condoléances, dire « *nous regrettons* », soulever le mythe du « *bon peuple américain* ». **Nous pas !** Je vous le dis franchement. Nous ne nous sommes pas réjouis des morts civiles -- parce nous ne nous réjouissons des morts civiles nulle part --, mais nous avons dit *qu'il s'agissait d'un tournant, que l'Amérique était frappée sur son sol et qu'elle recevait un effet boomerang pour toutes les saletés qu'elle faisait depuis un siècle et demi de néocolonialisme*. On ne disait pas autre chose à Bagdad.
Ensuite, nous sommes très critiques aussi parce que le mouvement dit *« alter-mondialiste »* - ne parlons pas de la «*Nouvelle droite* » qui n'a aucune influence sur les masses - une fois qu'il a émergé, s'est fait encadrer par ce que nous appelons les «*proxénètes politiques du système »*. C'est-àdire les **militants d'un certain gauchisme, trotskisme**, etc. **dont le but est d'endiguer et de canaliser les masses, de sorte à ce qu'un raz-de-marée ne renverse pas le Système**. Un mouvement comme ATTAC est largement financé par le gouvernement belge, le gouvernement français, l'Union européenne. Cela le discrédite.

À quoi assiste-t-on ? **C'est qu'on essaye que cet antiaméricanisme n'aille pas trop loin**. Mais une fois de plus nous disons que le Système fait un mauvais calcul. Parce que même si on canalise, on est en train de contaminer des masses de plus en plus importantes par l'idée antiaméricaine. **Nous pensons nous que le mouvement anti-mondialiste va servir de sas de décontamination, de sas d'ouverture, vous savez, un peu comme en plongée**.
Eh bien, c'est la même chose en politique ! Il est impossible pour quelqu'un qui vient des grands partis traditionnels de passer directement à notre idéologie. Donc, il faut un sas de décontamination ou de décompression. On ne peut pas arriver directement au **radicalisme anti-américain du PCN**, par exemple. C'est impossible ! Parce que nous sommes radicalement différents. ***Le mouvement antimondialisation va servir de sas***. C'est la raison aussi pour laquelle les groupuscules gauchistes, qui encadrent ce mouvement, essayent soigneusement d'éviter tous rivaux. On en arrive d'ailleurs à la sclérose du mouvement antimondialiste. Vous savez qu'ATTAC est sur le déclin, des groupes comme *Indymedia* sont sur le déclin, tout simplement parce qu'on a étouffé toute liberté d'expression chez eux.

Nous sommes particulièrement préoccupés par **l'opportunisme** qui a conduit bon nombre d'organisations d'extrême-gauche à rejoindre le mouvement qu'on qualifie maintenant d' *« altermondialiste »* et, plus globalement, l'agitation anti-américaine. En effet, ces mouvements ne sont pas du tout dans cette mouvance pour y exercer un rôle d'avant-garde, mais bien au contraire ils y ont un **suivi passivement** un courant devenu populaire et qui leur était étranger à l'origine. Cela est particulièrement significatif dans la mouvance d'ATTAC, des groupes comme INDYMEDIA, en Belgique notamment.
Il faut noter que ces organisations qui se disent « *léninistes* » ont en fait abandonné ce qui était le principe même de la pensée de Lénine. Lénine dans **« *QUE FAIRE ? »*** développait la théorie, qui est totalement juste et actuelle à mon sens, du fait que *la conscience révolutionnaire ne pouvait pas naître spontanément au sein des masses, mais qu'au contraire elle devait y être apportée de l'extérieur par un Parti révolutionnaire*. Un certain nombre d'organisations d'extrême-gauche font exactement le contraire aujourd'hui, c'est-àdire qu'elles se dirigent vers ce qu'elles pensent être des mouvements de masse, vers des thèmes devenus populaires, de façon à y recruter et se constituer une nouvelle base sociale et militante.
C'est particulièrement le cas, en Belgique, des **anarcho-maoïstes du « *Parti du Travail de Belgique* ».** Donc l'opportunisme est particulièrement significatif dans ce domaine. Avec une telle stratégie, avec de telles motivations, on peut évidemment craindre que si un jour un puissant mouvement populaire émergeait, mais cette fois-ci en faveur de la présence américaine en Europe ou de l'Atlantisme, mouvement que tente régulièrement de susciter d'ailleurs les milieux atlantistes, on pourrait voir certaines de ces organisations **à nouveau opérer une volte-face idéologique** et se placer dans le sens du vent. C'est ***la politique du chien crevé qui dérive au fil de l'eau***, ce n'est absolument pas une ligne idéologique !

Je voudrais conclure cette question par une anecdote, car elle est révélatrice : vous savez que la Belgique du milieu des Années 80 a été secouée par un mouvement d'action directe qu'on appelait les « ***Cellules Communistes Combattantes*** », les CCC, et dont la cible principale était la présence américaine en Europe et l'OTAN. Les CCC ayant opéré un certain nombre d'attentats contre les positions de l'OTAN en Belgique. **Le PCN a d'ailleurs à l'époque été au cœur de la crise suscitée par les CCC, puisque celles-ci diffusant des théories anti-américaines que nous**

avions développées quelques années auparavant, nous avons été accusés d'en être les inspirateurs.
Quelques semaines avant l'arrestation des CCC en décembre 1985, ça devait être fin septembre ou début octobre, le Système, le Régime belge, avait organisé une ***grande manifestation contre le terrorisme***. Ce qui revenait en fait à défendre la présence américaine en Europe et l'OTAN. A cette manifestation, dont le point de départ se situait à la Bourse, au cœur de Bruxelles, devait prendre part **l'immense majorité des formations politiques belges de l'extrême-droite à l'extrême-gauche**, avec en tête les libéraux et le ministre GOL. On a vu à cette manifetsation défiler également le « Front National » belge, qui était à ses débuts, et d'autres sectes de l'extrême-droite du moment. Mais on a vu aussi, à leurs côtés, défiler par exemple le PTB.
Demain des formations d'extrême-gauche pourraient être tentée de soutenir un mouvement pro-américain, parce qu'il est populaire. Ce n'est nullement une figure de style. Ajoutons, pour rester dans cette optique, qu'une grande partie de l'extrême-gauche pro-maoïste, et à nouveau le PTB, avait défendu la *théorie chinoise* qui faisait de l'Union soviétique la «*principale menace pour la paix* » avant les Etats-Unis. Et que ce parti anarcho-maoïste n'hésitait pas à appeler à «*combattre aux côtés de la bourgeoisie nationale et de l'OTAN la menace de guerre soviétique* ».

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : De telles critiques vous semblent-elles pouvoir se révéler véritablement offensives ?

Luc MICHEL : Ma réponse sera nuancée. **L'anti-américanisme tel qu'il existe dans le mouvement dit *anti* ou « *alter-mondialiste* », ou dans des mouvances similaires, exactement comme l'antiaméricanisme « soft » dans les milieux pacifistes des années 80, ne débouche sur rien** ; c'est un mouvement qui tourne à vide. Et **les critiques occidentaux de l'antiaméricanisme ont beau jeu de le souligner.** Le problème, c'est qu'ils n'envisagent absolument pas une idéologie comme notre *Communautarisme européen*.
Le *Communautarisme européen*, lui, veut en fait **utiliser l'idéologie communautariste pour vertébrer l'antiaméricanisme**. **L'antiaméricanisme est le vecteur, mais l'idéologie est le moteur**. Ce que nous pensons nous, c'est que ***l'antiaméricanisme doit être opératoire***, il doit être opératoire pour déboucher sur autre chose. Cette autre chose, c'est quoi ? C'est **le changement de Système, dont l'expulsion des Américains d'Europe n'est que la première étape** et pas l'aboutissement. Et nous y arrivons ! Parce qu'actuellement, le grand sujet d'inquiétude de tous les centres de réflexion pro-américains en Europe et aux Etats-Unis, **c'est le fait que la *conscience européenne* est en train de se développer en parallèle avec l'antiaméricanisme**.

Au début des Années 60, Jean Thiriart disait que « ***l'Europe se ferait contre les USA*** », et on l'a traité de rêveur, de lunatique, etc. On y est pourtant ! Nous, nous constatons que maintenant, **la montée de la *conscience européenne* se fait déjà contre les Etats-Unis**. **L'Europe existera lorsqu'elle prendra une position réellement antiaméricaine**. Vous savez qu'en **politique on ne pose qu'en s'opposant** : Carl Schmitt disait que l'important c'était la « *désignation de l'ennemi* ». Ce qui manque actuellement à ce qu'on pourrait appeler le *Mouvement européen*, cette mouvance qui comprend les fédéralistes, les régionalistes, qui englobe aussi le PCN, et encore beaucoup d'autres, c'est d'avoir désigné l'ennemi. L'Europe n'a pas encore actuellement désigné son ennemi qui se trouve à Washington !

Le drame du milieu altermondialiste, c'est qu'il est pensé de manière idéologique par les rescapés du gauchisme, qu'ils soient en grande partie trotskystes ou, dans le cas belges, anarcho-maoïstes. Il est particulièrement révélateur que le livre de **Tony Negri**, *« Contre l'empire »* serve de référence, de base idéologique à cette mouvance. *LE MONDE DIPLOMATIQUE* a fait beaucoup pour cela, *ARTE* également. Negri prétend *opposer à l'Amérique qualifiée d' « empire » une espèce de front des individus, ce qu'il appelle la « multitude », qui devrait s'organiser de par le monde pour s'opposer à cet empire*. Tout cela révèle évidemment **la pauvreté de la pensée idéologique gauchiste**, que dénonçait d'ailleurs déjà Lénine aux débuts des Années 20. En particulier, **le gauchisme de la fin du XXème siècle et du début du XXIème siècle a été incapable de se définir et de se penser dans un cadre post-marxiste, mais également de se chercher des références dans les théories qui ont précédé Marx**. Il lui manque particulièrement les solides méthodes d'analyses socio-politiques de ***l'Ecole néo-machiavélienne***.
Il ne s'agir pas pour nous d' « *opposer l'empire à la multitude* », **mais d'opposer UN empire, l'empire néo-carthaginois américain, à un AUTRE empire en devenir, l'Europe**. Dès le début des Années 60, notre courant idéologique avec Jean Thiriart a particulièrement posé les ***fondements idéologiques de la critique de la puissance américaine*** et des moyens de s'y opposer et de la détruire.
Nous avons particulièrement exposé que **ce qui avait changé dans la *Théorie de l'impérialisme classique*, c'était que l'Europe, de puissance impérialiste pluri-nationale, jusqu'au sortir de la deuxième guerre mondiale, était devenue après Yalta elle-même une colonie**. La première et la plus riche des colonies américaines, ce que Jean Thiriart appelait «*le second poumon des Etats-Unis* ». Dès lors, **si l'on veut**

vaincre les Etats-Unis, on doit raisonner sur cette nouvelle base. On peut organiser autant qu'on veut un *« front unique des multitudes »*, on peut essayer de développer cette **théorie ubuesque** de la « *société civile »* qui s'opposerait aux appareils d'Etat, alors que Lénine, et Marx et Engels avant lui, ont particulièrement bien exposé que **seul un contre-appareil d'Etat pouvait vaincre un Etat**, qu'on ne pouvait **opposer qu'une puissance à une autre puissance**. C'est la réflexion de Jean Thiriart : Thiriart explique que pour vaincre les Etats-Unis **i** faut leur opposer ***un outil de puissance.*** Et le seul outil de puissance qui puisse rivaliser avec eux et les dépasser, c'est la grande Europe unitaire et communautaire, qui est en train d'ailleurs, au travers de l'Europe institutionnelle, de jeter les fondements **d'une nouvelle superpuissance**.

C'est la raison pour laquelle nous sommes à la fois pessimiste et optimistes sur le mouvement *altermondialiste* : pessimistes, parce que, canalisé, endigué, enlisé par le gauchisme, il est déjà dans une impasse. Optimistes, parce que, comme je vous l'ai déjà exposé, il va agir comme un sas de décompression et, nous en sommes persuadés, amener de plus en plus de cadres politiques sur la ligne d'un antiaméricanisme radical, c'est-àdire sur une ligne que le gauchisme est incapable de développer ou de proposer.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : La « Nouvelle droite » qui a joué un rôle important dans la révolution culturelle qui s'est opérée dans les milieux de droite radicale a, semble-t-il, pillé l'oeuvre théorique de Jean Thiriart mais sans jamais le citer. Ce qui fait que Jean Thiriart, en dehors de certains milieux nationalistes-révolutionnaires européens, est un parfait inconnu en France. Qu'en dites-vous ?

Luc MICHEL : Votre question me fait plaisir, parce qu'à l'exception de **Taguieff,** personne n'a voulu relever le plagiat de la pseudo « *Nouvelle droite* ».
Vous devez savoir que la « *Nouvelle droite* », en fait, est un mouvement qui a **une idéologie interne depuis le début des Années 60**. Et qui, pour s'exprimer de façon **externe**, a développé un discours. Ce discours s'est développé tout simplement en plagiant, en pompant des idées, en imitant des thèses nées et publiées hors de son champs idéologique. C'est particulièrement net dans les publications de la « *Nouvelle droite* » belge, qui sont à 80% faites d'articles publiés ailleurs et traduits.
La « *Nouvelle droite* », Alain de Benoist principalement, a effectivement repris trois grandes idées de Jean Thiriart – détournées de leur contexte idéologique initial -, qui sont ***l'antiaméricanisme***, ***l'anti-occidentalisme*** ou la *rupture Europe-Occident* et *l'alliance avec le Tiers-Monde*. Elle l'a fait au début des Années 80, en ne pensant pas que Jean Thiriart, qui avait disparu politiquement, allait réapparaître. Vous savez que Thiriart s'était replié sur le syndicalisme. Donc ils ont cru que le plagiat ne se verrait pas.

Vous devez savoir **quelles étaient les positions de la « Nouvelle droite » dans les Années 60 et 70**, et **quels étaient leurs rapports avec notre organisation en ce temps là** La position était très simple, c'était ce que Jean Thirart a appelé le « *mondialisme blanc* ». Ce que les animateurs de la « *Nouvelle Droite* » appelaient à « *la défense de l'Occident de Vladivostok à San Francisco* » (sic) . Alain de Benoist a écrit notamment un livre en apologie des *Marines* au Vietnâm. Ils défendaient la Rodhésie, l'Afrique du Sud. La grande idée, en fait, c'était la **défense de la race blanche**.
Et celà correspond à **une idéologie interne qui est issue des publications de l'écrivains français Saint-Loup**, qui lui-même appellait ça l'idéologie de la « *fraction européenne de la SS* » (resic). Cette fraction n'a existé que dans l'imaginaire de Saint Loup, surtout connu pour ses **romans** à la gloire des *Waffen SS* français, mais correspond en gros en fait à deux choses : d'une part à **la propagande pseudo-proeuropéenne de Goebbels** et des milieux allemands pendant les quatre dernières années de la Seconde guerre mondiale, d'autre part à **une espèce d'idéologie religieuse qui avait été prônée par Himmler,** le *Reichführer SS*, issu du milieu sulfureux des sectes néo-païennes allemandes d'avant 1933**.** Beaucoup de dirigeants nazis, comme Himmler, étaient proches des sociétés secrètes : Himmler pensait qu'il était la réincarnation du roi Arthur ou du roi d'Allemagne Henri Ier L'oiseleur (resic). Le monde nazi est un monde irrationnel. Et ils avaient mis au point **une espèce d'idéologie religieuse, avec notamment la célébration des solstices**. Et on retrouve dans cette idéologie dans les fêtes *païennes* de la « *Nouvelle Droite* », on y retrouve tout le cérémonial qui va être celui du GRECE ou de « *Terre et Peuple* » actuellement, jusqu'à l'utilisation du fameux *chandelier de Jul* qui est une création, non pas de l'Antiquité germanique, mais des services de l'*Ahnenerbe* l' « *héritage des ancêtres* », qui était ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui la fondation culturelle de la SS.

Dans les années 60, la « *Nouvelle droite* » est une adversaire résolue, au travers du mouvement et de la

revue « *EUROPE ACTION* », sous-titrée « *Le magazine de l'homme occidental* » (sic), de notre Organisation. De Benoist ou Dominique Venner écrivent **contre Thiriart**, en le plagiant, déjà, dans un domaine : Venner a écrit une brochure, « *Critique nationaliste* », où il explique que les nationalistes doivent s'organiser autour d'un parti. C'est du plagiat direct de Jean Thiriart, qui a développé ce thème dès 1960.
Jusqu'à la fin des Années 70, la « *Nouvelle droite* » a une idéologie d'extrême-droite classique, notamment anti-communiste. Puis, au moment où Thiriart écrit à compte d'auteur et où l'on pense que Thiriart ne va plus déboucher sur le terrain politique, personne n'attend la deuxième génération communautariste, personne n'attend le PCN, et bien, la « *Nouvelle droite* » a cru pouvoir s'emparer de certaines de ses thèses. **Taguieff a longuement écrit là-dessus. Il explique la filiation, que Thiriart a été copié**. Mais, la différence fondamentale, c'est que ce qui est chez Thiriart **la base de l'idéologie** — notamment l'alliance avec le Tiers-monde, l'antiaméricanisme, etc. —, n'est, chez la « *Nouvelle droite* » qu'un **discours à usage externe.**

La « *Nouvelle droite* » a beaucoup menti là dessus et un personnage qui a particulièrement joué un rôle trouble dans ce domaine, c'est Robert Steuckers. Steuckers était méprisé par Jean Thiriart avec raison, puisqu'à plusieurs reprises il avait été approché par Thiriart qui était intéressé par la diffusion d'idées tout azimuts, notamment dans les publications de la « *Nouvelle droite* » belge, et nous avons eu droit à chaque fois à l'étouffoir. Vous avez peut-être lu un article de 1986 de Thierry Mudry dans *VOULOIR* qui est très très apologétique pour le PCN et vous avez vu les quelques commentaire fielleux dont Steuckers l'avait entouré et qui démolissait l'article.
Je vais vous donner **un exemple significatif et parlant des manipulations et des mensonges de la « Nouvelle droite ».** C'est un article qui s'appelle « *Perspectives géopolitiques eurasiennes* » et qui vient de « *VOULOIR* » (n° 87-88 d'avril-juin 1993). C'est en fait une table ronde qui a lieu à Moscou lors d'une des visites de la « *Nouvelle droite* ». Thiriart est déjà venu à Moscou et il faut évacuer évidemment un **théoricien qui dérange**, puisqu'il s'agit de tirer la couverture à soi, mais que l'on ne peut plus étouffer comme dix ans plutôt. Alors, que raconte-t-on ?
Je cite : « *La Nouvelle droite européenne, radicalement antiaméricaine et antibourgeoise* — ce qui n'est pas exact — *a repris diverses thèses en les modernisant et en les appliquant à la situation géopolitique actuelle. Le précurseur de cette tendance a été sans conteste Jean Thiriart*, — **et là le mensonge commence** — *le leader d'un mouvement pour l'unité européenne, actif dans les Années 60 en Belgique et en Italie et portant le nom de « Jeune Europe* » — on est en 1992 et on ne parle pas du PCN. Mais le mensonge continue, et là il devient flagrant : « *Jean Thiriart n'a pas participé au lancement de la Nouvelle droite* – il la méprisait publiquement et à juste titre *- : au moment où celle-ci voyait le jour, il s'était déjà retiré de la politique active et n'écrivait plus rien, c'était en 1966-69.* » — Tout est évidemment faux. C'est au contraire l'époque de la revue *LA NATION EUROPEENNE*, de la maturité doctrinale du PCE. C'est là que sont définies toutes les idées qui sont encore les nôtres aujourd'hui. Et **on continue dans la manipulation** : « *Ce n'est que vers 1983-84 qu'il a rédigé et distribué à compte d'auteur ses thèses sur l'unification eurasienne et formulé son projet euro-soviétique* » — **et là le mensonge devient éclairant**, parce qu'en fait c'est en 79-80 qu'il l'a rédigé, mais en mettant 83-84, Alain de Benoist écrit avant lui. Vous avez l'exemple typique de la manipulation et de ce qu'elle représente.

Maintenant je voudrais préciser une chose : la « *Nouvelle droite* » a eu peur ; elle a eu la réaction que nous évoquions de la plupart de nos concurrents : elle a eu peur de se faire digérer. Mais c'est une peur stupide, parce qu'à aucun moment nous n'avons eu l'intention de mener une opération politique quelconque dans les milieux de la « *Nouvelle droite* ». Pour une raison simple, non seulement parce que leur idéologie n'a rien à voir avec la nôtre, mais surtout parce que **ce sont des intellectuels petits-bourgeois, incapables de tout effort politique, incapables de toute discipline, ce sont des salonnards parisiens ou bruxellois**. Nous n'avons pas besoin de gens comme ça ! Thiriart disait avec sagesse qu' « *il fallait souhaiter les intellectuels, mais chez les autres* ». Les militants de la « *Nouvelle droite* », partout où ils ont essayé de faire de la politique, au *Front National*, français ou belge, dans la mouvance régionaliste flamande, en Italie, se sont révélés des gens qui apportaient les problèmes, la dissension, la paresse politique. Notamment, Le Pen devrait méditer sur les gens de la *« Nouvelle droite* » qu'il a fait rentrer chez lui, puisqu'il leur doit deux scissions : la scission Mégret qui a été organisée par Yvan Blot, qui est un militant de la « *Nouvelle droite* », et la scission de « *Terre et Peuple* » qui lui a coûté la plupart de ses jeunes. **Il y a dans ce monde de la « *Nouvelle droite* » un milieu humain qui n'a aucun intérêt pour nous**, et qui n'a jamais eu d'intérêt pour nous ; donc cette peur était irrationnelle.

Je voudrais dire une dernière chose, parce qu'elle est importante. Et c'est aussi **pour dénoncer un autre mensonge** qu'il ne faut pas laisser passer. **C'est celui concernant Guillaume Faye**. Faye a été l'un des intellectuels-phare de la « *Nouvelle droite* » dans les Années 80 ; il a rendu hommage dans une brochure à Thiriart. Il a disparu ensuite dans le monde du show-business, où il s'est ridiculisé, notamment dans des émissions de variétés de bas niveau, et puis, il a voulu revenir en politique. Lorsque Guillaume Faye est revenu dans la politique, il s'est présenté avec une théorie qui s'appelle *l'« euro-sibérie »,* c'est une grande Europe, mais c'est une grande Europe à connotation raciale. Guillaume Faye est **obsédé** par le métissage, par ce qu'il appelle la « *guerre ethnique* », la nécessité

de l' « *identité* ». Mais dans diverses interviews il n'hésite pas à dire qu'il est « *l'héritier des idées de Jean Thiriart* ». Je le répète, la base de l'idéologie de Jean Thiriart exclut toute différenciation d'origine raciale, ethnique, linguistique. Et Thiriart **méprisait profondément** Faye, comme les De Benoist et autres Steuckers.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Quelle est votre position sur la Guerre Froide ? Etait-ce une mascarade ? Et si oui, pourquoi les Etats-Unis ont-ils provoqué la chute de leur complice soviétique ?

Luc MICHEL : Non, la guerre froide à été bien réelle. Et elle a démarré beaucoup plus tôt qu'on ne le croit, en 1943. En 1943, George Kennan développe sa théorie du « *containment* », donc il s'agit de contenir l'Union Soviétique. Et en 1943, il y a un auteur qui est oublié mais qui est important à l'époque, **James Burnham**, qui dirigeait la très conservatrice « *NATIONAL REVUE* ». **C'est un trotskiste passé au conservatisme, c'est le même chemin que les néo-conservateurs américain actuels**. Il écrit un livre qui s'appelle « *THE STRUGGLE FOR THE WORLD* ». L'édition française n'est que de 47, elle s'appelle « *POUR LA DOMINATION MONDIALE* ». En 1943, il explique que les Etats-Unis doivent prendre le contrôle de la planète.

Le mouvement d'expansion américain prend naissance au milieu du XIXème siècle, il se base sur une **idéologie à connotation biblique** qui est celle du *nouveau peuple élu*, la « ***manifest destiny*** », la *destinée manifeste* qui appelle les américains à commander au monde, et il vise au contrôle de la planète. Toute la politique américaine, toute ***l'Idéologie américaine***, parce qu'elle existe depuis la fin du XIXème siècle, c'est de théoriser et d'appliquer ce contrôle sur le monde.

Cette domination se base sur des théories géopolitiques. Ce sont celles notamment de l'Amiral Mahan, de **Spykman**, de théoriciens européens comme Hausoffer. ***Il y a une masse continentale qu'on peut assimiler à l'Allemagne, puis à la Russie, puis à l'Union Soviétique qui doit être contrôlée par les puissances maritimes : les anglo-saxons : l'Angleterre, puis les Américains, qui se veulent les héritiers de l'impérialisme britannique*** dans cet aspect là. Et ***il s'agit de contenir et de repousser la puissance continentale*** : l'Allemagne jusqu'au début des années quarante, et puis la Russie.
Je voudrais faire à ce propos une remarque, parce que la question est soulevée par beaucoup de journalistes, à contre-sens. Jean Thiriart a écrit une phrase, qui a souvent été retirée de son contexte : «*géopolitiquement l'Union Soviétique est l'héritière du Troisième Reich* ». On a retiré le *géopolitiquement* et on a reprit la phrase tronquée et on a fait de Thiriart une espèce d'idéologue rouge-brun. **Ce que Thiriart voulait dire c'est justement la base de la théorie géopolitique : les régimes passent, les Etats restent**. Il ne s'agit pas là de parler de nazisme ou de communisme, c'est que ***le rôle de la puissance continentale***, que l'Allemagne à assumé, entre la fin du XIXème siècle et 1940 - avant l'Allemagne, c'était la France qui jouait le rôle de cette puissance continentale avec Louis XIV et Napoléon - et bien c'est la Russie qui l'a repris au niveau géopolitique. Il n'a rien voulu dire de plus !

Les Américains ont donc développé une politique à partir de 1943. En 1943, ils sont encore les alliés de Staline, la guerre n'est pas gagnée. Et nous avons déjà des textes pendant la guerre, notamment de politiciens américains comme Truman. Truman en 1940 espère que *Russes et Allemands vont s'épuiser*. Ca explique aussi pourquoi à la grande colère de Staline, on a reporté pendant deux ans l'ouverture du deuxième front en Europe.

Vous parlez de *mascarade et de complices*, je suppose que vous évoquez **le système de Yalta**. Il faut en parler : Thiriart a longuement écrit dessus et il a évolué sur ce point. Il a évolué pour des raisons multiples. A Yalta en fait, Russes et Américains sont déjà ennemis, on le voit dès 1943. Ce n'est pas Staline qui veut la guerre, ce sont les Américains. L'URSS est épuisée, Staline veut digérer la victoire sur le Reich nazi, veut la paix. Et, ils sont en même temps complices, mais ils sont *complices contre l'émergence d'une autre puissance*. Voilà ce qu'est la complicité de Yalta. L'ordre de Yalta, ça a été quoi ? Que la question de la domination mondiale se résolve à un duel soviéto-américain et ne laisse pas émerger une autre puissance. C'est ça le système de Yalta.

La politique américaine depuis le début, c'est de détruire l'Union Soviétique. Et de **détruire dans les Balkans la Yougoslavie**. C'est ce qu'ils ont appliqué à partir de la moitié des Années 80 en profitant des erreurs de la *Perestroika* et des amis de Gorbatchev, qu'on oublie trop souvent, en Yougoslavie. Il y a une chose qu'on ignore le plus souvent, c'est que l'arrivée au pouvoir de **Milosevic** et de ce qu'on a appelé ***le « national-communisme » yougoslave***, a été **pensée et voulue** : Milosevic a été le porte-parole d'un groupe politique, notamment d'idéologues qui ont tiré les leçons de ce qui se passait en Union Soviétique. Et qui ont dit : ça ne se passera pas chez nous. Il faut savoir que quand il y a eu la tentative malheureuse de préserver l'URSS en 1991, ce qu'on appelle le *putch de 1991*, mais qui en fait ce n'était pas un coup d'état mais le retour à la légalité soviétique, la légalité était du côté

des *putchistes*, et bien on a sablé le champagne à Belgrade.
La politique américaine, a été de faire éclater l'URRS, de faire éclater la Yougoslavie et aujourd'hui de faire imploser le Fédération Russe.
En ce sens-là, ***les Américains sont les héritiers de la géopolitique nazie***, parce que ce que proposent les théoriciens américains, dont **Brzezinski**, c'était ce que voulaient faire les théoriciens nazis comme Rosenberg, entre 1920 et 1945. Il s'agissait de faire notamment éclater la Russie, de détacher l'Ukraine, — il n'y avait pas que le colonialisme allemand à l'est —, il s'agissait de détacher les pays baltes, d'isoler la Russie et puis de la faire éclater en trois tronçons : il devait y avoir une petite Russie d'Europe, une Russie Caucasienne, et une Sibérie. Et bien ce projet-là, avec les mêmes cartes que les allemands ont utilisé, a été publié dans la « *NATIONAL REVUE* », c'est la principale revue de politique étrangère américaine, en 1997. Vous imaginez la tête des Russes quand ils voient ça !

Le **grand théoricien de cette « Ostpolitik » agressive yankee, c'est Brzezinski**. Brzezinski, en fait, ***fonde la puissance américaine mondiale sur la géopolitique*** et il explique bien qu'il faut *isoler la masse continentale et que les Américains surtout ne peuvent pas partir d'Europe. Parce que le jour où ils lâchent l'Europe, ils perdent la domination mondiale*. Brzezinski est intéressant, parce qu'on a l'impression **de lire du Thiriart à l'envers**. C'est exactement ce que Thiriart a expliqué.
Pas après la chute de l'Union Soviétique : Thiriart a développé ça **entre 1980 et 1985**. J'ai lu un journaliste pas très malin qui expliquait : « *le génial Thiriart n'avait pas prévu la chute de l'Union Soviétique* », c'est inexact ! Nous avons publié en 1984 un numéro spécial de « *CONSCIENCE EUROPEENNE* » qui s'appelle ***« Insuffisance et dépassement du concept marxiste-léniniste de nationalité*** », où nous expliquons bien que si l'URSS ne se réformait pas, elle allait perdre et disparaître ! Et elle a perdu pour les raisons que nous expliquons dans cette brochure.
Brzezinski semble un peu une copie, mais à l'envers, des thèses de Thiriart.

Vous devez savoir que **Jean Thiriart est très connu aux Etats-Unis**. Vous affirmiez qu'il était *inconnu en France*, mais de nombreuses universités américaines ont des collections de ses livres et revues, il y a un « *Fonds Jean Thiriart* » à la *Hoover Foundation* par exemple, aux Etats-Unis. A *l'université de Pasadena* en Californie, il y a également un « *Fonds Jean Thiriart* ».
Et c'est la télévision cablée de cette Université, diffusée mondialement, qui est venu en 1987 l'interviewer, il y a eu trois interviews d'une heure qui ont été diffusées sur des chaînes américaines. C'est une université très sérieuse, mais elle est **liée à une église pentecôtiste**. Et pour l'anecdote, ces gens sont persuadés que le Christ va revenir, mais pour que le Christ revienne, ce qu'ils appellent « *la Bête* » doit resurgir. Et la « *dernière incarnation de la Bête* », pour eux, c'est la Grande-Europe. Donc, ils se sont très intéressés aux travaux de Thiriart. Les émissions de cette chaîne de télévision, étaient diffusées la nuit en Belgique sur *RTL TELEVISION*, à la fin des années 80. Ils vendaient de l'espace de diffusion, RTL Belgique s'arrêtait à l'époque vers 23h30. Et ils diffusaient diverses émissions d'évangélistes, etc. **Les trois émissions avec Thiriart ont été interdites sur RTL TELEVISION sur pression du gouvernement belge.**

Nous avions déjà vécu la même chose en 1985. Une équipe de FRANCE 2 était venue suivre la campagne électorale du PCN, c'était notre première campagne, où nous nous présentions dans tous les arrondissements de Belgique francophone. Et là on a fait une campagne correcte pour les moyens dont on disposait. C'est **Bernard Langlois**, que vous devez connaître, qui est aujourd'hui à *POLITIS*, mais qui était le journaliste-phare de FRANCE 2 à l'époque, qui est venu. Ils ont déplacé trois camionnettes, douze personnes, plusieurs caméras. On m'a interviewé, on a interviewé Thiriart, filmé des réunions, et ça devait passer 15 jours avant les élections.
Malheureusement, nous n'avons pas eu de chance, Langlois a eu un doute, tout simplement parce que c'était l'époque des CCC et Thiriart y parlait froidement du fait que *la libération de l'Europe commencerait lorsque les officiers américains ne pourraient plus sortir dans les rues d'aucune capitale européenne*. Il a soumis ça au directeur de FRANCE 2, qui l'a soumis à l'ambassade de Belgique. **L'émission n'est jamais passée !** Une émission qui avait coûté un paquet énorme de Francs de l'époque, qui était montée, n'est jamais sortie et elle dort dans les archives, même pas de FRANCE 2, mais d'une société de production autonome. Voilà, celà vous explique aussi les méthodes employées contre nous.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Quel avenir pour les Etats-Unis et pour l'Europe dans les prochaines années ?

Luc MICHEL : Je crois que **nous assistons à la naissance de la cassure décisive, au creusement du fossé entre l'Europe et les Etats-Unis**. Et je pense que **ce fossé va aller de plus en plus en s'élargissant**. ***L'Europe, et c'est ma conviction profonde, ne peut exister que contre les Etats-Unis.*** **Nous sommes déjà des ennemis économiques**, la *guerre économique et commerciale Europe–USA*, c'est une réalité quotidienne. **Nous sommes ennemis culturellement**. **Nos intérêts géopolitiques et politiques sont divergents.** Donc ça n'ira qu'en s'amplifiant.
Il y a, et c'est ce qui me rend optimiste, **deux Phéno-**

mènes parallèles qui sont très importants actuellement. Ce sont deux phénomènes parallèles, mais qui **émergent en même temps.**

Le premier, c'est la naissance de la *conscience européenne* dans les *élites européennes*. Qu'est-ce que j'appelle les *élites européennes* ? Pas du tout les politicards de Strasbourg, de Bruxelles ou des autres parlements, ceux que jappelle les *élites européennes*, ce sont les diplomates, les hauts fonctionnaires, les gens de la commission européenne, les militaires. Chez tous ces gens, on sent depuis plusieurs années **qu'il y a une *conscience européenne* qui monte et qui se forge dans le refus de ce que je pourrais appeler la sujétion ou l'humiliation américaine**. Ces gens sentent qu'ils sont traités comme des domestiques de seconde zone, c'est le cas dans l'OTAN. Et **il y a à la Commission européenne un sentiment antiaméricain qui n'est pas exposé publiquement, mais qui est très net**.

Le second phénomène parallèle émergent, c'est ***la montée de l'antiaméricanisme dans les masses***. Depuis quatre ans, tous les sondages concluent : les américains sont détestés. Ils font, grâce à leur stupidité, et à leur arrogance tout pour l'être !

Et ça c'est important, capital parce qu'on va arriver, je pense, rapidement quand je dis rapidement, c'est dans les vingt prochaines années, à ce qu'il y ait **une mise en phase entre une opinion publique antiaméricaine et des élites antiaméricaines**. Ce que **Pareto** appelait les «*élites neutres* ». Si vous suivez la ***sociologie de Pareto***, il distingue les «*élites dirigeantes* », qui sont les politiciens au pouvoir, les « *élites neutres* », fonctionnaires, diplomates, ceux qui font fonctionner un Etat mais qui ne s'occupent pas de politique, et ce qu'il appelle la « *contre-élite* », c'est-àdire les *révolutionnaires*. Il va y avoir une mise en phase entre l'élite neutre et les masses.

Le divorce n'est pas seulement entre les Etats-Unis et l'Europe, **le divorce est aussi entre les politiciens européens qui sont satellisés à Washington et les masses européennes**. ***Regardez le discours politicien qui continue à être proaméricain, et regardez l'antiaméricanisme des masses !***

D'un côté la montée de l'antiaméricanisme dans les masses, et de l'autre une classe politique qui pour exister va devoir continuer à être proaméricaine. Donc, on a un phénomène important qui, pour moi, **débouchera inévitablement sur une situation révolutionnaire**. Ce qui manque à une révolution, vous le savez, c'est le *Parti révolutionnaire*. Et ça c'est le rôle que nous entendons jouer. Je sais que certains vont dire que c'est démesuré, qu'ils sont fous etc., mais vous savez, quand on étudie l'histoire des mouvement révolutionnaires, on relativise. Mazzini en 1830, 40 ans avant que l'armée italienne ne rentre dans Rome, on l'appelait son mouvement « *la secte* ». J'ai des livres de 1916 ou du début de 1917. Au chapitre « *communisme* », on ne parle pas de Lénine. Lénine lui-même au début de 1916, se plaignait, en se demandant *si la génération suivante verrait la révolution*. Donc, il ne faut pas juger un mouvement révolutionnaire à ce qu'il représente à une **époque triviale**.

Nous sommes très optimistes, parce que ce phénomène qui apparaît **correspond justement aux analyses idéologiques ou politiques que nous faisons depuis quarante ans. Il correspond à ce que nous annoncions.** Le premier qui annonçait ***que l'Europe se ferait contre les américains***, c'était Thiriart, vers 1964-65. A l'époque, le Mouvement européen se plaçait totalement dans l'optique des USA.

Donc nous sommes très optimistes de ce côté-là. Et alors nous sommes aussi optimistes pour une deuxième chose, parce que si vous étudiez la ***sociologie des révolutions***, vous voyez justement que notamment la Révolution française ou la Révolution russe, ça a été justement ce phénomène qui s'esquisse en Europe. Il y avait dans les deux cas une petite **minorité révolutionnaire**. C'était les ***Jacobins*** qui ne pesaient rien en 1789, les ***Léninistes*** début 1917. Il y avait une élite neutre qui en avait marre de l'ancien système, il y avait des masses qui étaient opposées au système en place et il y avait des politiciens qui s'accrochaient à leur prébendes. Et **toutes les révolutions sont parties de ce schéma**. Je pense que le système politique occidental ne se rend pas compte, qu'il vit sur un volcan. Et le volcan un jour va exploser !

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Pourquoi les milieux pro-atlantistes et pro-Américains ne militent-ils pas pour la création des Etats-Unis d'Occident comme cela l'a été suggéré dans "L'Edit de Caracalla ou Plaidoyer pour des Etats-Unis d'Occident" écrit par un certain Xavier De C, chez Fayard en 2002 ?***

L'auteur y admet que nous sommes sous la domination américaine qui règne sur une Europe divisée et impuissante. Mais il réclame que les Américains nous accordent, comme les Romains à l'époque de Caracalla la citoyenneté américaine afin que nous soyons dans une situation d'égalité avec nos occupants et

autorisés à désigner nos maîtres, c'est à dire les présidents des Etats-Unis…

Luc MICHEL : J'ai lu le livre à l'époque. **Il est basé en fait sur une méconnaissance fondamentale de ce qu'est la présence américaine en Europe et dans le monde**, et il est basé sur une ignorance des situations historiques passées. La présence américaine en Europe, c'est du **colonialisme pur et simple**. Comme dans le reste du Monde, il y a un **centre colonial** qui est la Mère Patrie et il y a **des zones où l'on maintient des troupes pour des raisons de contrôle des régions et qu'on exploite économiquement**. ***Si on ne perçoit pas que le fondement de l'expansion américaine c'est le colonialisme, on ne comprend pas la présence américaine***.
Il faut savoir qu'il y a **la légende d'Hollywood**, « *le soldat Ryan* », etc. **Le 6 juin 44, le soldat Ryan n'est pas venu libérer l'Europe !** il est venu occuper un territoire européen, contenir la puissance soviétique qui était en marche et détruire le concurrent allemand. Il faut savoir que pour les historiens anglo-saxons et américains, le 6 juin 44, c'est pas la *libération*, ça s'appelait et s'appelle toujours aujourd'hui, *« l'invasion* » ! Ca c'est clair et net. Il y a un fait qui est particulièrement révélateur. De Gaulle a eu le courage de s'y opposer, mais il était prévu en France de mettre un gouvernement d'occupation militaire avec une monnaie papier non française. De Gaulle est passé outre. C'est une des raisons de sa rancœur vis-à-vis des américains ensuite. Donc on ne peut pas parler de *« libération* ».
Pourquoi il n'y a pas d'« Edit de Carocalla » américain ou de chose pareille ? Parce **qu'aucun pouvoir colonial n'a jamais proposé l'égalité des droits aux colonisés**.

La deuxième **erreur de perspective historique**, mais elle est faite chez énormément d'auteurs pour le moment, c'est de ***croire que les Etats-Unis sont une nouvelle Rome***. Les Etats-Unis ne sont pas Rome !
On distingue **deux types d'impérialismes**, il y a ce qu'on appelle ***l'impérialisme d'intégration*** et il y a ***l'impérialisme de domination***, ***qui est en fait le colonialisme***. Rome, la Rome historique, a été un impérialisme d'intégration. La meilleure preuve, c'est qu'en France, en Roumanie, en Espagne, on parle encore des langues latines.
En fait les Etats-Unis ne sont pas Rome, mais *Carthage*. C'est exactement ce qu'était l'empire commercial carthaginois. Carthage était une oligarchie financière et marchande, qui dirigeait une puissance militaire composée de mercenaires, ce qu'est l'armée américaine, avec une série de comptoirs et de bases militaires et des espèces de chefs tribaux locaux. C'est exactement la structure de **l'empire ploutocratique américain**. Si on compare les Etats-Unis à Rome, on ne comprend pas la situation, mais si on les compare à Carthage, c'est très éclairant.

Ce qui est **la Rome possible du futur, c'est justement l'Europe**. Et on arrive là, à ce qui pour moi est le fondement, l'enseignement peut-être le plus important actuel de la géopolitique, c'est ***le conflit classique entre Terre et Mer***. Entre *puissance maritime*, la *Thalassocratie* et *puissance continentale*.
Les Etats-Unis sont la puissance maritime typique, comme avant eux l'Angleterre et l'Espagne de Philippe II, l'Espagne coloniale. **L'Europe de demain sera la puissance continentale type** comme l'ont été l'Union Soviétique, l'Allemagne sous ses différents régimes, ou encore la France à la fin du XVII^{ème} siècle et du XVIII^{ème} siècle. Si on comprend cela, on voit aussi pourquoi **l'affrontement Europe-Etats-Unis** dont nous parlions est inévitable, mais cette fois-ci pour des raisons géopolitiques. Tout simplement parce que la puissance maritime est condamnée, sous peine de disparaître, à s'opposer, à détruire la puissance continentale et inversement.

Le deuxième aspect dont il faut bien se rendre compte, c'est que **Rome a été avant tout non pas seulement une *civilisation*, mais une *Culture***. **Cette Culture latine, elle vit encore !** Nous sommes en train de parler en Français. Elle vit encore en Roumanie, en Italie, en Espagne, au Portugal, dans toute l'Amérique Latine et la Francophonie. Le ***Droit romain***, même au travers des modifications du Droit anglo-saxon, vit en Allemagne, dans les pays germaniques. Notre structure de l'Etat et du pouvoir est la structure romaine. Tout cela est le fruit d'une culture.
Les Américains ne sont pas une culture, c'est une civilisation. Et nous disons même, nous, une ***anti-civilisation***. Vous connaissez la réflexion de Spengler, qu'on a attribuée à tort à Einstein, qui disait que « *les Etats-Unis étaient passés directement de la barbarie à la décadence sans en fait passer par la civilisation* ». Et c'est exact ! Cette civilisation américaine est, ils le disent très bien, un **mode de vie**, l'« ***american way of life*** », et pas une culture.
Ce mode de vie est né du refus de l'Europe. Qu'est-ce que **les Etats-Unis ? C'est l'anti-europe** ! Les premiers colons, qu'ils soient d'origine allemande ou d'origine anglaise, ce sont des gens que l'Europe a rejeté et qui ont rejeté l'Europe, pour des raisons religieuses, pour des raisons sociales. A l'opposé, au Québec, et même fantomatiquement en Louisiane, on participe encore de la Culture française et européenne.

Il ne faut pas oublier ça quand on examine ce sujet. C'est ce qui fait **qu'il n'y a pas de « *culture occidentale* ». L'occident moderne, américanisé, c'est une escroquerie**. L'occident existait en Europe du temps des Ducs de Bourgogne ou de Charles Quint. L'occident historique est mort entre Morrat et Grandson. Quand la première armée de mercenaires a écrasé la dernière armée de chevaliers. C'était la fin de l'Occident

historique. L'occident est mort lorsque François 1er s'est allié au Grand Turc pour combattre les Habsbourgs. **Ce qu'on appelle l' « occident actuel », c'est l'aire de distribution principale de Coca-Cola et celle de l'OTAN**. Parlons-en franchement ! Donc il n'y a pas de « *civilisation occidentale* » à l'Ere américaine.

Pour nous, le terme de Rome est très important, puisque nous pensons que l'Europe de demain sera la « *Quatrième Rome* ». Et en ce sens justement, nous avons une idéologie cohérente, parce que nous n'avons pas seulement un programme politique, nous n'avons pas seulement un discours — comme la « *Nouvelle droite* » qui n'a pas d'idéologie, la nouvelle droite a un discours —, **nous avons une idéologie qui est vertébrée autour de ce que les Allemands appellent *Weltanschauung*, une vision du monde**. Notre vision de monde est cohérente, elle s'applique à la politique, à l'histoire, à la géopolitique, à l'économie, à la Culture, à l'Ethique et à la morale. C'est pour ça que nous avons une idéologie qui est souvent fascinante, même si les gens ne la suivent pas, parce que c'est un Tout.
Dans l'histoire des idées politiques, **la seule idéologie avant la nôtre qui a été une vision du monde, qui a été un Tout cohérent, a été le Marxisme**. Chez Marx ou chez Thiriart, vous avez une **réponse globale**. Y compris une morale et une éthique, mais pas de religion. Tout simplement parce que Marx et Thiriart étaient des athées.
Pour nous la religion est une affaire personnelle. Il y a des croyants au PCN même si la plupart des responsables sont athées. Mais il y a aussi des religieux, des orthodoxes, des musulmans… Mais nous considérons que la religion est l'affaire de l'individu. Ce n'est pas l'affaire de l'Etat et ce n'est pas la religion qui doit porter une vision du monde.
Et c'est là que nous nous opposons aussi à ce qui est la civilisation américaine, parce que **toute la civilisation américaine est vertébrée autour d'une vision et d'un discours religieux à référents bibliques**. Qu'est-ce la « *manifest destiny* » ? C'est en fait les Américains qui sont le nouveau « *peuple élu* » de dieu, la *nouvelle tribu d'Israël*. C'est pour ça qu'il y a tant d'affinités entre eux et les Sionistes, parce que les Sionistes développent le même discours, mais à propos d'Israël. L'alliance des néo-conservateurs avec la droite israélienne, elle aussi, s'est faite car ils partagent la **même vision biblique du monde**.

QUESTION - Jean-Marc LARBANOIS : Voulez-vous encore ajouter quelques mots ?

Luc MICHEL : Je voudrais, si vous le voulez bien, **dire quelques mots sur votre thèse**. J'ai été un peu déçu que vous ayez dû réduire le champs d'investigation originel de votre mémoire, c'est-à-dire de réduire ***l'antiaméricanisme*** à la « *Nouvelle droite* » belge, à un groupe d'extrême-droite belge disparu en 1990 qui est le PFN, et puis au PCN. J'aurai bien aimé voulu y voir aussi, ce qui était votre projet initial, le PTB par exemple.

Je voudrais d'abord vous dire une chose, et je crois que c'est assez évident dans ce que nous venons de développer, **le PCN n'appartient ni au même camp politique, ni au même univers mental, ni aux mêmes mouvances idéologiques, que la « *Nouvelle Droite* » ou le PFN**. Ca c'est clair et net ! Et je vais dire que **sur de nombreux points idéologiques, nous en sommes même des adversaires radicaux.**

La deuxième chose que je voudrais vous demander, c'est **de ne pas confondre ce que nous sommes avec les autres groupes que vous étudiez.**
Le PFN est un groupe qui n'a jamais su s'implanter que dans deux villes : Bruxelles et Liège, qui a disparu sans avoir fait grand-chose. Si vous prenez leur héritage idéologique, vous ne trouverez rien. Il y a deux brochures en tout et pour tout d'une quinzaine de pages. Si vous prenez leur revue, il n'y a pas grand-chose comme idée originale.
Quand on prend la « *Nouvelle droite* » belge, il y a une masse d'idées **même si elles sont empruntées ailleurs**, mais il n'y a pas de structure réelle. La « *Nouvelle droite* » belge n'a jamais décollé. Elle s'est éclatée en fait entre les groupes de deux individus rivaux l'actuel groupe local de « *Terre et Peuples* » et le groupuscule de Steuckers, si on peut parler ici d'un groupe. Ce sont des gens isolés, même s'ils ont eu des réseaux parfois influents dans une certaine extrême-droite à certains moments.
Nous avons, nous, un autre volume, d'autres activités, un autre passé, d'autres moyens, une autre durée aussi : nous existons en tant que Parti depuis plus de vingt ans; et notre Organisation sous d'autres noms depuis plus de 40 ans. Donc je voudrais absolument qu'il n'y ait pas de confusion entre eux et nous. Parce que c'est une chose que l'on fait souvent de manière à dévaloriser le PCN, c'est-à-dire de nous comparer avec l'un ou l'autre groupuscule qui vivotent loin de notre champ d'action. Je pense que nous avons prouvé que nous savions faire autre chose et que nous avions une autre influence et d'autres moyens.

Copyright Luc MICHEL (2004),
Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés.

ANALYSE CRITIQUE DE LA «THESE LARBANOIS» SUR L'ANTI-AMERICANISME RADICAL

(Université de Liège)

On lira par ailleurs dans ce même numéro de LA NATION EUROPEENNE l'entretien où Luc MICHEL répond aux questions de Jean-Marc Larbanois, dans le cadre de la présentation de son Mémoire de Licence en Histoire (Université de Liège – Wallonie – Année académique 2003-2004) sur « L'anti-américanisme dans les mouvements radicaux ».

Précisons encore – c'est utile dans le climat de chasse aux sorcières actuel - qu'il s'agit d'une étude faite par un universitaire qui n'a aucun passé ni lien avec les milieux sur lesquels il s'est penché. Et qui n'est ni membre du PCN ni proche de sa mouvance.

Le **Mémoire de Licence en Histoire** (Université de Liège – Wallonie – Année académique 2003-2004) de **Jean-Marc Larbanois** s'intitule ***« L'anti-américanisme dans les mouvements dits d' « extrême-droite », depuis l'élection de Ronald Reagan jusqu'à l'élection de Bush fils »***.

Chapeauté par trois doctes professeurs (qui ne comptent guère parmi nos amis) – Raxhon, Balace et Desama –, cette thèse devait initialement porter sur L'ANTI-AMERICANISME DANS LES MOUVEMENTS RADICAUX DE BELGIQUE ***et comporter un volet « extrême-gauche », notamment sur les anarcho-maoïstes du PTB. La présence du PCN se serait évidemment justifiée dans une telle optique,*** *puisque nous avons influencé et influençons tous les milieux radicaux.*
Le sujet remodelé sous un angle plus **réducteur**, notamment en raison d'une trop grande ampleur initiale et de difficultés dans la recherche des sources, inclut donc **un PCN mal à l'aise dans ce cadre étroit, qui n'est de plus pas le sien**.

Larbanois en est par ailleurs parfaitement conscient, puisqu'il écrit notamment, rejoignant ici les analyses du CRISP, que ***« le P.C.N. s'est révélé, lorsque nous l'avons étudié de plus près, n'être pas un mouvement d'extrême droite »***.
Il ajoute également, évoquant visiblement le PCN, que *« nous nous trouvons devant la même difficulté pour les désignations des courants d'idées que nous avons étudiées. Ces désignations ont comme défauts d'être généralement accolées par leurs adversaires plutôt que d'être revendiquées par ceux qu'elles désignent … il s'agit de termes polémiques dénués de définition précise et donc de caractère scientifique … Nous sommes bien conscients que cela reste imparfait, car certains refuseront, par exemple, d'être enfermés dans l'opposition droite-gauche. C'est pourquoi, dans la mesure du possible, nous emploierons les appellations par lesquelles ces mouvements s'auto désignent »*.

Reprenant les analyses de Manuel Abramowicz, avant qu'il ne devienne un des porteurs de valise du gouvernement belgicain, il rappelle que ***« La propagande politique du P.C.N. est ainsi exempte de tout antisémitisme »***. Et il ajoute que ***« Nous constatons effectivement qu'au cours des dernières années, le P.C.N. s'est fortement affirmé comme un organe de combat antifasciste »***.

Le **cadre réducteur et inapproprié de cette thèse en ce qui concerne le PCN** éclate au grand jour lorsqu'à plusieurs reprises Larbanois évoque **L'INFLUENCE DE NOTRE IDEOLOGIE ET DE NOTRE PARTI SUR … L'EXTREME-GAUCHE :**
« Il s'agit d'un numéro spécial (CONSCIENCE EUROPEENNE n° 11 - l'organe francophone du PCN entre 1984 et 1988), *consacré à l'histoire du mouvement « Jeune Europe » et plus particulièrement à son engagement anti-américain. L'article est également intéressant dans la mesure où il tente d'englober les mouvements de guérilla ou de terrorisme rouge dans une sorte de mouvance née dans la postérité de « Jeune Europe » et du P.C.E. (Parti Communautaire Européen). L'existence de liens, surtout en Italie, entre les gens de Thiriart et les maoïstes n'est pas douteuse. Ainsi Renato Curcio, un des chefs historiques des Brigades Rouges, a commencé par militer à «Giovane Europa » ! S'ensuit une étude des thématiques anti-américaines dans les mouvements d'extrême gauche et leur comparaison avec celle de Jeune Europe. Il ressort de cet exercice* ***qu'il s'agit de mêmes thèmes et que l'influence de corpus doctrinal thiriartien est tout à fait probable »***.

Larbanois, dans la même optique, évoque **NOS CAMPAGNES IDEOLOGIQUES VERS LES MILIEUX COMMUNISTES** et leur impact. *« Ce numéro* 13 (CONSCIENCE EUROPEENNE), *est probablement le numéro le plus célèbre de la période Conscience Européenne. C'est aussi l'un de ceux dont ils sont le plus fiers. Intitulé* ***« les communistes de Washington »****, il est conçu comme un énorme pavé lancé dans la mare. Dans la stratégie d' « agitprop » du parti, il vise les milieux communistes, essentiellement, P.C.B. et P.T.B., ainsi que les syndicats. Il se veut une analyse de l'évolution des partis communistes européens, qui ont évolué (ou involué) du stade de « parti de Moscou » à celui de « parti crypto-américain ». »*

Que **le PCN n'ait rien à faire dans le ghetto des obsédés du combat «identitaire »** éclate encore au grand jour lorsque Larbanois évoque le n° 18 de CONSCIENCE EUROPEENNE. Dans ce numéro, *« il est question de la Turquie et de sa situation dans le cadre de la constitution de l'Empire Européen préconisé par le P.C.N.. Comme le titre de la brochure l'indique, il considère que la Turquie doit être une province d'Europe comme devra l'être aussi l'Allemagne ou la Norvège. Cette position les oppose totalement aux conceptions « ethnistes » des droites radicales. Il est évident que le P.C.N. considère que la Turquie doit définitivement quitter le giron américain de l'OTAN et cesser d'être le porte-avions de l'impérialisme américano-sioniste au Moyen-Orient. Au-delà de la Turquie, c'est tout le bassin méditerranéen qui est appelé à intégrer le futur Empire Européen restaurant ainsi la Mare Nostrum de l'Empire Romain »*.

DES LORS COMMENT JUSTIFIER LA PRESENCE MAINTENUE, ET INCONGRUE, DU PCN DANS CETTE ETUDE ?
Larbanois y répond par **notre influence sur la mouvance nationale-révolutionnaire**, précisant à propos de notre Parti que *« son anti-américanisme très virulent, et l'influence indéniable qu'il a eu et a encore sur les mouvements appartenant à la mouvance des droites radicales, rendent son étude indispensable »*.

Il ajoute que nous faisons preuve *« d'un anti-américanisme « constitutif », « ontologique » » : « Le P.C.N. formule quant à lui son anti-américanisme en empruntant des argumentations léninistes et un ton communisant. Il affirme que les Etats-Unis devront être vaincus prioritairement en Europe car ce continent constitue la plus riche des « colonies » américaines. La perte de l'Europe constituerait pour les USA une catastrophe qui générerait leur recul général dans le monde. Dans leur optique de « lutte quadricontinentale », les gens du P.C.N. cherchent à établir des liens avec tous les Etats susceptibles de les aider à résister à l'Amérique (Libye, Iraq, Corée du Nord, Cuba, …). Leur but est de créer dans le monde « cent nouveaux Vietnams » qui mettront à genoux le géant américain (…) Nous avons effectivement mis en évidence dans notre historique les liens privilégiés que le P.C.N. a tissés avec l'Iraq ou la Libye »*.
Résumé pertinent **d'un des axes principaux de notre combat**.

L'INFLUENCE MAJEURE DU PCN SUR LA MOUVANCE NATIONALE-REVOLUTIONNAIRE EUROPEENNE, cellée le plus souvent par les politologues belgo-français, n'a pas échappé, comme nous l'avons vu, à Jean-Marc Larbanois. ***« Au sein du mouvement national révolutionnaire, il semble désormais que ce soit le P.C.N. qui tienne le haut du pavé »***, analyse-t-il.
Avant de revenir, à propos de CONSCIENCE EUROPEENNE (n° 14) sur notre édition spéciale de 1984, sur les *« ORIENTATIONS NATIONALE-REVOLUTIONNAIRES »*, le texte de Luc MICHEL, qui a servi de base à partir du début des années 90 à la restructuration et à la redéfinition de la mouvance nationale-révolutionnaire en Europe, notamment de *« Nouvelle Résistance »* en France.

Larbanois esquisse pertinemment **la place fixée par le PCN aux nationaliste-révolutionnaires dans LE « FRONT NOIR-ROUGE-VERT » DANS LEQUEL LE PCN ENTEND UNIFIER LES ENNEMIS DU SYSTEME :**
« S'inscrivant dans la démarche qui consiste à s'adresser aux milieux politiques susceptibles d'être sensibilisés aux questions relatives à une libération de l'Europe de la puissance occupante américaine et de son Système économique capitaliste, l'équipe de Conscience Européenne, après s'être adressée aux milieux d'extrême gauche, se tourne vers les milieux

nationalistes révolutionnaires. Son intervention vise à démontrer aux nationalistes révolutionnaires que c'est bien à tort qu'ils s'identifient à l'extrême droite et que loin de faire partie de la même famille, ils sont en fait des adversaires idéologiques irréductibles ».

Larbanois, que l'on sent à l'étroit dans un carcan académique, a su, parfois, dépasser les contraintes du milieu universitaire, pilier du Système et devenu **un des appareils idéologiques de l'Etat bourgeois**, et **rendre à Thiriart et au PCN ce qui leur revenait**, notamment lorsqu'il évoque ***« le projet d'empire européen de Luc Michel et Jean Thiriart »***.
Du premier théoricien du ***Communautarisme européen***, il écrit ce qui suit : *« Si certains philosophes, à la suite de Nietzsche, font de la philosophie au marteau, Thiriart lui, fait de la politique au marteau-piqueur. Rien ne résiste à cet iconoclaste provocateur doué d'un sens incomparable de la formule »*.

Et il rappelle opportunément **LE ROLE INITIATEUR DE NOTRE IDEOLOGIE ET DE NOTRE ORGANISATION DANS LA GENESE DE L'ANTI-AMERICANISME MODERNE**. Le thème des ***« Etats-Unis nouvelle Carthage contre l'Europe nouvelle Rome : « Carthago Delenda est » »*** fut *« développé initialement par Thiriart, ce slogan sera repris par l'essentiel des mouvements anti-américains »*.
Il souligne aussi le sérieux de nos analyses : *« Le P.C.N. est caractérisé à la fois par un ton très violent et virulent et des textes malgré tout doctrinalement bien charpentés et étayés par des références, des notes de bas de page et de la bibliographie »*. Et précise que *« les cadres du P.C.N. à la suite de Jean Thiriart »* sont *friands « de théories sociologiques et psycho-politiques »*.

Larbanois insiste particulièrement sur **LE ROLE JOUE PAR L'ANALYSE ECONOMIQUE DANS NOTRE IDEOLOGIE et l'originalité de nos positions**.
Ainsi à propos de « CONSCIENCE EUROPEENNE » (n° 19, août 1987), consacré à **« *La guerre économique Europe-USA* »**, il écrit ce qui suit :
« Cet article est pour le moins original puisqu'il revisite toute l'histoire économique du 20e siècle selon une grille de lecture radicalement anti-américaine. Selon Luc Michel, la guerre 14-18 fut une guerre impérialiste menée pour le contrôle des marchés mondiaux. Le monde à l'époque était totalement conquis, colonisé, partagé, il n'y avait plus de nouvelle zone d'expansion pour les industries. Les Allemands devenus de grands rivaux économiques de l'Angleterre aspiraient alors à trouver des débouchés pour leur industrie.
L'Angleterre et la France ne l'entendaient pas de cette oreille.
Néanmoins, les véritables vainqueurs de la Première Guerre mondiale seront les Etats-Unis. Ils sortiront de la guerre en étant devenus la première puissance industrielle du monde. Jusque là l'histoire est connue. Luc MICHEL pousse toutefois l'analyse plus loin en mettant en évidence le fait que, désormais, l'Europe est ruinée et devient de facto la première débitrice des USA : ce n'est pas un hasard !
La crise de 1929 provoque de graves troubles économiques dont les conséquences sont notamment le repli protectionniste des grands acteurs économiques mondiaux. A nouveau, la thèse de Luc Michel tend à démontrer que les Américains savent tirer profit de toutes les situations. Une des raisons de leur entrée en guerre en 1941 est la relance de leur économie via notamment le secteur de l'armement ; une guerre économique qu'ils avaient déjà commencée après l'échec du New Deal.
A l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis ont énormément renforcé leur puissance industrielle et sont devenus le « supermarché » du monde. Ils entendent conserver cette position privilégiée une fois la paix revenue. C'est pourquoi ils entreprennent d'évincer l'Angleterre du marché mondial, notamment en favorisant les mouvements de décolonisation dans les colonies anglaises et françaises. C'est aussi la raison pour laquelle ils voient d'un mauvais œil la construction d'un marché européen unifié capable de concurrencer sérieusement l'économie américaine. Les Etats-Unis vont donc utiliser leur hégémonie politique et militaire en Europe pour obtenir des privilèges et des contrats. La même politique est appliquée cyniquement au Tiers-Monde où les USA n'hésitent pas à financer des coups d'Etat afin d'installer au pouvoir leurs hommes de main. De plus, ils mettent sur pieds des techniques de protectionnisme afin de protéger leur propre marché. La conclusion est sans appel : « le libre-échangisme est une arnaque destinée à servir le plus fort ». La seule réponse à ce type de situation est linstauration d' «économies des grands espaces » fondées sur le concept de « nationalisme économique ». Cette solution pragmatique mettrait à l'abri les nations de la spéculation internationale et des marchandages mafieux américains, la liberté commerciale ne devant exister en définitive qu'à l'intérieur de ces grands espaces économiques. Dans ce Système, aucun libre-échangisme ne sera donc permis avec l'extérieur afin de mettre le territoire national hors de portée du Cheval de Troie que constituent les investisseurs étrangers. Un grand espace économique européen de Reykjavik à Vladivostok posséderait en outre les matières premières suffisantes et nécessaires à son autarcie. Le mot d'ordre est très simple : l'Europe doit redevenir la maîtresse de sa politique et donc aussi de son économie qui est un des outils de sa puissance ».

Dans un autre domaine, celui de **LA REDECOUVERTE DES THESES « EURASISTES », qui sont l'une des caractéristiques du « national-communisme » moderne**, Larbanois met aussi l'accent sur **LE ROLE PRECURSEUR DU PCN**.
Evoquant ainsi *« CONSCIENCE EUROPEENNE »* n° 9 (1984), *« consacré à la critique du concept de nationalité dans les théories marxiste-léninistes »*, il

précise que cette *« étude est consacrée à un sujet, à l'époque, complètement ignoré dans l'espace francophone, c'est-à-dire : l'Eurasisme. Cette idéologie va faire son grand retour en Russie, après la chute de l'URSS, dans les milieux nationalistes, nationaux-communistes, nationaux bolcheviques et traditionalistes, ainsi que dans œrtains cercles militaires. Voilà qui préfigure de façon très nette les théories de Thiriart et des nationaux-bolcheviques »*.

La thèse de Larbanois est aussi un éclairage supplémentaire sur **LA MONTEE DE L'ANTI-AMERICANISME EN EUROPE**. *« Or aujourd'hui, commente-t-il, l'Amérique, son modèle culturel, social, politique, et son rôle dans le monde sont l'objet d'un vaste débat polémique qui n'a fait que s'accroître depuis de la fin de la guerre froide, et la chute de l'Union soviétique. L'arrivée au pouvoir de l'actuel président, Georges W. Bush, a eu pour effet d'étendre et de radicaliser ce débat. Jusque là, toutefois, la discussion concernait les milieux les plus engagés (c'est-à-dire l'extrême gauche, l'extrême droite et les milieux anarchistes) ou, spécialisés (spécialistes en relations internationales, politiciens, historiens, économistes, etc.) »*.

En résumé, un travail intelligent et parfois incisif (*), que l'on sent **bridé par les contraintes du conformisme universitaire** franco-belge. A commencer par **un titre de thèse qui déforce son contenu**.
On sent Larbanois mal à l'aise dans le sujet réduit qui lui a été visiblement imposé et qui ne répond plus que de loin à son optique de départ qui entendait, comme jadis Christophe Bourseiller dans ses *« ENNEMIS DU SYSTEME »*, analyser simultanément les *« gauches radicales »* et les *« droites radicales »*. **Ce qui aurait permis d'offrir au PCN sa véritable place : le Front unitaire des ennemis du Système**.
La longue ***interview de Luc MICHEL*** et les textes fondateurs du PCN qui figurent en annexes – Le PCN occupant la place majeure dans cette thèse - sont cependant là pour rappeler la position véritable des ***Communautaristes européens***.

Un dernier regret concernant le fait que l'analyse de nos positions se développe exclusivement à partir de deux opérations de presse, celle de CONSCIENCE EUROPEENNE (1983-88) dans la stratégie du «Front noir-rouge-vert », et celle de NATION-EUROPE (1993-98) développée à destination des milieux nationaux-révolutionnaires. Opérations qui ne représentent pas toute l'action du PCN, mais bien uniquement **deux offensives politiques** momentanées. Avec toutes les limites qu'elles imposaient.

(*) L'intérêt du travail de Larbanois repose sur **sa méthode**. Il fait en effet beaucoup de citations dans le mémoire (on voit qu'il a tout lu et qu'il possède son sujet), ce qui est une nouveauté et une réaction par rapport aux travaux "académiques" et/ou "antifascistes" sur ce genre de sujets, parfois délirants, qui se contentent généralement de deux ou trois citations courtes, sorties du contexte, et qui permettent toutes les dérives interprétatives habituelles.
Notons à ce sujet la remarque incisive de Larbanois sur la piètre qualité des ouvrages «antifascistes » - **ceux des antifascistes de salon aux motivations alimentaires** - et leur habituel délire fantasmé : « *Nous profiterons de cette parenthèse pour mettre en garde les milieux académiques et les futurs étudiants qui se consacreraient à une étude sur le sujet, contre la piètre qualité de ces ouvrages. Au début de notre étude, loin de nous aider, la plupart d'entre eux nous ont plutôt fait perdre notre temps ou engagé sur des fausses pistes* ».

Ecoutez nos deux émissions spéciales sur le projet de Traité constitutionnel et le référendum du 29 mai en France
sur RADIO-PCN :
http://www.pcn-ncp.com/radio-pcn

Lisez le n° spécial de NATION-EUROPE "In Memoriam Yugoslavia" -
Read the special issue of NATION-EUROPE "In Memoriam Yugoslavia"
Téléchargement gratuit / Free download :

WWW.PCN-NCP.COM/NE

NATION EUROPE
April 2° 2005 - Serial 5
2 Avril 2005 - 5e Série
#42 International issue
Edition internationale

La Tribune communautariste européenne du PCN
PCN-NCP' s European Communitarianist Forum

La Yougoslavie socialiste et nous : 4 décennies de fraternité et de combat !

English version in our next issue.
Les positions de notre Organisation transnationale qui a pris le nom de PCN en 1964) sur la défense de la Yougoslavie n'ont pas varié depuis le début des Années 60. Les rapports entre le Communautarisme européen et la Yougoslavie furent faits de solidarité et de synergies. L'idée yougoslave, essentiellement transnationale développant un Socialisme épanouissant corrigeant la vulgate marxiste ne pouvait qu'intéresser les partisans de notre Doctrine communautariste européenne, elle aussi transnationale et prônant un socialisme scientifique pragmatique et réaliste.
En 1967, le gouvernement communiste yougoslave et la Ligue des Communistes Yougoslaves (dont le SPS de Milosevic est l'héritier direct) ont même officiellement soutenu nos positions européennes et transnationales en faveur d'un rapprochement et de la fusion des Europe de l'Est communiste et d'une Europe de l'Ouest débarrassée du capitalisme. Symbole explicite de ce soutien officiel, la revue diplomatique officielle de l'Etat yougoslave, « MEDJUNARODNA POLITIKA » (Politique Internationale) a en conséquence publié nos thèses en serbo-croate sous le titre « L'Europe des Ethnies à Bruxelles » et la signature du fondateur de notre Organisation Jean THIRIART (Beograd, 1er Août 1966) (...)

Luc MICHEL :

IN MEMORIAM YUGOSLAVIA

I have read in a French newspaper that " Milosevic is a new Hitler". It's the key of the NATO's propaganda against Milosevic's Yugoslavia. Speaking of the Yugoslavian tragedy is speaking about NATO and Imperialism.
Speaking about the Yugoslavia of Milosevic is speaking also of the collapse of the Soviet Union a decade ago. In that time, NATO claims the victory of the so-called "western democracy".
To the name of the "New World Order", NATO announced the end of History. In fact, NATO wanted the end of the memory ! Like in Berlin, They destroyed all over monuments against militarism and Fascism. But militarism of NATO and neo-fascism of the American imperialism followed their bloody run.

Their first victims was the Yugoslavia of Milosevic and especially the Serbian people.
Thanks to NATO, and especially to American and German imperialism, the collapse of the second Yugoslavia followed immediatly these of Soviet Union.
Thanks to NATO, the direct heirs of fascist Croation USTASCHA seize the power in Croatia.
Thanks to NATO, five decades after second world war, the bombs of militarism hit again Beograd and Yugoslavia.
After the collapse of the USSR, far-right ethnic nationalists in Croatia and Bosnia launched civil wars that were tearing the country apart. The U.S. and German governments and secret services backed these right-wing forces, especially the neo-fascist Franjo Tudjman in Croatia and the Alija Izetbegovic regime in Bosnia.

President Milosevic was in that times the only one to say "No" to NATO and imperialism, no to liquidation of Socialism and the collapse of multinational Yugoslavia. In that time of triumph of the "New World Order", Milosevic was the first to organise resistance in Europe.
As president Milosevic pointed out a few months ago in The Hague, only the Federal Republic of Yugoslavia which now exists, retained the multi-ethnic make-up. The same equations, from the beginning to the end of the Yugoslav crisis. After the imperialist-backed forces won, half a million Serbs were expelled from Croatia, Bosnia was split in three ethnic regions, and virtually all non-Albanians were driven from Kosovo.

In his adress to the Yugoslavian people of May 6 2000, President Milosevic made a direct link to the anti-fascist Resistance of World War II and his fight against NATO agression in Yugoslavia and Eastern Europa. All the Yugoslavian tragedy is there. And all of that explain the hate and lies of the western propaganda against President Milosevic. The so-called "International Criminal Tribunal for former Yugoslavia" (ICTY) is only a sequel of that.

GEOPOLITIC : “ THE GREAT GAME ” – STRUGGLE FOR THE HEARTLAND OF EURASIA

Zbigniew Brzezinski : “America's emergence as the sole global superpower now makes an integrated and comprehensive strategy for Eurasia imperative.” “After the United States,” Brzezinski writes, “the next six largest economies and military spenders are there, as are all but one of the world's overt nuclear powers, and all but one of the covert ones. Eurasia accounts for 75 percent of the world's population, 60 percent of its GNP, and 75 percent of its energy resources. Collectively, Eurasia's potential power overshadows even America's. “Eurasia is the world's axial supercontinent. A power that dominated Eurasia would exercise decisive influence over two of the world's three most economically productive regions, Western Europe and East Asia. A glance at the map also suggests that a country dominant in Eurasia would almost automatically control the Middle East and Africa. “With Eurasia now serving as the decisive geopolitical chessboard, it no longer suffices to fashion one policy for Europe and another for Asia. What happens with the distribution of power on the Eurasian landmass will be of decisive importance to America's global primacy and historical legacy.”

(File coordinated by Karel HUYBRECHTS and Luc MICHEL)

I - HISTORICAL ROATS OF THE “GREAT GAME”

“***The Great Game***” is a term, usually attributed to Arthur Connolly, used to describe ***the rivalry and strategic conflict between the British Empire and the Tsarist Russian Empire for supremacy in Central Asia***. The term was later popularized by British novelist Rudyard Kipling in his work, KIM.

In Russia the same rivalry and strategic conflict was known as the “***Tournament of Shadows***” (Òóðíèðû òåíåé). The classic Great Game period is generally regarded as running from approximately 1813 to the Anglo-Russian Convention of 1907. Following the Bolshevik Revolution of 1917 a second less intensive phase followed.

In all the 19th century, Britain, China and Russia were rivals in the theatre of Central and Western Asia. In the late 19th century, Russia took control of large areas of Central Asia, leading to a brief crisis with Britain over Afghanistan in 1885. In Persia (now Iran), both nations set up banks to extend their economic influence. Britain went so far as to invade Tibet, a land under nominal Chinese suzerainty, in 1904, withdrawing when it emerged that Russian influence was insignificant and after a military defeat by one of China's modernized New Armies.

The British became the major power in the Indian sub-continent after the Treaty of Paris (1763) and had begun to show interest in Afghanistan as early as their 1809 treaty with Shah Shuja. It was the threat of the expanding Russian Empire beginning to push for an advantage in the Afghanistan region that placed pressure on British India, in what became known as the "Great Game". The Great Game set in motion **the confrontation of the British and Russian empires** — whose spheres of influence moved steadily closer to one another until they met in Afghanistan. It also involved Britain's repeated attempts to impose a puppet government in Kabul. The remainder of the nineteenth century saw greater European involvement in Afghanistan and her surrounding territories and heightened conflict among the ambitious local rulers as Afghanistan's fate played out globally.

By the Anglo–Russian Entente of 1907, Russia gave up claims to Afghanistan.

Chinese suzerainty over Tibet also was recognized by both Russia and Britain, since nominal control by a weak China was preferable to control by either power. Persia was divided into Russian and British spheres of influence and an intervening neutral (free or common) zone. Britain permitted subsequent Russian action (1911) against Persia's nationalist government. After the Russian Revolution, Russia gave up her claim to a sphere of influence, though Soviet involvement persisted alongside Britain's until the 1940s.
In the Middle East, a German company built a railroad from Constantinople to Baghdad and the Persian Gulf. Germany wanted to gain economic control of the region and then move on to Iran and India. This was met with bitter resistance by Britain, Russia, and France who divided the region among themselves.

1 : THE GREAT GAME IN THE 19TH CENTURY

At the start of the 19th century there were some 2000 miles separating British India and the outlying regions of the Tsarist Russia. Much of the land in between was unmapped. The cities of Bukhara, Khiva, Merv and Tashkent were virtually unknown to outsiders. As Imperial Russian expansion threatened to collide with the increasing British dominance of the Indian sub-continent, the two great empires played out a subtle game of exploration, espionage and imperialistic diplomacy throughout Central Asia. The conflict always threatened, but never quite managed to break out into direct warfare between the two sides. The centre of activity was in Afghanistan.
From the British perspective, the Russian expansion threatened to destroy the so-called *"jewel in the crown"* of India. As the Tsar's troops began to subdue one Khanate after another the British feared that Afghanistan would become a staging post for a Russian invasion of India.
The debacle of the Afghan civil war left a vacuum in the Hindu Kush area that concerned the British, who were well aware of the many times in history it had been employed as the invasion route to India. In the early decades of the nineteenth century, it became clear to the British that the major threat to their interests in India would not come from the fragmented Afghan empire, the Iranians, or the French, but from the Russians, who had already begun a steady advance southward from the Caucasus.

At the same time, the Russians feared permanent British occupation in Central Asia as the British encroached northward, taking the Punjab, Sindh, and Kashmir. The British viewed Russia's absorption of the Caucasus, the Kirghiz and Turkmen lands, and the Khanates of Khiva and Bukhara with equal suspicion as a threat to their interests in the Indian subcontinent.
In addition to this rivalry between Britain and Russia, there were two specific reasons for British concern over Russia's intentions. First was the Russian influence at the Iranian court, which prompted the Russians to support Iran in its attempt to take Herat, historically the western gateway to Afghanistan and northern India. In 1837 Iran advanced on Herat with the support and advice of Russian officers. The second immediate reason was the presence in Kabul in 1837 of a Russian agent, Captain P. Vitkevich, who was ostensibly there, as was the British agent Alexander Burnes, for commercial discussions.
The British demanded that Shah Dost Mohammad, the king of Afghanistan, sever all contact with the Iranians and Russians, remove Vitkevich from Kabul, surrender all claims to Peshawar, and respect Peshawar's independence as well as that of Kandahar, which was under the control of his brothers at the time. In return, the British government intimated that it would ask Ranjit Singh to reconcile with the Afghans. When Auckland refused to put the agreement in writing, Dost Mohammad turned his back on the British and began negotiations with Vitkevich. In 1838 Auckland, Ranjit Singh, and Shuja signed an agreement stating that Shuja would regain control of Kabul and Kandahar with the help of the British and Sikhs; he would accept Sikh rule of the former Afghan provinces already controlled by Ranjit Singh, and that Herat would remain independent. In practice, the plan replaced Dost Mohammad with a British figurehead whose autonomy would be as limited as that of other Indian princes.
It soon became apparent to the British that Sikh participation — advancing toward Kabul through the Khyber Pass while Shuja and the British advanced through Kandahar — would not be forthcoming. Auckland's plan in the spring of 1838 was for the Sikhs — with British support — to place Shuja on the Afghan throne. By summer's end, however, the plan had changed; now the British alone would impose the pliant Shuja.

It was with these thoughts in mind that in 1838 the British launched **the First Anglo-Afghan War** and attempted to impose a puppet regime under Shah Shuja.
To justify his plan, Lord Auckland issued the *Simla Manifesto* in October 1838, setting forth the necessary reasons for British intervention in Afghanistan. The manifesto stated that in order to ensure the welfare of India, the British must have a trustworthy ally on India's western frontier. The British pretense that their troops were merely supporting Shah Shuja's small army in retaking what was once his throne fooled no one. Although the Simla Manifesto stated that British troops would be withdrawn as soon as Shuja was installed in Kabul, Shuja's rule depended entirely on British arms to suppress rebellion and on British funds to buy the support of tribal chiefs. The British denied that they were invading Afghanistan, instead claiming they were merely supporting its legitimate Shuja government "*against foreign interference and factious opposition*."
From the British point of view, the First Anglo-Afghan

War (1838-42) (often called "*Auckland's Folly*") was an unmitigated disaster, despite the ease with which Dost Mohammad was deposed and Shuja enthroned. An army of British and Indian troops set out from the Punjab in December 1838 and reached Quetta by late March 1839. A month later, the British took Kandahar without a battle. In July, after a two-month delay in Kandahar, the British attacked the fortress of Ghazni, overlooking a plain leading to India, and achieved a decisive victory over Dost Mohammad's troops led by one of his sons. Dost Mohammad fled with his loyal followers across the passes to Bamian, and ultimately to Bukhara. In August 1839, after almost thirty years, Shuja was again enthroned in Kabul. Some British troops returned to India, but it soon became clear that Shuja's rule could only be maintained with the presence of British forces. After he unsuccessfully attacked the British and their Afghan protégé, Dost Mohammad surrendered to them and was exiled in India in late 1840.

The regime was short lived, and unsustainable without British military support. By 1842 mobs were attacking the British on the streets of Kabul and the British garrison agreed to a retreat from Kabul with guaranteed safe passage. Unfortunately for the British, the guarantee proved to be worthless. The retreating British column consisted of approximately 4,500 military personnel and 12,000 camp followers including many women and children. During a series of ruthless attacks all but a few dozen were killed on the march back to India.

Lady Butler's famous painting of Dr William Brydon, reportedly the sole survivor, gasping his way to the British outpost in Jalalabad, helped make Afghanistan's reputation as a graveyard for foreign armies and became one of the great epics of Empire. His British protectors gone, Shuja remained in power only a few months before being assassinated in April 1842.

The Russians advanced steadily southward toward Afghanistan in the three decades after the First Anglo-Afghan War. In 1842 the Russian border was on the other side of the Aral Sea from Afghanistan, but five years later the tsar's outposts had moved to the lower reaches of the Amu Darya. By 1865 Tashkent had been formally annexed, as was Samarkand three years later. A peace treaty in 1868 with Amir Muzaffar al-Din, the ruler of Bukhara, virtually stripped him of his independence. Russian control now extended as far as the northern bank of the Amu Darya..

The British curbed their ambitions in Afghanistan following the humiliating retreat from Kabul and after the Indian Mutiny of 1857 successive British governments saw Afghanistan as a buffer state. The Russians however continued to advance steadily southward toward Afghanistan and by 1865 Tashkent had been formally annexed. Samarkand became part of the Russian Empire three years later and the independence of Bukhara was virtually stripped away in a peace treaty the same year. Russian control now extended as far as the northern bank of the Amu Darya river.

It was only after the Russians sent an uninvited diplomatic mission to Kabul in 1878 that tensions were again renewed. Britain demanded that the ruler of Afghanistan (Sher Ali) accept a British diplomatic mission. The mission was turned back and in retaliation a force of 40,000 men was sent across the border, launching the Second Anglo-Afghan War. The second war was almost as disastrous as the first for the British, and by 1881 they again pulled out of Kabul. They left Abdur Rahman Khan on the throne; he agreed to let the British maintain Afghanistan's foreign policy whilst he was left to consolidate his position on the throne. He managed to suppress internal rebellions with ruthless efficiency and brought much of the country under central control.

The Afghan ruler was worried about the southward encroachment of Russia, which by 1873 had taken over the lands of the khan, or ruler, of Khiva. Sher Ali sent an envoy seeking British advice and support. The previous year, however, the British had signed an agreement with the Russians in which the latter agreed to respect the northern boundaries of Afghanistan and to view the territories of the Afghan amir as outside their sphere of influence. The British, however, refused to give any assurances to the disappointed Sher Ali.

After tension between Russia and Britain in Europe ended with the **June 1878 Congress of Berlin**, **Russia turned its attention to Central Asia**. That same summer, Russia sent an uninvited diplomatic mission to Kabul. Sher Ali tried, but failed, to keep them out. Russian envoys arrived in Kabul on July 22, 1878 and on August 14, the British demanded that Sher Ali accept their mission.

The amir not only refused to receive a British mission but threatened to stop it if it were dispatched. Lord Lytton, the viceroy, called Sher Ali's bluff and ordered a diplomatic mission to set out for Kabul on November 21, 1878. The mission was turned back as it approached the eastern entrance of the Khyber Pass, thus triggering **the Second Anglo-Afghan War**. A British force of about 40,000 fighting men were distributed into military columns which penetrated Afghanistan at three different points. An alarmed Sher Ali attempted to appeal in person to the tsar for assistance, but unable to do so, he returned to Mazar-e Sharif, where he died the following February.

With British forces occupying much of the country, Sher Ali's son and successor, Yaqub Khan, signed the Treaty of Gandamak in May 1879 to prevent a British invasion of the rest of the country. According to this agreement and in return for an annual subsidy and vague assurances of assistance in case of foreign aggression, Yaqub relinquished control of Afghan foreign affairs to the British. British representatives were installed in Kabul and other locations, British control was extended to the Khyber and Michni passes, and the Afghanistan ceded various frontier areas to Britain. An Afghan uprising opposed to the Treaty of Gandamak was foiled

in October 1879. A noted historian, W. Kerr Fraser-Tytler, suggests that Yaqub abdicated because he did not wish to suffer the same fate that befell Shah Shuja following the first war.
In a replay of 1841 the British managed to have their Kabul garrison annihilated. By 1881 the British had had enough, despite the victorous slaughter at the Battle of Maiwand in July 1880 - they left. The British gained some territory and retained a little influence but in a clever stroke they placed Abdur Rahman Khan on the throne. A man of such supple loyalties that he was acceptable to the British, the Russians and the Afghan people.

Russian expansion brought about another crisis — **the Panjdeh Incident** — when they seized the oasis of Merv in 1884. The Russians claimed all of the former ruler's territory and fought with Afghan troops over the oasis of Panjdeh.
It was the first important frontier dispute, the **Panjdeh crisis of 1885**, precipitated by Russian encroachment into Central Asia. Having seized the Merv (now Mary) Oasis by 1884, Russian forces were directly adjacent to Afghanistan. Claims to the Panjdeh Oasis were in debate, with the Russians keen to take over all the region's Turkoman domains. After battling Afghan forces in the spring of 1885, the Russians seized the oasis. Russian and British troops were quickly alerted, but the two powers reached a compromise; Russia was in possession of the oasis, and Britain believed it could keep the Russians from advancing any farther. Without an Afghan say in the matter, the Joint Anglo-Russian Boundary Commission agreed the Russians would relinquish the farthest territory captured in their advance but retain Panjdeh. This agreement on these border sections delineated for Afghanistan a permanent northern frontier at the Amu Darya but also the loss of much territory, especially around Panjdeh.On the brink of war between the two great powers the British decided to accept the Russian possession as a fait accompli.
In 1907 **the Anglo-Russian Convention brought a close to the classic period of the Great Game**. The Russians accepted that the politics of Afghanistan was solely under British control as long as the British guaranteed not to change the regime. Russia agreed to conduct all political relations with Afghanistan through the British. The British agreed that they would maintain the current borders and actively discourage any attempt by Afghanistan to encroach on Russian territory.
Like all foreign policy developments of this period affecting Afghanistan, the conclusion of the "Great Game" between Russia and Britain occurred without the Afghan ruler's participation. The 1907 *Anglo-Russian Convention* (Entente, the Convention of St. Petersburg) not only divided the region into separate areas of Russian and British influence but also established foundations for Afghan neutrality. The convention provided for Russian acquiescence that Afghanistan was now outside this sphere of influence, and for Russia to consult directly with Britain on matters relating to Russian-Afghan relations. Britain, for its part, would not occupy or annex Afghan territory, or interfere in Afghanistan's internal affairs.
During World War I, Afghanistan remained neutral despite pressure to support Turkey when its sultan proclaimed his nation's participation in what it considered a holy war. Habibullah did, however, entertain a Turco-German mission in Kabul in 1915 conducted by the German legate Werner Otto von Hentig. After much procrastination, he won an agreement from the Central Powers for a huge payment and arms provision in exchange for attacking British India. But the crafty Afghan ruler clearly viewed the war as an opportunity to play one side off against the other, for he also offered the British to resist a Central Powers from an attack on India in exchange for an end to British control of Afghan foreign policy.

2 : THE GREAT GAME IN THE 20TH CENTURY

The Bolshevik Revolution of 1917 nullified existing treaties and a **second phase of the Great Game began.**
The **Third Anglo-Afghan War of 1919** was precipitated by the assassination of the then ruler Habibullah Khan. His son and successor Amanullah declared full independence and attacked British India's northern frontier. Amanullah came to power just as the entente between Russia and Britain broke down following the Russian Revolution of 1917. Afghan forces achieved success in the early days of the war as Pashtun tribesmen on both sides of the border joined forces with them. Although little was gained militarily the stalemate was resolved with the Rawalpindi Agreement of 1919. Afghanistan was granted self-determination in foreign affairs.
Amanullah altered foreign policy in his new relations with external powers and transformed domestic politics with his social, political, and economic reforms. Although his reign ended abruptly, he achieved some notable successes, and his efforts failed as much due to the centripetal forces of tribal Afghanistan and the machinations of Russia and Britain as to any political folly on his part.
Before final negotiations were concluded in 1921, however, Afghanistan had already begun to establish its own foreign policy, including diplomatic relations with the new government in the Soviet Union in 1919. During the 1920s, Afghanistan established diplomatic relations with most major countries.In May 1921, Afghanistan and the Russian Soviet Republic signed a Treaty of Friendship. The Soviets provided Amanullah with aid in the form of cash, technology, and military equipment. British influence in Afghanistan waned, but relations between Afghanistan and the Russians remained equivocal, with many Afghanis desiring to regain control of Merv and Panjdeh. The Soviets, for their part,

desired to extract more from the friendship treaty than Amanullah was willing to give.

The United Kingdom imposed minor sanctions and diplomatic slights as a response to the treaty fearing that Amanullah was slipping out of their sphere of influence, and realising that the policy of the Afghanistan government was to have control of all of the Pashtun speaking groups on both sides of the Durand Line. In 1923 Amanullah responded by taking the title padshah — "king", and by offering refuge for Muslims who fled the Soviet Union, and Indian nationalists in exile from the Raj.
Amanullah's programme of reform was, however, insufficient to strengthen the army quickly enough — in 1928 he abdicated under pressure, and his brother abdicated three days later. The individual to emerge from the crisis was King Muhammad Nadir, who reigned from 1929 to 1933. Both the Soviets and the British played the circumstances to their advantage: the Soviets getting aid in dealing with Uzbek rebellion in 1930 and 1931, while the British aided Afghanistan in creating a 40,000 man professional army.
With the advent of World War II came the temporary alignment of British and Soviet interests: in 1940 both governments pressured Afghanistan for the removal of a large German non-diplomatic contingent, which was felt by both governments to be engaged in espionage. Initially this was resisted. With this period of cooperation between the USSR and the UK, the Great Game between the two powers came to an end.

3 : THE GREAT GAME RENEWED

With the end of the Second World War **the United States displaced Britain as the global naval power**, **asserting its influence in the Middle East in pursuit of oil**, containment of the Soviet Union, and access to other resources. This period is sometimes referred to as "***The New Great Game***" by commentators, and there are references in the military, security and diplomatic communities to "The Great Game" as an analogy or framework for events involving India, Pakistan, Afghanistan and now the Central Asia republics from the former Soviet Union. Actually this 'New Great Game' is a part of the Cold War.

II - GEOSTRATEGY IN CENTRAL ASIA

Central Asia has long been a geostrategic location merely because of **its proximity to several great powers on the Eurasian landmass**. The region itself never held a dominant stationary population, nor was able to make use of natural resources. Thus it has rarely throughout history become the seat of power for an empire or influential state. Much like Poland throughout European history, Central Asia has been divided, redivided, conquered out of existence, and fragmented time and time again. **Central Asia has served more as the battleground for outside powers**, than as a power in its own right.

1 : STRATEGIC GEOGRAPHY

Central Asia had both the advantage and disadvantage of a central location between four historical seats of power. From its central location, it has access to trade routes, or lines of attack, to all the regional powers. On the other hand, it has been continuously vulnerable to attack from all sides throughout its history, resulting in political fragmentation or outright power vacuum, as it is successively dominated.
To the North, the steppe allowed for rapid mobility, first for nomadic horseback warriors like the Huns and Mongols, and later for Russian traders, eventually supported by railroads. As the Russian empire expanded to the East, it would also push down into Central Asia towards the sea, in a search for warm water ports. The Soviet bloc would reinforce dominance from the North, and attempt to project power as far south as Afghanistan.
To the East, the demographic and cultural weight of Chinese empires continually pushed outward into Central Asia. The Mongol Yuan dynasty would conquer parts of East Turkestan and Tibet, and the later Manchu dynasty would reconquer those areas several centuries later. As part of the Sino-Soviet bloc, China would swallow Tibet. However, with the Sino-Soviet split, China would project power into Central Asia, most notably in the case of Afghanistan, to counter Russian dominance of the region.
To the Southeast, the demographic and cultural influence of India was felt in Central Asia, notably in Tibet, the Hindu Kush, and slightly beyond. Several historical Indian dynasties, especially those seated along the Indus river would expand into Central Asia. India's ability to project power into Central Asia has been limited due to the mountain ranges in Pakistan, and the cultural differences between Hindu India, and what would become a mostly Muslim Central Asia.
To the Southwest, Middle Eastern powers have expanded into the Southern areas of Central Asia (usually, Uzbekistan, Afghanistan, and Pakistan). Several Persian empires would conquer and reconquer parts of Central Asia; Alexander the Great's hellenic empire would extend into Central Asia; two Arab Islamic empires would exert substantial influence throughout the region; and the modern state of Iran has projected influence throughout the region as well.

2 : STRATEGIC LOCATIONS

In terms of strategic geography, Central Asia has **several important routes through Eurasia**, which conquerers would seek to dominate and utilize.
Passes:
Between Turkestan and the Subcontinent: Wakhan Corridor, Khyber Pass

Between Turkestan and East Turkestan: Torugart Pass
Between Tibet and India: Nathula, Jelepla Pass
Between Tibet and Turkestan: Khunjerab Pass
Areas:
The Steppe
The Hindu Kush
Aksai Chin

3 : RETURN TO THE GREAT GAME

From 1813 to 1907 Great Britain and Tsarist Russia were engaged in a strategic competition for domination of Central Asia, know in Britain as "***The Great Game***", and in Russia as the "***Tournament of Shadows***." The **British sea power and base** in the subcontinent served as the platform for a push Northwest into Central Asia, while the Russian empire pushed southwards from the North. The powers eventually met, and the competition played out, in Afghanistan, although the two never went to war with one another.
The British feared **that Russian control of Central Asia** would create an ideal springboard for an invasion of Britain's territories in the subcontinent, and were especially concerned about Russia gaining a warm water port. They would fight the First and Second Anglo-Afghan Wars in an attempt to establish control over the region, and to counter the slowly creeping expansion of Russia. Losing badly both times, the British signed the 1907 Anglo-Russian Convention which divided Afghanistan between the two powers and outlined the framework for all future diplomatic relations.

4 : DEBATED AND DEBATABLE ZONE

Alfred Thayer Mahan, the **father of U.S. geostrategy**, outlined the "***geostrategic divisions of Eurasia***" in his 1900 piece THE PROBLEM OF ASIA AND ITS EFFECT UPON INTERNATIONAL POLICIES.
He divided Asia into three parts:
Russian dominated land to the north of the 40th parallel;
British dominated lands to the south of the 30th parallel; and
the Debated and Debatable zone located between the 30th and 40th parallels on the Asian continent.
Within this vast zone lie significant parts of Central Asia, including sections of what are now Tibet, Xinjiang, Kashmir, Pakistan, Afghanistan, Uzbekistan, Turkmenistan, Tajikistan, Iran, and the Caucasus.
Mahan believed that the ***clash between the Russian land power from the North, pushing down toward warm water port, and the opposing coalition of sea powers from pushing upward from the South (including Britain, the U.S., Japan, and Germany), would play out their conflict in the Debated and Debatable zone***. This zone featured areas of political vacuum, underdevelopment, and internecine conflicts which made it both unstable and ripe for conquest.
Even today, the above areas of Central Asia are politically weak or unstable, and riven by separatism, ethnic, or religious conflict.

5 : "THE HEARTLAND"

Halford J. Mackinder, a British polymath, would describe a region of the world he labelled the "***Geographic Pivot of History***" in a 1904 speech to a British geographical society. This idea would become the foundation of his contribution to geostrategy. Geographically, ***the Pivot encompasses all of Central Asia, with the addition of large parts of Iran, and Russia as well***.
The "*Geographic Pivot*" is an area on the **continent of Eurasia** which is either landlocked, or whose rivers and littoral fed into inland seas or the ice-locked Arctic Ocean. The Volga, Oxus, and Jaxartes drain into lakes, and the Obi Yenisei and Lena drain into the Arctic. The Tarim and Helmund oceans also fail to drain into the ocean. Most of the region Mackinder defines is steppe land, mottled with patches of desert or mountains. Because of the rapid mobility that the steppe lands allow, Mackinder points to the historical tendency of nomadic horseback or camel-riding invaders coming from the east into the west.
The Pivot's projection into Central Asia is defined on one side by the Caspian Sea and Caucasus, and on the other side by a mountain range running from Pakistan northeast up to Mongolia and southern Russia. This triangular projection south into Central Asia was part of an area inaccessible to the sea powers (Britain, the U.S., Japan, and France primarily). As such, it was a strategically important area from which land power could be projected into the rest of the Eurasian landmass, virtually unimpeded by the sea powers.

6 : AFTER SOVIET COLLAPSE

The disintegration of the Soviet Union in 1991 once again created **a situation of political vacuum in Central Asia**. The resultant authoritarian but weak former SSRs were still considered part of Russia's sphere of influence, but now Russia was only one among many competitors for the control of the new Central Asian states.
By 1996, Mongolia would also assert its independence from Russia's influence. Further, the North Caucasus Russian republic Chechnya would claim independence, leading to the First and Second Chechen Wars--the latter still in progress as of 2005, and spreading throughout the entire North Caucasus.
Geostrategist and former National Security Advisor, **Zbigniew Brzezinski** analyzed Central Asia in his 1997 book THE GRAND CHESSBOARD, terming the post-Soviet region the "***Black Hole***" and post-Soviet Central Asia (the Caucasus, former SSRs, and Afghanistan) in particular the "***Eurasian Balkans.***"
The area is an ethnic cauldron, prone to instability and conflicts, without a sense of national identity, but rather a mess of historical cultural influences, tribal and clan

loyalties, and religious fervor. Projecting influence into the area is no longer just Russia, but also Turkey, Iran, China, Pakistan, India and the United States:
Russia continues to dominate political decision-making throughout the Caucasus, and former SSRs, although as these countries shed their post-Soviet authoritarian systems, **Russia's influence is slowly waning.**
Turkey has some influence because of the ethnic and linguistic ties with the Turkic peoples of Central Asia, as well as serving as an oil pipeline route to the Mediterranean.
Iran, the seat of historical empires which controlled parts of Central Asia, has historical and cultural links to the region, as is vying to construct an oil pipeline from the Caspian Sea to the Persian Gulf.
China, already controlling Xinjiang and Tibet, projects significant power in the region, especially in energy/oil politics.
Pakistan, an unstable state, armed with nuclear weapons, and employing its security forces (which had created and sustained Taliban rule in Afghanistan), is capable of exercising limited influence.
India, as a nuclear-armed rising power, exercises some influence in the region, especially in Tibet with which it has cultural affinities. India is also perceived as a potential counterweight to China's regional power.
And **the United States with its military involvement in the region, and oil diplomacy, is also significantly involved in the region's politics**.

8 : OIL POLITICS, OIL GEOSTRATEGY, PIPELINES, CASPIAN SEA

In the context of the United States' (so-called) *"War on Terror"*, **Central Asia has once again become the center of geostrategic calculations**.
Pakistan's status has been upgraded to a "major non-NATO ally" because of its central role in serving as a staging point for the invasion of Afghanistan, providing intelligence on Al-Qaeda operations in the region, and leading the hunt on Osama bin Laden, believed to still be in the region as of 2005. Afghanistan, which had served as a haven and source of support for the so-called "Al-Qaeda", under the protection of Mullah Omar and the Taliban, was the target of a U.S. invasion in 2001, and ongoing reconstruction and drug-eradication efforts. **U.S. military bases have also been established in Uzbekistan and Kyrgyzstan**, causing both Russia and China to voice their concern over a permanent U.S. military presence in the region.
China and Russia, as well as several of the former SSRs, have taken advantage of the War on Terror to increase oppression of separatist ethnic minorities in Central Asia. China has taken a harder line against the Uighur separatists of Xinjiang, while Russia has pursued the second war in Chechnya with greater intensity. Washington, which considers Russia and China as strategic partners in the *"War on Terror"*, has largely turned a blind eye to these actions. The ethnically diverse former SSRs, especially Uzbekistan have reclassified ethnic separatist attacks as terrorist attacks and pursued more oppressive policies.

III – NATO AND THE COLLAPSE OF THE USSR: THE STRUGGLE FOR THE DOMINATION OF EURASIA

Today's transnational companies measure their success in global terms. No market in the world can be ignored by General Motors, Toyota, Lockheed Martin, Airbus or even Coca-Cola. These immense operations compete across continents to achieve dominance. For them, the penetration of one-sixth of the globe newly opened to capitalist exploitation is a life-and-death question.
The integration of this region into the world system of capitalist production and exchange is the most critical task facing the international bourgeoisie today. **It is essential for the survival of capitalism into the 21st century**. One only need ask: if at the beginning of the 20th century it was necessary for capitalism to divide and organize the world, how much more so today when all major corporate operations are global in character?

1 : UNITED STATES IS EXPLOITING THE DISMANTLING OF THE USSR MOST AGGRESSIVELY

The United States is exploiting the dismantling of the USSR most aggressively. This is explained in part by the historical limitations that the Soviet Union placed on the US. American capitalism rose to preeminence relatively late, during World War I. In the very year—1917—that the US entered the war, the victory of the October Revolution in Russia set the stage for the establishment of the Soviet Union. For seven decades, an objective consequence of the existence of the USSR was that a vast portion of the globe was closed off to direct exploitation by US capitalism.
The demand of US capital to regain access to this territory, to claw back what had been lost, was the essential content of Washington's Cold War policy. The drive to *"stop communist expansion,"* when stripped of its exaggeration and falsification, expressed **the relentless ambition of US banks and corporate powers to expand their reach into Eastern Europe and Russia in order to extract profits**. The events of 1989-91 untied the hands of US capitalism in this arena.
Involved in the reintegration of the territory of the former USSR into world capitalism is the absorption, by massive Western transnational companies, of trillions of

dollars in valuable raw materials that are vital to the imperialist powers.

The greatest untapped oil reserves in the world are located in the former Soviet republics bordering the Caspian Sea (Azerbaijan, Kazakhstan, Turkmenistan). These resources are now being divided among the major capitalist countries. This is the fuel that is feeding renewed militarism and must lead to new wars of conquest by the imperialist powers against local opponents, as well as ever-greater conflicts among the imperialists themselves.

This is ***the key to understanding the bellicosity of US foreign policy over the past decade***. Though they had certain regional motivations, the US wars have been the US response to the opportunities and challenges opened by the demise of the USSR. Washington sees its military might as a trump card that can be employed to prevail over all its rivals in the coming struggle for resources.

2 : CASPIAN OIL AND THE NEW FOREIGN POLICY DEBATE

"*The Caspian region is one of the largest remaining potential resources of undeveloped oil and gas in the world*," explained one Exxon executive in 1998, adding that the area might be producing as much as 6 million barrels of oil per day by 2020. He expects the oil industry to invest $300-$500 billion in the interim to exploit the reserves. The US Department of Energy estimates that 163 billion barrels of oil and up to 337 trillion cubic feet of natural gas are to be found. If the estimates are borne out, the region will become a petroleum producer comparable in scope to Iran or Iraq.

Western analysts also expect **the Caspian region to become a major world gold producer**. Kazakhstan, with 10,000 tons, has the second largest reserves in the world. Mining companies from the US, Japan, Canada, Britain, Australia, New Zealand and Israel are already operating in the region.

Each of the major capitalist countries, and a number of developing regional powers, have their sights set on these resources. There is an acute awareness among the capitalist powers of the objective imperatives to intervene, expand their influence and secure their own interests to the disadvantage of their rivals. These needs are finding growing articulation in major policy journals, government hearings and editorials.

Here **the debate within the US ruling elite** is the most significant, and ominous. Since 1991, a frank discussion has been taking place among prominent US strategists concerning the country's new place in world affairs. In the absence of the Soviet Union, many have concluded, the US finds itself the master of a new "unipolar" world, in which it enjoys, at least for the present, unassailable dominance. **What these strategists debate is not whether, but how this advantage can be leveraged**.

Noteworthy is an article written by Zbigniew Brzezinski, the former National Security chief under Carter, which was published in the September/October 1997 issue of FOREIGN AFFAIRS. It is entitled "***A Geostrategy for Asia***."

"*America's status as the world's premier power is unlikely to be contested by any single challenger for more than a generation*," writes Brzezinski. " *No state is likely to match the United States in the four key dimensions of power—military, economic, technological, and cultural—that confer global political clout.*" Having consolidated its power in its base in the Western Hemisphere, **the US, Brzezinski argues, must make sustained efforts to penetrate the two continents of Europe and Asia**.

"*America's emergence as the sole global superpower now makes an integrated and comprehensive strategy for Eurasia imperative*." "*After the United States*," Brzezinski writes, "*the next six largest economies and military spenders are there, as are all but one of the world's overt nuclear powers, and all but one of the covert ones. Eurasia accounts for 75 percent of the world's population, 60 percent of its GNP, and 75 percent of its energy resources. Collectively, Eurasia's potential power overshadows even America's.* "*Eurasia is the world's axial supercontinent. A power that dominated Eurasia would exercise decisive influence over two of the world's three most economically productive regions, Western Europe and East Asia. A glance at the map also suggests that a country dominant in Eurasia would almost automatically control the Middle East and Africa. "With Eurasia now serving as the decisive geopolitical chessboard, it no longer suffices to fashion one policy for Europe and another for Asia. What happens with the distribution of power on the Eurasian landmass will be of decisive importance to America's global primacy and historical legacy."*

Because he does not expect the US to dominate Eurasia single-handedly, Brzezinski sees American interests being best served by securing a leading role, while facilitating a balance among the major powers favorable to the US. He attaches an important condition: "*In volatile Eurasia, the immediate task is to ensure that no state or combination of states gains the ability to expel the United States or even diminish its decisive role.*" This situation he describes as a "*benign American hegemony*."

Brzezinski sees NATO as the best vehicle to achieve such an outcome. "*Unlike America's links with Japan, NATO entrenches American political influence and military power on the Eurasian mainland. With the allied European nations still highly dependent on US protection, any expansion of Europe's political scope is automatically an expansion of US influence. Conversely, the United States' ability to project influence and power relies on close transatlantic ties. "A wider Europe and an enlarged NATO will serve the short-term and longer-term interests of US policy. A larger Europe will expand the range of American influence without simultaneously creating a Europe so politically integrated that it could challenge the United*

States on matters of geopolitical importance, particularly in the Middle East."
As these lines suggest, the NATO agression of 1999-2000 in Yugoslavia, where it has undertaken offensive military action for the first time since its inception, is clearly seen in US ruling circles as a **step which will enhance America's world position**. At the same time, NATO expansion into Poland, Hungary and the Czech Republic is effectively the expansion of US influence in Europe and the world.

3 : BACK TO THE TRADITIONAL GEOPOLITICAL STRATEGY OF BRITISH IMPERIALISM

Brzezinski's particular perspective on this region is not entirely novel. He has resurrected, in a form adapted for use by the US under present conditions, **the traditional geopolitical strategy of British imperialism**, which long sought to secure its interests in Europe by playing one rival on the continent against another.
The first modern "***Eurasian strategy***" for world domination was elaborated in Britain. Foreshadowing Brzezinski, imperial strategist **Halford Mackinder**, in a 1904 paper, "***The Geographical Pivot of History,***" maintained that the Eurasian land mass and Africa, which he collectively termed "***the world island***," were of decisive significance to achieving global hegemony. According to Mackinder, *the barriers that had prevented previous world empires, particularly the limitations in transportation, had largely been overcome by the beginning of the 20th century, setting the stage for a struggle among the great powers to establish a global dominion*. The key, Mackinder believed, lay in ***control of the "heartland" region of the Eurasian land mass—bounded roughly by the Volga, the Yangtze, the Arctic and the Himalayas.*** He summed up his strategy as follows: "***Who rules east Europe commands the Heartland; who rules the Heartland commands the world-island; who rules the world-island commands the world."***
Notwithstanding assumptions that were later criticized by bourgeois commentators, Mackinder's writings, like Brzezinski's today, were followed closely by the major statesmen of his time and exerted a profound influence in the great power conflicts which shaped the first half of this century.
For reasons both of world strategy and control over natural resources, **the US is determined to secure for itself a dominant role in the former Soviet sphere**. Were any of its adversaries—or combination of adversaries—to effectively challenge US supremacy in this region, it would call into question the hegemonic position of the US in world affairs. The political establishment in the US is well aware of this fact.

4 : "*THE BIGGEST GAME*" : WASHINGTON PLANS FOR POLITICAL DOMINATION OF CENTRAL ASIA

The *US House Committee on International Relations* has begun holding hearings on the strategic importance of the Caspian region. At one meeting in February 1998, Doug Bereuter, the committee chairman, opened by recalling the great power conflicts over Central Asia during the 19th century, then dubbed the "great game."
In the contest for empire, Bereuter noted, Russia and Britain engaged in an extended struggle for power and influence. He went on to say that *"one hundred years later, the collapse of the Soviet Union has unleashed a new great game, where the interests of the East India Trading Company have been replaced by those of Unocal and Total, and many other organizations and firms*." "*Stated US policy goals regarding energy resources in this region," he continued, "include fostering the independence of the States and their ties to the West; breaking Russia's monopoly over oil and gas transport routes; promoting Western energy security through diversified suppliers; encouraging the construction of east-west pipelines that do not transit Iran; and denying Iran dangerous leverage over the Central Asian economies.*"
As Bereuter's comments indicate, Washington foresees substantial conflict with the regional powers in the pursuit of its interests. If considerable friction was initially manifested in gaining access to Caspian oil, an even greater degree of strife has emerged in the maneuvers to bring it to Western markets.
While tens of billions in oil production deals have already been signed by Western oil companies, there has yet to be an agreement on the route of the main export pipeline. For the reasons cited by Bereuter, **Washington adamantly insists on an east-west path to avoid Iran and Russia**.
This is a matter of concern at the highest levels of US government. Last fall, Energy Secretary Bill Richardson told Stephen Kinzer of the New York Times, "*We're trying to move these newly independent countries toward the West. We would like to see them reliant on Western commercial and political interests rather than going another way. We've made a substantial political investment in the Caspian and it's very important to us that both the pipeline map and the politics come out right*."

A number of strategists have **argued for an aggressive US policy in the region.** One, Mortimer Zuckerman, the editor of US NEWS & WORLD REPORT, warned in a May 1999 column that the Central Asian resources may revert back to the control of Russia or a Russian-led alliance, an outcome he calls a "*nightmare situation*." He wrote, "*We had better wake up to the dangers, or one day the certainties on which we base our prosperity will be certainties no more. "The region of Russia's prominence—the bridge between Asia and Europe to the east of Turkey—contains a prize of such potential in the oil and gas riches of the Caspian Sea, valued at up to $4 trillion, as to be able to give Russia both wealth and strategic opportunity."*

Zuckerman suggests that the new conflict be called "***the biggest game***." The superlative term is more fitting because today's conflict has "*worldwide and not just regional consequences. Russia, providing the nuclear umbrella for a new oil consortium including Iran and Iraq, might well be able to move energy prices higher, enough to strengthen producers and menace the West, Turkey, Israel, and Saudi Arabia. In the words of Paul Michael Wihbey, in an excellent analysis for the Institute for Advanced Strategic and Political Studies, the 'nightmare scenarios of the mid-1970s would reappear with a vengeance'.*"
The director of a US think tank bluntly laid out the military implications of the newfound interest in the region. In a 1998 document, Frederick Starr, the head of the *Central Asia-Caucasus Institute* at Johns Hopkins University, pointed out that half of the **NATO states have a major commercial stake in the Caspian**. He then added that "***the potential economic rewards of Caspian energy will draw in their train Western military forces to protect that investment if necessary***."

The prospect of a military conflict between one or more of the NATO countries and Russia is not simply a matter of speculation. Writes Starr: "*In no country is NATO membership more assiduously sought than energy-rich Azerbaijan, and nowhere is the possibility of conflict with the Russian Federation more likely than over the export of Azeri resources*." In 1998 the country participated in all of the 144 NATO "*Partnership for Peace*" exercises.
The rationale for war offered in the 1999 campaign against Yugoslavia could easily be reapplied should US ruling circles decide to intervene militarily in Central Asia. There are ethnic conflicts in nearly every country there. The three states through which Washington would like to see the main oil export pipeline pass are exemplary in this regard. In Azerbaijan, military conflict with the Armenian population has continued for more than a decade. Neighboring Georgia has seen sporadic warfare between the government and a separatist movement in Abkhazia. Finally, Turkey, which is to host the pipeline terminal, has waged a protracted campaign of repression against the country's minority Kurd population, who predominate precisely in those regions in the southeast of the country through which the US-backed pipeline would pass.
The point is not lost on the US administration. In a speech in 2000, Clinton stated that Yugoslavia's ethnic turmoil was far from unique. "*Much of the former Soviet Union faces a similar challenge*," he said, "*including Ukraine and Moldova, southern Russia, the Caucasus nations of Georgia, Armenia, and Azerbaijan, the new nations of Central Asia." With the opening of these regions*, he noted, "*the potential for ethnic conflict became, perhaps, the greatest threat to what is among our most critical interests: the transition of the former communist countries toward stability, prosperity and freedom*."

IV - THE "GREAT GAME" IN THE BALKANS : NATO AT WAR WITH YUGOSLAVIA IN 1999 FOR WORLD POWER, OIL AND GOLD

In March 24, 1999, the military forces of NATO, led by the United States, have been subjecting Yugoslavia to a devastating bombardment. Flying more than 15,000 sorties, NATO has pummeled Yugoslav cities and villages, hitting factories, hospitals, schools, bridges, fuel depots and government buildings. Thousands have been killed and wounded, including passengers on commuter trains and buses, and workers at television broadcast and relay facilities. Civilian neighborhoods in both Serbia and Kosovo have been hit.
The NATO offensive will ended by the coup of october 2000, which ousted the President Miliosevic.
Little is being said by those who planned and launched this war about **its long-term consequences for Yugoslavia, the entire Balkans and Eastern Europe as a whole**. Much of the industrial and social infrastructure developed by Yugoslavia since the end of World War II lied in ruins. In Serbia, the basic requirements of modern civilization—electricity, water, sanitation—were strucked repeatedly. As in Iraq, the full dimension of the havoc wreaked by American, British and French bombs will only become clear when the war ends and reports begin to seep out about abnormal mortality rates, especially among the young.

1 : THE PRETEXT

The assault on Yugoslavia has been justified by NATO and the media as "*a humanitarian effort to halt repression of the ethnic Albanians in Kosovo*". The heavy-handed and cynical character of the propaganda campaign that has accompanied the bombing in its own way reflects the glaring contradictions in NATO's defense of the war. The **crude demonization of Yugoslav President Milosevic**, the wildly divergent claims of "*Serb massacres*" and Kosovan Albanian deaths, the endless claims of "*genocide*," and the barrage of TV images of suffering refugees are designed not so much to convince through the force of argument, as to wear down, inure and intimidate the public. "*Opposition to NATO means support for the forced expulsion and mass murder of Albanians!*" the establishment politicians and media pundits declared.
In the mobilization of public opinion behind the bombing of Iraq, the Clinton and Bush administrations repeated endlessly the phrase, "*weapons of mass destruction*." Only by pounding Iraq day after day, the Clinton and Bush administrations declared, could *the world be saved from Saddam Hussein's invisible arsenal of*

deadly gases, germs and chemicals. In the war against Yugoslavia, "*weapons of mass destruction*" has been replaced with a more powerful and evocative mantra—that of "*Ethnic Cleansing.*" The principal value of this phrase is that it conjures up the image of Nazi Germany. The "*ethnic cleansing*" in Kosovo, NATO would have it, is the 1990s version of the Holocaust.

The comparison is so misleading and historically false as to be obscene. The Holocaust consisted of the rounding up of millions of Jews throughout all of Nazi-occupied and -controlled Europe and their transportation to death camps that were essentially assembly lines of mass murder. Six million defenseless Jews were killed by the Nazis. This compares to an estimated two thousand people who were killed in Kosovo last year. (The first NATO claims that *250,000 Albanian men have been killed*, it must be added, are noxious fabrications, which have been contradicted by first-hand observers from Western newspapers.) Even if the total number killed in Kosovo were doubled, the loss of life would still be smaller, even adjusting for differences in population, than in many analogous conflicts around the world (for example, Sri Lanka or Turkey). The comparison is not an argument for indifference to the suffering taking place in Kosovo. It does, however, reveal the grossly misleading character of the claims that have been used by NATO to **justify its full-scale bombardment of Yugoslavia**.

A further point about the context of the violence in Kosovo must be made. It commenced in 1998 with the outbreak of civil war between the Albanian nationalist and separatist *Kosovo Liberation Army* and the Yugoslav government, which sought to retain control of the province. It is a flagrant falsification of political reality to claim that the year of sectarian violence that preceded NATO's offensive was the exclusive handiwork of the Serbs. The KLA—*financed with drug money* and enjoying the behind-the-scenes **support of CIA advisers**—carried out its own **campaign of terror against Serb civilians**.

No small degree of hypocrisy is involved in NATO's pose as defender of the ethnic Albanian minority from Serbian repression. Consider the NATO member countries that have carried out even more extensive campaigns of "*ethnic cleansing*." **Two hundred thousand Serbs were expelled from Croatia in 1995 with US support**. (Croatia has since become a US ally and one of NATO's "frontline states" in the war against Serbia).

In the punishment inflicted on the Albanian population, Serbia could never been accused of the savageries inflicted by the French on Algeria or the United States on Vietnam.

Had political conditions dictated, the US media could have presented the Israeli suppression of the intifadah in 1987-91 or the massacres that unfolded in Beirut in 1982 under the auspices of the Israeli state in no less inflammatory terms than last year's events in Kosovo.

In evaluating the claim of "*ethnic cleansing*," it should also be remembered that the major world powers have, on more than one occasion, cited ethnic conflicts as a justification for imperialist meddling, setting the stage for disaster. Let us recall that one of the most horrific episodes of the 20th century occurred in 1947 when Britain, citing conflicts between Hindus and Moslems in India, arranged for the establishment of the separate state of Pakistan. The violence that followed the partition claimed one million lives and created twelve million refugees.

Likewise in Yugoslavia, imperialist intervention has had the objective impact of **escalating the scale of communal violence and increasing the likelihood that it will spread to neighboring countries**.

The exodus from Kosovo: who is responsible?

NATO now says that a *primary purpose of its offensive is to return the estimated 800,000 ethnic Albanian refugees to their homes in Kosovo*. Here cynicism reaches new heights.

An honest review of the sequence of events that led up to the refugee crisis refutes the claims of NATO. Mass flight began after, not before, March 24. Clinton's speech that day, in which he gave the official rationale for the war, spoke almost entirely of preventing an exodus. He pointed, in fact, to the danger that, without a NATO strike, the size of the existing refugee population might expand by "*tens of thousands*."

What actually happened? The bombing, destroying no small amount of Kosovo and terrorizing its inhabitants, set off a renewal in the fighting between Belgrade's forces and the KLA. Not tens but hundreds of thousands were made refugees.

Not all these consequences were unintended. The NATO powers had hoped that the air offensive would enable the KLA to push out the Serb forces, much in the same manner that the 1995 air strikes in Bosnia allowed the Croatian and Moslem forces to go on the offensive and drive out the Serbs.

As for the refugees themselves, they have been cynically used. Once the Kosovan Albanians were displaced in the aftermath of the bombing, NATO exploited their plight to drum up public support for the war, while providing only the most minimal aid to their makeshift camps, where conditions became so abhorrent that riots broke out. Even then only a relative handful of refugees were accepted into Western countries.

Some NATO military leaders have acknowledged—though their statements have gone largely unreported—that the depopulation of Kosovo works to their advantage, giving them a freer hand to initiate carpet bombing and prepare for a ground invasion of the province.

In regards to the return of the refugees, the logical question to ask is: Return to what? What portion of Kosovo's homes, workplaces, roads, bridges, and waterways has not been bombed by NATO?

"*The propagandist's purpose*," wrote Aldous Huxley in 1937, "*is to make one set of people forget that certain other sets of people are human.*" In the present war, **the demonization of the Serbs has been required by the scale of NATO's violence against the Yugoslav people**.

By early summer, killings by NATO will surpass those by the Serb government and KLA that preceded the alliance's intervention in Kosovo. Prior to March 24, most estimates put the total number killed in Kosovo at about 2,000 in the course of one year of civil war. After March 24, the number of Serbs and ethnic Albanians killed by NATO is well over 1,000.

NATO, to be sure, only makes "mistakes" whereas Serbia carries out "*atrocities*." Generally speaking, each new NATO claim of Serb plunder and murder follows rapidly on the heels of the latest proof of civilian deaths from NATO bombs. At any suggestion that NATO's cure is worse than the disease the spokesmen for the alliance become more shrill. "Has the real enemy been forgotten?"

An interesting question. It would seem the category of "enemy" is quickly expanding in scope. Initially, Albanian deaths and suffering were declared to be solely the fault of the Milosevic regime. After, a more venomous strain has emerged in the propaganda war: the Serb population as a whole is to blame. According to the new line, the Serb people have become corrupted, organically indifferent to the suffering of the Kosovan Albanians, and obsessed by an almost incomprehensible sense of victimization. According to many of the NATO propagandists in mid year 1999, the remedy for this malaise is a ground invasion, the conquest of Belgrade and a prolonged occupation. This is described, reviving the terminology of 19th century colonialism, as a "*civilizing*" mission.

2 : AN IMPERIALIST WAR TO DESINTEGRATE YUGOSLAVIA

Propaganda requires simplification. It demands that the complexities of immense political conflicts be shoved aside and public opinion be confronted with a loaded question which allows only one answer. In the present war, that question is: *"Doesn't ethnic cleansing have to be stopped?"*

This simplification allows the media to **portray Yugoslavia rather than NATO as the aggressor**. The alliance, in **a complete inversion of reality**, is presented as conducting an essentially defensive war on behalf of the Kosovan Albanians.

To determine the nature of a given war, its progressive or reactionary character, requires not selective examination of atrocities, which are to be found in all wars, but rather an analysis of the class structures, economic foundations and international roles of the states that are involved. From this decisive standpoint the **war waged by NATO is an imperialist war of aggression against Yugoslavia**.

The US and the European powers that form the nucleus of NATO comprise the most advanced capitalist powers of the globe. Within each of these countries, state policies express the interests of finance capital, based on the major transnational corporations and financial institutions. The continued existence of the ruling class in these countries is bound up with the expansion of capitalism throughout the world.

As a scientific term, following **Lenin's analysis**, ***imperialism signifies a definite historical stage in the development of capitalism as a world economic system***. It denotes ***fundamental objective tendencies in capitalism as it developed toward the end of the 19th and into the 20th century***. The most important of these are: *the suppression of free competition by the growth of huge, monopolistic business concerns; the increasing domination of gigantic banking institutions (finance capital) over the world market; the impulsion of monopoly and finance capital in the countries where capitalism had developed most strongly (Europe, North America, Japan) to spread beyond the national borders and gain access to markets, raw materials and new sources of labor throughout the world.*

Imperialism enjoys a predatory and parasitic relation to the less developed countries. Through its position of financial hegemony, using the vehicle of massive financial institutions such as the International Monetary Fund and the World Bank, imperialism is in a position to dictate policy to smaller states which rely on their credit. Through their domination of the world market, the imperialist powers drive down prices for raw materials and keep the smaller states impoverished. The more these countries borrow, the more destitute and dependent they become.

Finally, hanging over the weaker states is the ever-present threat of military bombardment. Whether they are to be apotheosized as "*emerging democracies*" or demonized as "*rogue states*" **depends, in the final analysis, on where they fit in the unfolding strategic plans of world imperialism**.

In the 1990s Serbia became a thorn in the side of imperialist concerns. Milosevic joined Saddam Hussein on imperialism's list of "Most Wanted." The judgment of imperialism on any given country or leader can change abruptly because, as Prime Minister Palmerston said of the British Empire, ***it has neither permanent friends, nor permanent enemies, only permanent interests***.

Yugoslavia is not an imperialist power but rather a small, relatively backward country that has been diminished over the 1990s by the secession of four of its former six republics. But Milosevic was by no means the instigator of this process.

Here the imperialist powers played a principal role, demanding the break-up of nationalized industries and the imposition of austerity policies that exacerbated simmering ethnic tensions. The economic pressure exerted upon Yugoslavia laid the objective foundations for the dissolution of the unified Balkan state. From 1991 on, **the breakup of Yugoslavia was guaranteed**

by the political intervention of the major powers. Though a violent outcome of Yugoslav dissolution was predicted, the break-up was encouraged by the Vatican and Germany, which abruptly recognized the independence of Croatia and Slovenia in 1991, and the US, which even more recklessly gave its approval to Bosnian secession in 1992.

Yugoslavia, moreover, is not a capitalist state of even regional stature. It has no transnational conglomerates. Yugoslav finance capital plays no significant role outside the borders of the country.

Comparisons of Serbia to Nazi Germany and Milosevic to Hitler are a combination of ignorance and deceit. Scientific political analysis does not consist in the hurling of epithets. The transformation of the Austrian corporal with a loud voice and a Charlie Chaplin moustache into the most monstrous embodiment of world reaction depended upon certain objective prerequisites—namely, the immense resources of German industry. Hitler was the leader of an aggressive imperialist power that sought to achieve the hegemony of German capitalism in all of Europe. Before Hitler's bloody offensive was halted, German domination stretched from the English Channel to the Caucasus Mountains, embracing the Balkans, including Yugoslavia. Hitler's military ambitions reflected the economic appetites of Siemens, Krupp, I. G. Farben, Daimler-Benz, Deutsche Bank and the other great German conglomerates. Were it not for the tragic consequences associated with this distortion of historical reality, the comparison of Serbia to Nazi Germany and Milosevic to Hitler would be laughable. Serbia, to begin with, is not seeking to conquer foreign lands, but rather hold on to territory internationally recognized as falling within its borders. As for Milosevic, the main preoccupation of this "Hitler" has been to hang on to whatever he can of a rump federation whose borders have been shrinking year after year.

To sum up: This is a war by a coalition of major imperialist powers against a small, semi-backward country. It has **a neo-colonialist character, trampling on Yugoslav sovereignty**. Its aim is a type of NATO protectorate over Kosovo, which will likely resemble the NATO-IMF regime that runs Bosnia.

3 : BEYOND THE PROPAGANDA: WHY IS THE WAR BEING WAGED ?

Once the fraudulent claims of the NATO spokesmen and the falsifications of the media are stripped away from this war, what remains? A naked aggression by imperialist countries against a small federation, in which the official reasons given for the onslaught serve as a smokescreen. Without the frenzied propaganda, it would be far more difficult to keep the public from inquiring into the actual reasons for the imperialist powers taking the road of military bombardment.

At the opening of this century, Rosa Luxemburg noted that ***capitalism is the first mode of production to have mass propaganda as a weapon at its disposal***. "*Humanitarianism"* was, at the time of her comment just as today, a cover for taking by force that which was desired from the weaker countries. The "*civilizing missions*" of the US and NATO had the purpose of securing valuable raw materials, markets and **geopolitical advantage** over their major rivals. The attack on Yugoslavia aimed to secure the material interests of the imperialist powers.

For starters, the Western powers are positioning themselves to **exploit Kosovo's abundant mineral reserves**, which include substantial deposits of lead, zinc, cadmium, silver and gold. Kosovo also holds an estimated 17 billion tons of coal reserves. But this is merely the "small change" of imperialist calculations. The immediate material gains that might be plundered from Kosovo are dwarfed by the far greater potential for enrichment that beckons in regions further to the east where the NATO powers have developed immense interests over the past five years. **It is astonishing that so little attention has been paid to the connection of this war to the world strategic ambitions of the US and the other NATO powers.**

Just as the development of imperialism witnessed the efforts of the major powers to parcel out the world at the end of the last century, **the dismantling of the USSR has created a power vacuum in Eastern Europe, Russia and Central Asia that makes a new division of the world inevitable**.

The principal significance of Yugoslavia, at this critical juncture, is that it lies on the Western periphery of a massive swathe of territory into which the major world powers aim to expand. It is impossible for the US, Germany, Japan, France, Britain and the other powers to simply look passively at the opening of this area. Unfolding is a struggle for access to the region and control over its raw materials, labor and markets that will far outstrip last century's "scramble for Africa."

This is the significance of the military action against Yugoslavia and the growth of militarism generally. Kosovo is a testing ground for wars that will follow in the former Soviet region.

V - NATO'S ENCIRCLEMENT OF RUSSIA NEARS COMPLETION : "RUSSIA'S BIGGEST FOREIGN POLICY DEFEAT SINCE BEFORE PETER THE GREAT"

by Vyacheslav Tetekin

(Sovetskaya Rossiya - 30 March 2004 - Translated from the Russian –

Linked to Zuganov's KPRF, this Russian newspaper is against Putine regime)

1 : NATO EXPANSION

On the 29th of March 2004 a meeting of heads of state of the NATO member countries has taken place in Washington, at which the entries of Bulgaria, Latvia, Lithuania, Slovakia, Slovenia, Estonia and Romania into that alliance has becomed official**. An analogous ceremony of foreign ministers has taken place at NATO headquarters in Brussels. This was an event of no small importance, immeasurably more significant for Russia than the terrorist acts in Spain and recent events in the Balkans and the Mideast. A military concentration of several million soldiers and officers, equipped with the latest military technology and espousing an aggressive, expansionist doctrine has now arrived at our borders.**

Putin, who up to now has always regarded the approach of this armada with Olympian tranquillity and tried to sell us on the idea that NATO is *'neither friend nor foe, simply a fact of life*' (but more of a friend after all), has suddenly shown signs of disquiet. Unprecented strategic "exercises" of the army and navy have begun. Even fuel has turned up: pilots are once again flying, ships are headed to sea and tanks to the training grounds. And when three submarine missile launches failed recently Putin's nervousness was visible.
Up to then he has also observed the open destruction of Russian armed forces with the same Olympian calm. We'll share some considerations on this subject with you a bit further on, but now let's refresh our memories regarding the recent history of NATO expansion. **The first stage occurredin 1999. In the warm days of May, 1999, while NATO missiles were bombing Yugoslavia to smithereens, the alliance received new members Poland, Hungary and the Czech Republic in a ceremony in Washington, amid fanfare and proclamations of the alliance's kindler, gentler image**. (Later NATO General Secretary Javer Solana would be sentenced in absentia in a Belgrade court to 20 years imprisonment. For war crimes.)

At that time Russia at least tried to resist. A broken Yeltsin agreed to the alliance's absorption of three new members, but announced the existence of a certain "***red line***", beyond which NATO wouldn't be permitted to expand: that Russia would never allow the Baltic Republics and other former republics of the USSR to join NATO. And the West took this warning rather seriously.
'Pro-western' Yeltsin has left the political stage, replaced by 'patriot' Putin. But already by October 2001, when I was in Finland as a member of a political delegation, our Finnish partners asked me in bewilderment: "***Does Putin understand what he's doing? You see, he's not only agreed to the entry of Latvia, Lithuania and Estonia into NATO, but is factually driving neutral countries into the alliance too***." Indeed, Putin's announcement (regarding the Baltics) that each country has the right to choose how to provide for its security was 'correctly' understood in the West. For them, this was proof that the "red line" had been forgotten, and that the president now wouldn't refuse to raise a champagne glass and drink to NATO's health.
A lot of champagne has been drunk since. Western missionaries with their centuries-old colonial experience have skillfully enticed our leaders with baubles, sermons and audiences with the Queen of England. Then we saw how right in the wake of the missionaries followed businessmen ready to seize Russia's riches and, behind them, soldiers to guarantee the safety of the riches seized by the businessmen. Now they've broken the news to the leader that he's no longer really in charge.

So he's begun to stir. But what's done is done. **The poison ivy of NATO "friendship"** is now in full bloom. NATO now has innumerable friends in Moscow, who've made a specialty (and not a shabby source of income) out of persuading us that NATO presents no threat to Russia. And they're aided by those Russian officials with their endless journeys to Brussels for fruitless sessions of the Russia-NATO Commission.
These get-togethers do nothing for Russia's interests (excluding rather tidy travel expenses for our bureaucrats). But they do a lot to shroud the danger emanating from NATO in a thick cloud of fog. In the Foreign Ministry of the RF there's as before no shortage of those ready to vouch for NATO's harmlessness. Even the Defense Ministry expresses itself more than ambivalently on this matter. On the one hand, the NATO danger is simply bursting through the cracks by now, and is impossible to hide. On the other hand, our generals and their valiant minister Mr. Ivanov really enjoy their trips to Brussels.

2 : NATO'S THREAT IN EASTERN EUROPE

What's taking place in fact behind the smokescreen of rhetoric about partnership between Russia and NATO? Here are some news items from just the last few days. On one former Soviet airfield in Lithuania F-16 fighter-bombers will soon be taking off. In answer to the Russian ambassador's feeble protest the Lithuanian minister announced that Lithuania is no longer interested in Moscow's opinion about how she should ensure her security. To bring the point home they threw three Russian diplomats out of their country. Moscow swallowed this all in silence, which only convinced the Lithuanians how right they were not to take Moscow's warnings seriously. Then Estonia followed suit by throwing out two of our diplomats. These countries are not even bothering to hide their hostility towards Russia any more.
At the same time, **the Ukrainian parliament has**

ratified a Memorandum of Understanding between the Ukraine and NATO granting NATO quick access rights to the territory of their "independent" republic. NATO units can now travel throughout the Ukraine practically unhindered. **Thus NATO forces have factually received access to Russia's borders**. If necessary they can easily block the main base of the Black Sea Fleet in Sevastopol. The NATO commanders have enormous experience with quick deployment. They've been doing training exercises in the Ukraine for eight years. And Moscow has kept silent the whole time.

NATO forces in the Baltics and Ukraine threaten the European part of Russia. And the threat is enormous, for instead of the once-mighty Soviet strategic defense system from the Barents to the Black Seas we now have a gaping hole. Over this whole colossal territory we've not one battle-capable army. **The situation is much worse than it was on June 22, 1941.** Then our retreating forces inflicted such heavy losses on the fascists that the Wermacht was already reeling by the Winter of '41. Today we've got no one capable of putting up a resistance on that front.

3 : NATO IN THE CAUCASUS

Now let's consider the **Caucasus, the gateway to Russia's southern regions**. Georgia has already turned into a US protectorate, where American soldiers can do as they please.
Now the USA is conducting active negotiations for the deployment of their forces in Azerbaijan. Baku is literally crawling with their military delegations, who don't even hide their intention to force Azerbaijan to agree to a 'temporary' deployment of mobile US units there. At the same time former Soviet aerodromes at Kurdamir, Nasosny and Gala are being studied for suitability for the US Air Force. The Americans openly declare that the Caspian is now a zone of US national interests and America is ready to help "guarantee security" in that region.

In the southeastern direction (Central Asia) NATO member countries have already built air bases and it appears they're there for good. At any rate, in answer to the Russian leadership's hints that it might be time to go home, the Americans and their allies declare that they have no intention of going anywhere. Meanwhile, the Tadjiks are refusing the participation of our border guards in guarding the Afghan border (through which colossal quantities of heroin flow into Russia and on to Europe). Negotiations for the creation of Russian bases drag on. The famous 201st Division, one of the best-trained in the Russian army, is degrading quickly. It's being moved from its well lived-in base to an unprepared location. Soon nothing will remain of its combat capability. And in general, it's preparing to switch allegiance to the president of Tadjikistan. So in this direction, too, we see no one able to defend Russian interests.

4 : RUSSIA IN THE FOCUS

In this fashion, a NATO invasion of Russia turns from a theoretical threat to a perfectly real possibility. Large-scale preparations for intervention are going full-steam ahead. And now the multitudes of intelligence colonels and generals in and around the Kremlin have suddenly seen this threat lurking under their noses. And they've begun to wake up.

Our newspaper has already published the work of the NORWEGIAN INSTITUTE FOR DEFENSE RESEARCH, in which **a scenario for the first wave of a NATO invasion of Russia is described** frankly and in detail, along with a list of clearly-defined pretexts which would justify such an intervention. The noose around Russia's neck is slowly tightening. And our Russian commanders continue their journeys to Brussels where they're flattered by their NATO colleagues with false assurances of eternal friendship with Russia. Meanwhile, the number of NATO reconnaisance flights along our borders continues to increase. One more proof of their friendship?

But maybe we're not understanding the essence of NATO correctly? Maybe its expansion is directed at completely different ends? Let's examine the situation from this angle. In recent years the the alliance has spoken much of its preparation to meet "*new challenges and threats*", including those of international terror and the drug trade.
But **the conflict in Kosovo has shown just how far NATO's deeds are from its words**. Having in its possession 45 000 soldiers in Kosovo, NATO's done nothing to prevent the province from becoming Europe's main center of drug trafficking. The Albanian drug mafia is flourishing under the factual patronage of NATO. And the connections between the Albanian terrorists and Osama ben Laden have been written about extensively in recent years. And what of it? And nothing of it!
Afghanistan is now under NATO control. Heroin deliveries from that country to Russia and Europe have grown many times over. And this has all happened after the overthrow of the Taliban regime (which forbade opium cultivation) and the arrival of American forces, along with their NATO allies. So where's the evidence that NATO is battling terrorism and drugs? There is none!

So **the NATO military machine is relentlessly approaching Russia's borders**. We remind you that there are now 3,7 million NATO soldiers and officers in uniform. With the addition of Eastern Europe NATO receives an additional 227 000 soldiers and officers, 5 000 tanks, 150 aerodromes and 500 warplanes. Who is this enormous force directed against?
With Latvia, Lithuania and Estonia, NATO receives 25

air force bases close to Russia's borders.
The most important aerodromes are Lielvarde and Tukums in Latvia, Karmelava and Panevezhis in Lithuania and Emari in Estonia. They've already been equipped to accomodate NATO strike aviation: airstrips have been lengthened, taxi areas widened, and powerful radar capable of monitoring the skies of Russia has been installed. AWACS reconnaisance planes are already patrolling our borders. From the Baltic States NATO can strike 1 600 kilometers into Russian territory.
The alliance receives a network of naval bases and ports, too: in Latvia: Liepaia, Ust-Dvinsk, Riga and Ventspils; in Lithuania: Klaipeda; in Estonia: Paldiski, Tallinn and Muuga. Preparations are underway for the basing of NATO warships there, and reception and warehousing of military stockpiles. For several years USA marine landing exercises have been taking place.

What international terrorists are NATO planning to do battle with in this sleepy corner of Europe?
You **see, besides the Chechen bandits being warmed by Lithuania's leaders, there's no hint of any "extre-mism" there.**

[The website of the Chechen rebels, www.kavkaz.org, is based in Vilnius, Lithuania, and enjoys the protection a member of the Lithuanian parliament. Poland and the Baltic States are well-known havens for the dukhi, who're never refused entry there. -- Editor]

All these preparations and huge expenditures make sense only in one case: if they're directed against Russia!
So Putin has suddenly gotten nervous and begun to concern himself with the battle-readiness of the Russian army. And he's very right to do so. The West harbors no gratitude towards Putin for his services in destroying the geopolitical legacy of the USSR. They're demanding new concessions. And to add insult to injury, it turns out that NATO and other "friendly" organizations are now preparing a "Chechnya war crimes" dossier. In which one of the main villians could well be Putin himself. So NATO will have yet another pretext for intervention and the necessity for putting Putin on trial for Chechnya. And he knows this.

NATO expansion is not merely the biggest military threat to Russia since 1941. It's **our biggest foreign policy defeat since before Peter the Great**.
In comparison with it, our defeats in the Russo-Japanese and Crimean wars were simply regrettable trifles.
If the fire in the manege on the night of Putin's electoral "triumph" was a harbinger of our domestic woes, this latest stage of NATO expansion is a grim warning of our ripening foreign policy catastrophe.

VI - NATO'S OFFENSIVE ON THE EAST

1 : UKRAINE INTO NATO ?

"***Without Ukraine, Russia is not anymore an empire, but it automatically becomes it with a suborned Ukraine, then subordinate***", writte Zbigniew Brzezinski, in "THE BIG CHESS-BOARD".
Ukraine belong directly to the inner national interests of Russia, as the INPR report explain it : "*Currently, Russia is Ukraine's largest trading partner. Russia has important economic interests in Ukraine, with many transportation routes and energy pipelines to the European markets running through Ukrainian territory. Ukraine is home to one of the largest ethnic Russian populations in the Former Soviet Union (F.S.U.), with close to 17 percent out of the country's 47 million people. Russia and Ukraine sparred over a sensitive issue of the Black Sea fleet division right after the dissolution of the U.S.S.R., and numerous other military and even economic issues have not been settled until recently. And while Russia has important stakes in practically all countries that once formed the U.S.S.R., the relations between Ukraine and Russia are perhaps the most sensitive in the entire F.S.U.*"
Historical Connections are also evident : "*The relations between what is now Russia and Ukraine go back almost a millennium ago, when the area that is now Ukraine was the nucleus of the future Russian state. Kievan Rus was formed in the 10th century, accepted and spread Eastern Orthodox Christianity and became a powerful state unifying Slavs over a huge territory from the North to the Black Sea. Later, the kingdom broke apart into rivaling principalities, and the different Russian and Ukrainian identities began to emerge. In the 17th century, Ukrainians fought for independence against the Polish-Lithuanian Commonwealth, finally turning to Russia for assistance. The treaty that unified the Russian Kingdom and Ukrainian lands finally brought Ukrainians into the Russian sphere of influence. Later, Ukrainian territories were divided between the Russian and Polish kingdoms, to be finally absorbed into the Russian empire by the close of the 18th century as Russia conquered Poland. The Russian language became the lingua franca, with the Ukrainian language assuming secondary importance. Russians have been settling in the fertile and rich Ukrainian lands for centuries and when the final borders were re-drawn in Europe after WWII, Ukraine's eastern part ended up with a large ethnic Russian population and much of the heavy industry, such as coal mines, so crucial to the livelihood of the Soviet Union. Consequently, following the Soviet economic and social patterns, the regions with heavy industry received the bulk of the state's economic and social subsidies. This model has been continuing in many parts of the F.S.U., and much of the Ukrainian industry left over from the pre-1991 days --*

now geared towards the Russian economy -- depends on the state for economic survival".

Ukraine's western part is mostly Ukrainian, with the exception of the capital Kiev, and has less heavy industry and has been part of the European community longer than other regions of the country. Portions of Ukraine's western territories have belonged to either the Austria-Hungarian empire or Poland, and have formed what can be regarded as a distinct cultural and even religious identity. For example, Lviv, one of Ukraine's westernmost large cities, has been affectionately called the "Paris of the U.S.S.R." for its distinct European architecture and lifestyle. Furthermore, the Ukrainian Catholic Church -- a fusion of Eastern Orthodox and the Catholic Church -- is located predominantly in the western part of the country. The Ukrainian Orthodox Church -- both Moscow-oriented and with an independent Kievan Patriarchate -- is widespread across the country and especially in the eastern parts.
No other former Soviet country before has been so divided across ethnic, religious and political lines.
While millions of ethnic Russians living in the eastern regions of the country overwhelmingly supported Viktor Yanukovych -- Yushchenko's rival presidential candidate -- millions of Ukrainians throughout the country supported the pro-Russia platform of Yanukovych for a variety of reasons. The often-discussed split between Ukrainian "pro-Western" and "pro-Russian" camps does not run along Russian and Ukrainian lines. Voters put their hopes in the hands of not just two men, but the larger forces behind them. While Yanukovych's prior criminal record was widely known in the country, that fact alone did not stop millions of people from casting their vote for him three times in a row. Those voting against Yushchenko voted for better economic and political relations with the Russian Federation, and for the larger role of Russian culture in Ukraine. The issue of the Russian language -- the former lingua franca and the unofficial main language of Ukraine -- was one of the hottest-debated topics in this election. Those backing the pro-Russian stand voted for the continuation of the Kremlin's endorsements and the strengthening of the Moscow-Kiev alliance as the driving force in the F.S.U. Ukraine has changed its borders frequently in its millennium-old history, and the latest, pre-WWII divisions unified two very distinct areas as one country. That is why, for the first time since Ukraine became independent in 1991, there were voices arguing the greater autonomy and even a secession of certain eastern regions of the country that are strongly pro-Russian. These regions, such as coal-mining Donetsk, saw Yushchenko's victory as a "sell-out" to the West in general, and as a threat to their cultural, social and linguistic autonomy. Since Yanukovych claimed that he would now lead strong opposition to the newly-elected government, he will draw most of his support from the east.

The purpose of the 2004 "Orange" counter-revolution (strongly tinted as the brown one), which shook the Ukraine at the end of 2004 , was aimed at isolating Russia and the tightening of Ukraine to NATO and the American imperialist camp. The beautiful wrongly naive spirits – the naivety simulated about "democracy", "freedom" and other great feelings as they are made in the USA characterizes the Atlantic and neoconservator speech – however explained us that the orange Tsunami did not have any anti-Russian goals.
Hypocrisy renewed by Iouchtchenko, the puppet of Washington in Kiev, at the time of his first official voyage in Moscow. "*What is primarily into question , it is… precisely the nature of the relations between Ukraine and Russia, and, beyond, the place that this one can hope to occupy in the businesses of the world*", commented on "LE MONDE" (Paris).

Poutine pays cash for his hesitant policy , wavering between the remainders of pro-Westernism inherited from the regime of Eltsine and the vital interests of Russia which are in continuation of those of the former USSR. Today, Poutine is even himself the target of one of the counter-revolutions organized in the East by Washington and the CIA through the spending of millions of US dollars. It is true that the Western analysts start to call – not without reason – the regime of Poutine "**neo national-Bolchevism**". As well it is true as National-Bolchevism is the basis of the Highness and the Russian power.

The Ukrainian crisis is a new stage of the offensive of NATO in the East, and the confirmation that the plans of the theoreticians of the American imperialism, like Brezinski, which aims at insulating Russia before dismembering it, are more than ever of topicality.
The Ukrainian crisis seen as offensive of the American imperialism in the east, it's what Jonathan Steele affirms in "THE GUARDIAN", the British bigest national daily, which titrates on "*the postmodern coup d'etat*", on "***the Ukraine stake of the American imperialism***" and on "*Victor Iouchtchenko, the candidate of Washington*" : "*The true enemy of the Ukraine could well be Washington (...) The interference of foreign countries in elections, under cover of an impartial support for the civil society, is the preliminary phase of the postmodern coups d'etat which set up the Third World post cold war, sponsored by the CIA (...) to accuse Russia of imperialism because it carries an interest supported in its close States is a coarse exaggeration (...) it is not Moscow, but the United States which made of the Ukraine a geostrategic stake, while refusing to give up their policy of cold war which consists in encircling Russia and Soviet republics ". In light, the Americans chose to support Iouchtchenko, not because he is the best candidate for the Ukraine, but because he is the more Pro-American candidate.". Steele also underlines that "we are not in front of a romantic fight between freedom and authoritarianism. Like his adversary, Victor Iouchtchenko was useful like Prime Minister under the presidency of Leonid Koutchma. Perhaps under certain aspects, Iouchtchenko would make a better president*

than Ianoukovitch, but it is naive to think that it will be in the beginning a radical change in the Ukrainian policy and economy ". Lastly, he affirms with accuracy that the European Union should not remain passive in front of the imperialist attitude of the United States: "the EU must as make a public statement to affirm as there is no for the Ukraine to integrate NATO. That would calm the legitimate anguishes of Russia and would send at the same time a strong signal to the United States to mean to them not to come to ignite purely European questions".

The Power and Interest News Report (PINR) writte in January 2005, under the explicit title *"Charting a New Geopolitical Reality: Ukraine in 2005",* that we are discovering "***Yushchenko's Geopolitical Maneuverings***". And that "***the "loss" of a country that Russia has long considered to be inside its primary sphere of influence is a tremendous blow to its interests*** *(...)Yushchenko's final election is considered a foreign policy victory by a number of governments, including Washington. Thus, Yushchenko can capitalize on his victory by obtaining assistance and benefits from a number of Western states. While his promised countrywide reforms will take a while to materialize -- and not without some strong disagreement from a large number of his constituents -- he can rely on the West's pledges (...) Yushchenko assumes the Ukrainian presidency in a largely-polarized country with deep political, social and economic divisions. He faces an intransigent Russia that feels it has lost a major public relations battle; a number of former Soviet states that see Ukraine as a threat to their regimes; and a largely supportive West. **Having emerged as a winner in the new, fast "Great Game" that just unfolded in Eastern Europe**, Ukraine has to chart a careful course between its prior economic and political commitments*".

2 : FROM THE ADRIATIC SEA TO THE CASPIAN REGION : "G.U.U.A.M." AND U.S. GEOPOLITICAL STRATEGY

The **GUUAM** – Black Sea-Caucasus new NATO - is the tool of USA in its offensive against Russia for the domination of Eurasia, linked to the Black Sea region and to the Balkans-Central Asia strategic and energy axis. This explains why the United States is trying to enhance the role of **G.U.U.A.M. (Georgia-Ukraine-Uzbekistan-Azerbaijan-Moldova organization)** and pushing Bucharest and Sofia to adhere to this political association.

On April 22, the Georgian, Ukrainian, Azeri and Moldovan governments met in Chisinau to revitalize G.U.U.A.M., trying to make it **a political tool for their "Euro-Atlantic" integration**. This upgrade attempt apparently wasn't accepted by the Uzbeks, but **the meeting was significantly attended by the presidents of Lithuania, Romania and Bulgaria**, as well as by a U.S. State Department representative.

Washington is, in fact, very active in the Black Sea region: in the last few years, Bruce Jackson, a former U.S. Army officer and a former vice president with Lockheed Martin, writte INPR report, *"has worked with various pro-American lobbies in Romania, Bulgaria, Georgia and Ukraine in order to facilitate their future admission into N.A.T.O. and to open **the way for a "Pax Americana" extending from the Adriatic Sea to the Caspian region***".

"*Another significant U.S. move was the nominee of Jack Dyer Crouch II, an advisor to U.S. Secretary of Defense Donald Rumsfeld, as American ambassador in Bucharest. In fact, Romania is considered to be a key state necessary to increase American influence in the region. On March 9, one day before Romanian president Basescu visited Washington, Bruce Jackson explained to the press that the Black Sea is already vital for European energy acquisition, and that it will be even more so in the future. E.U. countries import around 50 percent of their energy, and they are projected to import 70 percent of it in 2020. The Black Sea will be the vital link to transport the Caspian resources to the West*".

Washington is, therefore, trying to increase its political influence in the region, **hence controlling present and future European capabilities**.

VII - PRESS FILE – COMMENTS - ANALYSIS (1) : THE NEW BATTLE FOR THE HEARTLAND – RETURN TO THE "GREAT GAME"

1 : COLOR REVOLUTIONS IN CAUCASUS : A GEOPOLITICAL VICTORY OVER RUSSIA - "*THE PIPELINE FROM HELL. OIL AND THE WAR PARTY: THE CAUCASUS CONNECTION*"

by Justin Raimondo (Antiwar.com - May 27, 2005)

Excerps : "George W. Bush's arrival at the Moscow commemoration of V-E Day was preceded and followed by open provocations. The stopover in Riga, Latvia's capital, was a stinging reminder to the Russians that this former Soviet satellite state, conquered by Stalin as a result of our "victory" in World War II, is now ensconced in the NATO alliance – which stands ready to extend its influence deep into the Eurasian heartland.

However, it was the visit to Tbilisi, the capital city of Georgia, that stuck most painfully in the Russian craw. Aside from the historical and cultural links that tie the Kremlin to the Caucasus, there are vital economic interests at stake in the region – which Russia, starved for cash, can ill afford to lose. The stakes were made clear on May 25, the day the Baku-Tbilisi-Ceyhan

pipeline (BTC) was officially opened at a ceremony in Baku, Azerbaijan, hosted by President Ilham Aliyev, and attended by the presidents of Georgia, Kazakhstan, and Turkey. Georgian President Mikhail Saakashvili of Georgia captured the spirit of the occasion as he exulted that the BTC is a "***geopolitical victory***" for Caspian Basin nations – and we have only to ask ourselves the question "A victory over whom?"
before EURASIA.NET has the answer: "***Securing an independent energy export source will allow both Georgia and Azerbaijan to more effectively resist geopolitical pressure exerted by Russia, regional political analysts suggest."***

Well, that's one way to look at it. Another way is to see the BTC as a way for an emerging alliance of Western interests to exert geopolitical and military pressure on Russia.
The U.S., for its part, hailed the opening as a great victory for freedom and prosperity in the region, and this was to be expected. The opening of the BTC marks the culmination of a long-standing American project, begun by Bill Clinton, and assiduously pursued by the U.S. government and its favored corporate interests ever since. The idea was to pump in the huge Caspian Sea oil reserves directly to Europe, short-circuiting a far easier route from Azerbaijan through Iran and bypassing the Russians completely. Clinton set up a special Caspian Sea oil task force in 1994, under Richard Morningstar, but it was under a Republican administration particularly disposed to the success of this scheme that the grand plan finally came to fruition. As I wrote way back in 1999:
"*For sheer clout in Establishment circles, the Azeri and Georgian lobbies are hard to beat. Several prominent figures in the Bushian wing of the Republican party stand to make a substantial profit through their investments in companies doing business in the region, among them: James Baker, Brent Scowcroft, Dick Cheney and John Sununu; the secretary of state, national security adviser, secretary of defense, and chief of staff respectively for George [Herbert Walker] Bush."*
The power of the Caspian lobby in both parties was enough to direct the flow of U.S. government subsidies, "loans," and diplomatic pressure toward the day when the pipeline would finally be opened, and its inauguration marks a new stage in the development of a Euro-American alliance that aims at the encirclement of Russia.

In Iraq and the rest of the Middle East, the views of the Europeans and the Americans are radically divergent, but when it comes to Eurasia and the alleged rise of a Russian "threat," the old boys club of global bullies is reunited with a passion. There is much reason to believe that the European involvement in the recent color-coded revolutions in Georgia, Ukraine, and – potentially – Belarus, is a lot more than they're usually given credit for, and the OSCE has taken an aggressive stance against Russian "separatism" in South Ossetia, Abkhazia, and other dissident Russian-speaking splinter republics in the former Soviet Union. The Europeans need that Caspian oil – remember the fuel-tax strikes that swept Europe and threatened to bring Tony Blair and his fellow Euro-socialists to their knees? – and they would rather not have it pass through Russian territory for both strategic and economic reasons.
And so the Europeans and the Americans are playing what Rudyard Kipling called "the Great Game" in the heartland of the Eurasian landmass, outmaneuvering the Russian bear and domesticating the indigenous "independent" republics – or else, as in the case of Georgia, replacing them with suitably "democratic" rulers entirely dependent on U.S. aid and political support.
For the scheme to work, it is necessary to bring peace to a region that has rarely known it, and never less so than today. The political stability of the post-Soviet order is seriously threatened – along with the huge investment in the pipeline – by minority groups in the Caucasus that insist on their right to national self-determination and stubbornly resist the efforts of their new overlords in Tbilisi, Ankara, Baku, and Washington – to integrate them into larger states.

The BTC pipeline snakes just a few miles from the troubled Nagorno-Karabakh region, an enclave of Armenians in a sea of Azeris. Azerbaijan and Armenia have long battled for possession of this strategically key region, and the Nagorno-Karabakhians have managed to fight off the Azeris and do-gooder Westerners intent on imposing a "peace" that compromises their independence. Then there are the two independent republics of Abkhazia and South Ossetia, pockets of Russian-speakers who won't submit to the central authorities in Tbilisi and have been similarly successful in fighting off all comers – including the U.S.-trained-and-fundedGeorgian army.
The route of the pipeline embeds it deep under some of the most disputed territory on the face of the earth, and this can only portend war. As much as this administration warbles on about "free markets" and "free enterprise," the crude mercantilism that constitutes the real economic philosophy and foreign policy of our rulers means that one principle is consistently followed when it comes to "defending" "American interests" abroad: the costs and the risks are socialized, but the profits are privatized. If American oil companies are due to make mega-profits in the Caspian region, then the U.S. military will be doing guard duty along every inch of the BTC pipeline, ensuring "stability" in a land of nomadic herders and exporting "democracy" to a region formerly ruled by pashas, sultans, and various and sundry dictators.

We are, in short, being set up for another major military intervention, and, as I warned in November of 1999, both parties are in on it:

"*All the elements for a major confrontation between nuclear-armed Russia and the US are being put in place: not only the 'humanitarian' aspect of the coming war with Russia, but also the developing 'national security' rationale. With billions of dollars invested in the area, including untold millions in U.S. government subsidies, the building of the pipeline has suddenly become a matter of 'the national interest' instead of just certain private interests.*
"Big Oil has its champions in both parties, but Dubya is certainly that interest group's Great White Hope for the White House. He has solid links to the powerful and wealthy Azerbaijan lobby in Washington, which has been unusually visible and active. As Robert C. Butler put it in a piece posted on oilandgas.com: 'It is clear that if George W. Bush, son of the former president and today governor of Texas, is nominated by the Republican Party and elected, then the international energy consortia will have a new friend in the White House and Azerbaijan will profit from the situation. Many of the advisors whom Bush has chosen for his campaign have in the past been either active advocates of close ties with Azerbaijan or have voted against maintaining Section 907 restrictions on US assistance to the country.'"

Aside from the contentious terrain of Georgia, where a U.S.-backed "Rose Revolution" installed a compliant satrap who has continued the dubious human rights record of his predecessor, the BTC consortium has to deal with instability in Azerbaijan, ruled over by absolute dictator Ilham Aliyev, the playboy son of former KGB chieftain and longtime Azeri Maximum Leader Heydar Aliyev. On the occasion of Papa Aliyev's death in 2003, the prognosis for Aliyev the Lesser published on the CIA-connected Stratfor.com Web site sticks in my mind: "Ilham Aliyev lacks his father's charisma, political skills, contacts, experience, stature, intelligence and authority. Aside from that he will make a wonderful president."
Recent street protests in Baku by Western-backed "democratic" opposition groups may be a harbinger of the future: if Western power-brokers decide Aliyev is in any way unreliable, they could easily abandon him for a more Saakashvili-like alternative.

In any event, no matter what color the exporters of "democratic" revolutions choose for Azerbaijan – if they choose one at all – the coming confrontation with a Russia that is supposedly sliding back into "authoritarianism" under President Vladimir Putin is bound to escalate from here on out. We will be hearing much much more about how Putin is really the second incarnation of Stalin. The recent conviction of Mikhail Khodorkovsky, the Russian oligarch who stole entire industries, has already given rise to the charge that the Russian leader is behind a supposed return of official anti-Semitism. Putin, Stalin: see, they even sound the same! The Kremlin, according to this scenario, is the world headquarters of a revived national socialism, and, like the German variety, it's a danger to us as well as to the Russian people.
Putin, we'll be told, is threatening the peace by his championing of all those "racist" Russian-speakers who object to being lorded over by central authorities in some distant capital. After all, what right have they to rebel against regimes that have outlawed their language, their history, and their very existence? "Russian revanchism" will become the neocons' favorite alliteration. They've already taken up the Chechen cause, and they will be joined in this holy crusade for politically correct multiculturalism and "democracy" in the Caucasus by the same interventionist liberals who joined the anti-Slav crusade against Serbia.

I've been covering the Caucasus and predicting it would be a future battlefield pitting the U.S. and the Europeans against Russia since at least 1999: see here, here, here, here, here, and here – oh yeah, and also here. (Yikes, there's more!) It's at times like this that weariness almost overcomes me, and the prospect of repeating myself is most uninviting. There is nothing new in any of this: the War Party's plans have been apparent from the start. What is new, however, is this emerging Right-Left alliance of warmongering "democratizers" unleashed on the hapless peoples of the former Soviet Union. In faraway places with odd names, like Kyrgyzstan, the ambitions – and fortunes – of both sides of the political spectrum meet and merge in a harmonic convergence of interests and ideology.
United in their hatred of Putin and "authoritarian" Russia, the neocons and the Clintonianliberals will be reunited at last, and can work hand-in-hand as they did during the run-up to the Kosovo war. As powerful factions on the "right" and the "left" position themselves to back a policy of Eurasian aggression by the U.S. and its allies, and the encirclement of Russia continues, the grand interventionist consensus is taking shape. The marriage of transnational progressivism and internationalist neoconservatism – of George Soros' Open Society Institute and the American Enterprise Institute – will sanctify the rising American Imperium from all sides (...)

2 : NEOCONS' CAMPAIGN AGAINST PUTINE : "*PUTIN'S RUSSIA—STALIN LITE*"

(by Arnold Beichman, neocon columnist - May 25, 2005 – from Hoover Stanford foundation)
Excerpts : "World democratic opinion has yet to realize the alarming implications of President Vladimir Putin's State of the Union speech on April 25, 2005, in which he said that the collapse of the Soviet Union represented the "***greatest geopolitical catastrophe of the century***." What this former KGB officer is saying is that it would have been better for the world if a totalitarian dictatorship, one that in the seven decades of its existence was responsible for the deaths of tens of millions of Russians and other peoples or their

imprisonment in a Gulag slave labor system, were still to exist. Just imagine if German chancellor Gerhard Schroeder were to announce that the fall of the Third Reich was the "greatest geopolitical catastrophe of the century."

The more I see and read about Mr. Putin, in power since 1999, and his "managed democracy," the more apprehensive I become about the future of Russia and the safety of its neighbors. If Putin believes that the dissolution of the Soviet Union into fifteen independent states represents the "***greatest geopolitical catastrophe of the century***," then it follows that Putin might well believe he should do something to repair the loss occasioned by his predecessors Boris Yeltsin and Mikhail Gorbachev. Millions of onetime Soviet citizens, including the beleaguered Chechen people, believe that they are better off today because of the "*greatest geopolitical catastrophe of the century*." But to Putin the end of the Soviet Union did not mean freedom for millions of Soviet-yoked people—for him it meant, and still means, catastrophe.

The thousand-year history of Russia has an underlying consistency. Although it has never been able to produce a genuine democracy, it has successfully produced imperialist tyrannies, czarist and Bolshevik. The very first czar, Ivan IV (1533–1584), crushed the power of rival dukes and boyars and became an emperor. During his reign, he tried to strengthen the state and the military, but his methods and acts were so horribly cruel that he was later called Ivan the Terrible.

It is time to put aside fanciful hopes about Putin as Russia's democrat-in-chief. The best single-phrase description of Putin is "***Stalin lite***." Thus it was understandable that Putin would celebrate the ninetieth birthday of Yuri V. Andropov, the merciless head of the KGB. The Andropov celebration last year did not create much notice (...)

Putin endangers world peace: He has said he is ready to supply weapons to outlaw regimes. He has said he would provide short-range missiles to Syria and nuclear components to Iran. To fulfill such intentions would mean perhaps an even greater geopolitical catastrophe."

3 : POLITICAL OBJECTIVES, RATHER THAN ECONOMIC NECESSITY : ISOLATE RUSSIA –"*CASPIAN BASIN LEADERS HAIL OPENING OF BAKU-TBILISI-CEYHAN PIPELINE*"

(from Eurasia.net - 5/25/05 – the Soros' Foundation version of Eurasia !)

Excerpts : "The presidents of Azerbaijan, Georgia, Kazakhstan and Turkey gathered in Baku on May 25 to celebrate the formal opening of a pipeline that will break Russia's energy-transport monopoly in the Caspian Basin. US Energy Secretary Samuel Bodman, who also attended the opening ceremony, said the pipeline, known as Baku-Tbilisi-Ceyhan, would "***defuse the current tension on world oil markets."***

Although oil started pumping into the 1,760-kilometer (1,100 mile) pipeline on May 25, it will take up to six months for it to fill completely, meaning natural resources will not be ready for export from the Ceyhan terminal until the end of this year. The $4-billion Baku-Tbilisi-Ceyhan (BTC) pipeline, built by a consortium led by British Petroleum, was hailed not only as an engineering marvel, but also as an archetype for regional political cooperation.

"***Some doubted the feasibility of the BTC project, while others tried to raise obstacles, but failed***," Azerbaijani President Ilham Aliyev said, adding that governmental and corporate participants in the BTC project acted as "***one team and one family***."

President Mikheil Saakashvili of Georgia characterized BTC's opening as a "***geopolitical victory***" for Caspian Basin nations. Securing an independent energy export source will allow both Georgia and Azerbaijan to more effectively resist geopolitical pressure exerted by Russia, regional political analysts suggest..

(...) Russian officials were clearly unenthused about the BTC ceremony, as the pipeline stands to break Russia's virtual monopoly in regional export routes. Bodman and other dignitaries in Baku sought to reassure Moscow, saying that BTC was not intended to undermine Russia's export position. Turkish President Ahmet Necdet Sezer stressed that regional attention would soon turn to developing a North-South trade corridor that would include Russia.

Russia's regional energy envoy, Igor Yusufov, ended up not attending the May 25 festivities, citing illness, the INTERFAX NEWS AGENCY reported. **Russian political leaders tend to see the BTC project as motivated by political objectives, rather than economic necessity**. Western nations, in particular the United States, have been ardent supporters of BTC "***in order to create a stable alternative for transferring Caspian energy resources to the West bypassing Russia and some other states, such as Iran,***" Interfax quoted Konstantin Kosachyov, head of the Russian parliament's International Affairs Committee, as saying.

While in Baku, Kazakhstani President Nursultan Nazarbayev confirmed that Astana would export energy via BTC. "***This route will be one of the main ways [for Kazakhstan] to supply world markets***," Nazarbayev said. Nazarbayev has made vague commitments to the BTC route in the past, but his May 25 comments appeared to make Kazakhstani participation certain. Some analysts believe that without Kazakhstani oil flowing through BTC, the pipeline might lack the volume to be economically viable.

"***By bringing Kazakh oil to the pipeline, BTC will be stronger, and the Kazakh oil will have access to the Mediterranean [markets],***" said Sezer, the Turkish president.

According to some estimates, Kazakhstan's oil

production could approach 150 million tons per year by 2015. In signaling that Kazakhstan would export oil via BTC, Nazarbayev stressed that the country would also use other export routes".

4 : ECONOMICAL ANALYSIS : OIL, IMPERIALISM AND AMERICAN DOMESTIC POLICY -"*CASPIAN NATO. THE CHANGING NATURE OF THE CASPIAN OIL GAME*"

(Source: gasandoil.com - 30 June 1999 - Author: Dr Robert M Cutler*)

Excerpts : "In the early 1990s, the Caspian oil exploration was like a high-ante, high-stakes game of poker with several rounds of draw and a large (but unknown) number of wild cards. A lot of the players frankly acted like cowboys shooting from the hip, and there was a lot of bluffing as well.

It was, moreover, a "table stakes" game: If you couldn't meet the level of the bet when it came your turn to call, you had to clear out or find some kind of collateral, usually by signing an IOU to another player who would back you and split any winnings. This is why consortia were established: to pool resources and intelligence.

Just to complicate things a bit more, in this poker game there were at least two mutually incommensurable currencies being used: regular money and political power. The poker game was further complicated by the fact that it was being played within another game that had other rules.

For the players were also seated at a **large geopolitical chessboard**. The chessboard was, moreover, multidimensional and had actually a large and indeterminate number of players. Some of them were pieces in the games of other players. Some of these played nested games with other smaller players, with still different pieces and different rules.

Ethnic conflict on a potential right-of-way, and its effects on strategic pipeline planning, is an example of this.

Yet even the nesting was not neat and simple. For example, coalitions were permitted between players at different levels of nesting. In fact, inter-ethnic combat meant that there were ongoing negotiations among the main players with their proxies over the actual rules of the game. There was not even an established order for taking turns. The relations among the games themselves could change, because there were no established rules for how the players at different levels could form coalitions. Such coalitions would do no less than reshape the chessboards.

Nowadays, with a relative consolidation of the chessboards into patterns at least temporarily fixed, the Caspian oil game represents nothing so much as a stock market.

The bluffing and high stakes and endemic risk-taking survive from the days of the poker game, but strategy as opposed to tactics has become the conditioning environment, as in the chess game. These are the characteristics of a contemporary securities market. There are "market makers" in the various major and minor pipeline projects into which the previous fluidity, if not chaos, has jelled. Rumour and partial information still play an important role in influencing short-term events that can intervene to change long-term trends.

Sometimes the credibility of the rumours and information depend upon ignorance of a broader perspective. Thus the pessimism about reserves in Azerbaijan's sector of the Caspian Sea has been overplayed in recent months. This sentiment is due for a rebound.

About the only difference from a real stock market is that there are no penny stocks.Like the stock market, the Caspian oil game is subject to unforeseen external shocks.

The Asian economic crisis is one.

Another is the U.S. presidential election in the year 2000. For example, it is clear that if George W. Bush, son of the former president and today governor of Texas, is nominated by the Republican Party and elected, then the international energy consortia will have a new friend in the White House and Azerbaijan will profit from the situation. **Many of the advisors whom Bush has chosen for his campaign have in the past been either active advocates of close ties with Azerbaijan** or have voted against maintaining Section 907 restrictions (Note that repealing section 907 - Freedom Support Act - is a crucial goal of the Caspian oil lobby in DC) on U.S. assistance to the country. The mortality of the current leader of Azerbaijan is yet another unforeseeable factor. The moral of this constellation of factors is the same as it would be for a stock market:

While remaining aware that long-term projections are only projections, it is necessary not to be distracted by events of the moment, and in evaluating information one must question the motives of the source of the information. Analysts should not ignore long shots, but neither should they hype them. Fundamentals either do not change or change slowly. Fixed ways of thinking persist, such that when fundamentals do change, ingrained habits of thinking can blind one to the changes before they are generally obvious."

(*) Cutler is a major promoter of globalism and one of the Massachussets "experts" on Russia.

Here are some titles of his works:

"What the 'National Interest' Means in a Transnational 'World Society'"

"Globalism and Collaboration in World Politics"

"Cooperative Energy Security in the Caspian"

5 : A NEW WIN FOR WASHINGTON AND US-ALIGNED CENTRAL ASIAN REGIMES OVER MOSCOW : "*OIL PIPELINE COMPLETED: A SIGN OF RISING GREAT POWER RIVALRY IN CENTRAL ASIA*"

(By Peter Symonds - 31 May 2005 – WSWS)

Excerpts : "Last week's ceremony in the Central Asian republic of Azerbaijan to open the Baku-Tbilisi-Ceyhan oil pipeline received scant coverage in the international press. Nevertheless the completion of the US-backed pipeline, which has taken a decade to construct, will inevitably accelerate the scramble for oil and gas in the Caspian Basin region and heighten the potential for conflict among rival major powers.

From the outset, planning for the oil pipeline was **guided not by immediate economic considerations but long-term US strategic goals**. Since the early 1990s, Washington has been determined to exploit the unprecedented opportunity opened up by the collapse of the Soviet Union to establish its hegemony in the key resource-rich region of Central Asia.

The 1,770 km pipeline, simply known by the acronym BTC, is one of the world's longest and cost $4 billion to build. It snakes its way from the Sangachal oil and gas terminal south of the Azeri capital of Baku on the Caspian Sea through neighbouring Georgia and some of the most mountainous regions of the Caucasus to finally reach the Turkish port of Ceyhan on the Mediterranean.

As far as Washington was concerned, **the chief consideration in plotting this tortuous path was to undercut the existing pipeline system in Russia** and to avoid Iran, which offers the shortest and cheapest pipeline route from landlocked Central Asia to a coastline. The US has maintained an economic blockade of Iran since 1979.

The resulting pipeline route through Azerbaijan, Georgia and Turkey not only created engineering problems but produced a decade of political intrigue as the White House, first under Clinton then Bush, sought to strengthen the US position in each of these countries. **In 2003, the Bush administration backed the so-called Rose Revolution that ousted former Georgian President Eduard Shevardnadze and installed openly pro-US Mikhael Saakashvili in his place**.

The BTC's significance was underscored by the presence at the opening of US Energy Secretary Samuel Bodman, who read out a letter from US President Bush, along with the presidents of the three countries involved and also of the Central Asian republic of Kazakhstan. Just prior to the ceremony, Kazakhstan's President Nursultan Nazarbeyev signed a declaration committing his country to transport some of its huge oil reserves through the pipeline—a move that will create tension with Moscow.

Lord Browne, chief executive of British Petroleum (BP), was also present. BP with a 30.1 percent in the pipeline is the leading partner in the controlling consortium, which also includes the Azerbaijani state oil company SOCAR (25 percent), Unocal (US, 8.9 percent), Statoil (Norway, 8.71 percent) and Turkish Petroleum (6.53 percent) as well as French, Italian, Japanese and other

US corporations.

Georgian President Saakashvili highlighted the strategic rivalry involved in the BTC's construction when he baldly referred to its completion as "***a geopolitical victory***" for the Caspian Basin nations. The obvious question is: "victory" over whom? The answer is just as clear: **it is a win for Washington and US-aligned Central Asian regimes over Moscow**, which is seeking to retain its economic and strategic dominance in a region that has been part of Russia then the Soviet Union for well over a century.

Azerbaijan's President Ilham Aliyev commented at ceremony: "***The realisation of this project would not have been possible without constant political support from the US***." American backing for the pipeline to pass through Georgia has assisted Azerbaijan in isolating its rival Armenia—also a potential route for a pipeline to Turkey. In April, the US signed an agreement to provide a further $110 million in aid to impoverished Georgia. Earlier this month, **Bush included Georgia on his European tour, hailing the "Rose Revolution" and declaring Saakashvili as "a freedom fighter".**

In his letter read out at the opening ceremony, Bush declared the pipeline to be "***a monumental achievement***". "*This pipeline can help generate balanced economic growth, and provide a foundation for a prosperous and just society that advances the cause of freedom*," he stated. In fact, the pipeline will only **reinforce the subordination of the Central Asian republics to the US**, heighten social inequality and buttress the anti-democratic rule of the current regimes.

(...) The 50-metre wide corridor, through which the pipeline runs, is **a virtual state within a state**. It is governed by the Inter-Governmental Agreement signed by the participating countries. The agreement largely **exempts BP and its partners from any laws in the three countries** by allowing the consortium to demand compensation should any legislation (including environmental, social and human rights laws) make the pipeline less profitable. The pipeline passes through a national park in Georgia and several other environmentally sensitive sites. Critics claim that land has been taken from local farmers without proper compensation.

BP has invested at least $15 billion in Azerbaijan. An article on the Asia Times website last week commented: "*According to Baku's street wisdom, the man who really rules Azerbaijan is* ***David Woodward, BP's chairman, known as 'the viceroy'****, a walking oil atlas with more than three decades working for the*

company from Scotland to Abu Dhabi and from Alaska to Siberia. Woodward and BP mercilessly spin that BTC is the cleanest and safest pipeline ever built. Georgian peasants and English non-governmental organisations beg to differ."

The Bush administration has not hesitated in supporting the corrupt Azerbaijan dictatorship. Heydar Aliyev, a long-time Stalinist party boss, ruled the republic as his personal fiefdom from 1969 as part of the Soviet Union, then in the 1990s as a separate country. After his death in 2003, his son Ilham, notorious as a playboy, casino owner and vice-president of the state oil company SOCAR, took over the reins. According to Transparency International's global corruption index, Azerbaijan ranks 140 out of 146 countries.

On May 21, Azeri riot police waded into an opposition protest of some 500 people with batons, arresting at least 45 people. The demonstration was called to demand amendments to the country's electoral laws, the creation of an independent public broadcaster and the prosecution of the killer of journalist Elmar Guseinov, a critic of the regime shot dead in early March outside his apartment. The government banned the protest, declaring that the timing was "inappropriate" just days before the pipeline's opening.

A report by Human Rights Watch last month **criticised neighbouring Georgia, hailed this month by Bush as "*a beacon of liberty*", for failing to guarantee the end of torture and duress to extract confessions from prisoners**. "*The new government... has taken some steps to address abusive practices, but these efforts have proven inadequate to stem them. Moreover, some of the government's new law enforcement policies appeared to trigger new allegations of due process violations, torture and ill-treatment,*" it stated.

All three participating countries are desperate for income. The pipeline will take six months to fill and is projected to reach a flow of one million barrels a day by 2008. Once fully operational Azerbaijan is expected to accrue $29 billion a year in oil revenues and Georgia and Turkey $600 million and $1.5 billion in annual transit fees respectively.

Since the collapse of the Soviet Union, the standard of living in both Georgia and Azerbaijan has plummetted, with the annual average per capita income currently at just $730 and $710 respectively. Little or none of the projected pipeline income will be used to end the social crisis in these countries. One measure of the indifference to the plight of ordinary people is the consortium's token spending on "*community and environmental investment*"—estimated to be just $30 million compared to construction costs of $4 billion.

As far as Washington is concerned, the pipeline's projected economic benefits are just one element of a more far-reaching plan. **The BTC is a convenient lever for the US to extend its political influence and to buttress its military presence in Central Asia to the detriment of its rivals—particularly Russia and China**. The Bush administration has already used its "war on terrorism" to establish military bases for the first time in Tajikistan and Uzbekistan. **Now the US is using "pipeline security" as the pretext for forging closer military ties with Georgia and Azerbaijan**.

Speculation that the US is seeking to base troops in Azerbaijan was heightened by last month's visit to Baku by US Defence Secretary Donald Rumsfeld. In congressional testimony earlier this year, US commander in Europe General James Jones declared that the US was interested in creating a special "*Caspian guard*" to protect the BTC. The Wall Street Journal reported in April that the US plans to spend $100 million on such a force, including the establishment of a command centre in Baku. Concerned over Russian opposition, Azerbaijan has to date been reluctant to commit itself.

Russian hostility to Washington's growing intrusion into Central Asia was spelled out by Mikhail Margelov, head of the international affairs committee of the country's parliamentary upper house. "*Russia's attitude to proposals made by some politicians that this task [pipeline security] should actually be delegated to the United States, is firmly negative. Russia will always oppose the presence of any foreign military contingents within the countries of the CIS [Commonwealth of Independent States],*" he commented.

Konstantin Kosachyov, a State Duma parliamentarian, pointed to **Washington's geopolitical ambitions**, stating: "*It is absolutely obvious that this project was born for political rather than economic reasons in order to create a stable alternative for transferring Caspian energy resources to the West bypassing Russia and some other states, such as Iran*." Russian President Vladimir Putin's special representative for international energy cooperation, Igor Yusufov, was due to attend the BTC opening ceremony but excused himself at the last minute on the grounds of illness.

The completion of the pipeline is just the first stage in what will certainly be sharpening rivalry in Central Asia for control of the region's largely untapped resources. The Caspian Sea basin is currently estimated to contain eight percent of the world's oil reserves as well as having huge natural gas reserves. A gas pipeline following the same route is due to be completed next year. An agreement was signed in March 2005 between Azerbaijan and Kazakhstan to build a pipeline across the Caspian Sea connecting the Kashagan offshore oil field in Kazakhstan to Baku and thus the BTC".

VIII - PRESS FILE – COMMENTS - ANALYSIS (2) : FROM CAUCASUS TO BALKAN, THE BATTLE FOR OIL

1 : BACK TO THE BALKANS' WAR : "*MAINTAINING CONTROL OF TERRITORY CRITICAL TO A CASPIAN SEA PIPELINE*" – "*OIL WARS*"

(from The Hieronimus Report - July 2, 1999)
Excerpts : "Like so many other foreign tours of duty, ours **into Yugoslavia** is without limit. Why? Because, in my opinion, **maintaining control of territory critical to a Caspian Sea pipeline and stabilizing the Kosovo mines under NATO control is, after all, what NATO's takeover of Yugoslavia is all about**.
In Sept. of 1997, the New York Times made the issue clear, "***The most concentrated mass of untapped wealth known to exist anywhere is in the oil and gas fields beneath the Caspian Sea and lands around it. The strategic implications of this bonanza hypnotize Western security planners as completely as finances transfix oil executives.***"
One year later, **Ariel Sharon** of The Heritage Foundation stated that, the, "…***huge oil reserves, estimated at over 25 billion barrels under the Caspian Sea and in the Central Asian republics of Kazakhstan, Turkmenistan, and Uzbekistan are similar to those in Kuwait and larger than those in Alaska's Northern Slope and the North Sea combined.***" Carl Limbacher of NewsMax.com put it simplest: "***Almost all roads lead to Baku, Azerbaijan, the Caspian seaport believed to be sitting on trillions of dollars of untapped crude***."

Of the two routes in question, one is through Baku northwest to Chechnya and onto the Black Sea, and **the alternative Mediterranean route goes from Baku west through Turkey, bypassing Iran**. The latter offers NATO its allied strength, the Russian route less so. In addition, the latter route through Turkey has been the business deal of the DNC contributor Roger Tamaraz who got the backing of the Clinton Energy and State Departments. Yet the oil companies directly invested in the Azerbajani International Operating Company using the northwest route to Russia are opposed and include: Pennzoil, Unicoal, McDermott and Exxon/Amoco British Petroleum.
It will be interesting to see just whose pipeline gains NATO's military backing. Look for a humanitarian invasion of Azerbajan next now that the route through Kosovo has been established".

Our comment :
Another is the U.S. presidential election in the year 2000.
For example, it is clear that when George W. Bush, son of the former president and then governor of Texas, was nominated by the Republican Party and elected, then **the international energy consortia had has a new friend in the White House** and Azerbaijan has profit from the situation. Many of the advisors whom Bush has chosen for his campaign have in the past been either active advocates of close ties with Azerbaijan or have voted against maintaining Section 907 restrictions on U.S. assistance to the country.
Some analysis pretend "***suggesting that there might be linkage between the push into the Caspian and the establishment support for George W***".

2 : THE KEY ROLE OF KOSOVO : "*CAMP BONDSTEEL AND AMERICA'S PLANS TO CONTROL CASPIAN OIL*"

(By Paul Stuart - 29 April 2002 – WSWS on line)
Excerpts : "Camp Bondsteel, the biggest "from scratch" foreign US military base since the Vietnam War is (...) **in the Yugoslav province of Kosovo**. It is located **close to vital oil pipelines and energy corridors presently under construction, such as the US sponsored Trans-Balkan oil pipeline**. As a result defence contractors—in particular Halliburton Oil subsidiary Brown & Root Services—are making a fortune.
In June 1999, **in the immediate aftermath of the bombing of Yugoslavia**, US forces seized 1,000 acres of farmland in southeast Kosovo at Uresevic, near the Macedonian border, and began the construction of a camp.
Camp Bondsteel is known as the "***grand dame***" in **a network of US bases running both sides of the border between Kosovo and Macedonia**. In less than three years it has been transformed from an encampment of tents to a self sufficient, high tech base-camp housing nearly 7,000 troops—three quarters of all the US troops stationed in Kosovo.
There are 25 kilometres of roads and over 300 buildings at Camp Bondsteel, surrounded by 14 kilometres of earth and concrete barriers, 84 kilometres of concertina wire and 11 watch towers. It is so big that it has downtown, midtown and uptown districts, retail outlets, 24-hour sports halls, a chapel, library and the best-equipped hospital anywhere in Europe. At present there are 55 Black Hawk and Apache helicopters based at Bondsteel and although it has no aircraft landing strip the location was chosen for its capacity to expand. There are suggestions that it could replace the US airforce base at Aviano in Italy.
According to Colonel Robert L. McClure, writing in the engineers professional Bulletin, "***Engineer planning for operations in Kosovo began months before the first bomb was dropped. At the outset, planners wanted to use the lessons learned in Bosnia and convinced decision makers to reach base-camp 'end state' as quickly as possible."***
Initially US military engineers took control of 320 kilometres of roads and 75 bridges in the surrounding area for military use and laid out a base camp template involving soldiers living quarters, helicopter flight paths, ammunition holding areas and so on (...)
Staff at Camp Bondsteel rarely venture outside the compound and their activities are secretive. Whilst other KFOR patrols are small and mobile with soldiers wearing soft caps and instructed to integrate with the

local population, US military personnel leave Bondsteel in either helicopters or as part of infrequent but large heavily armed convoys.

In unnamed interviews US troops complain that hostility to their presence is growing as local inhabitants compare the investment in Camp Bondsteel with the continuing decline in their own living standards.
Those visiting Camp Bondsteel describe it as a journey through 100 years in time. The area surrounding the camp is extremely poor with an unemployment rate of 80 percent. Then Bondsteel appears on the horizon with its mass of communication satellites, antennae and menacing attack helicopters circling above (...)
The escalating US presence at Bondsteel was accompanied by **increased activity by the Kosovo Liberation Army (KLA). Since its appearance most Serbs, Roma and Albanians opposed to the KLA have been murdered or driven out.** Those remaining dare not leave their houses to buy food at the local stores and the need for military escorts stretch from children's swimming pools to tractors taken away for repair. According to observers the KLA continue to act with virtual impunity in the US sector despite the high tech military intelligence facilities at Bondsteel (...)

In 1992 Dick Cheney, as Secretary of Defence in the senior Bush administration, awarded the company a contract providing support for the US army's global operations. Cheney left politics and joined Halliburton as CEO between 1995 and 2000. He is now US vice president in the junior Bush administration. In 1992 Brown & Root built and maintained US army bases in Somalia earning $62 million. In 1994 Brown & Root built bases and support systems for 18,000 troops in Haiti doubling its earnings to $133 million. The company received a five-year support contract in 1999 worth $180 million per-year to build military facilities in Hungary, Croatia and Bosnia. It was Camp Bondsteel, however, that was dubbed *"the mother of all contracts"* by the Washington based Contract Services Association of America. There, *"We do everything that does not require us to carry a gun*," said Brown & Roots director David Capouya.
The aim of outsourcing military support and services to private contractors has been to free up more soldiers for combat duties. A US Department of Defence (DoD) review in 2001 insisted that the use of contractors would escalate: "Only those functions that must be done at DoD should be kept at DoD."
In sectors controlled by other Western powers, KFOR soldiers who are living in bombed out apartment blocks and old factories joke, *"What are the two things that can be seen from space? One is the Great Wall of China, the other is Camp Bondsteel*."
More seriously a senior British military officer told the Washington Post, "***It is an obvious sign that the Americans are making a major commitment to the Balkan region and plan to stay***." One analyst described the US as having taken advantage of favourable circumstances to create a base that would be **large enough to accommodate future military plans** (...)
President George W. Bush ... insisted that US troops were in Kosovo to stay, had gone in together and would "leave together" (...)
Since then Camp Bondsteel has continued to grow, as it spearheads **the first phase in a realignment of US military bases in Europe and eastward**. The Bondsteel template is now being applied in Afghanistan and the new bases in the former Soviet Republics.
According to leaked comments to the press, European politicians now believe that the **US used the bombing of Yugoslavia specifically in order to establish Camp Bondsteel**.

Before the start of the NATO bombing of Yugoslavia in 1999, the Washington Post insisted, "***With the Middle-East increasingly fragile, we will need bases and fly over rights in the Balkans to protect Caspian Sea oil.***"
The scale of US oil corporations investment in the exploitation of Caspian oil fields and the US government demand for the economy to be less dependent on imported oil, particularly from the Middle-East, demands a long term solution to the transportation of oil to European and US markets. The US Trade & Development Agency (TDA) has financed initial feasibility studies, with large grants, and more recently advanced technical studies for the New York based AMBO (Albania, Macedonia, Bulgaria Oil) Trans-Balkan pipeline.
Announcing a grant for an advanced technical study in 1999 for the AMBO oil pipeline through Bulgaria, Macedonia and Albania, TDA director J. Joseph Grandmaison declared, *"The competition is fierce to tap energy resources in the Caspian region....Over the last year [1999], TDA has been actively promoting the development of multiple pipelines to connect these vast resources with Western markets. This grant represents a significant step forward for this policy and for US business interests in the Caspian region."*
The $1.3 billion trans-Balkan AMBO pipeline is one of the most important of these multiple pipelines. It will pump oil from the tankers that bring it across the Black Sea to the Bulgarian oil terminus at Burgas, through Macedonia to the Albanian Adriatic port of Vlore. From there it will be pumped on to huge 300,000 ton tankers and sent on to Europe and the US, bypassing the Bosphorus Straits—the congested and only route out of the Black Sea where tankers are restricted to 150,000 tons.
The initial feasibility study for AMBO was conducted in 1995 by none other than Brown & Root, as was an updated feasibility study in 1999. In another twist, the former director of Oil & Gas Development for Europe and Africa for Brown & Root Energy Services, Ted Ferguson, was appointed as the new president of AMBO [1997] after the death of former president and founder of AMBO, Macedonian born Mr Vuko

Tashkovikj. According to a recent Reuters article, Ferguson declared that Exxon-Mobil and Chevron, two of the worlds largest oil corporations, are preparing to finance the AMBO project. The building of AMBO risks antagonising Turkey, the US's main ally in the region. According to the Reagan Information Interchange, "*While the United States is making an advantageous economic decision, it is overlooking its crucial strategic relationship with Turkey*."

The US is also antagonising its European allies and Russia with Camp Bondsteel and other smaller military bases run alongside the proposed AMBO pipeline route. It has been built near the mouth of the Presevo valley and energy Corridor 8, which the European Union has sponsored since 1994 and regards as a strategic route east-west for global trade.

In April 1999, British General Michael Jackson, the commander in Macedonia during the NATO bombing of Serbia, explained to the Italian paper Sole 24 Ore "*Today, the circumstances which we have created here have changed. Today, it is absolutely necessary to guarantee the stability of Macedonia and its entry into NATO. But we will certainly remain here a long time so that we can also guarantee the security of the energy corridors which traverse this country*."

The newspaper added, "***It is clear that Jackson is referring to the 8th corridor, the East-West axis which ought to be combined to the pipeline bringing energy resources from Central Asia to terminals in the Black Sea and in the Adriatic, connecting Europe with Central Asia. That explains why the great and medium sized powers, and first of all Russia, don't want to be excluded from the settling of scores that will take place over the next few months in the Balkans***."

3 : NATO OFFENSIVE FROM BALTIC SEA TO BLACK SEA : "*BULGARIA, ROMANIA AND THE CHANGING STRUCTURE OF THE BLACK SEA'S GEOPOLITICS*"

(from INPR report - 20 May 2005)

Excerpts : "The geopolitics of the Black Sea region has profoundly changed since the collapse of the Soviet Union. **Russia has suffered from several setbacks since 1991, and its influence over the former Warsaw Pact countries -- including Romania and Bulgaria -- has declined**. Although Russia maintains important -- and often underestimated -- economic ties with most of its ancient client states, American and European Union geopolitical penetration during the last 15 years into a great part of what has traditionally been Russia's sphere of influence has been tremendous (...) This appears to be particularly true for the Black Sea region, which was poorly controlled by the U.S.-led bloc during the bipolar age (1947-1991). Turkey, which overlooks the Black Sea's southern shores, was then the only pro-Western country. Romania, Bulgaria, Ukraine and Georgia were all tightly under Moscow's control. After Georgia's drastic pro-Washington reorientation in 2002 and Ukraine's new pro-Western course, Romania's and Bulgaria's admission into N.A.T.O. in 2004 and the E.U. (to be formalized in 2007) completed a dramatic change in regional power relations — with global consequences not to be underestimated (...)

From a genuinely geopolitical perspective, the Black Sea region is a relatively small and closed area, historically crossed-through by conflicting forces from the northeast (Russia, via-Ukraine and/or Georgia), south (Turkey), and west (Romania, Bulgaria and European powers such as France, Germany, Austria, Great Britain). A big "salted lake," it has been historically a place of confrontation among the Russian-Orthodox world, the Turkish-Muslim world and the West. Its control is important from both the strategic/military and the economic aspects.

Today's geopolitical structure in this region is marked by two main dynamics. The first one is **the substitution of former Russian and Soviet influence with American influence** -- which, in its turn, enters **in competition with French and German ambitions**. The second dynamic is **the emergence of an energy axis that connects Central Asian and Caspian gas and oil with the Balkans and the European Union**. As the Soviet bloc collapsed in 1989-91, Ukraine and Georgia remained initially under Moscow's influence, but the Russian capacity of maintaining its grip dramatically diminished at the end of the century, losing positions in both regional countries (...)

Just like in the case of Poland, Hungary and the Czech Republic, Bulgaria and Romania were first integrated into N.A.T.O. before joining the European Union. Sofia and Bucharest joined N.A.T.O. in the spring of 2004, after an intense period of negotiations, while their admission in the European Union has been postponed until 2007. The years 2002-03 marked a very important turn in the relations between the Atlantic Alliance's Western countries and the two ex-communist nation-states. American influence grew stronger, and during the crisis which preceded the U.S.-led intervention in Iraq, the Bulgarian and Romanian governments allowed the U.S.-led coalition to use some of their military bases (...) **The Black Sea's new geopolitics show a new competition among great powers**. With **Russia in retreat**, the United States, France and (more discretely) Germany are the new main external actors struggling for influence in the region. Economic interests and security enhancement are at stake **in an energy-rich, strategically crucial area connecting the Balkans with the Caucasus and East-Central Europe** with Turkey (...)

As in the case of Poland and the Baltic states, Bulgaria's and Romania's new geopolitical orientation follows a double track: European integration (political and economic institutionalism) and a pro-U.S., pro-NA.T.O. strategic stance. This policy, as mentioned

before, infuriated Chirac in February 2003, but it can be easily explained by historical and political reasons. Historically, the main security concern for all Eastern, Central-Eastern and South-Eastern European countries has been not to fall prey to German or Russian hegemony. An offshore great power (Great Britain or the U.S.) is therefore preferable to a continental one. Politically, the U.S. simply has momentum and capabilities far superior to French and German ones in the last 15 years, explaining its attractiveness to these smaller European states."

IX – THE WARS FOR EURASIA TO COME

The aggressive attitude taken by the US towards intervention in Eastern Europe, Balkans, Caucasus and Central Asia linked to the prospect of American inroads in the Caspian region will not be received with indifference around the world.

1 : A NEW CENTURY OF WAR TO COME

The potential for a conflict with Russia, it should now be clear, has actually increased over the past ten years. So too has **the likelihood of a major clash between the US and one or more of the European powers**. The European powers will not be content to forever accept a subordinate status to the US. Its position would be continually eroded as the US sought to press its advantage. Inevitably, conflicts will develop over how the spoils of Central Asia and Eastern Europe are to be divided between the US, Germany, France, Britain and Italy.

Recently, European editorialists and politicians have protested the growing US involvement in European security affairs and its push for NATO expansion. **What must they make of US plans, such as those outlined by Brzezinski, for a massive extension of US power into Europe and Asia?**

The tensions are already quite visible. Trans-Atlantic trade conflicts are growing. The European powers, moreover, have long been searching for a means to undermine the hegemonic role of the US in world trade, establishing a monetary union and creating the Euro to rival the dollar as a world reserve currency. Furthermore, the leading power in the European monetary union, Germany, has a substantial commercial stake in Eastern Europe and Russia. The prospect of US-Russian conflict and instability in Moscow puts its position in jeopardy.

Further US-Japan conflict will also follow. The island nation, a major oil importer, has its own interests in the Caspian region and no shortage of trade disputes with the United States. To the extent that the US sees a greater military role as a key to its success in Central Asia, demands will be put forward by ruling circles in Japan to end the post-War restrictions on the size and range of its military.

Open conflict between the US and China is inevitable. China, a historically oppressed country and not an imperialist power, is, however, well on its way to the restoration of capitalism and aspires to be a major regional economic power. Such a development, as the present anti-China hysteria in US newspapers reveals, is vehemently opposed by a substantial section of the American ruling elite. The expansion of US influence in Central Asia poses **a direct and immediate threat to China** because, among other factors, the expansion of the Chinese economy is directly dependent on access to petroleum. Its oil needs are expected to nearly double by 2010, which will force the country to import 40 percent of its requirements, up from 20 percent in 1995.

For this reason, China has already expressed interest in a pipeline that would transport Caspian oil eastwards and signed, in 1997, a $4.3 billion deal to secure a 60 percent stake in a Kazakh oil facility. The US will undoubtedly seek to undermine its activities in this region.

Around the world, governments fear that they could very well become the next target of military action, should they buck US demands. This apprehension is hardly confined to the lesser-developed countries on the US enemies' list. One can be sure that Paris and Berlin are greatly concerned about US intentions in Europe and that the Pentagon has plans for war with France and Germany which can be quickly pulled off the shelf.

These two countries are cited as examples to make another important point. Not every future US conflict is certain to be as one-sided as the present one. Washington will before long find itself at war with an adversary that is not all but defenseless.

The Central Asian region, strategically vital and rich in natural resources, will not be peacefully divided among the major world imperialist powers as it is reincorporated into the structure of world capitalism. As **Lenin** wrote in 1915, speaking about the division of the colonial countries by the imperial powers: "*The only conceivable basis under capitalism for the division of spheres of influence, interests, colonies, etc., is a calculation of the strength of those participating, their general economic, financial, military strength, etc. And the strength of the participants in the division does not change to an equal degree, for the even development of different undertakings, trusts, branches of industry, or countries is impossible under capitalism. Half a century ago Germany was a miserable insignificant country compared with the Britain of that time; Japan compared with Russia in the same way. Is it 'conceivable' that in ten or twenty years' time the relative strength of the imperialist powers will remain unchanged? It is out of the question*."

Updating Lenin's assessment by substituting the present leading powers for those of 1915 raises the question: **Will the US, Europe and Japan somehow manage to peacefully come to terms on such issues**

as the awarding of trillions of dollars of petroleum and construction contracts, the elaboration of trade agreements and the establishment of military pacts? No affirmative answer is possible.

The major powers will also seek to take advantage of local conflicts. The growth of local antagonisms will be heightened, not attenuated, as Central Asia is integrated into the global system of production and trade. As Western financing for major oil projects increases, the stakes in regional ethnic conflicts will escalate. When command of territory carries with it billions in oil export revenue, fighting will only become more fierce.
Already, the conflict in the Abkhazian region of Georgia has halted pipeline construction more than once. What is more, **the penetration by Western capital has been accompanied by IMF-directed austerity measures**. These changes have further pauperized the vast majority of the Central Asian people while enriching a few. Like Russia, the Caspian and Caucasus republics have seen the creation of an extremely wealthy, but narrow layer of "New Kazakhs," "New Azeris," etc., even as overall output and wealth have fallen since 1991.
These developments portend a new division of the world, which will be decided by the principal imperialist powers and backed by their armies. The coming military conflicts will take place in a region of the world even more explosive than the Balkans. All the major protagonists possess nuclear weapons, raising the prospect of yet a third major imperialist conflict within the space of a century, with potential devastation and loss of human life on a far greater scale than the first two combined.
Fsix years after, we see directly the implications of the bombing of Yugoslavia in 1999. This is the significance of the military action against Yugoslavia and the growth of militarism generally. **Kosovo was a testing ground for wars that will follow in the former Soviet region**.

2 : THE PARTY OF EURASIA

For certain analysts, of which we are, **the Caucasian and Ukrainian crisis showed the limits, even the illusion, of bringing together Russia and the USA** noted these last years. A bringing together wanted by the Kremlin but which goes directly against the expansionist aimings of NATO to Eastern Europe, in Balkans and the Caucasus. The Ukrainian crisis proposed contradiction between imperialist reality and the desires of peace of the Kremlin *"Any disagreement as regards foreign policy from now on is considered by Moscow an episode in the total opposition to the West. Not like a divergence having a concrete objective, but like a true duel: them or us* ", noted the daily newspaper on line GAZETA.RU.
This new policy which is essential on the Kremlin, and **that some analysts describe as "*new National-Bolchevism*", mixing Russian imperial nationalism with resurgences of the Soviet policy**, clarifies ***our thesis on the mission of Russia in the movement of liberation and unification of Europe***.

The idea of the **unification of the Eurasist forces**, beyond the differences in territory, language and religion, is not a new one. But, facing the collapse of the Soviet Union and the negative effects of division and disagreement due to the dissolvers of the « US global policy », it appears to be **a means of resistance and action** against America's New World Order and its supporters, who want to impose their law everywhere and who endanger peoples and nations.
Since forty years, we want to widen this discussion by giving it a geographic dimension that is larger and more decisive. Our main point is that ***the area of our action goes from Vladivostok to Reykjavik***. **This is why we actively support all the Eurasian forces**, that would gather the forces of the East and of the West driven by a common national-patriotic spirit, and participating in the common fight for the cause of our brother peoples.
We speak of a common fight because everywhere, from the banks of the Atlantic to the confines of the Oussouri, the enemy is the same : Yankee new colonialism, its « New World Order » and its military force : NATO. Hollywood, MacDonald's, Coca-Cola, all of the American scum is bringing us down to a stupid world.

Our fight is also a direct support of the pan-Russian idea. In Western Europe, all governments, all politicians are submitted to Washington. The time is far away when the great General De Gaulle lived. France has joined NATO. **Only Russia, even though it has been divided since 1991, even though it has weakened, still has the demographic, geographic and human resources to give Europe an alternative to the « New World Order ». For Russia, just as before when it was called the Soviet Union, is the last free and independent country in Europe**. We believe in the ***Russian mission in Europe in the twenty-first century***.
But, even though we stand on this thesis for logical reasons, which are these of all European patriots, **we are also Eurasists for ideological reasons**. Because the Russian mission in Europe is not only political ; it is social, as Nicholas Berdiaev stated : « *The mission of the Russian people is to carry out social justice within the human society, not only in Russia, but throughout the world* », he wrote.
But men do not live out of ideas, they also need a dream. And the heart has to answer the brain. We are also Eurasists because we share the old dream, always revisited since the fall of Constantinople, **the second Rome**. For **the Europe we fight for, the great and free Europe, from Vladivostok to Reykjavik, will indeed be the fourth Rome !**
Facing new-Carthage like America, the European Empire can only be a new Rome.
With Moscow as a capital. Why not !

Lisez chaque semaine PCN-INFO HEBDO,
la Newsletter hebdomadaire du PCN -
Read PCN-INFO WEEKLY,
the PCN-NCP's weekly Newsleter -
Téléchargement gratuit / Free download :

WWW.PCN-NCP.COM/NPI

#533

23 Avril 2005
April 23' 2005

Lettre d'information du Secrétariat général européen du PCN
Newsletter of The European General Secretary of PCN-NCP
Carta de información de la Secretaría general europea del PCN

Editeur - Webmaster: Luc MICHEL

Contact : info@pcn-ncp.com
WWW.PCN-NCP.COM

Dans ce numéro - Articles en Français :

L'éditorial de Luc MICHEL et Jacques COMPAGNON : 30e ANNIVERSAIRE DE LA FIN DE LA GUERRE DE LIBERATION ET D'UNIFICATION DE LA NATION VIETNAMIENNE... DEMAIN L'EUROPE ?

LES AMERICAINS REVIENNENT TOUJOURS SUR LES LIEUX DE LEURS CRIMES : L'IMPERIALISME YANKEE PREPARE UN NOUVEAU DEVETNAM !

INVASION CULTURELLE : LES SOAPS, BIEN PIRES...

REVUE DE PRESSE : « LES RUSES DE LA RAISON » ; « EUROPE : LA SITUATION POLITIQUE S'ENVENIME »

In this issue - Articles in English :

VIETNAM : NEW THREATS OF YANKEE WAR !

PRESS REVIEW : « EUROPE : INSIGHTS ON A SITUATION IN DETERIORATION »

En esta edición artículos en Español :

PRESS REVIEW : « LAS RAZONES DEL MIEDO »

PCN info HEBDO

La Newsletter hebdomadaire du PCN
PCN-NCP's Weekly Newsletter
La Carta de información semanal del PCN

1975-2005 : 30e ANNIVERSAIRE DE LA FIN DE LA GUERRE DE LIBERATION ET D'UNIFICATION DE LA NATION VIETNAMIENNE ... DEMAIN L'EUROPE ?

Le 30 avril 1975, les chars de l'Armée nationale populaire du Vietnam appuyés par les forces de guérillas vietcong s'emparaient du palais présidentiel de Saigon. Le pouvoir fantoche des Kollabos sud-vietnamiens des USA s'effondrait, l'ambassadeur yankee quittait la ville dans la honte, la bannière étoilée roulée comme une serpillière sous son bras.
Le long combat pour la libération nationale et sociale du Vietnam, commencé à l'aube des Années 20, était enfin terminé. *L'alliance du Parti communiste et du mouvement nationaliste vietnamien avait vaincu, un petit peuple courageux de paysans-soldats avait chassé la première puissance impérialiste du monde. Une humiliation que les impérialistes yankees n'oublieront jamais.*
Le National-communisme vietnamien a donné là aux peuples du monde, et singulièrement à la Révolution européenne, une leçon de courage et d'espoir : OUI L'AMERIQUE PEUT ETRE VAINCUE !

Trente ans après la victoire des forces progressistes communistes menées par Ho Chi Minh contre l'impérialisme américain, le peuple vietnamien souffre encore des séquelles innombrables des armes chimiques odieuses utilisées par les bandes impérialistes prêtes à tout, à l'époque, comme aujourd'hui dans d'autres régions du monde, pour détruire les nations qui résistent à leur domination.
Ici pas de revendication, pas de réparations. Ce que l'on accorde si aisément ailleurs est encore contesté par les agresseurs trois décennies plus tard, jusque devant les tribunaux des USA. Où les Américains, industrie chimique en tête, refusent d'indemniser les victimes vietnamiennes du fameux agent orange.
Et aujourd'hui, les USA menacent à nouveau le Vietnam avec leur « Vietnam Human Rights Act », dont les sanctions économiques sont un instrument de guerre destiné à détruire un système politique opposé aux USA. Des décennies de négationnisme américain, de propagande occidentale (...)

DA „GIOVANE EUROPA“ AL P.C.E. : LA NASCITA DELLA NOSTRA ORGANIZZAZIONE TRANS-NAZIONALE

Ahmed Choukeiri, primo presidente dell'Organizzazione per la Liberazione della Palestina – OLP (1967) : ***"... diamo la nostra benedizione al vostro movimento La Nation Européenne. E un movimento progressista. Auspichiamo di tutto cuore che riesca a diffondersi in tutta Europa"***

Juan Peron (1969) : ***"Leggo regolarmente La Nation Européenne e condivido interamente le sue idee. Non solo in ciò che concerne l'Europa, ma il mondo"***

Cherif Belkacem, segretariato esecutivo del FLN-Algeri (1967): ***"Conosciamo le prese di posizione del vostro movimento, segnatamente in ciò che concerne la crisi del Medio Oriente... noi lo consideriamo come un alleato"***

Non entra nel merito di questo studio fare la storia di JEUNE-EUROPE, la nascita della nostra organizzazione europea transnazionale animata, dal 1960 al 1969, da Jean Thiriart e che fu presente in undici paesi europei. Tra cui il Belgio e l'Italia dove ebbe un certo peso politico. Per la mera storia di questa organizzazione, il lettore potrà fare riferimento alla tesi pubblicata nel 1978 dall'Università di Parigi ed intitolata JEAN THIRIART ET LE NATIONAL-COMMUNAUTARISME EUROPEEN (1).

Qui ci occuperemo dei rapporti che sono esistiti tra JEUNE-EUROPE e l'estrema sinistra maoista, rapporti che segnatamente hanno portato alla presenza di vecchi quadri dell'organizzazione nei ranghi delle BRIGATE ROSSE, ed al livello più alto. Nel momento in cui, in seguito alla ripresa della guerriglia antiamericana in Europa, la stampa parla spesso, sovente a torto, di "*convergenza degli estremi*", ci sembra importante dare un'altra visione del fenomeno ed altri orientamenti e spiegazioni.
Il nostro lavoro si situa su due piani ben differenti. Da una parte risponde alle necessità di uno studio storico rigoroso ed oggettivo. Dove viene dato importanza alle fonti. Dall'altra si tratta di un lavoro "impegnato", scritto da un militante rivoluzionario europeo. Noi non crediamo all'atto gratuito in un mondo dove tutto è politico. E la ragione delle conclusioni politiche date a questo lavoro. A diverse riprese facciamo per la prima volta delle rivelazioni il cui carattere sensazionale non sfuggirà al lettore più attento. Ogni volta queste saranno supportate da documenti.

« JEUNE-EUROPE », UN'ORGANIZZAZIONE RIVOLUZIONARIA TRANSNAZIONALE

La grande stampa di regime si caratterizza con il più piatto conformismo. Una delle manifestazioni più stupide di ciò è la marcata volontà di dare ad ogni corrente politica un'etichetta che la situi in uno scacchiere convenzionale che va dall'estrema destra all'estrema sinistra. E quando un movimento rivoluzionario si situa fuori dal sistema, niente vale più. Vengono allora le pseudo-spiegazioni sulla "*convergenza degli estremi*" ed altre fantasticherie provenienti dalla non-politica, dal sogno o semplicemente dalla disonestà. JEUNE-EUROPE non è sfuggita a questo fenomeno e si vede catalogata da trent'anni come di "*estrema destra*", anzi "*neofascista*" a dispetto della realtà e dell'obiettività.

Ma se si studia questa organizzazione europea attraverso la sua reale storia, le sue pubblicazioni e i numerosi documenti, la realtà è un'altra: ci troviamo davanti ad un **movimento rivoluzionario originale e inclassificabile**, che si situa risolutamente fuori dai conformismi di destra e di sinistra. "***Organizzazione per la formazione di un quadro politico***" (2), **partito rivoluzionario d'avanguardia**, JEUNE-EUROPE **ricorda, per i suoi metodi e il suo progetto politico, il partito Bolscevico del 1919**: "*Una rivoluzione esige la congiunzione di diversi fattori: possedere un'ideologia globale (e non solamente un piccolo programma elettorale); essere un gruppo determinato, organizzato, omogeneo, disciplinato, cioè essere un partito di lotta; infine trovare un momento di crisi... L'ideologia l'abbiamo, il gruppo strutturato lo stiamo preparando, il momento di crisi lo aspettiamo al varco*" (3).
Vecchio militante stalinista nell'anteguerra (4), **Thiriart ha strutturato il suo movimento seguendo i principi dell'ortodossia organizzativa leninista** e la gerarchizzazione di questa viene direttamente dal "centralismo democratico". A diverse riprese Thiriart ha riconosciuto l'influenza esercitata su di lui in questo campo da Lenin (5).

Rivoluzionario coerente, **Thiriart non escluse alcuna via per fare la rivoluzione europea**. E influenzato dagli esempi concreti dei rivoluzionari extra-europei o del Terzo Mondo, vide nella lotta armata una possibilità non trascurabile. Segnatamente scrisse: "*Un rivoluzionario europeo deve dunque da ora considerare come un'ipotesi di lavoro un'eventuale lotta armata insurrezionale contro l'occupante americano... Colui a cui questa ipotesi fa paura non è un rivoluzionario. Non è nemmeno un nazionalista europeo. Quando si vuole il fine si vogliono i mezzi. Quando si vuole l'Europa si vogliono tutti i mezzi per farla. Bisogna fin da ora inserire nella lista delle possibilità un'azione di stile Vietnam in Europa...*" (6).
La formazione fisica e paramilitare gioca dunque un ruolo considerevole nei corsi delle Scuole quadri dell'organizzazione dove si preparano i militanti alla creazione dei futuri partigiani e guerriglieri antiamericani. Le direttive di JEUNE EUROPE in questo campo sono peraltro molto precise: *"Nell'ipotesi di un conflitto, noi saremo impegnati in azioni paramilitari e militari...*" (7).

JEUNE-EUROPE non è peraltro alla sua prima esperienza d'azione diretta clandestina. Dal 1960 al 1962, l'organizzazione offre l'appoggio delle sue reti belghe, francesi, spagnole, italiane e tedesche, all'OAS francese di cui costituisce le principali strutture della "Mission III", incaricata dell'azione sul territorio metropolitano. Come riconosceranno tutti gli osservatori, JEUNE-EUROPE si mostrerà molto efficace (8).
Diversi suoi militanti, tra cui lo stesso Jean Thiriart, in questa occasione conosceranno la prigione. Si trattava allora di un'alleanza tattica destinata a procurare, in caso di vittoria dell'OAS, **un polmone esterno, un "*trampolino francese*" all'organizzazione in vista di un'azione rivoluzionaria in Europa**. Ideologicamente, un fossato separava le posizioni atlantiste e pro-americane dei colonnelli d'Algeri e le opzioni rivoluzionarie anti-americane di Thiriart.

GLI STATI UNITI SONO DESIGNATI COME IL NEMICO PRINCIPALE

Sul piano ideologico, **gli Stati Uniti sono designati come il nemico principale**. Dal 1960, Thiriart afferma chiaramente il suo anti-americanismo che non farà che crescere nel corso degli anni. Lo slogan "US go home" farà la sua apparizione sulle colonne di NATION EUROPE, settimanale in lingua francese dell'organizzazione, dal 1962 (9).
Il progressivo e prevedibile slittamento, dal 1961, di Thiriart verso il "**nazional-comunismo**", di cui parleremo più avanti, non vi è evidentemente estraneo (10).

A JEUNE-EUROPE non ci si faceva alcuna illusione sulle capacità dell'occupante americano. Così, Thiriart cercherà instancabilmente degli alleati tattici nella sua lotta di liberazione nazional-europea. Ed è in questo campo più che in ogni altro che risalta il carattere indiscutibilmente rivoluzionario dell'organizzazione.

IL SOSTEGNO DI « JEUNE EUROPE » ALLE LOTTE ANTI-IMPERIALISTE

Dal 1962, JEUNE-EUROPE, in seguito al fallimento dell'OAS, sa di non poter più contare su un appoggio in Europa. Dovette allora cercarsi degli alleati nel Terzo Mondo, dove si moltiplicavano le lotte anti-imperialiste. **Thiriart proclama sinceramente la necessità di una "*lotta quadricontinentale*" contro l'imperialismo americano**.
Intende con ciò rispondere alla creazione a L'Avana, nel gennaio 1966, di un'organizzazione permanente, ***Organizzazione Tricontinentale di Solidarietà dei Popoli***, destinata ad unificare e a coordinare i movimenti anti-imperialisti.
Vi ritorneremo. Le sue posizioni trovarono, incontestabilmente, una larga e favorevole eco.

I giornali in lingua francese, LA NATION EUROPEENNE, ed italiana, LA NAZIONE EUROPEA, dell' organizzazione sosterranno senza riserve la lotta del popolo vietnamita per la sua unità di fronte all' aggressione americana in Indocina. Qualche titolo significativo: "*Vietnam: les tortionnaires*", "*L'enfer du Vietnam*" (11), "*Da-Nàng: un Dien-Bien-Phu U.S.?*" (12). Tran Hoai Nam, capo della missione del FNL (Vietcong) ad Algeri, firmerà un lungo articolo su LA NATION EUROPEENNE intitolato *"La paix americaine: la paix des cimetieres*" (13).
Fin dal suo inizio, JEUNE-EUROPE porterà il suo sostegno incondizionato alla lotta d'indipendenza della Nazione latino-americana. In risposta, **il generale**

argentino Juan Peron, leader storico dell'anti-americanismo in America Latina, durante il suo esilio a Madrid, darà in due riprese il suo appoggio all'organizzazione (14). Segnatamente, Peron dichiare-rà: "*Leggo regolarmente La Nation Européenne e condivido interamente le sue idee. Non solo in ciò che concerne l'Europa, ma il mondo*" (15).

E in questo quadro che si situa il sostegno dato da JEUNE-EUROPE alla rivoluzione cubana. La copertina di LA NATION EUROPEENNE del novembre 1967 (nr. 22) titola: *"Castro, la Rivoluzione continua!"* e lo stesso numero contiene un lungo articolo intitolato "*Guerriglia*", dove si dà un appoggio incondizionato alle guerriglie latino-americane e a Cuba. **Un vibrante omaggio è reso alla figura di Che Guevara**. Da parte sua, l'agenzia di stampa ufficiale cubana PRENSA LATINA, ha pubblicato l'articolo *"L'exemple de Cuba*" apparso su LA NATION EUROPEENNE (nr. 22, novembre 1967).

Più inatteso ancora, da parte di persone qualificate come *"fasciste*" (sic), è l'intervento del leader nero americano, **Stockeley Carmichael, capo delle Black Panthers**, realizzato ad Algeri e pubblicato nel nr. 21 di LA NATION EUROPEENNE (ottobre 1967), con il titolo "We want black power!".

Ma è incontestabilmente **nella lotta contro il sionismo e l'appoggio dato alle lotte del popolo palestinese e della Nazione araba** che JEUNE-EUROPE darà tutta la misura del suo impegno rivoluzionario ed anti-imperialista. Ricordiamo per altro il sostegno ufficiale ricevuto nel mondo arabo, per non limitarci all'appoggio dato alla causa antisionista.
Personalità arabe come Nather El-Omari, ambasciatore irakeno a Parigi (16), o Selim El-Yafi, ministro plenipotenziario, incaricato d'affari a Bruxelles della Repubblica siriana (17), pubblicheranno degli articoli su LA NATION EUROPEENNE. Così come il segretario esecutivo del Fronte di Liberaziane Nazionale di Algeri (18). Cherif Belkacem, coordinatore del segretariato esecutivo del FLN, il comandante Si Larbi, capo delle relazioni esterne dello stesso, e Djam-Il Bendimred, responsabile del dipartimento "orientamento e informazione" del FLN e direttore del periodico REVOLUTION AFRICAINE, organo centrale del FLN, accorderanno interviste esclusive a LA NATION EUROPEENNE (nr. 21, ottobre 1967).

JEUNE-EUROPE figurerà **tra i primi sostenitori della Resistenza palestinese** ancora in embrione, in un' epoca in cui il sostegno alla causa palestinese non era ancora di moda. Le copertine di LA NATION EUROPEENNE sono anche qui esplicative: "*Palestina: una guerra non terminata*" (19), *"Gli ignobili metodi gestapisti d'Israele*" (20), "*Palestina, guerra di liberazione*" (21). LA NATION EUROPEENNE pubblicherà un' intervista esclusiva con Ahmed Choukeiri, primo presidente dell'Organizzazione per la Liberazione della Palestina (OLP) dove segnatamente dichiarava: *"... diamo la nostra benedizione al vostro movimento La Nation Européenne. E un movimento progressista. Auspichiamo di tutto cuore che riesca a diffondersi in tutta Europa*" (22).
E se **il progetto di lotta militare comune tra l'OLP e JEUNE EUROPE** non potrà vedere la luce, dei militanti dell'organizzazione combatteranno individualmente nella Palestina occupata, come **Roger Coudroy**, **il primo europeo caduto con le armi in mano nei ranghi di Fatah**. Coloro che si sorprenderanno per questo appoggio ai movimenti rivoluzionari non hanno compreso il senso dato chiaramente da Thiriart alla lotta d liberazione nazional-europea.

LO SLITTAMENTO DI THIRIART VERSO IL "NAZIONAL-COMUNISMO"

Se nei primi anni del nostro Organizzazione, Thiriart deve contare su un'ala destrorsa (essenzialmente franco-belga), nondimeno dal 1960 afferma delle posizioni che sono in linea diretta con quelle che difende in 1981-92: "*Creazione d'una Grande Europa da Dublino a Vladivostok*", "*Nazional-comunismo*" e cooperazione tra l'URSS e l'Europa occidentale (23). Nel 1962, Thiriart scriveva: "*Secondo me vi è più probabilità di vedere formarsi in 25 anni i seguenti blocchi: le due Americhe (tornerò altrove sull'augurio di vedere l'America Latina salvata dagli yankee), il blocco asiatico Cina - India e il blocco Europa-Africa-URSS. Cosa che ci permette di parlare non più di "da Brest a Bucarest" ma da Brest a Vladivostok. La geopolitica disegna già questo avvenire...*" (24).

Dopo l'eliminazione definitiva dell'ala destrorsa dell'organizzazione (25), Thiriart orienta JEUNE-EUROPE in una direzione in cui dominano due orientamenti: da una parte **un radicale anti-americanismo**, dall'altro un progressivo spostamento verso **posizioni "nazional-comuniste"**.
Thiriart teorizza il ***Comunitarismo europeo*** come un *superamento del comunismo* e non come un suo avversario. Nel 1965, definiva il ***Comunitarismo*** come "*un socialismo nazional-europeo*" e precisava che "*in mezzo secolo il comunismo giungerà, malgrado o di buon grado, al comunitarismo*" (26).
Qui la storia gli darà ragione poiché i correttivi economici introdotti in Ungheria o in Romania comunista degli ultimi anni piegano l'economia comunista nel senso del ***Comunitarismo europeo***.
Bisogna anche notare le forti analogie tra il ***Comunitarismo europeo*** definito da Thiriart e la NEP (27) introdotta da Lenin in URSS, dopo il periodo detto "del comunismo di guerra". Nel 1984, Thiriart preciserà chiaramente che il comunitarismo è un "*comunismo europeo de-marxistizzato*" (28).

Questa evoluzione ideologica nei fatti si tradurrà in due modi ben distinti. Da una parte una visione sempre più pro-sovietica (29) **che porterà nel 1983 alla creazione da parte di Thiriart, José Cuadrado Costa e Luc**

Michel, della *SCUOLA DOTTRINALE "EURO-SOVIETICA"*.

Dall'altra, un avvicinamento dell'organizzazione ai regimi dell'Europa dell'Est che evolvono nel senso del "nazional-comunismo": essenzialmente la **Yugoslavia di Tito** e la **Romania di Nicolae Ceaucescu**. In un articolo intitolato "*Scacchiere mondiale e nazional-comunismo*" (30), Thiriart afferma che "*il concetto rivoluzionario sarà negli anni a venire la creazione di un'Europa socialista di stile rivoluzionario, la nostra Europa comunitarista e in questa costruzione i quadri e i militanti comunisti dell'Europa dell'Est hanno da giocare un ruolo immenso*".
Nell'estate del 1966, Thiriart viaggia in Romania (31) e Yugoslavia, moltiplicando i contatti ufficiali. La pubblicazione da parte di LA NATION EUROPÉENNE di diversi articoli forniti dall'Agenzia di stampa governativa romena Ager (32) o dai giornalisti yugoslavi Dragutin Solajic (33) e B. Rumesic (34), testimoniano questi contatti.
All'inizio dell'agosto 1966, **la rivista diplomatica ufficiale del governo yugoslavo MEDUNARODNA POLITIKA pubblica in lingua serbo-croata un lungo articolo di Thiriart dal titolo *"Europa od Bresta do Bukuresta"*** (35).

E' il segno visibile dell'interesse incontrato al più alto livello dalle tesi europeiste di JEUNE-EUROPE. Nello stesso periodo, diversi dirigenti europei di JEUNE EUROPE andranno nell'Europa dell'Est. Così Jean-Claude Pabst, dei quadri europei dell'organizzazione, andrà in Germania Orientale. Al suo ritorno pubblica su LA NATION EUROPEENNE un articolo elogiativo intitolato "*Senza Piano Marshall, il vero miracolo tedesco*". E Claudio Mutti, dirigente della rete italiana, che il "nazi-maoismo" renderà celebre, viaggerà in Bulgaria, Romania e Yugoslavia (37). Racconterà la sua visita nel primo di questi paesi in un reportage intitolato *"Autostop in Bulgaria*" (38). Ma il risultato più spettacolare di questi contatti al più alto livello, sarà l'incontro tra Jean Thiriart e Chou En-lai, organizzato dai servizi di Ceaucescu in occasione di una visita del primo ministro cinese a Bucarest, nell'estate 1966.

L'INCONTRO THIRIART - ZHOU ENLAI A BUCAREST

L'incontro tra Chou En-lai e Jean Thiriart **dell'estate 1966 a Bucarest**, è poco conosciuto. Thiriart stesso è stato fino ad oggi poco loquace su questo argomento. Da noi interrogato (39), ha voluto, con qualche reticenza, alzare un angolo di velo su questo colloquio. Gli cediamo la parola:
"*Nella sua fase iniziale, il mio incontro con Chou En-lai non fu che uno scambio di aneddoti e ricordi. Chou En-lai si interessò ai miei studi sulla scrittura cinese (40) ed io al suo soggiorno in Francia che per lui rappresentava un gradevole ricordo giovanile. La conversazione si orientò poi sul tema degli eserciti popolari - tema caro tanto a lui quanto a me. Le cose si guastarono quando progressivamente si arrivò al concreto. Dovetti subire allora un vero e proprio corso di catechismo marxista-leninista. Chou stese poi l'inventario dei gravi errori psicologici commessi dall'Unione Sovietica. E la lezione si spostò sulle nozioni di "alleanza gerarchica" e "alleanza ugualitaria". Per distendere l'ambiente, affrontai il tema dei disordini che avevo organizzato a Vienna nel 1961, durante l'incontro Krusciov-Kennedy (41). Ma il tentativo di fargli accettare il concetto della lotta globale quadricontinentale di tutte le forze anti-americane nel mondo, quali che siano i loro orientamenti ideologici, fallì. Attirai a tal scopo la sua attenzione sul fatto che era anche l'opinione del generale Peron, un amico di lunga data. Si inalberò' un po' quando gli feci notare che in Argentina Peron - sul piano psicologico - era una forza incommensurabilmente più forte che il comunismo*".
"*Io sono un uomo pragmatico. Gli domandai dunque dei mezzi - del denaro per sviluppare la nostra stampa ed un santuario per la nostra organizzazione - per la preparazione e la strutturazione di un apparato politico-militare rivoluzionario europeo. Mi rinviò ai suoi servizi. Il solo risultato fu, alla fine dell'incontro, un eccellente pranzo, consumato in un clima molto disteso. Ricomparvero allora gli ufficiali rumeni, che non avevano assistito agli incontri politici. In seguito, non riuscii ad ottenere nulla dai servizi cinesi, la cui incomprensione dell'Europa era totale sia sul piano psicologico che su quello politico*".

Da notare che Patrice Chairoff, i cui contatti con diversi servizi segreti (tra cui quello israeliano) sono stati svelati in diverse occasioni e il cui libro carico d'odio, Dossier Neo-nazisme, ha beneficiato di diverse indiscrezioni, conferma questo aspetto delle cose: "*Il PCE **(Parti Communautaire Européen, formato nell'ottobre 1965 da Jeune-Europe)** ed i suoi devoti militanti, offrivano una logistica apprezzata dai servizi speciali cinesi rappresentati a Bruxelles da Wang-Yu-Chang e che s'interessavano molto agli organismi della NATO e del SHAPE basati in territorio belga, ma la personalità molto particolare di Thiriart fece cessare bruscamente questa collaborazione. Malgrado un incontro del capo del PCE con Chou En-lai in Romania nella primavera del 1966, qualche mese più tardi si ebbe la rottura...*" (42). Affronteremo più avanti il reale seguito di questo incontro.

LA COLLABORAZIONE TRA « JEUNE EUROPE » E I MAOISTI

Gli sviluppi dell'incontro tra Thiriart e Zou Enlai a Bucarest saranno spettacolari. I cinesi impietriti nel dogmatismo del loro catechismo marxista-leninista, cercavano dei vassalli ideologici e non degli alleati tattici. Come fece notare allora un Thiriart disincantato:
"*I dirigenti di Pechino si trovano attualmente in un notevole isolamento. Si sono maldestramente giocati la*

Yugoslavia ingiuriando grossolanamente e ingiustamente Tito, si sono isolati dal mondo a causa dei loro eccessi. Questi eccessi che sono sì utili alla preparazione psicologica alla lotta all'interno dello Cina, non sono esportabili. In Europa l'esercito anti-americano sarà il nazional-comunitarismo. Bisogna che a Pechino si realizzi che il nazionalismo grand-europeo sarà la sola leva di un'azione anti-americana di portata storica. Gli eccessi, il puritanesimo marxista, sono e saranno senza presa sulle masse europee... Mao non se ne è ancora reso conto, ed è qui che risiede il suo attuale errore politico-strategico" (43).
D'altra parte, per i Cinesi, l'Europa è un terreno d'azione secondario dove gli interessa solo un' agitazione che serva alla loro propaganda e diretta contro le super-potenze. A questo proposito, è rivelatore un articolo di Lin-Piao, allora grande rivale di Mao, pubblicato su PEKIN-INFORMATION (7 agosto 1967): "*Se si prende il mondo nel suo insieme, l'America del Nord e l'Europa occidentale possono essere considerate le sue città e l'Asia, l'Africa e l'America Latina, ne sarebbero le campagne. Il movimento rivoluzionario del proletariato dei paesi capitalisti dell'America del Nord e dell'Europa occidentale, ha provvisoriamente, per ragioni diverse, segnato il passo; il movimento rivoluzionario dei popoli d'Asia, d'Africa e d'America Latina si è sviluppato vigorosamente. E, in un certo senso, la rivoluzione mondiale conosce oggi una situazione che vede le città circondate dalle campagne. Alla fin fine, è dalla lotta rivoluzionaria dei popoli dell'Asia, dell'Africa e dell'America Latina, dove vive la schiacciante maggioranza della popolazione mondiale, che dipende la causa rivoluzionaria mondiale*".

Di fronte ad una Cina fissata sulla tricontinentale, la **lotta quadricontinentale proposta da Thiriart** conta poco. I profitti diretti di questo incontro sono dunque quasi completamente nulli.
Ma, per contro, su un altro piano, psicologico, saranno importanti. JEUNE-EUROPE riesce ad uscire dal suo isolamento, dal ghetto politico dove la confinava l'infamante accusa di "*fascismo*" diffusa dalle polizie di regime e dai servizi d'azione psicologica americani. Zou Enlai offriva una cauzione "progressista" all' organizzazione che vedrà così aprirsi numerose porte, segnatamente all'estrema sinistra. E' a partire da qui che LA NATION EUROPEENNE diventa un'importante tribuna anti-americana dove si esprimeranno numerose forze rivoluzionarie. Per le organizzazioni maoiste, JEUNE-EUROPE cessa d'apparire come un avversario, più o meno fascisteggiante, per divenire un possibile alleato. Così, il leader del Parti Communiste Suisse di tendenza filo-cinese, Gérard Buillard, non esiterà a concedere un'intervista a LA NATION EUROPEENNE (44).

Ma è in Italia che si produrranno le conseguenze più importanti. In questo paese dove nessun "cadavere" separa le due parti (non è il caso, e lo vedremo, del Belgio) si attuerà uno spettacolare avvicinamento, il più sovente "alla base", tra JEUNE-EUROPE ed i gruppi maoisti. Il passaggio di diversi quadri e militanti di GIOVANE-EUROPA nei ranghi maoisti in occasione delle lotte studentesche del 1967-68, aveva peraltro preparato il terreno. Maoisti e nazional-europei condurranno di concerto numerose azioni comuni su dei temi anti-imperialisti. Lo testimonia, per esempio, **un volantino intitolato "*Il Fronte del Terzo Mondo passa per il fiume Ussuri*" e firmato congiuntamente dalla Federazione provinciale d'Imperia di GIOVANE-EUROPA e dal Comitato d'Imperia del Partito Comunista d'Italia (marxista-leninista)!**
La convergenza dei temi tra le due parti vi appare chiaramente: ostilità all'imperialismo e alle due superpotenze, lotta di concerto con la Cina ed il Terzo Mondo, rifiuto dell'occupazione americana in Europa, antisionismo e anti-israelismo, socialismo. Se si eccettua il "romanticismo" cinese e terzo mondista, assistiamo qui all'adozione da parte dei maoisti dei temi fondamentali di JEUNE-EUROPE.

Questo documento (45) illumina di nuova luce l'ulteriore evoluzione di numerosi quadri di GIOVANE-EUROPA che, dopo la scomparsa dell'organizzazione, "passeranno" all'estrema sinistra maoista. Infatti, non dovevano veramente sentirsi spaesati! Bisogna anche parlare dell'importante posto tenuto nella lotta studentesca dal «Movimento Studentesco Europeo ». Quest' organizzazione studentesca universitaria fu creata su iniziativa di GIOVANE-EUROPA in vista d'orientare i gruppi autonomi studenteschi in un senso favorevole all'organizzazione.

DAL CONCETTO DI "BRIGATE EUROPEE" ALLA PRASSI DELLE BRIGATE ROSSE

Abbiamo visto che la lotta armata nel quadro di un'insurrezione anti-americana in Europa è un'ipotesi seriamente prevista da Thiriart. Quindi cercò i mezzi per dotare JEUNE-EUROPE di un apparato politico-militare e per trovare un terreno dove addestrarlo e formarlo. E' in quest'ottica che interviene il progetto di creazione delle BRIGATE EUROPEE, partendo dall'organizzazione e inquadrate da essa.
In ragione del dogmatismo cinese, rapidamente Thiriart non si fece più illusioni su un aiuto proveniente da Pechino.
Gli era dunque necessario trovare altri alleati: saranno i paesi arabi progressisti in lotta contro l'imperialismo israelo-sionista e il suo inseparabile alleato americano. Le condizioni sono favorevoli: un nascente movimento di resistenza palestinese allo stato embrionale; dei paesi arabi umiliati da Israele e desiderosi di rivincita (questo sentimento non farà che accentuarsi dopo l'aggressione sionista del giugno 1967); una mancanza di quadri di alto livello e di alta tecnologia; dei governi rivoluzionari, nazionalisti ma non marxisti. Esiste dunque incontestabilmente un terreno. Rimane da occuparlo.

Sarà l'occasione per Thiriart di sviluppare **il concetto delle BRIGATE EUROPEE**: "*Il carattere ineluttabile di un prossimo scontro militare tra Israele e gli Arabi - tutto il determinismo storico vi conduce – dovrebbe portare ad incoraggiare la creazione di Brigate Internazionali reclutate qui, in Europa, e destinate a formare delle divisioni di tipo altamente meccanizzato, altamente specializzate, da utilizzare per la rottura [lo sfondamento, NdT]. L'ho detto prima: la guerra di liberazione della Palestina ci interessa al più alto livello perché è una guerra anti-americana. I nazionalisti pan-europei devono formare dei quadri, provarli, (...). Una partecipazione militare all'azione di liberazione della Palestina costituirebbe allo stesso tempo per gli Arabi un aiuto materiale e morale e per noi l'occasione per la costituzione di una formazione armata d'intervento che potrà servire poi, dopo la campagna di Palestina, su altri teatri*" (46).
Si tratta dunque di creare una forza politico-militare europea, sviluppata seguendo il modello delle BRIGATE INTERNAZIONALI costituite dal Komintern duranti la guerra civile spagnola (1936-39). Queste Brigate Europee, inquadrate dai militanti di JEUNE-EUROPE, avrebbero svolto il ruolo di "cubani d'Europa", animanti ovunque la lotta anti-americana.
"*Nel quadro di un'azione planetaria contro le usurpazioni dell'imperialismo degli Stati Uniti, cioè nel quadro di un'azione quadricontinentale contro Washington, bisogna contemplare una presenza militare europea che per il momento, nella stessa Europa, è prematura. Ma questa presenza militare può e deve affermarsi su altri teatri d'operazioni, in America del Sud, nel Vicino Oriente*" (47).
Thiriart espone chiaramente i vantaggi che si aspetta da questa operazione politico-militare: "*Per noi patrioti europei il vantaggio sarebbe di formare sul terreno i quadri del futuro Esercito Popolare di Liberazione dell'Europa. Ci sono necessarie delle guerre di addestramento per operare la decantazione indispensabile alla messa in opera di un quadro militare interamente nuovo. Bisogna potersi far la mano in Bolivia o in Colombia, prima di fare lo stesso in Europa. Questo sarà in qualche sorta lo stile "garibaldino" - uno dei molteplici aspetti della liberazione europea. Dal momento in cui sarà possibile operare sul terreno europeo, noi avremo così i quadri addestrati per un'azione militare insurrezionale e liberatrice*" (48).

L'obbiettivo di Thiriart è evidente: sfociare rapidamente in un'azione militare anti-americana, qui, in Europa: "*La formazione di queste Brigate deve farsi in uno stile e in strutture fin dall'inizio formalmente europee. Non può essere questione di mischiare i nostri elementi con altri, ma di prestarli per campagne precise. In effetti lo scopo finale di tutte queste operazioni sarà di sfociare nel teatro europeo con uno strumento politico-militare debitamente strutturato, inquadrato, gerarchizzato ed educato*" (49). Definito il concetto di BRIGATE EUROPEE, restava da trovare il "polmone" dove svilupparle. "*Dove addestrare queste Brigate? Ma nei paesi che sono realmente determinati a distruggere l'imperialismo americano*" (50). Vedremo di seguito per quali ragioni queste Brigate non vedranno la luce.

Ma il concetto stesso di brigate conoscerà una posterità inattesa, dopo il passaggio di certi quadri di JEUNE-EUROPE all'estrema sinistra maoista. Edulcorato, ridotto ad una visione strettamente italiana e privato di ogni prospettiva europea, questo concetto ispirerà quello delle BRIGATE ROSSE italiane, cosa che non ha niente di sorprendente quando si conosce la personalità dei loro fondatori.
Peraltro Thiriart ricorderà questa posterità: "*Alcuni degli ex di Jeune-Europe in Italia, dopo il mio ritiro, si sono uniti con la frazione comunista cinese. Ciò ha portato ad un terrorismo rimarchevole dal punto di vista tecnico, ma senza avvenire, per mancanza di un pensiero politico coerente*" (51).

LA MISSIONE POLITICA DI THIRIART IN MEDIO ORIENTE

All'inizio del 1968, Thiriart tenta degli importanti passi presso paesi arabi progressisti, principalmente l'Algeria, al fine di concretizzare il suo progetto delle Brigate Europee. In quel tempo scrisse: "*Si può, si deve esaminare un'azione parallela e desiderare la formazione militare, in Algeria, fin da ora, di una sorta di Reichwehr rivoluzionaria europea. Gli attuali governi del Belgio, Paesi Bassi, Inghilterra, Germania, Italia essendo a diversi gradi i satelliti, i valletti di Washington, dobbiamo, noi nazionalisti, noi rivoluzionari europei, andare a formare in Africa i quadri di una futura forza politico-militare che, dopo aver servito nel Mediterraneo e nel Vicino Oriente, potrà battersi un giorno in Europa per farla finita con i kollabos di Washington*"(52).

Nell'autunno 1967, il braccio destro di Thiriart, Gérard Bordes, direttore di LA NATION EUROPEENNE, va in Algeria per sondare il terreno. E ricevuto da alte personalità algerine, quali Cherif Belkacem (coordinatore del Segretariato Esecutivo del FLN), Mohamed Bel-Hadj Tayebi (responsabile delle relazioni estere del Segretariato Esecutivo), tutti e due membri del Consiglio della Rivoluzione, e Djemil Ben Dimred (direttore dell'organo centrale del FLN, REVOLUTION AFRICAINE) (53).
I risultati di questo viaggio furono incoraggianti: Cherif Belkacem dichiarò a Gérard Bordes: "*Conosciamo le prese di posizione del vostro movimento, segnatamente in ciò che concerne la crisi del Medio Oriente... noi lo consideriamo come un alleato*" (54). I contatti proseguiranno, essenzialmente tramite l'intermediazione del corrispondente accreditato di LA NATION EUROPEENNE, Gilles Munier.
Nell'aprile 1968, Bordes torna nuovamente ad Algeri dove consegna un memorandum al governo algerino. In questo, Thiriart e Bordes propongono in particolare: "*Contributo europeo alla formazione di specialisti in vista della lotta contro Israele, la "preparazione tecnica*

della futura azione diretta contro gli Americani in Europa", la "*creazione di un servizio d'informazioni anti-americano e anti-sionista in vista dell'utilizzazione simultanea nei paesi arabi ed in Europa"* (55). Spaventati da questo progetto rivoluzionario, i dirigenti algerini non vi diedero seguito ed i contatti s'interruppero.

Thiriart, che è già in contatto **con ufficiali siriani ed irakeni del partito Ba'ath**, volge allora la sua attenzione verso i paesi arabi che fanno direttamente fronte ad Israele.
Nell'autunno 1968, intraprende un'importante missione politica nel Vicino Oriente della quale fa il resoconto LA NATION EUROPEENNE del novembre dello stesso anno (56). In Egitto **è ricevuto dal presidente Nasser** ed assiste come accreditato ai lavori d'apertura del Congresso dell' « Unione Socialista Araba », il partito di governo egiziano. E' anche ricevuto da diversi ufficiali tra i quali i ministri Hafez Ghanem e Ahmed El Morshidy (57). **E' ufficialmente invitato dal governo irakeno ed incontra diversi ministri – e' anche ricevuto da Saddam Hussein -** e direttori generali. Questa missione politica ha una grande risonanza nella stampa araba. Thiriart concede interviste a tre giornali irakeni, un'intervista unica a tutta la stampa e alla radio-televisione libanese (58).
LA NATION EUROPEENNE (59) espone gli obbiettivi di questo importante viaggio: "*La grande preoccupazione di Jean Thiriart è il coordinamento dell'informazione politica araba in Europa e la lotta contro le gigantesche lobbies della stampa filo-sionista in Europa... Il nostro consigliere politico stima che il primo sforzo che gli arabi devono fare consiste nell'organizzare la loro informazione in Europa. Che in seguito è auspicabile l'organizzazione di formazioni militari di volontari europei per aiutare e partecipare alla lotta di resistenza palestinese*".
I risultati pratici di questo viaggio, come spiegherà Thiriart stesso, saranno estremamente illusori: "*Ho incontrato la gente dell'OLP a Bagdad, di un'OLP del tutto elementare, rudimentale, quasi embrionale. Ho incontrato i ministri irakeni nell'intento d'organizzare nei paesi arabi una forza militare europea moderna. Il veto sovietico è stato istantaneo... Ho incontrato Nasser che mi ha subito deluso molto. Era un uomo di teatro. Sarei tentato di dire un uomo di parole più che d'azione*" (60). Così le BRIGATE EUROPEE non videro mai il giorno.

IL DOPO « JEUNE-EUROPE »

Il fallimento di questo viaggio avrà delle conseguenze definitive per JEUNE-EUROPE: il ritiro dalla vita politica attiva di Thiriart (dopo 15 anni) e la rapida scomparsa dell'organizzazione. A questo proposito Thiriart scriverà: "*Sono tornato dal Cairo verso Roma, di notte, in un grande Boeing della Japan Air Lines, con la decisione di archiviare questo dossier. Mi sono allora ritirato dalla politica attiva....*" (61). LA NATION EUROPEENNE pubblica il suo ultimo numero nel febbraio 1969. Le differenti reti dell'organizzazione si sciolgono rapidamente, l'italiana sparirà per ultima nel giugno 1970 (LA NAZIONE EUROPEA pubblica il suo ultimo numero quello stesso mese). Un ultimo tentativo di riformare l'organizzazione senza Thiriart, fallisce nella primavera del 1969 (62). JEUNE-EUROPE appartiene ormai alla storia. E' l'assenza di mezzi finanziari sufficienti - Jeune-Europe è una voragine senza fondo - che motiva il ritiro di Thiriart, che si rifiutava di condurre una lotta politica di basso livello, senza mezzi. Per i quadri di JEUNE-EUROPE è la dispersione. Molti di loro rientreranno semplicemente nel sistema, abbandonando la politica. Certi - soprattutto belgi e francesi - raggiungeranno l'estrema destra dove apporteranno un certo spirito "europeo".
Un pugno di militanti tenteranno di ricreare un' organizzazione europea, principalmente attraverso le diverse frazioni di LOTTEA DI POPOLO. Infine, e unicamente in Italia (63), dei quadri e dei militanti di JEUNE-EUROPE passeranno all'estrema sinistra maoista (dove ritroveranno dei vecchi compagni che avevano fatto lo stesso itinerario nel 1967-68) e da là alle BRIGATE ROSSE. E' della loro evoluzione che ci vogliamo occupare [in un prossimo articolo].

Luc MICHEL
(1985)

Note:

(1) Yannick Sauveur, JEAN THIRIART ET LE NATIONAL-COMMUNAUTARISME EUROPEEN, tesi pubblicata dall'Università di Parigi nel 1978, sotto la direzione del professor Gerbet, terza edizione (in 4 volumi e 600 pagine), Editions Machiavel, Charleroi, 1985.
(2) E' così che si presenta l'organizzazione stessa nell'intestazione dei suoi giornali e dei suoi documenti.
(3) Jean Thiriart, "*Vers une paralyse du regime*" in JEUNE-EUROPE, nr. 212, 11 giugno 1968, p. 2.
(4) Nel 1975, dichiarava in un'intervista accordata alla rivista universitaria CAHIERS DU CDPU, nr. 12: "*Ho cominciato, come sapete, molto giovane il mio 'percorso', la mia 'cerca del Graal politico' nel Partito Comunista. Era il tempo di Stalin*".
(5) Cfr. la postfazione di Marcel Ponthier, intitolata "*Influences*" in LA GRANDE NATION, L'EUROPE COMMUNAUTAIRE DE BREST A BUCAREST, Bruxelles, ottobre 1965.
(6) Jean Thiriart, "*L'Europe nous devrons la faire nous-même*", in JEUNE-EUROPE nr. 214, 9 luglio 1965, p. 6.
(7) Communication, nr. 385, 26 settembre 1966. Si tratta del bollettino francofono interno di JEUNE-EUROPE.
(8) Così, Patrice Chairoff, poco sospetto di simpatie, scriverà nel suo Dossier neo-nazisme (ed. Ramsay, 1977) : "*Jeune-Europe... non risparmierà il suo soste-gno all'OAS e numerosi suoi militanti conosceranno, in quest'occasione, la prigione. Una menzione importante, caratteristica dell'efficacia del movimento belga: se l'inconsistenza di diversi membri dell'OAS condusse all'arresto di diversi militanti di Jeune Europe, il contra-rio non si verificò mai*".
(9) NATION EUROPE, nr. 109, 21 settembre 1962.
(10) cfr. E. Verhoeyen, "*L'extrême-droite en Belgique*", COURRIER HEBDOMADAIRE DU CRISP, nr. (642-643, 26 aprile 1974).

(11) In LA NATION EUROPEENNE, nr. 21, ottobre 1967.
(12) In LA NATION EUROPEENNE, nr. 24, febhraio 1968.
(13) *"La paix americaine: la paix des cimetières*", in LA NATION EUROPEENNE, Ibid., pg.12.
(14) Cfr. la lettera del generale Peron pubblicata nel settimanale NATION EUROPE, nr. 97 del 25 maggio 1962. E l'intervista di Peron in LA NATION EUROPEENNE, nr. 30, febbraio 1969.
(15) LA NATION EUROPEENNE, Ibid., p. 20/22.
(16) Articolo "*Les Arabes et l'Occident*", in LA NATION EUROPEENNE, nr. 28, giugno l968, p. 14/l6.
(17) Articoli *"Palestine, nouveau Vietnam*" in LA NATION EUROPEENNE, nr. 17, maggio 1967 e "*La menace israélienne au Moyen-Orient*" in LA NATION EUROPEENNE, nr. 13 e 14, gennaio e febbraio 1967.
(18) Articolo intitolato *"Israel: pion de l'imperialisme*" in LA NATION EUROPEENNE, nr. 21, ottobre 1967, p. 18.
(19) LA NATION EUROPEENNE, nr, 21, ottobre 1967.
(20) LA NATION EUROPEENNE, nr. ~0, febbraio 1969.
(21) LA NATION EUROPEENNE, nr. 2, novembre 1968.
(22) LA NATION EUROPEENNE, nr. 23, dicembre 1967, p. 6/9.
(23) Il lettore farà riferimento allo studio di José Cuadrado Costa, "*L'Union Sovietique dans la pensee de Jean Thiriart*", pubblicato nell'edizione in quattro volumi della tesi di Y. Sauveur, JEAN THIRIART ET LE NATIONAL-COMMUNAUTARISME EUROPEEN, op. cit.
(24) Sotto lo pseudonimo di "Tisch", "*L'Europe et l'URSS, un Rapallo européen: pourqoi pas ?*" in JEUNE-EUROPE, nr. 85, 2 marzo 1962.
(25) L'anno 1964 vedrà l'esclusione del gruppo franco-belga animato da Lecerf, Nancy e Jacquart (Thiriart parlerà di "*liquidazione dell'estrema destra*") ed il ritiro del dottor Teichman, animatore della "*corrente di destra*" dell'organizzazione.
(26) Jean Thiriart, LA GRANDE NATION, L'EUROPE UNITAIRE DE BREST A BUCAREST, op. cit., p. 60.
(27) Lo NEP - Nuova Politica Economica - faceva coabitare delle forme miste d'economia ed in particolare rendeva alla gestione privata l'economia di distribuzione.
(28) Jean Thiriart,106 QUESTIONS SUR L'EUROPE. Entretiens avec le journaliste espagnol Mugarza, ed. Machiavel, Charleroi, 1985.
(29) *L'Union Sovietique dans la pensée de Jean Thiriart*, op. cit.
(30) In LA NATION EUROPEENNE, nr. 11 , 15 novembre 1966, p. 12.
(31) Nel giugno 1966. In seguito a questo viaggio, LA NATION EUROPEENNE pubblicherà un lungo reportage di Thiriart intitolato "*Roumanie l966*" (nr. 11, 12 e 13).
(32) Articoli "*L'industrialisation de la Roumanie*" in LA NATION EUROPEENNE nr. 11, novembre 1966 e "*Sciences et art en Roumanie*" in LA NATION EUROPEENNE, nr. 12, dicembre 1966.
(33) Articolo *"Les Balkans et les courants européens*" in LA NATION EUROPEENNE, nr. 12.
(34) Articoli *"Le nouveau rôle de la Mediterranée dans la stratégie americaine*" in LA NATION EUROPEENNE, nr. 11 e "*Les motifs et les effets de la revolution culturelle*" in LA NATION EUROPEENNE nr. 13.
(35) Rivista MEDUNARODNA POLITIKA, Belgrado, nr. 392-393, agosto 1966.
(36) LA NATION EUROPEENNE, nr. 18, luglio 1967, p.l2 e 13.
(37) Cfr. LA NATION EUROPEENNE, nr. 22, novembre 1967, p. 22.
(38) Cfr. LA NATION EUROPEENNE, ibid.
(39) Intervista di Jean Thiriart con Luc Michel, gennaio 1985.
(40) Thiriart prima della guerra è stato per tre anni studente di scrittura cinese. Cfr. 106 QUESTIONS SUR L'EUROPE..., op. cit.
(41) Una vigorosa azione dei militanti di JEUNE EUROPE contro l'Ordine di Yalta, simbolizzato dall'incontro Krusciov-Kennedy a Vienna, giugno 1961, aveva segnato quest'incontro di numerosi incidenti. A questo proposito cfr. NATION EUROPE nr. 46 (2 giugno 1961) e LA DERNIERE HEURE, Bruxelles, 4 e 5 giugno 1961.
(42) DOSSIER NEO-NAZISME, op. cit., p. 445.
(43) Jean Thiriart, "*L'erreur stratégique de Mao*" in LA NATION EUROPEENNE, nr. 10, ottobre 1966.
(44) *"Les déceptions d'un chef communiste*", in LA NATION EUROPEENNE, nr. 13, gennaio 1967, p. 8
(45) Documento che figura nell'archivio personale di Jean Thiriart. (Fonds d'Archives Jean Thiriart du PCN)
(46) Jean Thiriart, *"Les Arabes et l'Europe*", in LA NATION EUROPEENNE, nr. 29, novembre 1968, p. 10/13.
(47) Jean Thiriart, *"USA: le déclin d'une hegemonie*", in LA NATION EUROPEENNE, nr. 18, luglio 1967, p. 4/8. (48) (49) (50) Ibid.
(51) Jean Thiriart, 106 QUESTIONS SUR L'EUROPE..., op. cit, domanda 91.
(52) Jean Thiriart, *"USA: un empire de marchants*" in LA NATION EUROPEENNE, nr. 21, ottobre 1967, p. 4/7,
(53) Cfr. LA NATION EUROPEENNE, nr. 2], ottobre 1967, p. 26/30.
(54) Ibid., p. 29.
(55) "Memorandum a l'intention du gouvernement de la Republique algerienne", Paris, 12 aprile 1968, documento firmato da Bordes e Thiriart, archivio personale di Jean Thiriart (Fonds d'Archives Jean Thiriart du PCN)
(56) LA NATION EUROPEENNE, nr. 29, novembre 1968, pp. 2, 14, 15, 24.
(57) (58) (59) Ibid.
(60) Jean Thiriart,106 QUESTIONS SUR L'EUROPE..., op. cit., domanda 91.
(61) Ibid.
(62) Cfr. le diverse lettere tra Bordes e Bruschi, archivio personale di Gérard Bordes (Fonds d'Archives Jeune-Europe du PCN).
(63) Con un'eccezione, quella di Jean-Claude Garot, direttore del giornale belgio di sinistra POUR, ed ex di JEUNE-EUROPE.

Lisez le n° spécial de NATION-EUROPE consacré au refus du PCN du Traité constitutionnel et à vision de la Grande-Europe des "Communautaristes européens" -
Read the special issue of NATION-EUROPE over PCN-NCP's NO to the Constitutionnal Treaty and the Greater-Europe view of the "European Communitarianists" -
Téléchargement gratuit / Free download :

WWW.PCN-NCP.COM/NE

May 20' 2005 - Serial 5
20 mai 2005 - 5e Série

NATION EUROPE

#43 International issue
Edition internationale

La Tribune communautariste européenne du PCN
PCN-NCP' s European Communitarianist Forum

Leur «Europe» n'est pas la nôtre !

Le «Manifeste contre le projet de Traité constitutionnel» du PCN

Le modèle européiste des «Communautaristes européens»: l'Europe unitaire et communautaire

Dossier géopolitique: La question des frontières de la Grande-Europe eurasiste de Reykjavik à Vladivostok et du Québec au Sahara

La vision eurasiste d'une autre Europe

Their "Europe" is not ours !

English Section on page 39

¡Su "Europa" no es la nuestra!

Resumen español en la página 47